

L'extrémisme de l'ETA

Pout-on espérer un jour résoudre le problème basque par la voie du dialogue avec l'ETA militaire ? Ceux qui, tant parmi les socialistes qu'au sein de l'opposition, répondent à cette question par la négative, voient aujourd'hui leur position confortée après la reprise des attentats et la rupture des conversations d'Alger entre représentants du gouvernement de Madrid et de l'organisation séparatiste.

Les tentatives de dialogue avec l'ETA se suivent, et se ressemblent trop. Elles ont été aussi nombreuses qu'infructueuses depuis 1978, lorsque le ministre de l'Intérieur de l'époque, le centriste Martin Villa, s'était montré disposé à se rendre à Genève pour y rencontrer en secret les responsables de l'organisation. Ces pourparlers ont tous buté sur le même écueil, les dirigeants les plus intransigeants s'entendant à faire monter les enchères jusqu'au point de rupture.

L'expérience n'a que trop montré que la logique militaire continue de déterminer le rapport de forces au sein de l'ETA, et que les jusqu'au-boutistes finissent toujours par l'emporter.

Si la voie du dialogue apparaît donc pour le moment bouchée, celle de la répression policière se révèle-t-elle, à elle seule, suffisante ? Certes, la police espagnole a prouvé qu'elle était en mesure, avec la collaboration fébrile d'esséniers de rudes coupe à l'ETA, et c'est désolant que une énergie redoublée qu'elle resserrera l'étau autour de l'organisation. Il n'en demeure pas moins que l'ETA a démontré, elle aussi, qu'elle maintiendra malgré tout sa capacité meurtrière. Sa base de recrutement ne s'est guère tarie, comme en témoignent les 15 à 20 % de voix qu'obtient à chaque élection la coalition Herri Batasuna, le « bras politique » de l'ETA. Les derniers sondages indiquent même, à la veille des élections européennes, une légère hausse des intentions de vote pour la coalition, qui s'est retrouvée au centre de toutes les attentions grâce aux conversations d'Alger.

L'affrontement sanglant serait-il voué à durer indéfiniment ? La situation est peut-être moins bloquée qu'il n'y paraît. Car s'il est vrai que le nombre, minoritaire mais significatif, de Basques qui appuient l'ETA ne se réduit guère, le nombre de ceux qui le condamnent désormais sans ambages ne cesse de croître.

L'époque où le « marais » de la population basque ne voyait dans les activités de l'ETA que les fils déviés du nationalisme, dont on désapprouvait les moyens mais non les fins, semble désormais révolue. Ce sont les nationalistes basques eux-mêmes qui ont pris aujourd'hui la tête de la lutte contre l'ETA, et convaincu définitivement la société de ne plus céder à la peur ou à l'ambiguïté : on l'a bien vu le 18 mars dernier, lorsque quelque deux cent mille Basques sont descendus dans la rue pour exiger de l'ETA « la paix maintenant et pour toujours ».

L'ETA a amplement démontré qu'elle raisonnait peu en termes de démocratie. Mais ceux qui, en son sein — et il en reste — se réclament encore de ce nationalisme qui fut la raison d'être de l'organisation ne peuvent plus feindre d'ignorer qu'aujourd'hui ils ne parlent plus guère au nom de la population basque.

(Lire nos informations page 40.)

M 0147 - 04130 - 4,50 F



3790147004500 04130

Malgré l'octroi d'une prime de transport

Les syndicats corses se mobilisent pour obtenir une reprise des négociations

L'incompréhension entre le gouvernement et les syndicats des fonctionnaires de Corse demeure totale. Les syndicats ont demandé, mercredi 12 avril, la réouverture des négociations auxquelles le gouvernement a choisi mardi de mettre un terme, en décidant unilatéralement l'attribution d'une indemnité de transport dont le montant n'est pas négociable. Une manifestation régionale devait être organisée mercredi à Bastia.



Lire nos informations page 10

Droits des malades, prévention, consommation médicale

Le gouvernement définit une nouvelle politique de la santé

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a présenté, mercredi 12 avril, au conseil des ministres une longue communication concernant la politique de santé pour les trois années à venir. Le gouvernement envisage d'intensifier la prévention, de développer les droits des malades, de décloisonner l'hôpital, de mieux contrôler les médicaments et les honoraires des médecins.

La communication de M. Evin marque une étape importante dans la politique de santé. Elle réunit — enfin — des chapitres traités, jusque-là, au hasard des nécessités ou des contingences politiques. Mais surtout elle propose un projet à moyen terme qui vise à concilier les grands principes — éthiques notamment — du système sanitaire français avec l'évolution des pratiques et des techniques médicales hospitalières, ainsi qu'avec la nécessaire maîtrise des dépenses de santé. Ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics tentent de réussir ce qui apparaissait bien souvent comme la quadrature du cercle. Le fait nouveau est que le gouvernement se fixe un objectif à court terme : trois ans.

« La médecine est inquiète, explique en préambule M. Evin. Les hôpitaux s'interrogent sur leur place dans le système de

soins. Les professionnels libéraux sont préoccupés par leur avenir compte tenu notamment de la surpopulation médicale. Les économistes dressent de sombres tableaux pour l'avenir de l'assurance maladie.

« Dans le même temps, nous attendons toujours plus de la médecine et nous demandons toujours plus aux institutions de santé. Celle-ci est plus que jamais au cœur des préoccupations de nos concitoyens, que ce soit à travers les inquiétudes que provoque l'extension de l'épidémie de sida ou à travers les espoirs et les interrogations que suscitent les progrès en matière de génie génétique. »

(Lire la suite et le dossier établi par GUY HERZLICH, JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI page 12.)

Un entretien avec M. Occhetto, secrétaire général du PCI

« Nous avons opté pour une voie européenne — et non plus italienne — vers le socialisme »

M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti communiste italien, était à Paris, mardi 11 avril, à l'invitation de la direction du Parti socialiste. Il s'est notamment entretenu avec MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire, Pierre Guizon, secrétaire aux relations internationales, et Gérard Fuchs, chargé des questions européennes et de sécurité. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Occhetto a évoqué essentiellement la nécessité, à ses yeux, de construire une « eurogauche ».

Placide et souriant, M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti communiste italien depuis juin dernier, ne s'offusque d'aucune question. Il est en visite à Paris à l'invitation du Parti socialiste français et quittera la ville sans rencontrer M. Georges Marchais ? Eh bien oui ! Mais cela ne doit surprendre personne pour trois raisons : la première, c'est que chacun est libre de rencontrer qui il veut puisqu'il est « depuis longtemps acquis que, lorsqu'il y a une rencontre de ce type avec un parti, elle est unique » ; la seconde, c'est qu'il

verra M. Georges Marchais à Rome, à une date non précisée il est vrai, mais qui se situera avant les élections européennes du 18 juin ; la troisième raison, reconnaît-il enfin, « à condition qu'on ne le brouille pas avec le mouvement communiste international », c'est que les divergences entre les deux partis « ne sont un secret pour personne ».

Un peu plus tard, il expliquera même que ces différences prennent racines dans l'histoire... et la géographie : « Pour des raisons bien précises, nous n'avons pas privilégié une politique de lutte de classe mais une politique

nationale prenant en compte les disparités Nord-Sud qui affectent l'Italie ; grâce à Gramsci, nous avons aussi toujours accordé la priorité aux rapports entre socialisme et démocratie et nous avons depuis longtemps l'habitude de travailler non seulement avec nos ouvriers du Nord mais aussi avec une petite bourgeoisie menacée par l'évolution de notre société. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et OLIVIER BIFFAUD.

(Lire la suite page 4.)

L'ENQUÊTE : les dernières années de la colonie britannique

Hongkong se grise de prospérité

Hongkong vit ses dernières années sous le statut de colonie britannique. L'excitation née d'une prospérité exceptionnelle masque mal la sourde inquiétude face à un avenir désormais proche : la restitution à la Chine populaire, en 1997.

HONGKONG de notre envoyée spéciale

Du haut de la tour d'Exchange Square, orgueilleux symbole de verre, d'acier et de granit du centre des affaires de Hongkong, M. Shaw jette un oeil dubitatif vers le nord. Au-delà de la baie où

les cargos font la queue vers le plus vaste terminal pour conteneurs du monde, embouteillé au point de devoir être triplé, au-delà de Kowloon, la grouillante et l'affairiste, au-delà même des « nouveaux territoires » où des cascades de gratte-ciel apparaissent à chaque détour de colline, s'ouvre la Chine. Loin des ruelles bruyantes et de l'atmosphère survoltée qui ont fait de Hongkong le laboratoire privilégié des psychiatres du monde entier, dans le calme feutré d'un vaste bureau au raffinement dépouillé, ce consultant en investissements résume d'une phrase lapidaire les espoirs et les craintes des Chinois de la

colonie : « Amasser un maximum pour préparer le meilleur, mais aussi... le pire » au lendemain de la rétrocession de Hongkong à Pékin, en 1997.

Simple pragmatisme selon les uns, cynisme empesonné pour d'autres, cette attitude se nourrit de l'insolente prospérité de ce « dragon » très particulier où l'hyperlibéralisme a permis l'essor à marche forcée d'une industrie et, aujourd'hui, d'une économie de services sans équivalent à Taiwan, en Corée du Sud ou même à Singapour. L'humeur évolue au gré des nouvelles parvenant de Chine populaire : d'un dynamisme sans faille tant que les réformistes l'emportent de l'autre

côté de la frontière, choquée à l'annonce de la loi martiale instaurée au Tibet lors des émeutes de la mi-mars, ou simplement troublée par la décision de la Hongkong Land, premier holding immobilier, d'établir son siège aux Bermudes. Mais, pour le moment, chacun joue gagnant, à court terme tout au moins. L'économie se porte à merveille. « Trop bien même si l'on en juge par la surchauffe », reconnaît M. Cheng, principal économiste de la Hongkong and Shanghai Bank, le bras financier des autorités britanniques.

FRANÇOISE CROUGNEAU. (Lire la suite page 8.)

UN FILM DE JEAN-JACQUES BEINEIX

ROSELYNE

ET LES LIONS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 dh ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,50 F ; États-Unis, 4,95 \$; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 60 p. ; Hongrie, 150 ct. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 0,400 LD ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; République, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

La TGB à Tolbiac

M. Jack Lang a présenté la Bibliothèque de France voulue par M. Mitterrand. PAGE 23

Les attermolements de la France au Liban

Immense déception des chrétiens de Beyrouth. PAGE 3

Le débat dans l'opposition

Les « rénovateurs » s'interrogent sur la poursuite de leur action. PAGE 11

Moscou

et les mouvements nationalistes

Violentes attaques de la « Pravda » et de « L'Etoile rouge ». PAGE 4

L'islam en fièvre (IX)

L'islamisme en Turquie et en Albanie. PAGE 5

PARIS

Les villes nouvelles vingt ans après PAGE 16

Le sommaire complet se trouve en page 30

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 20 à 22

Les développements de la crise libanaise

Les atterroissements de la France provoquent une immense déception chez les chrétiens de Beyrouth

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale.

« Ce cadeau empoisonné, on n'en avait pas besoin. » Cette réflexion d'un membre de l'entourage du général Michel Aoun, premier ministre du gouvernement militaire chrétien, reflète bien l'immense déception qui gagne le pays chrétien devant les incertitudes et tergiversations de la politique française au Liban. « Quand on n'avance pas, on recule. Et que l'on n'essaye pas de nous faire croire le contraire », poursuit-il en réponse à la déclaration du secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, qui avait déclaré, à l'issue de sa première journée, de mission à Beyrouth : « Il n'y a ni renoncement ni avancée dans l'initiative humanitaire de la France. Tout cela se négocie dans la difficulté ».

M. Kouchner, qui s'est entretenu, mardi, d'une part avec le général Aoun, chef du gouvernement, à majorité musulmane, appuyé par la Syrie, et de l'autre avec le général Hoss, chef du gouvernement libanais, à majorité chrétienne, a eu tout au long de sa mission un entretien avec M. Hoss, le gouvernement libanais a, dans un communiqué, annoncé qu'il « s'excusait de ne pouvoir accepter l'aide française destinée aux régions libanaises tant que la France ne clarifie pas sa position à l'égard de la crise libanaise ».

Le communiqué ajoute : « Le cabinet Hoss ne veut cependant pas priver de cette aide qualifiée d'humanitaire la minorité que la France soutient contre les autres minorités libanaises et invite le gouvernement français à faire accoster ses navires dans le port de Tripoli (sous contrôle de l'armée syrienne et

de ses alliés libanais) pour que l'aide y soit déchargée et envoyée immédiatement là où il le désire ».

Le désaveu des déclarations faites par M. Jean-François Deniau, émissaire du gouvernement, après son retour de Beyrouth — « elles n'engagent que lui-même », a souligné mardi soir M. Kouchner (1), qui affirmait que la mission de M. Deniau était terminée — suffirait à rassurer la position du cabinet Hoss ? Rien ne permet de le dire pour l'instant. Ses alliés au sein du gouvernement, MM. Jumblatt, chef du Parti socialiste progressiste à majorité druze, et Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, qui n'ont pas accepté mardi de recevoir, comme il était prévu, M. Kouchner, ont, pour leur part, maintenu leur

refus de toute aide française. M. Jumblatt exigeait même « les excuses de la France au peuple arabe du Liban ».

Pris entre deux feux, M. Kouchner a, mardi, tenté, non sans confusion, d'insister sur le seul aspect humanitaire de cette aide française, destinée, a-t-il souligné à plusieurs reprises, « à tous les Libanais qui, tous, ont souffert », atténuant ainsi les propos de M. Deniau, qui avait déclaré : « Aujourd'hui, ce sont les chrétiens qui sont menacés dans leur vie et leur sécurité ». Mais, en ajoutant que, « si l'aide de la France se voyait refusée, nous en serions les conséquences », le secrétaire d'Etat a confirmé l'impression de totale improvisation de l'initiative française. « Le processus n'est pas bloqué, le dialogue se poursuit », a toutefois ajouté

M. Kouchner, qui devait s'entretenir de nouveau mercredi avec le général Aoun et M. Hoss. Une chose est sûre : les bateaux français (voir l'article ci-dessous) n'arriveront pas tout de suite au Liban, et l'urgence proclamée par le gouvernement français semble avoir brusquement disparu.

Pour compliquer les choses, enfin, alors que le général Aoun s'était déclaré prêt, mardi matin, à faire débarquer le pétrole français dans le terminal de Jieh, un membre de son gouvernement a menacé, mardi soir, de bloquer tout le trafic maritime au Liban. « Si la fermeture du port de Beyrouth se prolonge, elle risque d'entraîner celle des ports légaux de Sidon, Tyr et Tripoli », a en effet affirmé le général Issam Abou Jamra.

Les difficiles négociations entreprises à Beyrouth par M. Kouchner risquent en tout cas de se prolonger, et le secrétaire d'Etat a lui-même laissé entendre que sa mission pourrait durer plusieurs jours. « On n'engage pas un bras de fer avec la Syrie si on n'est pas prêt à en payer le prix », nous disait un responsable du pays chrétien encore incrédule devant une initiative dont il est clair que le seul moteur a été émotionnel, sans parler des facteurs relevant de la politique intérieure française.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) M. Kouchner a déclaré, selon l'AFP : « Les déclarations de M. Deniau pendant le temps où il était l'envoyé du ministre français des affaires étrangères, c'est-à-dire jusqu'à vendredi midi, ont été conformes à la position de la France en faveur du dialogue inter-libanais et de la réunion du Liban. Après cette date, elles n'engagent en rien le gouvernement français. » Interrogé à ce propos par téléphone, M. Deniau a déclaré qu'il ne commentait les propos prêtés à M. Kouchner que dans l'après-midi de mercredi.

Cinq navires français mobilisés en Méditerranée orientale

Le bâtiment de soutien-santé *Rance*, avec son bloc chirurgical et ses installations hospitalières, et le pétrolier *Penhors*, qui l'accompagne et qui a été affecté à la Société d'armement fluvial et maritime (SOFUMAR) de Paris, devaient marquer un temps d'arrêt devant le port chypriote de Larnaka, où ils sont attendus à partir du mercredi 12 avril. Cette escale est, en réalité, une pause dans la navigation de ces deux navires de la marine française pour donner ses chances à la négociation entamée, depuis Beyrouth, par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, délégué par le gouvernement.

Mais la *Rance* et le *Penhors* ne sont pas les seuls bateaux français à croiser actuellement dans cette partie orientale de la Méditerranée.

Déjà, avant même le déplacement des deux navires, un aviso-escorte, le *d'Estienne d'Orves*, patrouillait dans la zone depuis plusieurs semaines, la marine nationale maintenant traditionnellement une présence navale devant le Liban. De même, un autre pétrolier-ravitailleur, la *Meuse*, a quitté Toulon à la fin de la semaine dernière pour le bassin oriental de la Méditerranée, et la frégate anti-sous-marin *Dupleix* a été déployée de son exercice d'entraînement pour gagner progressivement cette même zone maritime.

Un instant envisagé, l'envoi du transport de chalands de débarquement *Ouragan*, qui est normalement basé à Brest, a été, en fin de compte, décommandé par la marine.

Veillée de prières œcuménique à Notre-Dame de Paris

Mgr Decourtray : « Nous sommes tous libanais »

Les psaumes chantés en arabe s'élevaient, poignants comme des malédictions, dans la pénombre de la cathédrale. « Ce soir, nous sommes tous libanais. Nous ne venons pas faire qu'un avec ce peuple frère, ce peuple avec toutes ses composantes. Celui de l'égalité des droits entre chrétiens et musulmans, et qui le révélerait si prenait fin l'occupation dont il est victime », dit le cardinal Decourtray, président de la Conférence des évêques de France, lors de la cérémonie de prière.

« La France bat en retraite » estime la presse libanaise

Beyrouth (AFP). — La presse libanaise estimait, mercredi 12 avril, que « la France bat en retraite » en différant l'arrivée des bateaux d'assistance humanitaire et en retirant son appui au comité de bons offices de la Ligue arabe sur le Liban.

Al-Anwar, indépendant, titre : « La France recule en faveur de l'action arabe et met fin à la mission de Jean-François Deniau, et Bernard Kouchner tente de sortir de l'impasse la question de l'aide humanitaire ». L'Orient-Le Jour, indépendant d'expression française, écrit en première page : « La France recule dans le rang sur conseil américain. La main repasse à la Ligue arabe ».

Les journaux pro-syriens font part de leur satisfaction. As-Safir titre : « La campagne française coule dans les eaux internationales et libanaises ». Pour Ach-Chark et An-Nida, « La France recule et ses bateaux attendent en mer un accord. Un nouvel émissaire français se démarque des propos de Deniau ». Al-Hakika écrit que « la France est revenue sur sa décision de guerre contre les forces patriotiques et diffère l'arrivée de ses bateaux ».

« Un appel de l'association libanaise à rompre le silence ». — Créée en septembre 1988 à l'initiative de Libanais et Libanaises « détachés de toute logique communautaire et qui ne se reconnaissent que dans leur citoyenneté », cette association annonce qu'une « charte de paix civile inter-libanaise » sera signée le jeudi 13 avril de 18 à 20 heures sur l'esplanade de l'Institut du monde arabe à Paris. Elle invite tous les Libanais et les amis du Liban à adhérer à cette charte et à « témoigner pour faire de cette date le point de départ d'une marche obstinée vers la paix, l'unité et la démocratie au Liban ».

Mgr Decourtray, qui a réuni, mardi 11 avril à Notre-Dame de Paris, près de 500 personnes.

L'émotion devait monter d'un cran avec la lecture d'un chapitre des *Lamentations* par un comédien, Michael Lonsdale, et de la prière d'un enfant libanais. Grâce à une liaison duplex avec le Voix de la charité, la radio maronite du Liban, la cérémonie était retransmise en direct à Beyrouth.

De sa résidence de Bkerke, on a ainsi pu entendre le patriarche Mgr Nasrallah Sfeir assurer que « les jours que nous vivons sont les plus horribles que nous ayons connus », et que « cette tragédie prendra fin le jour où, libres de toute pression, les Libanais pourront se retrouver ensemble pour restaurer leur vie nationale ».

Cette volonté de réconciliation était symbolisée, dans le chœur de la cathédrale, par la réunion de toutes les confessions chrétiennes : outre le nonce apostolique à Paris, Mgr Antonetti, et les évêques catho-

liques, étaient présents : M. Jean-Michel Sturm, président de l'Eglise évangélique libanaise, Mgr Jérôme, président du Comité interépiscopal orthodoxe et les responsables des Eglises orientales de France, notamment Mgr Harfouche pour les maronites, Mgr Gabriel (Salibi), vicaire patriarcal de l'Eglise orthodoxe d'Antioche, Mgr Nakachian pour les Arméniens orthodoxes et Mgr Chabroyon pour les arméniens catholiques, etc.

Le cardinal Lustiger avait aussi invité « les personnalités civiles » à cette veillée de prières, mais les premiers rangs de la cathédrale avaient été occupés par les seules personnalités de l'opposition, comme, outre M. Alain Pothier, président du Sénat, MM. Giscard d'Estaing, François Léotard, Jean-François Deniau, Bernard Stasi, Jacques Barrot, Jean Tiberi, Jacques Baumel, Etienne Pinte, etc. Les chaises vides devaient conforter le sentiment d'abandon des Libanais de Paris, que ne corrige pas le réconfort d'une prière.

H. T.

ISRAËL : l'assassinat d'un Palestinien à Jérusalem

L'enquête semble confirmer la thèse d'un attentat extrémiste juif

Jérusalem (AFP). — Des centaines de Palestiniens, portant des drapeaux de l'OLP et brandissant des portraits de Yasser Arafat, ont participé mardi 11 avril, dans la vieille ville de Jérusalem aux obsèques de Khalid Shawiah, tué lundi 10 avril par un inconnu vêtu d'un uniforme de l'armée israélienne.

M. Moshé Arens, le ministre israélien des affaires étrangères, a indiqué qu'on ne savait pas encore qui était à l'origine de cette agression, mais qu'il y avait « tout lieu de croire qu'un Juif en est l'auteur », ajoutant que c'était la « violence palestinienne » qui était « probablement la cause de l'attentat ».

Trois suspects juifs ont été arrêtés et les premiers résultats de l'enquête semblent confirmer la thèse d'un attentat perpétré par le groupe extrémiste juif, les « Sicaïres ». Des inconnus se réclamant de ce groupe clandestin ont déposé par ailleurs à

Jérusalem dans la nuit de lundi à mardi quatre balles devant le domicile d'une Israélienne qui travaille dans un dispensaire où sont soignés des Arabes.

Des inscriptions injurieuses avec le nom de cette Israélienne, dont l'identité n'a pas été révélée, ont également été peintes sur les murs de la maison.

Le groupe des « Sicaïres » a multiplié ces dernières semaines des attentats visant les véhicules ou les domiciles des personnalités israéliennes de gauche, tels l'écrivain Dan Almagor, proche du mouvement pacifiste Shalom Archav (La paix maintenant), un journaliste de la télévision qui avait interviewé des personnalités palestiniennes proches de l'OLP et le député Yair Tzabam du Mapam.

L'appellation de ce groupe fait référence aux sicaïres, une organisa-

Paris n'estime plus nécessaire de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Roland Dumas a conclu mardi 11 avril par un bref entretien avec le président Bush et ses collaborateurs directs un séjour d'un peu plus de vingt-quatre heures à Washington. C'est à nouveau le Liban qui, apparemment, a été au centre de la conversation, comme cela avait déjà été le cas la veille lors de l'entretien du ministre français des affaires étrangères avec le secrétaire d'Etat américain.

En sortant de la Maison Blanche, M. Dumas a mis en relief la « convergence » des vues françaises et américaines « sur la complexité du problème du Liban, sur la nécessité de traiter des problèmes de fond, notamment en soutenant l'action de la Ligue arabe ». « Bien sûr, a ajouté le ministre français, nous n'avons pas nié le rôle de la Syrie mais nous ne sommes pas allés plus loin dans l'analyse ».

Cette « convergence » dissimule une différence essentielle : les Américains « ne sont pas désireux d'intervenir eux-mêmes », comme l'avait remarqué lui-même M. Dumas au cours d'une conférence de presse tenue plus tôt dans la journée. Quant à l'avenir de l'« intervention » française, M. Dumas est resté dans le vague, précisant seulement que l'aide offerte par la France était destinée à « tous les Libanais » et que, si l'action de la France avait été mal comprise par certains, c'était sans doute dû à un « problème de communication ». Il a aussi fait valoir qu'il revenait à M. Bernard Kouchner, présent sur place, de « prendre les décisions » concernant la suite des opérations.

Le ministre des affaires étrangères a aussi clairement indiqué que

la France n'estimait plus utile de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies, dans la mesure où un cessez-le-feu avait été obtenu par l'intermédiaire du comité des six de la Ligue arabe.

Les relations Est-Ouest et la modernisation éventuelle des armes nucléaires à courte portée de l'OTAN en Europe ont aussi été évoquées, notamment lors des rencontres de M. Dumas avec le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, et avec le général Brent Scowcroft, le conseiller pour les affaires de sécurité.

Si les Américains insistent pour qu'une décision concernant le remplacement des fusées Lance par des armements plus modernes soit prise rapidement, les Français s'en tiennent à une position plus ambiguë, exprimée récemment par M. Mitterrand (« Si dans un camp on modernise, il faudra bien qu'on modernise aussi dans l'autre »), et qui, comme l'a souligné M. Dumas, « ne préjuge en rien de la décision qui sera prise ».

C'est essentiellement avec M. Scowcroft (souvent considéré à Washington comme la tête pensante de l'équipe Bush en politique étrangère) que M. Dumas a évoqué l'évolution de la situation en URSS et des rapports Est-Ouest. La partie américaine a rappelé qu'elle n'avait pas encore tiré les conclusions du processus de « réexamen » ou d'évaluation de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'URSS. Ce processus, dont les résultats sont attendus avec une certaine impatience à Washington, devrait être achevé d'ici quelques semaines, en principe avant la visite que M. Baker doit faire à Moscou un peu avant la mi-mai.

J. K.

A TRAVERS LE MONDE

Iran

Dix pays de la CEE sur douze ont renvoyé leurs ambassadeurs à Téhéran

Dix des douze pays de la CEE, qui avaient décidé le 20 février de « rappeler en consultation » leurs chefs de missions en Iran à la suite de la condamnation à mort par l'imam Khomeiny de l'écrivain britannique Salman Rushdie, ont renvoyé leurs représentants à Téhéran, confirmant de courtes décisions diplomatiques concordantes. La plupart des ambassadeurs ou chargés d'affaires ont, en effet, commencé à recevoir quelques jours après le 20 mars, date à laquelle le conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE a décidé de permettre à chacun des pays membres de renvoyer son chef de mission à Téhéran.

Alors que l'Iran a pris l'initiative de rompre, le 7 mars, ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, qui n'a plus de représentation et a confié à la Suède la défense de ses intérêts, seul l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff, n'est pas pour l'instant retourné à Téhéran.

Mozambique

Les rebelles de la RENAMO proclament un cessez-le-feu unilatéral

La Résistance nationale du Mozambique (RENAMO, opposition armée) a annoncé, lundi 10 avril, à Lisbonne, un cessez-le-feu « unilatéral ». Dans un communiqué parvenu au bureau de l'AFP dans la capitale portugaise, la RENAMO affirme que cette mesure vise à permettre aux organisations humanitaires internationales d'apporter leur aide « aux populations souffrantes et nécessiteuses ». Le communiqué, signé par le président du mouvement, M. Afonso Chakama, précise que le cessez-le-feu est entré en vigueur le 1^{er} avril et durera « jusqu'au 30 avril à minuit ».

En dépit du cessez-le-feu, la RENAMO a continué à effectuer des raids et à piller de petites villes du pays, ont affirmé des rapports gouvernementaux. Elle aurait notamment attaqué la ville de Nacaras, dans le nord de la province de Namputa et la ville de Maracoune, près de Maputo. — (AFP.)

Turquie

Le premier ministre a obtenu la confiance du Parlement

Le nouveau gouvernement du premier ministre Turgut Ozal a ramené, mardi 11 avril, à Ankara un vote de confiance, obtenant 289 voix sur les 450 députés que compte le Parlement.

Les quatre-vingt-trois députés du principal mouvement d'opposition, le Parti populaire social-démocrate (PPSD) de M. Erdal Inonu, ont refusé à l'unanimité la confiance. Le Parti de la juste voie (PJV, droite) de M. Suleyman Demirel, qui dispose d'une soixantaine de sièges au Parlement, n'a pas pris part au vote, estimant que ce dernier visait à « jeter de la poudre aux yeux ». — (AFP.)

● IRLANDE DU NORD : un mort et quatre blessés dans un attentat. — Un civil tué et quatre autres blessés mercredi 12 avril dans un attentat à la bombe contre la commissariat de police de Warrenpoint, près de la frontière de la République d'Irlande. La bombe était placée dans une camionnette piégée et aucun avertissement n'a été donné avant son explosion. — (AFP.)

Après
l'Empereur Frédéric II
Ernst
KANTOROWICZ
Les Deux Corps
du Roi
Voici enfin traduit le célèbre ouvrage d'Ernst Kantorowicz sur la théorie de la monarchie
Michel Sot/Le Monde
Bibliothèque des Histoires
GALLIMARD

Europe

URSS

Virulentes attaques de la « Pravda » et de l'« Etoile rouge » contre les mouvements nationalistes

Deux grands quotidiens soviétiques, la *Pravda* — organe du comité central du PCUS — et *Krasnata Zvezda* (l'« Etoile rouge ») — organe des forces armées — ont réagi aux tragiques événements de Géorgie par de virulentes attaques contre les mouvements nationalistes, la *Krasnata Zvezda* s'alarmant en particulier d'agressions contre des militaires en Géorgie.

Dans un éditorial publié en première page, mardi 11 avril, la *Pravda* dénonce les « extrémistes et nationalistes qui cachent leur véritable visage derrière un masque d'engagement à la perestroïka ». Ces gens qui ont « sur la conscience les événements d'Arménie et d'Azerbaïdjan », ainsi que les « manifestations nationalistes dans les républiques baltes, en Moldavie et dans d'autres régions ». Pour l'organe du PCUS, « couvrir de telles actions en invoquant la perestroïka et la glasnost est pour le moins sacrilège. C'est une violation directe de la légalité socialiste », qui vise à « miner les fondements de notre société ».

Même son de cloche, mercredi, dans un éditorial de la *Krasnata Zvezda*, qui accorde depuis l'année dernière une attention toute particulière aux questions nationales, couvertes de manière très complète par sa rédaction : « Ce n'est pas un secret pour personne que les slogans de la démocratie, de la glasnost, l'élar-

gissement des droits et libertés individuels sont de plus en plus souvent utilisés par les adversaires déchaînés de la perestroïka. Il suffit de rappeler les événements qui ont entraîné mort d'homme en Arménie et en Azerbaïdjan, ainsi que les manifestations nationalistes dans les républiques baltes, en Moldavie et dans d'autres régions. Aujourd'hui, de nouvelles victimes pèsent sur la conscience de ces meneurs : seize personnes piétinées sur la place de Tbilissi par une foule enflammée par des slogans anti-soviétiques. On redonne au passage que le quotidien des militaires ne fait aucune mention du comportement des forces de l'ordre soviétiques que même les autorités locales géorgiennes ont mis en cause dans le massacre du 9 avril.

« Vengeance contre les militaires »

L'envoyé spécial de l'« Etoile rouge » à Tbilissi — où la presse étrangère reste interdite de séjour — met en revanche l'accent, dans un reportage publié mercredi, sur l'attitude agressive d'une partie de la population, en particulier à l'égard des militaires soviétiques. « Des autobus et des trolleybus ont été attaqués par des jets de pierres de hooligans. Les chauffeurs ont été injuriés. Dans certains quartiers, on peut voir sur les murs

des slogans dénigrant le pouvoir soviétique. Des tracts contenant des menaces ont été déposés dans les boîtes à lettres d'immeubles où vivent des familles de militaires. Des rumeurs se répandent dans la ville selon lesquelles les responsables des morts sont des militaires. Ce serait là leur vengeance pour les crimes commis par Staline (qui était géorgien) contre le peuple russe. On tente donc d'organiser des provocations contre les militaires. Hier, par exemple, des pierres ont été lancées sur le major Sviridenko, le lieutenant-colonel Tselikine a été blessé à la tête par une bouteille lancée d'une fenêtre. »

La veille, le même journal avait fait un historique de la montée de la tension en Géorgie, signalant que dès samedi 8 avril, « des militaires avaient commencé à être victimes de menaces et d'attaques. Une foule enflammée, criant des slogans anti-soviétiques, a cassé les vitres de l'état-major de la région militaire de Tbilissi. Les vitres de la rédaction de l'« Etoile rouge », les fenêtres de la cantine de la Maison des officiers ».

M. Gorbatchev « ne badine pas »

Beaucoup plus mesuré, le quotidien du gouvernement, les *Izvestia*, a demandé que « tout soit dit » sur ces incidents, indiquant par ailleurs

que 464 personnes ont été interpellées pour avoir violé couvre-feu. La plupart des médias soviétiques paraissent mercredi 12 avril d'une situation toujours tendue, mais en voie de normalisation. Selon l'agence Tass, le travail a tendance à reprendre, bien que les établissements d'enseignement supérieur restent fermés.

Le bilan officiel est toujours de dix-huit morts, mais un médecin géorgien interrogé par l'agence AP par téléphone a indiqué qu'une dix-neuvième victime avait succombé à ses blessures. Selon les autorités, ces victimes seraient mortes d'asphyxie ou piétinées, et non sous les coups de pelles de sapeurs militaires.

Enfin, la télévision a montré mardi soir des images de chars et de blindés, de parachutistes et de soldats munis de gilets pare-balles patrouillant dans les rues de Tbilissi, où flottaient des drapeaux noirs. On y a vu aussi une jeune fille en pleurs et un groupe d'habitants prenant à partie les journalistes de la télévision.

M. Mikhaïl Gorbatchev a pour la première fois commenté les événements de Géorgie en recevant mardi le chef de l'opposition occidentale, M. Hans-Jochen Vogel. Le numéro un soviétique a évoqué devant lui le caractère « sacré » de la liberté d'expression, tout en soulignant qu'on ne « badine pas avec la question du pouvoir de l'Etat ».

GRÈCE

Le premier ministre avait promis d'« aider » Georges Koskotas

ATHÈNES de notre correspondant

Le quotidien du soir *Apoghomatini* a publié mardi 11 avril le script d'une conversation téléphonique entre le banquier-escroq Georges Koskotas et le premier ministre Kostas Karamanlis. Cet entretien, enregistré sur cassette, remonte au mois de juillet 1988. A l'époque, Georges Koskotas se sentait menacé et redoutait que la Banque de Grèce effectue un audit de la Banque de Crète dont il était directeur général et propriétaire. Il craignait surtout que l'on vérifie l'état de certains comptes qui ont servi — on l'a appris plus tard — à détourner des fonds de l'établissement.

Georges Koskotas décide alors de faire appel au chef du gouvernement pour éviter ces contrôles. Au téléphone, celui-ci promet d'en parler au ministre de l'Economie nationale, M. Panayotis Roumiliotis. Le banquier insiste et affirme qu'une audit « mettrait en danger la Banque de Crète, la société Grammi (maison

mère de l'empire de presse qu'il avait bâti en un temps record), et l'Olympiakos (le club de football qu'il avait acheté) ». M. Papandréou le rassure : « Tant que je suis premier ministre, dit-il, ce n'est rien à craindre ». Il lui recommande de « mettre au courant Georges Siliy et des problèmes ».

Ce « Georges » pourrait être Georges Louvaris, ami du chef du gouvernement, qui devait être interrogé par un juge d'instruction mercredi 12 avril.

Le quotidien *Apoghomatini* précise qu'il ne possède pas la cassette, mais seulement le texte écrit de la conversation. Il affirme toutefois que des gens « très proches de Koskotas » en Grèce lui ont garanti que le texte correspondait « exactement » à l'enregistrement. Ces personnes déclarent également que la cassette est « sous bonne garde » et qu'elle sera envoyée aux médias athéniens quelques jours avant les élections législatives qui auront lieu le 18 juin.

THÉODORE MARANGOS.

SUÈDE

Démission du chef des services de renseignement

STOCKHOLM de notre correspondant

M. Carl Lidbom, ambassadeur, a présenté mardi 11 avril à Stockholm son rapport final sur les services de renseignement suédois (SAEPO), dont le chef, M. Sune Sandström, avait démissionné la veille. Nommé voici un an et demi, M. Sandström, âgé de cinquante-huit ans, est l'homme qui avait dirigé, durant les premières « vingt-quatre heures » de l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme, la plus petite des six Républiques de la fédération, et pu choisir entre trois candidats et à bulletin secret.

M. Lidbom, âgé de cinquante-cinq ans, est connu pour ses idées libérales et fait partie d'une nouvelle génération d'hommes politiques, qui jouissent de la confiance des jeunes. En matière de politique intérieure, il se dit partisan de la démocratisation « de tous les secteurs de la vie sociale ». L'élection de M. Lidbom doit être entérinée le 14 avril par le Parlement du Monténégro.

En République de Bosnie-Herzégovine, l'élection du représentant à la présidence collégiale à Belgrade pose apparemment des problèmes. Le candidat le plus populaire, M. Nenad Komacovic, s'est retiré soudainement de la course sans donner d'explication officielle. Mais, selon *Vallier*, le journal des étudiants, ce retrait serait lié à un dossier de police sur M. Komacovic « contenant certaines informations sur des affaires de roubles et de dollars ». Aucun des deux candidats restant en lice, MM. Milan Skoro et Stevan Mirjanic, n'a révoqué mardi, au Parlement de Sarajevo, les 50 % de voix requis pour être élu. — (AFP, Reuters).

La presse estime que SAEPO n'ignorait sans doute rien de cette

affaire et elle s'interroge sur le rôle de M. Lidbom, ambassadeur en France et ami de M. Elie Carleson, celui-ci, dans le cadre de ses investigations secrètes, a en effet séjourné à plusieurs reprises à Paris.

M. Sandström a estimé mardi que M. Lidbom aurait dû abandonner sa mission d'étude sur les services de renseignement suédois au moment où le scandale a éclaté. « Comment a-t-il pu mener ce travail en solitaire alors qu'il a été un personnage-clé dans l'affaire Carleson, dans laquelle il lui incombait une responsabilité morale ? » a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

M. Carl Lidbom s'est étonné pour sa part que le chef de SAEPO, interrogé en novembre dernier, ne sache rien de « dossier Pierre Schori ». Celui-ci, actuellement secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, a été « fiché » et mis sur table d'écoute, après avoir, il y a plusieurs années et à la demande du gouvernement, rencontré à Paris un professeur spécialiste des questions liées et considérées habituellement par SAEPO comme un « agent de Moscou, lié au réseau Curjel ».

L'ambassadeur constate également que « rien de ce qu'a entrepris la contre-espionnage n'est consigné par écrit », ce qui rend impossible toute vérification de la légalité des opérations effectuées. M. Lidbom souhaite qu'à l'avenir les contacts établis avec les services d'autres pays dans la lutte contre le terrorisme, notamment israélien, revêtent un caractère « plus formel ». Le rapport qu'il a présenté marque un nouvel épisode de la lutte que se livrent depuis une vingtaine d'années SAEPO et le Parti social-démocrate. — (Interim.)

L'Abkhazie, du royaume à la « République autonome »

L'Abkhazie, dont les velléités de séparation de la Géorgie ont servi de détonateur à la crise de ces derniers jours, fut un royaume indépendant, puis une composante de la Transcaucasie avec un statut égal à celui de la Géorgie, avant d'être administrativement rattachée à cette dernière en 1922. L'Abkhazie devait être rattachée au statut de « République autonome » en 1930.

Les Abkhazes occupent à peu près la même territoire, au nord-ouest de la Géorgie, depuis le 1^{er} siècle de notre ère. Connus d'abord sous le nom d'Abazgites et d'Aples, ils ont constitué le royaume d'Abkhazie, qui finit par se soumettre à Byzance au VI^e siècle, puis prend son autonomie de la fin du VI^e siècle. En 978, il entre dans le royaume de Géorgie comme principauté et redevient indépendant du XV^e siècle à 1864.

A partir de 1829, la Russie entreprend la conquête définitive du Caucase du Nord. Les Caucasiens du Nord-Ouest, Tcherkesses, Oubykhs et Abkhazes — tous convertis à l'islam vers le milieu du XVII^e siècle — résistent

à pied jusqu'à l'extermination. Le peuple oubykhs est rayé de la carte en 1864 (il est encore représenté par quelques villages, dont un seul parle la langue, qui vivent dans trois villages de Turquie). Une grande partie des Abkhazes disparaît, tués ou exilés en Turquie, où 50 000 d'entre eux vivent encore. Sur leur territoire ainsi dépeuplé sont installés des colons russes, ukrainiens, etc. ce qui explique le déséquilibre démographique actuel entre les Abkhazes (17,1 %) et les autres composantes ethniques (Géorgiens 43,9 %, Russes 18,4 %) de la République autonome d'Abkhazie.

Les Abkhazes et les Abazes, qui forment une unité culturelle et linguistique très homogène, ont été séparés par le découpage administratif soviétique. Deux nationalités leur ont été attribuées : « abkhazes » dans la République autonome d'Abkhazie, « abaze » dans la région autonome de Karachai-Tcherkessie, située au nord de la chaîne du Caucase et rattachée à la Fédération de Russie.

● TCHÉCOSLOVAQUIE : appel de la Charte 77. — La Charte 77, mouvement tchécoslovaque pour la défense des droits de l'homme, a lancé, mardi 11 avril, un appel en faveur de la libération de son ancien porte-parole, M. Stanislav Devaty, qui observe depuis le 16 mars, en

prison, une grève de la faim. Dans cet appel, adressé à « tous les hommes de bonne volonté », le collectif des porte-parole anciens et actuels de la Charte 77 demande la libération de Stanislav Devaty,

Les Soviétiques veulent renflouer leur sous-marin en mer de Norvège

La marine soviétique veut renflouer le sous-marin nucléaire qui a coulé, vendredi 7 avril, en mer de Norvège. Le vice-amiral Sergueï Vargine, responsable politique de la flotte du Nord, l'a annoncé, mardi 11 avril, à la télévision. « Nous voulons renflouer le sous-marin pour découvrir ce qui s'est passé », a-t-il expliqué. Le bâtiment repose, par 1 500 mètres de fond, après un incendie à bord qui a fait quarante-deux victimes.

Un renflouage à une telle profondeur est une opération des plus délicates. Les Soviétiques possèdent deux sous-marins de plongée profonde, MIR-1 et MIR-2, qui peuvent descendre à 6 000 mètres. Construits il y a moins de deux ans aux chantiers navals finlandais de Tampere, ces sous-marins ont un équipage de trois hommes et une coque en titane pour pouvoir résister à une telle pression.

Les premiers échantillons d'eau prélevés dans la zone du naufrage, montrant aucune trace de radioactivité, selon des responsables norvégiens. Ces échantillons provenaient d'une profondeur de 1 600 mètres. Des tests précédents à l'air, au-dessus du lieu du naufrage, se sont aussi révélés négatifs. Mais il faudra attendre la semaine prochaine pour des résultats plus approfondis. — (AFP, AP).

YOUGO-SLAVIE

Les Monténégrins ont élu au suffrage universel leur représentant à la présidence

Les Monténégrins ont élu le 9 avril, au suffrage universel, M. Nenad Budin pour les représenter au sein de la présidence collégiale de la Yougoslavie. C'est la première fois que les électeurs du Monténégro, la plus petite des six Républiques de la fédération, ont pu choisir entre trois candidats et à bulletin secret.

M. Budin, âgé de cinquante-cinq ans, est connu pour ses idées libérales et fait partie d'une nouvelle génération d'hommes politiques, qui jouissent de la confiance des jeunes. En matière de politique intérieure, il se dit partisan de la démocratisation « de tous les secteurs de la vie sociale ». L'élection de M. Budin doit être entérinée le 14 avril par le Parlement du Monténégro.

En République de Bosnie-Herzégovine, l'élection du représentant à la présidence collégiale à Belgrade pose apparemment des problèmes. Le candidat le plus populaire, M. Nenad Komacovic, s'est retiré soudainement de la course sans donner d'explication officielle. Mais, selon *Vallier*, le journal des étudiants, ce retrait serait lié à un dossier de police sur M. Komacovic « contenant certaines informations sur des affaires de roubles et de dollars ». Aucun des deux candidats restant en lice, MM. Milan Skoro et Stevan Mirjanic, n'a révoqué mardi, au Parlement de Sarajevo, les 50 % de voix requis pour être élu. — (AFP, Reuters).

Un entretien avec M. Occhetto, secrétaire général du PC italien

(Suite de la première page.)

Mais, si les rapports entre les deux partis communistes intéressent M. Occhetto, le secrétaire général du Parti communiste italien préfère infiniment aborder un autre sujet, celui pour lequel il est venu rencontrer ses camarades socialistes français : l'Europe. Il n'est pas habituel en effet d'entendre en France un dirigeant communiste faire l'éloge de Jacques Delors et se prononcer avec lui pour « le renforcement des pouvoirs du Parlement européen », pour « la transformation des pouvoirs de la Commission dans la perspective d'un véritable gouvernement européen », pour « la création d'une banque européenne et pour le renforcement d'un pilier européen de défense au sein de l'alliance atlantique ».

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Se référant à M. Willy Brandt, M. Occhetto estime « nécessaire d'avancer dans l'intégration régionale », en ayant soin de souligner qu'il s'agit de la main mise du libéralisme de M. Thatcher, qui ouvrirait la voie à « un marché sans arbitre », à un « darwinisme social ». Loin du nationalisme, le dirigeant italien est conscient qu'un « abandon de souveraineté sera nécessaire sur le plan de l'harmonie fiscale et monétaire, sur le terrain de la lutte contre la fuite des capitaux et dans le domaine de la durée du travail ».

M. Occhetto apparaît aussi fort pragmatique lorsqu'on lui parle de l'Europe sociale. Après avoir tenté de reposer la question sous prétexte qu'il s'agit de « pure rhétorique », il reconnaît bien volontiers que le paradis ne sera pas atteint à court terme et qu'il faudra tenir compte « des différences nationales ». Et d'ajouter : « Il y aurait pure hypocrisie à présenter l'espace social comme une simple compensation au libéralisme économique ».

Mais alors, à quel groupe vont s'inscrire les prochains parlementaires communistes italiens à Strasbourg ? La question ne choque pas notre interlocuteur. Simplement, dit-il, « nous ne l'avons pas encore résolue », ce qui revient à reconnaître qu'elle se pose bien. Car ce qui préoccupe M. Occhetto par-dessus tout, c'est précisément de participer à la création d'une « eurogauche » —



pour reprendre, dit-il, l'expression utilisée par M. Pierre Mauroy — qui regrouperait les forces de gauche des Douze, « qui doivent aller de l'avant ».

Et, comme disait quelques minutes plus tôt le premier secrétaire du PS, pensant manifestement au PCF, « tant pis pour ceux qui ne veulent pas évoluer, où qu'ils soient... » Le thème essentiel du dernier congrès du PCI, le mois dernier, n'est-il pas, comme le fait remarquer M. Occhetto, de trouver « les nécessaires réponses nouvelles à de nouveaux problèmes » et non pas de passer « d'une tradition à une autre ». Il est plus important pour le numéro un du PCI de se pencher sur

les problèmes d'environnement et les rapports Nord-Sud que de se demander s'il existe une voie médiane entre communisme et social-démocratie. La question est délicate, affirme-t-il, car l'important, c'est de mettre en marche le processus de création d'une véritable gauche européenne. Nous, communistes italiens, avons en tous cas opté pour une voie européenne — et non plus italienne — vers le socialisme.

Quitte à heurter les communistes français, l'économiste Occhetto martèle que « les problèmes totalement nouveaux obligent à réfléchir à une politique réformatrice, tant à l'Est qu'à l'Ouest ». Non content de transgresser quelques tabous, il ajoute que « le processus réformatrice doit se fonder sur la reconnaissance indispensable de la démocratie », ce qui, pour lui, se traduit par une formule propre à stupéfier les révolutionnaires professionnels : « Nous sommes attachés à inverser le rapport entre démocratie et socialisme ». M. Occhetto se plaît à rappeler qu'« autrefois la démocratie était le moyen pour arriver au socialisme », alors qu'aujourd'hui les communistes italiens veulent « travailler pour et dans la société sans vouloir imposer un autre modèle théorique ».

Cette profonde remise en cause des règles du communisme conduit logiquement le dirigeant italien à

déceler « une crise profonde des logiques étatiques ». Sans pour autant suivre les libéraux qui réclament « plus de marché et moins d'Etat », M. Occhetto veut « un nouveau marché et un nouvel Etat ».

Résolution réformatrice, M. Occhetto ne donne pas pour autant un blanc-seing à M. Gorbatchev. Si les conservateurs ne proposent que « stagnation et décadence », estime-t-il, le numéro un du PC soviétique aura besoin de temps « pour déclencher des forces positives, révéler des énergies nouvelles ». En attendant, il doit se méfier de « la montée des mécontentements, qui pourrait être incontrôlable ». M. Occhetto pense en particulier au problème des nationalistes, qui explosent aujourd'hui et qu'il qualifie d'« un des plus grands péchés du stalinisme ».

Remplaçant l'action réformatrice de M. Gorbatchev « dans le redéploiement des forces de gauche, qui va changer beaucoup de choses dans le mouvement ouvrier », il estime que c'est « un devoir pour toutes les forces qui se battent pour le socialisme démocratique » de soutenir l'évolution actuelle de l'URSS. Pour lui, il s'agit en effet d'abattre « les vieilles frontières qui délimitaient le communisme ».

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et OLIVIER BIFFAUD.

POLOGNE

Le premier journal d'opposition paraîtra prochainement

Le premier journal d'opposition autorisé depuis l'avènement du communisme en Pologne sera mis en circulation prochainement, en application des accords conclus le 5 avril par le pouvoir et l'opposition à la table ronde, sur une démocratisation de la vie polonaise.

Proche des idéaux défendus par le syndicat Solidarité mais « ouvert à toute l'opposition polonaise », ce nouvel organe de presse, qui aura pour titre *Gazeta*, sera bi-hebdomadaire au début (pendant deux semaines), puis sera diffusé quotidiennement, à l'exception des week-ends. Son tirage de départ sera fixé à 200 000 exemplaires mais devrait, au bout de trois mois, avoir atteint le seuil des 500 000.

L'historien Adam Michnik, quarante-trois ans, l'un des stratèges de Solidarité, a été désigné par Lech Walesa pour diriger *Gazeta*. L'impression et la distribution de la Pologne de *Gazeta* seront d'abord assurées par des organismes de l'Etat, mais l'objectif de M. Michnik est de parvenir très vite à une « totale indépendance ». L'historien a d'ailleurs lancé un appel aux « amis occidentaux de Solidarité » pour obtenir une aide financière technique. — (AFP.)

Europe

L'islam en fièvre (IX)

TURQUIE : reconquérir l'individu avant l'Etat

ISTANBUL
de notre correspondant

Avril 1980, à Antalya, l'ancienne Antioche : assis par terre dans l'appartement moderne de l'un d'entre eux, marchand de meubles aisé de la vieille ville, des membres de la confrérie religieuse des nou-djous tiennent leur réunion. On y lit des passages de l'Épître de la lumière, œuvre de l'éponyme de la confrérie, Bayyed Ed Din Nuri, mort en 1962 après une longue lutte contre le régime séculier et républicain fondé par Atatürk et dont la dépouille mortelle repose dans un endroit que les autorités tiennent secret aujourd'hui encore.

La méditation porte sur la nécessité « de se cultiver, d'apprendre les sciences modernes pour comprendre et réaliser les vœux de Dieu ». Et, notamment de notre part : la révolution iranienne a alors un an, et, à une centaine de kilomètres, la chasse aux frères musulmans empiète sur la ville d'Alep, en Syrie. Le projet de la plus puissante confrérie religieuse de Turquie est-il à ce point différent de ces formes d'activisme politique ?

Légitime laïcité

La réponse reflète l'« aggrégation » vécue par la confrérie dans les années 60 : « Notre action n'a rien à voir avec celle des frères ou des frères musulmans de Syrie : ils veulent commencer par transformer l'Etat, par en haut, alors que nous cherchons à réformer la société en partant de l'individu. »

Caractéristique aujourd'hui de la plupart des courants islamistes de Turquie, ce remplacement d'un projet de transformation politique immédiate par une entreprise de renouveau social à long terme ne reflète pas seulement la considération de l'Etat républicain et la difficulté à s'y attaquer de front, il s'inscrit dans la tradition spécifique des rapports entre l'Etat et la religion élaborée sous l'Empire ottoman.

Même lorsque ces deux pôles d'allégeance se confondent dans la personne du sultan, le premier excipit sa préférence sur le second, la bonne tradition sunnite et hanafite (une des quatre écoles de droit de l'islam sunnite et la plus attachée à la stabilité politique), assure la pérennité de l'Etat, qui portait l'étendard de la foi contre l'Europe chrétienne et l'Iran chiite et schismatique, faisait partie des premiers devoirs des croyants. Etroitements contrôlés par l'Etat, qui confinaient leurs nominations à tous les échelons de la hiérarchie, les clercs légit-

maient son action dans leurs prêches.

Lors de l'effondrement de l'Empire après la première guerre mondiale, c'est précisément parce qu'elles étaient nécessaires à la survie de l'Etat qu'Atatürk put faire adopter des réformes d'occidentalisation radicale, au premier rang desquelles la laïcité : pourtant son instauration, loin d'être l'équivalent d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat, étendait encore plus le

aux extrémismes dans leur immense majorité, pour un projet politique qui remette en cause la laïcité : seulement 7 % d'entre eux se déclarent, dans les sondages, favorables à l'instauration de la charia, la loi islamique, qui mettrait un terme au style de vie de la majorité silencieuse, profondément croyante, mais qui associe sans doute de l'occurrence à l'islamisme dans les villages les plus reculés l'observation des célébrations islamiques et la

islamisme voulue par les élites républicaines, au prix d'une crise d'identité qui refait aujourd'hui surface. Du cours de Coran dans les villages aux foyers subventionnés pour étudiants et étudiants d'université, l'encadrement vise à combler les lacunes de l'enseignement laïc et à former des cadres administratifs pour l'avenir. La tolérance dont bénéficient ces organisations n'a qu'une limite, mais implacable : elle s'arrête aux portes des pyramides

tenants de ce nouveau radicalisme invitant, sans rejeter la modernité, à l'exploration de formes de développement qui partent des besoins et des valeurs de la société musulmane.

A la différence de la décennie précédente, l'utopie, chez les islamistes également, doit dorénavant plus à Fourier qu'à Marx : ainsi pour Fahmi Kuru, l'éditorialiste du quotidien islamiste *Zaman* : « On ne peut pas accuser d'atteinte à la laïcité les gens qui veulent en petit groupe faire l'expérience de modes de vie différents, plus conformes à leurs valeurs. »

Rares sont les groupes qui se livrent à des actions violentes, comme les récents actes de vandalisme contre une exposition de peinture jugée offensante pour l'islam ou les manifestations contre la projection de la *Dernière Tentation de Christ* (le film de Martin Scorsese), jugé insultant pour cet autre prophète de l'islam.

Méfiance envers l'Iran

La susceptibilité des autorités d'Ankara, qui ont rappelé leur ambassadeur pour protester contre les incursions de Téhéran, n'est pourtant pas loin d'être partagée par les milieux islamistes : ceux-ci sont souvent les premiers à dénoncer le khomeinisme chiite comme une perversion de l'islam et à se démarquer des décisions de Téhéran. Ainsi, pour le cadre du Parti de la prospérité dont le respect des frontières et des lois établies tranche sur l'universalisme militant des groupes iraniens, la fatwa de l'imam Khomeiny condamnant Rushdie à mort « n'a aucune valeur puisque la fatwa n'est applicable qu'à l'intérieur des terres d'islam ».

Un nouveau journal animé par de jeunes musulmans, le *Front*, et dont les articles d'inspiration libertaire appellent à la réalisation de soi dans tous les domaines à la seule condition de « ne pas offenser Dieu », a choisi de répondre par l'humour aux injonctions de Téhéran : il offre un abonnement à vie « à qui enverra le stylo qui a servi à écrire les infâmes Versets sataniques à l'endroit approprié de la personne de cet infâme scribouillard ».

Conscients du rôle intégrateur de la religion dans un pays qui avait frôlé la guerre civile, les militaires puis les gouvernements de M. Ozal n'ont pas hésité, après le coup d'Etat de 1980, à jouer aux apprentis sorciers : on a vu se multiplier, en particulier dans les régions d'Anatolie orientale, sensibles aux idées nationalistes kurdes ou à celles d'extrême gauche, la construction de mosquées et de « lycées pour prédicateurs ».

Nombre de leurs deux cent cinquante mille élèves ont rejoint les universités et encadré le mouvement aujourd'hui le plus spectaculaire et le plus symbolique du renouveau islamique : la lutte des étudiants pour le droit de se couvrir la tête du foulard islamique, interdit par un arrêt de la cour constitutionnelle sur demande du président de la République.

Pour les partisans d'une laïcité pure et dure, la presse et surtout les militaires, qui n'hésitent pas à prendre prétexte de toute manifestation trop ostentatoire de l'islam politique pour rappeler leur rôle de gardiens du dogme ataturkiste, il s'agit d'un complot soutenu par l'Iran.

Pour d'autres, dont l'attachement à la laïcité ne saurait être mis en doute, cette exigence des femmes issues de milieux modestes et provinciaux de porter le foulard est une dévotion à l'islamisme.

Albanie : 2 800 000 habitants, 170 000 musulmans, 60 % de la population. Turquie : 45 628 000 habitants, 44 618 000 musulmans, 98 % de la population.

En Europe, les principales communautés musulmanes, en dehors de l'URSS (48 millions), se trouvent à Chypre (117 000, 19 % de la population de l'île), en Yougoslavie (2 millions, 9 %), en Bulgarie (800 000, 9 %). A cela s'ajoutent les communautés de musulmans immigrés en Europe occidentale, notamment en France (2,5 millions, 4,5 %), en RFA (1,7 million, 2,78 %), et en Grande-Bretagne (800 000, 1,46 %).

(Chiffres de 1984.)



contrôle traditionnel du second sur les hommes de religion, tous devenus fonctionnaires.

Les résistances parfois violentes provoquées par cette politique n'ont pourtant jamais réussi à entacher d'illégitimité le nouvel Etat républicain : même laïc, il restait très largement perçu comme la continuité du prestigieux Empire islamique déchu.

Le travail des confréries

Du point de vue de la légitimité, et, partant, du militantisme islamique, la différence est grande avec l'Empire (les Etats arabes) et dont la laïcité sert parfois de couverture à l'exercice du pouvoir par des minorités hétérodoxes (les alawites en Syrie). Elle l'est également grande avec l'Iran, où la tradition messianique du chiisme et le contre-pouvoir d'un clergé indépendant ont traditionnellement constitué une menace pour les dynasties en place.

Deux chiffres traduisent la faible enracinement des Turcs, peu enclins

consommation du raki, l'anistette nationale.

Le seul parti dont le projet soit ouvertement islamiste, le Parti de la prospérité de M. Necmettin Erbakan, n'a pas atteint, malgré sa progression, 10 % des suffrages aux élections municipales du 26 mars, alors que sa laïcité militante n'a pas empêché le Parti populiste social-démocrate de devenir le premier parti du pays.

Tranchant sur la faiblesse de l'expression directement politique de l'islam turc, les progrès du renouveau religieux sont en grande partie l'œuvre des confréries, les nou-djous, les nakshibendis et les bayle-majdids. Tant en Turquie même que dans l'immigration, ces organisations théoriquement interdites mais aux adeptes nombreux (deux millions pour les nou-djous), s'emploient à créer, en particulier dans le domaine de l'éducation, les cadres d'une réislamisation de la société, préface, selon leurs adversaires, à une réislamisation de l'Etat.

Les confréries cherchent à canaliser à leur profit le malaise profond lié au vide culturel né de la rupture radicale avec l'héritage ottoman et

militaires, dont plusieurs centaines de leurs adeptes ont été renvoyés au cours d'une purge en 1987.

L'absence de projet politique à court terme spécifique aux confréries se traduit par le soutien qu'elles accordent aux différents partis laïcs en place, les nou-djous au Parti de la juste voie de Süleyman ou Demirel, les nakshibendis au premier ministre, le très moderniste Turgut Ozal, qu'on dit être un des leurs. Leur défection aux élections municipales de 1989 serait, selon la presse, une des causes de sa défaite.

Paradoxalement, les confréries se disent aujourd'hui partisans d'une « véritable laïcité », qui supprimerait le contrôle de l'Etat sur les affaires religieuses et leur permettrait de prospérer plus librement : le même raisonnement pousse certains de leurs penseurs à se prononcer, contrairement au Parti de la prospérité, en faveur de l'adhésion à la CEE, qui leur garantirait une plus grande liberté d'expression, en particulier grâce à la suppression de l'article 163 du code pénal qui réprime les activités antilaïques.

Se démarquant à la fois du Parti de la prospérité et des confréries, les écrits de la nouvelle génération d'intellectuels musulmans, formés aux sciences sociales occidentales et souvent revenus du marxisme, comme İsmet Özel et Ali Bulaç, très influents dans la jeunesse islamiste des universités, reflètent eux aussi la difficulté qu'il y a en Turquie à rassembler autour de l'islam les groupes constituant la société civile.

Poussés plus loin que les organisations le renversement de la stratégie traditionnelle de mobilisation de l'islam politique, fondée sur le groupe, la s'adressant à l'individu, appelé à exercer un retour sur lui-même et à mettre en accord, loin pour l'instant de tout projet de transformation collective, son comportement personnel avec sa foi. L'appel à un retour au texte du Coran se veut, chez eux, à l'opposé d'un fondamentalisme encourageant les interprétations les plus restrictives : c'est un appel à un effort de réflexion personnelle « paralysé par quinze siècles d'édigés à l'appui des différents pouvoirs ».

Le radicalisme de ces nouveaux intellectuels se traduit par un appel à un renversement de la démarche traditionnelle des réformistes islamistes depuis le dix-neuvième siècle, qui consistait à démontrer que « l'islam peut permettre d'accéder au progrès technologique occidental » : tirant argument, à la fois, des déséquilibres de tout ordre engendrés par l'occidentalisation à outrance et de la remise en cause de la croissance en Occident même, les

Un souvenir tenace en Albanie

TIRANA
de notre envoyé spécial

Un minaret s'élevait encore au centre de Tirana, celui de la mosquée d'Et'hem Bey, construite au début du dix-neuvième siècle. En insistant un peu, vous pourriez peut-être obtenir l'autorisation de visiter les lieux, d'entrevoir au moins, au-dessus du vieux porche, une petite salle aux décors polychromes, faiblement éclairée et qui sent le renfermé. L'endroit est entretenu par l'Institut des monuments de culture. Aucun service religieux n'y a été célébré, aucune prière n'y a été dite depuis plus de vingt ans, c'est-à-dire depuis l'époque où le régime albanais décida d'interdire toute pratique de quelque religion que ce soit — musulmane ou chrétienne — dans l'ensemble du pays.

Bien difficile, dans ces conditions, de dire ce que représente encore aujourd'hui l'islam en Albanie. Il était largement dominant à la veille de la seconde guerre mondiale puisque le pays comptait alors, nous dit-on, 70 % de musulmans, face à 22 % d'orthodoxes. Pas de chiffres plus récents — alors qu'entre-temps la population a triplé (un peu plus de trois millions aujourd'hui). « Chacun, explique-t-on à Tirana, peut penser ce qu'il veut, croire ce qu'il veut, mais il n'y a ni culte ni organisation religieuse. » Ce que le ministre des affaires étrangères, M. Reis Malësh, traduit par cet euphémisme sans complexe : « L'Etat ne protège pas la religion. » En fait, à l'exception de la Corée du Nord, l'Albanie est sans doute le seul pays où elle soit totalement interdite.

La religion, vous explique-t-on en Albanie, c'est « un souvenir historique ». Et, il est vrai, pas

des meilleurs en ce qui concerne l'islam. Le héros national, Scanderberg, faisait figure de rempart de la chrétienté lorsqu'il mourut en 1468, laissant la voie libre à Mahomet II et à la colonisation turque. Suivant quatre siècles d'occupation, ressentis comme telle si l'on en croit, par exemple, les écrits historiques d'Ismaïl Kadare, et ce n'est pas un hasard si l'une des plus anciennes mosquées du pays, celle d'Elbasan, fut construite à l'intérieur même de la citadelle qui abritait la garnison turque.

Religion interdite

Est-ce à dire que, pendant tout ce temps, le fossé demeura infranchissable entre les Albanais de souche et leurs maîtres ottomans ? Sans doute pas et d'autant moins que la religion orthodoxe — rivale de l'islam — pouvait, elle, servir de véhicule à l'influence d'un monde slave latinisé envahissant. L'administration turque, en outre, n'eut pas, loin de là, que des effets négatifs et c'est sous son règne que l'activité économique et les villes connurent au moins un essor relatif.

C'est aussi de son temps que commencent à s'ouvrir les premières écoles... notamment pour les enfants musulmans. De curieux mélanges n'ont en tout cas pas manqué de se produire et tel Albanais qui porte un nom typiquement musulman sourit en expliquant qu'il vient en réalité d'une vieille famille orthodoxe, originaire des confins de la Macédoine.

Il est évident que quelques déconvenues d'interdit — formel depuis 1966 — n'ont pu suffire à

éradiquer le sentiment de l'islam là, surtout dans le sud du pays, où il s'était imposé à travers des générations. « Le parti, déclaraient en 1967 Enver Hoxha, a toujours recommandé de combattre la religion, mais ce qui a été réalisé dans ce sens est bien peu. Que se passait-il ? Alors que l'économie socialiste se renforçait et le bien-être général s'améliorait, les églises et les mosquées continuaient d'être fréquentées. (...) Nous commettrions à nouveau des erreurs si nous pensions que du moment que les mosquées et les églises sont maintenant fermées (depuis 1966) et que les prières musulmanes et chrétiennes se sont cessées, tout est réglé (...). Le plus important reste encore à faire. Il s'agit de poursuivre une lutte scientifique contre les dogmes religieux, de lutter contre la religion en combinant cette lutte avec la pratique de la vie quotidienne. »

En 1976, le numéro d'un albanais parlait encore des « survivances des vieilles idéologies » en dépit des « coups puissants, décisifs portés (...) aux préjugés religieux ». En 1981 encore, il dénonçait « certaines coutumes et pratiques surannées qui, malgré les coups rudes qu'elles ont déjà reçus, se manifestent à nouveau dans la façon de vivre, les rapports de famille, les attitudes à l'égard de la femme ».

Autant dire que si l'islam a été officiellement éradiqué, il n'en survit pas moins de manière souterraine, plus à la campagne sans doute que dans les villes. Mais on ne peut que s'interroger sur les traces qui en subsistent dans une jeunesse qui n'en entend plus parler que comme d'un « souvenir de division ».

ALAIN JACOB.

Diffusion ALBIN MICHEL

(Publicité)

Dans le numéro XI. AVRIL 1989

ALGÉRIE : LA RÉSURGENCE

- Algérie : les articles de J.-M. Kalfièche et B. Stora.
- Afrique subsaharienne : un scénario de sauvetage, S. MICHAÏLOF.

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE
6 & 8, square Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie
75004 PARIS

N° ISSN 0774-6172

Vienne vous fait une scène

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et vie nocturne. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme: 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (01) 47427857. Vienne ne laissera cet été personne indifférent. Servus. Bienvenue en Autriche!

(Publicité)

Lettre du président du Venezuela, Carlos Andres Perez, à Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international



Miraflores, le 4 mars 1989

Monsieur
Michel Camdessus,
Washington D.C.

J'ai lu dans les dépêches des agences de presse internationales vos commentaires sur les douloureux événements qui se sont déroulés au Venezuela motivés par l'annonce des mesures économiques accordées dans la lettre d'intention au Fonds monétaire international.

Avant tout, je désire vous remercier pour vos paroles de solidarité avec les Vénézuéliens dans la tragédie qu'ils viennent de vivre. Je les sais sincères.

Vous avez raison en disant que les mesures qui sont à l'origine de la violence n'ont pas été imposées par le Fonds monétaire international, qui « ne saurait dicter des mesures à un pays souverain ». Vous avez également raison de dire que « le Fonds monétaire international a essayé d'aider les autorités vénézuéliennes en tant qu'assesseur dans l'établissement d'un programme économique ».

Mais la sincérité de vos expressions, que je peux avaliser parce que j'ai eu l'agréable occasion de faire votre connaissance et de m'entretenir avec vous au cours de notre intéressante rencontre à Davos, en Suisse, à la fin du mois de janvier dernier, n'enlève rien à la véracité de la dénonciation faite par tous les pays en voie de développement du monde entier des conditions injustes des relations économiques mondiales.

Le Fonds monétaire est la voûte de ce système. Vos formules ne peuvent pas être réfutées du point de vue technique, et vos objectifs sont sains sans aucun doute. Mais vous ne tenez aucun compte de l'environnement économique international dans lequel elles sont appliquées ni des conditions de l'économie réelle des pays où elles sont mises en pratique.

Cela équivaut à administrer un médicament à un malade sans tenir compte de son état physique et sans prévoir les mesures destinées à mieux lui faire tolérer le traitement.

Il est inconcevable que, pour l'assainissement des économies dévastées par des erreurs internes ou par les conditions injustes des échanges économiques internationaux, on soumette la concession de prêts, qui contribuent à peine à obtenir la précaire, insuffisante et apparente récupération des réserves internationales, sans considération des exigences croissantes de la dette extérieure. La hausse et le recouvrement implacable des intérêts annulent largement les prêts qui peuvent s'obtenir par la signature de la lettre d'intention.

On ne prend pas en considération les possibilités de croissance économique ni la tension due à la grave détérioration de la santé sociale que provoquent les mesures

d'ajustement. C'est ainsi que les secteurs appauvris de nos nations sont gravement affectés par l'injustice et explosent de désespoir avec la violence épouvantable que nous avons vue déchaînée dans les rues de Caracas, que nous verrons certainement encore et que nous vivrons dans les villes des autres pays du monde en voie de développement.

Voilà la conduite incompréhensible, injustifiée, des grandes nations qui nous donnent l'exemple de leur système démocratique et de leur bien-être, mais qui nous empêchent de les imiter par leur insensibilité et leur incompréhension.

Peu importe le degré de culpabilité que nous ayons dans les erreurs, les omissions ou le manque de responsabilité de nos actes dans la conduite de nos économies. L'important est ce qu'ont désormais démontré tous les pays : la volonté de corriger les erreurs et de maintenir cet objectif avec la saine et ferme intention de s'y tenir.

On châtie par la misère et le désespoir de la violence les peuples appauvris qui n'ont aucune responsabilité dans les erreurs commises par ceux qui les gouvernent.

Il s'agit d'un drame sans fin, mais qui se fait chaque fois plus aigu et plus profond. Le Venezuela vient d'y annoncer son entrée par les événements impressionnants et douloureux de Caracas.

Il est impossible d'appliquer les mesures urgentes et nécessaires à la justification et à l'ajustement de notre économie sous l'obligation de payer plus de 50 % de la valeur de nos exportations pour le service de la dette extérieure, accrue chaque fois qu'augmentent les intérêts, ou lors de nouvelles mesures protectionnistes. Ou encore quand des manipulations provoquent des ajustements des prix de nos produits d'exportation, obligent à de nouvelles dévaluations et que les prix des aliments de base subissent de nouvelles augmentations. Pendant que les salaires, pour ne pas annuler les accords, s'éloignent chaque fois plus de la capacité d'auto-suffisance de la famille, le chômage accroît la classe marginale qui explose en violence, qui est, comme nous le savons, le seul recours qui reste à la misère.

Les paroles sincères qui expliquent votre position en tant que directeur du Fonds monétaire, paroles qui font preuve de compréhension mais que les chefs des grandes nations auxquelles vous appartenez ne veulent pas comprendre, m'ont servi de prétexte pour envoyer, accablé d'angoisse, ce message aux dirigeants qui imposent les conditions de l'économie internationale, qui ne nous permettent pas aujourd'hui de rectifier nos erreurs, et s'obstinent à ne pas modifier le cadre dans lequel on nous oblige à payer la dette extérieure en nous appauvrissant et en déstabilisant les efforts qui affirment finalement, en Amérique latine, la liberté, la démocratie et le progrès social.

Votre ami,

Carlos Andres Perez,
président du Venezuela.

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

APPUI

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE VÉNÉZUÉLIENNE



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le 6 mars 1989

Monsieur le Président,

Dans les moments dramatiques qui traversent votre pays, vous avez tenu à m'exprimer votre profonde angoisse et vos réflexions motivées par cette douloureuse expérience. J'en suis profondément ému.

Je ne peux vous répondre sans vous exprimer en premier lieu combien je regrette la souffrance de votre patrie. Les morts et les blessés, dont les familles sont souvent irrémédiablement affectées, sont les victimes innocentes d'une crise qui les accable. Comment ne pas se sentir ému par l'appel que vous faites aux hommes de bonne volonté pour essayer ensemble de résoudre ce problème ? Vous savez que je suis à vos côtés dans ces douloureuses circonstances, comme je le suis également dans les efforts pour rendre plus solide et plus rapide la réponse de tous au problème de la dette et l'ajustement économique orienté vers la croissance. Je voudrais exposer dans cette lettre quelques idées sur les mesures qui sont indispensables. Je suis certain que vous ne vous attendez pas de ma part à une réponse, point par point, à d'autres considérations que votre indignation vous a porté à manifester.

Votre gouvernement a adopté, dès son entrée en fonction, les mesures indispensables. Les mesures trop souvent remises deviennent plus tard plus dures comme l'expérience l'a souvent démontré. Vous avez eu le courage d'éviter le chemin illusoire d'une optique trop graduelle. Le Fonds monétaire international a confirmé que les mesures ont été bien conçues ; il les appuie et les appuiera en se servant de toute son influence. C'est une des prérogatives des Etats souverains d'adopter, eux-mêmes, les mesures d'ajustement nécessaires, si ingrates soient-elles. Et assumer la responsabilité de ces mesures, même dans les circonstances les plus adverses, est tout à l'honneur des gouvernants. Permettez-moi de vous exprimer le respect et la haute estime que m'inspire la façon dont vous avez pris d'aussi difficiles décisions et en avez assumé la responsabilité dans les circonstances angoissantes du moment.

Il faut relever cependant que la mission confiée à la direction du Fonds monétaire en appui à votre pays dépasse ce que suggère votre lettre. Outre la contribution immédiate à la reconstitution des réserves de devises à un niveau acceptable, nous avons colla-

boré avec votre gouvernement à l'élaboration d'un programme économique et financier qui permet à votre pays de maintenir un taux de croissance soutenu, de faire face aux engagements internationaux et de réduire graduellement l'intensité du cadre où s'inscrit cette stratégie afin de lui donner une vigueur nouvelle et une nouvelle portée. L'orientation fondamentale de cette réforme est amplement acceptée. Chacun des quatre protagonistes de ladite stratégie — les pays endettés, les gouvernements créanciers, les institutions financières internationales et la banque commerciale — doivent faire plus et mieux ; cette action doit s'étendre tout au long d'une période adéquate afin de pouvoir supprimer les problèmes structurels ; le courant total de recours externes — le financement des institutions financières internationales, des institutions publiques de l'étranger, des investisseurs directs et de banques commerciales — doit être suffisant, de façon à, ensemble, avec l'accroissement de l'épargne interne, permettre de financer les frais essentiels des pays. Parmi ces frais, j'inclus l'investissement nécessaire à l'obtention d'une croissance économique soutenue, les opérations de la réduction progressive de la dette grâce aux opportunités fournies par le marché, le paiement de la dette restructurée, en accord avec les créanciers.

Cependant, l'ajustement structurel et la solidarité financière extérieure ne suffisent pas. Les pays endettés ont aussi un impérieux besoin d'un environnement de croissance économique soutenue, de taux d'intérêt raisonnables et du démantèlement protectionniste de leurs marchés d'exportation. Le Fonds monétaire n'épargne aucun effort pour favoriser une évolution de l'économie mondiale dans ce sens, surtout au moyen de la supervision multilatérale qu'il exerce sur les grands pays industriels. Les résultats que nous avons obtenus jusqu'à présent ne nous empêchent pas de voir les dangers de la situation actuelle, ni le besoin d'intensifier les efforts de tous pour préserver les conditions nécessaires dirigées vers la croissance de l'économie mondiale.

Au moment où je vous envoie ma réponse à votre lettre, on me fait savoir qu'elle a été publiée à Caracas. Je vous laisse donc juge de décider si la présente doit être publiée également.

Je voudrais que vous voyiez, monsieur le Président, dans ces premiers éléments de réponse à vos réflexions, une preuve modeste de la détermination qui existe dans le Fonds monétaire d'appuyer vos plans d'ajustement économique, ainsi que l'expression de mes sentiments personnels de parfaite considération et d'amitié.

Michel Camdessus.

Lettre du directeur général du Fonds monétaire international au président du Venezuela

Asie

MALAISIE

Le premier ministre domine de nouveau la scène politique

KUALA-LUMPUR
correspondance

Il y a quelques mois, rien n'allait plus pour le docteur Mahathir Mohamad, âgé de soixante-trois ans et premier ministre de Malaisie depuis 1981. Une forte dissidence venait d'ébranler l'Organisation de l'Union nationale malaise (UMNO), le parti majoritaire de la coalition au pouvoir. En août 1988, l'opposition avait remporté une élection partielle cruciale, et les déflections se multipliaient.

Quelques-uns des hommes les plus respectés du pays, du tring Abdul Rahman, le père de l'indépendance, jusqu'au prédécesseur de M. Mahathir, le docteur Hussein Onn, menaient activement campagne contre celui qu'ils accusaient de mettre en danger la démocratie et de détruire l'UMNO, le grand parti qui depuis 1946 représente la communauté malaise, ces « bumiputra » (fils du sol), qui forme environ la moitié de la population du pays, les Chinois (34 % de la population), les Indiens (9 %) et diverses ethnies des États de Sabah et de Sarawak complétant l'éventail humain de cette fédération de dix-neuf millions d'habitants. A la suite de péripéties juridiques, l'UMNO avait été déclarée illégale. Elle était aussitôt remplacée par l'UMNO-Baru, contrôlée par les amis du premier ministre. En outre, la crise entre ce dernier et le pouvoir judiciaire ajoutait à la confusion. Le 24 janvier dernier, enfin, le docteur Mahathir, victime de problèmes cardiaques, subissait une grave intervention chirurgicale. Eut-ce la fin d'une carrière aussi mouvementée que controversée ?

C'était compter sans la ténacité de l'homme et faire bon marché de l'importance politique de l'UMNO, même quand elle est déchirée. Après deux mois de convalescence, le docteur Mahathir vient de reprendre le travail. Entre-temps, l'UMNO-Baru a remporté, coup sur coup, trois élections partielles.

Il est hors de question pour Mahathir de quitter son poste avant les prochaines élections de

l'UMNO-Baru, prévues pour la fin de cette année, nous a dit l'un de ses collaborateurs. Par tradition, le président de ce parti devient premier ministre de la coalition au pouvoir. On envisage des élections anticipées, le docteur Mahathir voulant profiter de la nette reprise de l'économie liée au redressement du prix des matières premières. Les candidats à la succession du docteur Mahathir commencent donc à se placer, à faire le compte de leurs amis et de leurs adversaires, et des alliances aussi surprenantes que temporaires s'ébauchent.

Une opposition active

L'opposition est active en Malaisie, même si elle est parfois malmenée par le pouvoir. Les ouvrages critiques font bon ménage avec le Dilemme malais, livre longtemps interdit et qui a valu à son auteur, le docteur Mahathir lui-même, d'être autrefois expulsé de l'UMNO. La Malaisie d'aujourd'hui n'est peut-être pas une démocratie à l'occidentale, mais c'est loin d'être une dictature. Le vice-premier ministre, M. Ghafar Baba, est — apparemment — le mieux placé dans la course à la succession. On chuchote cependant que Mahathir trouve un rien provincial ce politicien traditionnel et prospère.

Longtemps considéré comme le plus libéral des responsables de l'UMNO-Baru, Datuk Musa Hitam vient d'effectuer une série de zig-zags politiques qui ont quelque peu déçus ses partisans. Ancien numéro deux de Mahathir, il a quitté le gouvernement pour prendre la tête d'une croisade contre le premier ministre. Puis, il a repris ses distances à l'égard de l'opposition avant de revenir, en février, au bercail de l'UMNO-Baru.

On évoque aussi les chances de l'ancien ministre de la défense, M. Abdullah Badawi, et surtout celles de l'actuel ministre de l'éducation, Anwar Ibrahim, âgé de quarante et un ans. Ancien leader des jeunes de l'UMNO, emprisonné

quelques mois pour radicalisme, Anwar fut convaincu par Mahathir de se présenter aux élections de 1982 dans les rangs de l'UMNO. Son triomphe et l'ascension rapide qui suivit ne furent pas du goût de tous. Anwar vient d'être nommé par le premier ministre à la tête d'une commission chargée d'enquêter sur la corruption au sein de la fonction publique. Cadeau empoisonné, disent certains. « La présence dans cette commission de quelques ministres eux-mêmes un rien suspects ne va-t-elle pas discréditer et la commission et son responsable ? », se demande un diplomate asiatique en poste à Kuala-Lumpur.

Le premier ministre, pour sa part, a mis sur pied une commission pour l'étude de la nouvelle économie politique (NEP) mise sur pied en 1970, à la suite des émeutes raciales de mai 1969, et dont le but était surtout la promotion des « bumiputra », pour leur assurer 30 % au moins des affaires. On n'y est pas arrivé, mais la NEP, du point de vue des Malais, est loin d'être un échec. Aujourd'hui, les « bumiputra » contrôlent 22 % des entreprises.

La nouvelle commission, baptisée Conseil économique national, est présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères, le brillant Tan Sri Ghazali Shafie. Toutes les communautés y sont représentées. On y trouve même le docteur Chandra Muzaffar, animateur de la revue et du groupe Aliran, démis en octobre 1987 en vertu de l'Internal Security Act mais libéré inconditionnellement peu après. La NEP ne va pas entièrement disparaître. Mais le temps des cadeaux aux « bumiputra » est terminé, ainsi que l'a récemment indiqué le docteur Mahathir.

« La mise sur pied du Conseil économique est une bonne chose », nous a expliqué un haut fonctionnaire. « Ses recommandations seront certainement sages. Mais, en fin de compte, ce seront les hommes politiques qui décideront de leur application. » Et d'abord, le successeur du docteur Mahathir.

JACQUES BEKAERT.

AFGHANISTAN

Jalalabad : une offensive mal préparée

Alors qu'Ismaïlabad vient de donner son accord à l'établissement de nouveaux postes d'observation des Nations unies le long de la frontière pakistano-afghane, comme l'avaient réclamé Moscou et Kaboul, le gouvernement afghan a demandé mardi 11 avril la réunion d'urgence du Conseil de sécurité, afin d'arrêter ce qu'il appelle « la guerre déclarée » du Pakistan contre son pays.

SAMARKHEL
de notre envoyé spécial

Le « généralissime » s'éponge un moment le front, repousse son béret, allume une cigarette et avale une gorgée de thé bouillant. Puis, sous le regard approbateur de ses « commandants », Rahim Wardak, chef militaire du Front national islamique d'Afghanistan (NIFA), formation traditionaliste et « royaliste », explique : « De Gaulle ou Napoléon n'auraient pas établi un meilleur plan de bataille : ils n'auraient pas conçu une meilleure stratégie que celle que nous avons mise en œuvre. La prise de la base de Samarkhel a été une opération remarquablement menée de bout en bout. Nous avons pris l'ennemi totalement par surprise. »

Les moudjahidins du NIFA se servent, en effet, de pièces d'artillerie lourde récupérées sur l'ennemi à Samarkhel pour pilonner les positions gouvernementales de Jalalabad, et leurs prisonniers se comptent par centaines. « J'ai perdu deux de mes colonels, deux amis », dit Rahim Wardak, s'interrompant souvent pour donner des ordres, écouter les nouvelles, s'enquérir de la santé des uns et des autres. Rond au physique, glabre (le contraste avec ses coreligionnaires barbus est saisissant), aspergé de lotion après rasage, le

Pendant ce temps, sur le terrain, les moudjahidins ont lancé une nouvelle offensive contre Jalalabad, capitale provinciale assiégée depuis six semaines, ainsi que contre la ville de Khost. On indique, en outre, de source occidentale dans la capitale pakistanaise, que l'Union soviétique aurait repris son pont aérien pour faire parvenir des armements à Kaboul.

l'autre), éventuellement d'actions communes ponctuelles. Mais il n'y a pas de plan de bataille proprement dit. Le matériel militaire pris à l'ennemi n'est pas mis en commun. Il n'y a pas de commandement unique, contrairement à ce qu'affirme à Peshawar le gouvernement transitoire de la résistance. Enfin, bien souvent, les succès militaires de tel groupe sont niés par tel autre.

« Nous avons été victimes des circonstances », explique Rahim Wardak pour justifier le cafouillage de cette offensive mal préparée et, les faits le montrant, exécutée sans coordination. Un exemple : rien n'a été prévu pour évacuer les blessés du front, chaque groupe se débrouillant avec ses propres véhicules. Il a fallu une mobilisation de plusieurs organisations humanitaires occidentales établies à Peshawar, du Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR) et du Croissant-Rouge pakistanais, pour faire face à un afflux de blessés qui a dépassé toutes les prévisions.

Ces secours médicaux s'effectuent en ordre dispersé. Les organisations des pays arabes, qui ont à Peshawar plusieurs dispensaires, se livrent volontiers à une propagande anti-occidentale. Elles demandent aux résistants de ne pas confier leurs blessés aux organisations non musulmanes.

LAURENT ZECCHINI.

● CHINE : M. Hu Yaobang hospitalisé dans un état « préoccupant ». — L'ex-secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, a été hospitalisé et son état est « préoccupant », a révélé, mercredi 12 avril, le

premier ministre chinois avant de quitter Pékin pour se rendre en visite officielle au Japon. Selon la presse de Hongkong, M. Hu aurait été victime d'une crise cardiaque samedi dernier pendant une réunion du bureau politi-

que du PCC. Secrétaire général du PCC depuis 1980, il avait été démis de ses fonctions en janvier 1987 en raison de ses idées trop réformatrices, mais il avait conservé son siège au bureau politique. — (AFP, Reuters.)

LE SICOB

17-22
AVRIL 89
PARIS-NORD
VILLEPINTE

TELECOM. INFORMATIQUE. BUREAUTIQUE. ESPACE BUREAU.

Du 17 au 22 avril 1989, Paris sera le rendez-vous européen de l'Informatique, des Télécom, de la Bureautique et de l'Espace Bureau.

Un millier d'exposants, deux cent mille visiteurs, utilisateurs, distributeurs, s'y retrouveront pour découvrir, choisir ou acquérir les tout derniers produits et services disponibles sur le marché.

Le Sico 89 : un panorama unique de toutes les solutions professionnelles concrètes pour l'information et la communication d'entreprise.

CALENDRIER DES CONFÉRENCES

- 17 au 21 avril : Les Journées Européennes d'Informatique Administrative.
- 20 avril : Rencontre Management et Informatique.
- 18 et 19 avril : 2^e Convention Européenne des Télécom.
- 20 et 21 avril : 2^e Convention Internationale Espace Bureau.
- 17 au 22 avril : Les Journées d'Etudes et d'Applications.

Pour en savoir plus : Minitel 3616 Code SICOB

NUMERO VERT
05 19 92 00
APPEL GRATUIT

Enquête

Les dernières années de la colonie britannique

Hongkong se grise de prospérité

(Suite de la première page.)

En trois ans, le produit intérieur brut a augmenté de 33 % en termes réels. Qui aurait pu l'imaginer en 1984, lors de l'accord sino-britannique sur la rétrocession de la colonie ? « D'ici deux ans, le revenu par habitant, de l'ordre de 11 000 dollars américains en 1989, aura certainement dépassé celui de la Grande-Bretagne », lance, dans un demi-sourire, le très britannique secrétaire aux affaires monétaires David Nendick. Une réussite spectaculaire, à la mesure du sens aigu de l'adaptation des Hongkongais. Les unités de production sont souvent petites et jouent sur le travail à la pièce. Il suffit, pour s'en persuader, de se promener et de découvrir, sous un porche ou au détour d'une rue, de vieilles gens enlever consciencieusement les fils de bâti des costumes empilés dans des boîtes de carton. « 97 % des entreprises emploient moins de cent personnes, 67 % moins de dix personnes », confirme Andrew Leung, directeur adjoint de l'industrie. Des investissements qui « collent » immédiatement aux débouchés à l'exportation, des livraisons assurées dans le mois qui suit les commandes, autant d'atouts renforcés par un effort de qualité, d'innovation et, M. Leung le souhaite, de robotisation, qui remise à la préhistoire le temps des perruques et des plastiques, l'essentiel des ventes de Hongkong il y a vingt ans.

Un « passage obligé »

Ce goût du risque trouve sa contrepartie dans l'attrait du jeu sous toutes ses formes. « Vaccinés », selon un banquier, par le krach boursier d'octobre 1987, la mise au jour de scandales et la tentative de moralisation des pratiques de la place financière, les Hongkongais se sont retournés avec délice vers les courses de chevaux. En une journée les mises peuvent atteindre jusqu'à 250 millions de dollars.

« Ces dérapages ne peuvent faire oublier l'essentiel », répètent les responsables de la colonie. Prompt à tirer parti de toute opportunité, Hongkong a su s'engouffrer dans la brèche ouverte par le libéralisme prôné à Pékin par Deng Xiaoping. Directeur général de la vénérable et puissante Bank of East Asia, M. David Li se rappelle avoir « monté la première société mixte avec la Chine populaire en... 1979 ». Depuis lors, que de chemin parcouru ! Au Japon, en Thaïlande, un jour sans doute

dans les pays de l'Est ou en Turquie, mais surtout en Chine.

Dans un premier temps, les étrangers, fascinés par l'immense marché chinois, ont délaissé Hongkong, traditionnel sas vers le géant communiste. Depuis lors, ils ont fait amende honorable. « A part les grands contrats qui doivent se négocier directement avec Pékin ou des autorités régionales, Hongkong redevient un passage obligé », reconnaît un industriel français. C'est ici que se trouvent les Guang Xi dont les contacts privilégiés sont indispensables à toute opération avec la Chine. C'est également ici que se trouvent les intermédiaires assurant le règlement des dessous de table — « l'huile parfumée » en cantonais — sans que le Parti communiste perde la face.

Officiellement, les Etats-Unis restent en tête des investisseurs étrangers à Hongkong, suivis par le Japon, les Taïwanais, et plus récemment les Sud-Coréens. Mais la Chine populaire pourrait, selon certains, jouer les discrets premiers de la classe. L'économie de Pékin et celle de la colonie étant aussi étroitement liées que leur avenir politique, il n'est pas étonnant que Hongkong soit à l'origine de 70 % des investissements étrangers réalisés de l'autre côté de la frontière. Cette interdépendance va croissant.

Lorsqu'ils en ont les moyens, les Hongkongais s'empressent de diversifier leurs avoirs, au Canada, aux Etats-Unis ou en Australie. La source inquiète de l'avenir les pousse à envoyer

leurs enfants dans ces pays, d'où ils pourront revenir munis d'un précieux passeport étranger, ultime sécurité au cas où Pékin raterait la dernière période du retour de Hongkong au sein de la mère patrie. « Une assurance de riches », se plaignent amèrement ceux qui ne peuvent s'offrir le luxe d'une parade à leur angoisse, « l'avenir des enfants ». Nul n'est prêt à pardonner aux Britanniques d'avoir refusé ce que le Portugal a offert aux Chinois de Macao, eux aussi appelés à être rattachés à la Chine populaire, un passeport portugais et par là même européen.

Mais dans un premier temps le goût du profit l'emporte. Les hommes d'affaires qui, avec les autorités britanniques et chinoises, assurent la gestion pragmatique de la colonie sont allés chercher de l'autre côté de la frontière les bras et l'espace qui leur manquaient. La seule province de Canton représente « un arrière-pays de 100 millions d'habitants dynamiques », souligne un financier. Le mouvement s'est accéléré depuis trois ans. Le résultat est impressionnant. La

présidente du Hongkong Trade Council, Mme Lydia Dunn, estimait récemment à « près de 60 % la part des produits chinois réexportés qui sont en fait fabriqués par des entreprises » de la colonie. Ce flux a représenté environ 140 milliards de dollars (1) en 1988, « 25 % de la totalité des réexportations » hongkongaises.

Un tel phénomène ne facilite pas l'analyse du commerce extérieur de Hongkong. Sacré plaque tournante du négoce pour l'ensemble d'une région en plein essor, l'Asie du Sud-Est, le pays a su jouer la décolonisation et l'affinement de ses réseaux. « La chute de 2 % de nos ventes directes aux Etats-Unis est à l'origine d'une moindre croissance de nos exportations, 9 % en 1988 », indique M. Cheng. « Encore faudrait-il savoir quelle part revient à des entreprises de Hongkong dans le bond de 56 % des réexportations de produits chinois enregistrés cette même année vers le marché américain ». Interrogation d'économiste, semblent penser les hommes d'affaires. Pour eux, seul le résultat compte : les commandes et les investisseurs affluent, apportant un volant de capitaux... inquantifiable.

Nervosité

Paradis du libéralisme, même si l'intervention directe et brutale du gouvernement dans la réglementation de la Bourse en a marqué les limites, Hongkong ne fait aucune distinction entre résidents et non-résidents. « Nous connaissons nos recettes touristiques et la fin. Nous ne pouvons calculer notre balance des comptes courants. Nous pensons être largement importateurs nets de capitaux par simple bon sens », résume, suave, M. Nendick. Gigantesque entrepôt, Hongkong s'est taillé une place de pôle financier régional. « Nous sommes dans la capitale de l'Asie-dollar », renchérit un banquier. Ce bouillonnement, sur fond de malaise vis-à-vis de Pékin, comporte un revers.

Dépendant à 90 % de son commerce extérieur et, pour l'afflux des capitaux, de cette chose impalpable et fragile, la confiance, Hongkong se grise de sa prospérité mais se sait vulnérable. L'accélération des départs vers des pays jugés plus sûrs en est l'illustration constante. « Un phénomène ancien », placent les Britanniques. Les départs ont malgré tout doublé en deux ans, pour représenter une hémorragie de près de cinq cent mille personnes en 1988, près de 1 % de la population totale. La course des salaires en a été rendue plus aiguë. Le dérapage a atteint 20 % en moyenne l'an dernier, plus du double dans les services, et tout particulièrement la construction et le secteur financier. Compte tenu de la flambée des prix de l'immobilier, l'inflation gagne du terrain : 7,5 % en 1988, 9 % en rythme annuel au début de 1989. Une situation frustrante pour le gouvernement. Que faire d'un excédent budgétaire de 14,2 milliards de dollars en 1988-1989 s'il est impossible de le réinvestir ou de le répartir sous forme d'allégements fiscaux pour ne pas aggraver le dérapage inflationniste ?

Crises et rebonds

Le secrétaire aux finances a sagement choisi de temporiser. Une réserve a été constituée pour les temps de vaches maigres. Un sens de la prévoyance qui s'imposait. L'histoire de Hongkong a toujours été scandée de crises et de rebonds. « Chaque s'accorde à penser que les cycles seront de plus en plus courts et d'une amplitude croissante », répète à l'envi les hommes d'affaires. Dans une telle situation, le problème monétaire tient du casse-tête. Après avoir offert un atout incontestable aux exportateurs, le lien étroit établi avec le dollar américain devient encombrant. De toute évidence sous-évalué, la devise de Hongkong alimente l'inflation. Rompre ce lien étroit paraît pourtant impensable au gouvernement : « Après avoir assuré la crédibilité internationale de la colonie, il constitue un garant vital de stabilité », affirme M. Nendick. Et rares sont ceux qui, comme M. Li, plaident pour l'abandon progressif d'une liaison

dangereuse avec la monnaie « d'un pays en déclin comme les Etats-Unis », au profit « d'un panier de monnaies où le yuan chinois ferait une discrète apparition ». Toujours le souci de la fin de ce siècle.

Pour l'instant pourtant, la confiance l'emporte. Les pressions protectionnistes existent bien, venues notamment d'une Europe dont les actions anti-dumping, « injustes, remettent en cause notre engagement pour le grand marché de 1993 », comme le souligne amèrement M. Michael Sze, directeur du commerce. Mais Hongkong a franchi d'autres obstacles et peut s'enorgueillir d'une solide tradition de libre-échange. Le gouverneur, Sir David Wilson, peut, à juste titre, se féliciter de « voir le secteur privé s'engager dans de lourds investissements d'infrastructures dont la rentabilité dépasse la date fatidique de 1997 ». Mais le vent du nord peut tourner, alors même que Hongkong se découvre « des problèmes et des envies de riches » : des salaires croissants, un environnement jugé soudain déplorable, des conditions de vie, de santé, d'éducation indignes de sa prospérité.

L'œil rivé sur l'horizon de janvier 1990, date à laquelle la « loi fondamentale » qui régira Hongkong redevenue chinoise sera définitivement arrêtée, les paris vont bon train. 1991, 1993, les dates changent, l'analyse demeure : une crise de confiance paraît inévitable. Entre les optimistes qui tablent sur l'intérêt bien compris de Pékin, les pessimistes qui craignent au mieux des erreurs tactiques et les cyniques qui prévoient leurs clients des « affaires en or » à faire durant une probable période de nervosité, Hongkong bruisse de rumeurs et de supputations. Le dynamisme forcé de la colonie est ce jeu. Sa pérennité, pourtant, lui échappe. Même si les Cantonais hongkongais aiment à lancer sur un ton de sourde agressivité où pointe une heure d'espoir : « Si les Chinois ne s'en sortent pas, ils ne méritent plus d'être Chinois ».

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 dollar de Hongkong = 0,81 FF.

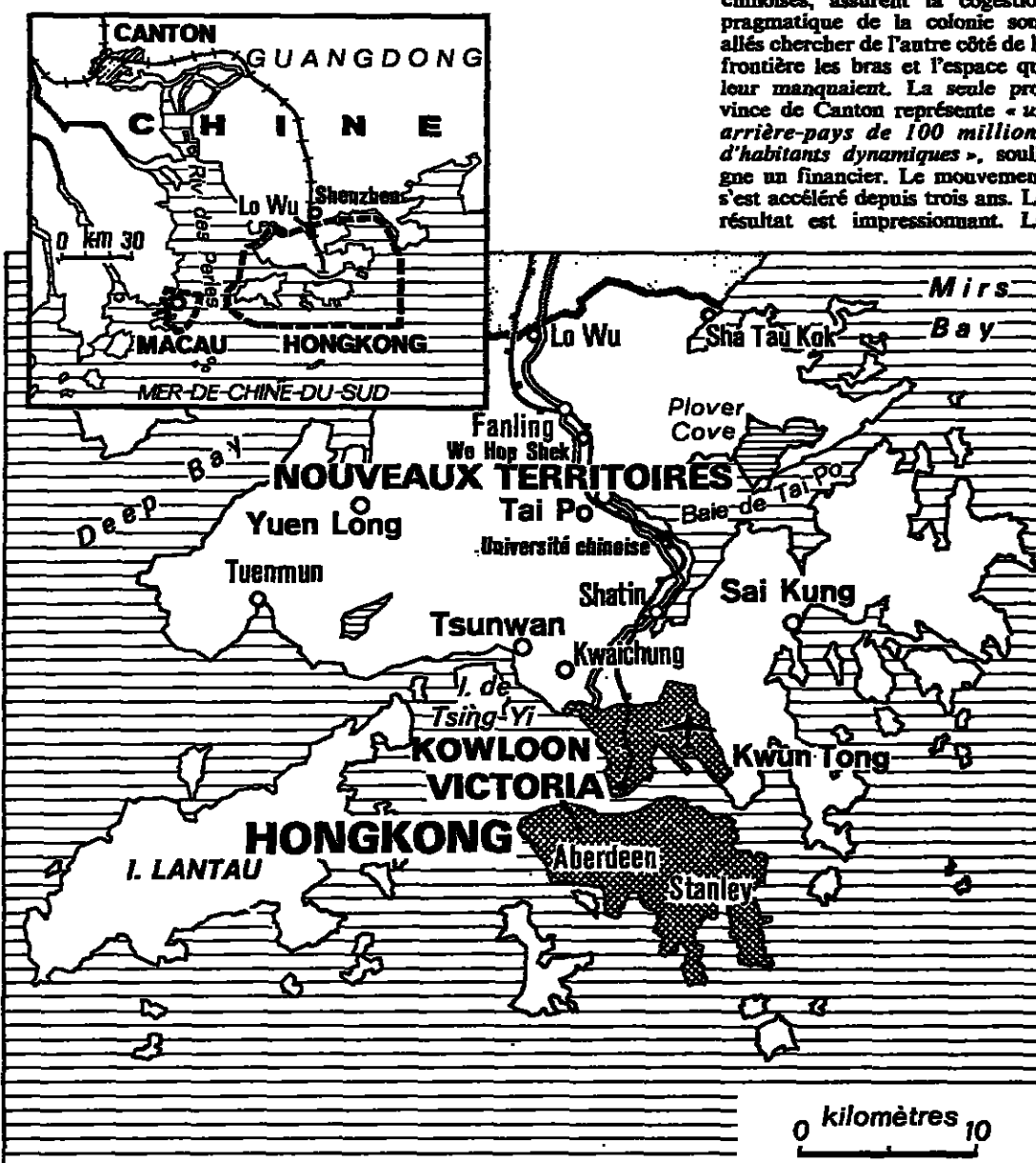
Le partage des « perles de la couronne »

« Rarement une administration bénéficie de ressources aussi substantielles en prenant les rênes du pouvoir. » Lancé sur un ton où la nostalgie pointe sous l'ironie, ce constat donne la mesure du pragmatisme dont les Britanniques et représentants de Pékin ont fait preuve pour préparer, financièrement aussi, la rétrocession de Hongkong. Depuis le début de 1986, la moitié des bénéfices tirés de la vente par actions des terrains de la couronne sont versés sur un compte spécial. Une forme d'épargne forcée spectaculaire sur un territoire où la spéculation foncière atteint des sommets.

Il n'y a pas si longtemps, la vente de terrains, soigneusement distillée par les autorités britanniques pour en tirer le maximum, alimentait la moitié des ressources budgétaires de la colonie. Utiliser cette manne en planifiant les enchères annuelles et constituer une sorte de trésor de guerre pour les premières années d'administration chinoise, tenaient de l'astucieuse gestion à long terme. Le résultat, de l'avis de hauts fonctionnaires britanniques, « a dépassé toutes les espérances », la flambée des prix aidant. La dernière vente de ces « perles de la couronne » a permis de tirer, d'un terrain de quelque 40 mètres carrés, 217 millions de dollars. Ce niveau record donne la mesure de la fièvre immobilière qui règne à Hongkong.

Pour la Chine populaire, cette boulimie présente un avantage incontestable. Le compte spécial foncier dont elle dispose à Hongkong a déjà engrangé 10 milliards de dollars, il devrait, d'ici la date fatidique de 1997, représenter un matelas financier d'environ 30 milliards offrant notamment une garantie crédible pour de nouvelles opérations telles la création d'un nouvel aéroport, dont la réalisation dépassera l'horizon de 1997.

F. Cr.



La fièvre monte à Canton et à Shenzhen

Ligotée par une pénurie croissante de main-d'œuvre, des salaires élevés et le manque de terrains, Hongkong a trouvé une nouvelle source de développement et de profits de l'autre côté de la frontière, dans la zone économique spéciale (1) de Shenzhen, mais aussi dans la province de

Canton, appelée à devenir, selon d'aucuns, un « nouveau dragon d'Asie » si la cure d'austérité imposée par Pékin ne met pas brutalement un terme à son essor.

Alors que la population active de la colonie britannique est évaluée à 2,7 mil-

lions d'habitants, ils seraient entre 2,5 et 4 millions à travailler en Chine populaire pour des entreprises de Hongkong.

De nouvelles frontières pour cette dernière, un fol espoir pour les Chinois, saisis par le frémissement de la « conquête du Sud ».

pressée de profiter du dynamisme et de l'ouverture au secteur privé en Chine, à défaut de pouvoir sauter la pas vers des pays capitalistes ? Bien malin qui pourrait l'affirmer. Officiellement, la zone économique spéciale de Shenzhen compte 750 000 habitants et... 900 000 « travailleurs flottants ». Ils seraient, toujours selon la presse chinoise, quelque 50 millions à travers l'ensemble du pays à chercher fortune hors des voies officielles. Les responsables de Canton sont bien placés pour le savoir. La mauvaise récolte a poussé des dizaines de milliers de Chinois à affluer dans la ville au lendemain des fêtes de fin d'année, en quête d'un travail dans la province et si possible au sud, à Shenzhen. Le décalage entre la rumeur — fondée — d'un boom économique et la réalité d'une rude lutte contre la surchauffe et l'inflation les a pris au piège. Pays de cocagne, comparé à d'autres provinces, Canton a reformé ses portes sur un chômage croissant. Les « pionniers » agglutinés sur les quais de la gare, ont été renvoyés dans leur région d'origine. Combien disposaient de quoi payer un billet de retour ?

Ceux qui parviennent à franchir ce premier carde, puis un second en payant 10 yuans l'entrée illégale à Shenzhen, ont de sérieuses raisons de se considérer comme des privilégiés. Avant de rêver du golf, des saunas ou des boîtes de nuit dont

s'enorgueillit la zone, la tête leur tourne face à la multiplicité d'entreprises, dénuées à 80 % par des hommes d'affaires de Hong Kong, mais aussi américaines, japonaises et depuis peu taïwanaises et coréennes. Combien sont-elles ? Nul ne le sait avec exactitude, les autorités chinoises n'enregistrent pas les sociétés qui s'implantent. « Une vingtaine de mille sans doute », estime un industriel qui assiste, fasciné, à la construction de nouvelles unités, mais aussi à de discrètes disparitions.

Inflation et contrebande

Car si Shenzhen fait rêver la Chine, le revers de la médaille existe. « Les prix flambent plus qu'ailleurs. Celui du riz a quadruplé », selon un financier implanté dans la zone. Certes, la contrebande, molement surveillée, constitue une coupure de sécurité. Chaque aller-retour entre Lo Wu et Kowloon, à Hong Kong, 40 minutes de train, rapporte environ 150 dollars. Dans les ballots et paquets de toute sorte traînés par les voyageurs de cette ligne surchargée, des médicaments chinois, des légumes et des fruits pour les Hongkongais, de l'alcool et des cigarettes pour les Chinois de Shenzhen. Mais les retombées de la politique d'ajustement de Pékin se font sentir. Le blocage autoritaire de certains prix limite les profits escomptés, provo-

quant même de lourdes pertes. La course aux crédits des entreprises chinoises tourne au casse-tête, même si aucun cas de faillite n'est encore officiellement connu.

Echappant aux restrictions financières de la Chine, les hommes d'affaires de Hongkong continuent pourtant de parier sur la région et la province de Canton. Des salaires cinq fois moins élevés que dans la colonie pour l'industrie, deux fois inférieurs pour le secteur financier, des terrains quatre fois moins coûteux, l'équation reste des plus tentantes. Pour les Hongkongais, les « nouvelles frontières du commerce extérieur » de la colonie — dont se réjouit le directeur général du Trade Development Council (TDC) de Hongkong, M. Jack So — commencent à braver l'inflationnisme, l'essor de la Chine a permis l'apparition de familles aisées — les « 100 000 dollars », ces milliardaires de l'autre côté de la frontière, — et font du géant communiste un marché sans égal pour les biens de consommation. Selon M. So, « les temps sont mûrs » pour en tirer parti.

F. Cr.

(1) Elément de la politique d'ouverture de la fin des années 70, les zones économiques spéciales favorisent les implantations étrangères grâce à des structures administratives simplifiées et des avantages fiscaux.

(2) 1 yuan = 1,7 F.

Afrique

NAMIBIE : la difficile application du cessez-le-feu

Lorsque les maquisards de la SWAPO se font attendre...

OSHAKATI
(frontière angolaise)
de notre envoyé spécial

On ne sait trop pourquoi l'officier australien des « casques bleus » a choisi un arbre mort pour hisser le drapeau de l'ONU. Probablement parce qu'il lui paraissait le plus haut et parce que ce serait plus facile. La tâche ne fut pourtant pas aisée et le résultat décevant pour l'officier sud-africain qui lui a fait remarquer que le drapeau de son pays, flottant au sommet d'un mât, était beaucoup plus visible.

Faut-il y voir un signe prémoniteur selon lequel les combattants de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ne vont pas se rendre et déposer leurs armes dans ces « points de rassemblement » comme on les appelle, neuf endroits dans un premier temps, dont quatre ont été couverts, mardi 11 avril, établis à la suite des entretiens du mont Etjo, le week-end dernier, et à partir desquels les quelque mille neuf cents maquisards du mouvement de libération devront être rapatriés en Angola ?

L'opération retour a débuté mardi midi dans le nord de la Namibie. Elle devrait, en principe, se terminer le 15 avril mais M. Marti Afrisani, représentant spécial de l'ONU sur le territoire, a décidé de la prolonger jusqu'à la fin de la semaine prochaine, soit sur une période de onze jours. Certes, personne ne s'attendait que les guérilleros se précipitent le premier jour vers l'emblème protecteur de l'ONU. Sud-Africains et « casques bleus », d'un côté, Angolais de l'autre vont devoir attendre patiemment que les infiltrés viennent à leur rencontre.

Dans l'un de ces points, à Oshakati, juste à la frontière angolaise,

Les maquisards de la SWAPO ont ignoré, mardi 11 avril, les appels les invitant à se rendre aux unités des Nations unies, dans le nord de la Namibie. Le mouvement indépendantiste a estimé que la Déclaration du mont Etjo, faite à l'issue de la récente rencontre entre Angolais, Cubains et Sud-Africains, n'est pas claire et que, dans ces conditions, « il est impossible de donner des instructions précises à (ses) troupes ».

D'autre part, le président zambien Kenneth Kaunda a reconnu que les maquisards de la SWAPO avaient commis une erreur de jugement en s'infiltrant en Namibie. Mais, selon lui, cette erreur a été commise « sans intention de nuire » et « en toute innocence ».

tout est prêt pour les accueillir. Le général indien Prem Chand, commandant les troupes de l'ONU, est venu se rendre compte sur les lieux mêmes que tout était en place. Il a salué son drapeau, s'est déclaré pleinement satisfait de la coopération des Sud-Africains et totalement confiant dans l'accomplissement de sa mission.

Les quarante-cinq soldats de Pretoria, eux, sont parfaitement décontractés. Ils ont quitté leurs armes et leurs trous creusés dans le sable pour regarder, d'un œil amusé, la montée des journalistes et l'arrivée de leurs collègues australiens et britanniques de l'ONU. Mais les sentinelles veillent toujours face au poste frontière angolais dont il ne reste que des ruines.

Les maquisards de la SWAPO, éparpillés dans la brousse sur 300 kilomètres de long, vont-ils venir au rendez-vous ? « Le message a été passé », indique le général Chand. Message à la radio locale, tracts lâchés dans les airs dans les zones supposées de leur présence. Mais l'appel sera-t-il entendu ? Dans les cercles militaires et de la police namibienne, on ne se fait guère d'illusion.

Cependant ces hommes pourront-ils se rendre et accepter de repartir

d'où ils viennent, escortés par les « casques bleus », alors qu'ils pensaient que ces derniers allaient leur permettre de s'installer dans des bases sur leur territoire ? Une humiliation qu'il est difficile d'envisager d'autant qu'ils peuvent très bien repasser la frontière sans être inquiétés et surtout avec leurs armes. Ils peuvent très bien aussi se fondre dans la population dont une bonne partie les soutient, et revêtir des vêtements civils.

L'apparence du provisoire

Le succès de l'opération apparaît douteux. Et si, comme c'est probable, les mille neuf cents « combattants de la liberté » comme on les a désignés n'acceptent pas cette reddition peu honorable, la longue traque reprendra. L'inspecteur en chef de la police namibienne, M. Derek Brune, ne l'a pas caché : « Aucune présence de guérilleros de la SWAPO ne sera tolérée. D'ici quelques mois, on les retrouvera jusqu'au dernier, même déguisés en civil ».

Depuis l'accord du 9 avril entre Sud-Africains, Cubains et Angolais, le calme est néanmoins revenu dans la région après neuf jours d'ac-

chages. La guerre marque une pause. Les autorités signalent toujours des mouvements de groupes de guérilleros mais pas d'affrontement. Une période de répit que l'accord du Mont Etjo a permis d'instaurer, même si les forces de sécurité se demandent toujours quelle attitude vont adopter les trois mille hommes de la SWAPO qui attendent dans le sud de l'Angola. Vont-ils être, eux aussi, rapatriés au nord du 16^e parallèle par les Angolais ?

Cette trêve a l'apparence du provisoire. La présence militaire est toujours importante. Les convois sillonnent les routes et les pistes. L'atmosphère s'est toutefois détendue, même si le couvre-feu a été rétabli. Partout, on circule librement, sans restriction, ce qui était loin d'être le cas les années précédentes. La population ne signale pratiquement pas de bavures. La « koovet » (le levier), l'unité anti-terroriste rendue célèbre par une répression féroce, cherche désormais à s'attirer l'adhésion des habitants. Les militaires sont à présent dévoués aux journalistes. L'Ovamboland où, pendant vingt-trois ans, s'est déroulée une guerre secrète, s'est soudain ouverte.

Les « casques bleus » affluent, des Malaisiens, des Finlandais, des Australiens, des Britanniques. Les véhicules blancs frappés du sigle de l'ONU font désormais partie du paysage quotidien. Les troupes des Nations unies seront pratiquement au nombre de trois mille hommes dans le nord de la Namibie d'ici à la fin du mois. Les sourires sont revenus sur les visages « casques bleus ». Reste à espérer qu'ils le garderont.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Amériques

CHILI

Le dialogue entre le pouvoir et l'opposition achoppe sur la réforme constitutionnelle

Le dialogue entamé il y a un mois entre le chef du gouvernement chilien, M. Carlos Caceres, et la Concertation pour la démocratie — qui regroupe dix-sept partis allant des socialistes à la droite démocratique — fait apparaître de profondes divergences concernant le projet de réforme de la Constitution qui doit être soumis à un référendum à la fin du mois d'avril.

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Dans le communiqué qu'elle a rendu public à la fin de la semaine dernière, la Concertation pour la démocratie juge « positive l'ambiance de respect mutuel qui a caractérisé les conversations entre le ministre de l'Intérieur et notre représentant, M. Patricio Aylwin », mais tient à manifester sa « profonde préoccupation devant le refus gouvernemental d'accepter les réformes constitutionnelles fondamentales nécessaires pour assurer une transition vers une démocratie authentique ». Le texte de l'opposition mentionne deux principaux points de désaccord. Tout d'abord, il est prévu, dans la Constitution établie par le régime du général Pinochet en 1980, qu'une minorité de blocage à l'Assemblée puisse s'opposer à toute réforme de la Charte fondamentale. Le gouvernement, soucieux d'empêcher le prochain Parlement élu de se transformer en Assemblée constituante, souhaite limiter la réforme constitutionnelle au référendum prévu, sans prendre le risque de futures modifications. Une exigence que refuse la Concertation. Deuxième motif de désac-

cord : la composition du Sénat, dont le tiers des représentants sont actuellement désignés par les autorités. L'opposition demande que tous les sénateurs soient élus.

La révélation publique de ces profondes divergences de vues ont provoqué l'étonnement du ministre de l'Intérieur, M. Caceres, qui a pour sa part annoncé être en mesure de présenter un projet de réforme à la junte des commandants en chef chargée de l'approuver en première lecture. Le ministre prévoit l'organisation du référendum au cours de la semaine du 17 au 23 avril. Pour l'heure, les dirigeants de la Concertation ont souscrit un accord avec la Renovation nationale, le principal parti de droite. Une commission de juristes désignée par les deux parties a élaboré un projet de réforme constitutionnel. M. Aylwin a, certes, été reçu deux fois par le ministre de l'Intérieur, mais les contacts entre hommes politiques de tous bords se sont surtout multipliés en marge des conversations officielles entre le gouvernement et l'opposition.

Concernant la modification de la Constitution, le dirigeant socialiste Ricardo Lagos a tout simplement jugé que « Pinochet n'a jamais eu véritablement envie de réformer la Constitution ». « Il serait ravi, a-t-il poursuivi, que les conversations actuelles tournent à la confusion ».

La date apparemment retenue par le pouvoir pour le référendum pourrait coïncider avec l'appel à la grève, lancé le 18 avril, par la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), qui exige la libération de deux de ses dirigeants relégués en province depuis six mois. Seule une mesure de grâce décernée par le général Pinochet en faveur des deux syndicalistes pourrait désamorcer le conflit. Mais il semble que le chef de l'Etat ne soit pas disposé à la clemence. Son dernier discours, prononcé à l'occasion du remaniement du cabinet ministériel, et l'attitude du gouvernement concernant la réforme de la Constitution se caractérisent par la dureté du ton et les menaces proférées contre les opposants.

GILLES BAUDIN.

ÉTATS-UNIS : selon un rapport du département d'Etat le nombre des actes de terrorisme dans le monde a augmenté

Le nombre d'actes terroristes dans le monde a atteint, en 1988, le chiffre record de 856, contre 837 en 1987, soit une progression de 3 %, selon le rapport annuel du département d'Etat américain. Le nombre de morts est passé de 633 en 1987 à 658 en 1988, notamment à cause de l'attentat contre l'avion de la Pan Am.

Le département d'Etat constate toutefois que les opérations d'envergure commencent à diminuer, et attribue cette baisse à une meilleure coopération internationale et à une réduction de l'activité d'Etats soutenant le terrorisme, comme la Syrie, l'Irak et l'Iran. Au total, les actions terroristes au Proche-Orient, ou montées par des groupes de la région, sont en diminution de 15 % par rapport à l'an dernier. Le département d'Etat souligne cependant que les plus radicaux des groupes palestiniens se préparent à relancer leurs activités, pour contrecarrer le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP, et que la Libye continue à soutenir quelque trente organisations terroristes dans le monde. — (AFP.)

TUNISIE : Abandonnant le ministère de la défense

Le président Ben Ali a remanié son gouvernement

TUNIS
de notre correspondant

M. Ben Ali a procédé, mardi 11 avril, à un remaniement de son gouvernement qui revêt essentiellement un caractère technique. M. Baccouche conserve son poste de premier ministre et la plupart des grands ministères ne changent pas de titulaires.

Toutefois, M. Abdallah Kallal, qui était secrétaire général du ministère de la défense nationale — avec le rang de ministre — devient ministre en titre, fonction qu'exerçait jusqu'ici le président.

Un équilibre est maintenant dans le nouveau cabinet entre fidèles du chef de l'Etat, techniciens et jeunes technocrates, tandis que les départements touchant aux secteurs économiques et sociaux voient leurs structures renforcées avec la venue, aux côtés des ministres, d'un plus grand nombre de secrétaires d'Etat.

Le souci « d'ouverture » de M. Ben Ali est notamment illustré par les nominations de M. Mohamed Charfi au ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique — auparavant scindé en deux départements — et de M. Daly Jazi au ministère de la santé publique.

Professeur à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, âgé de cinquante-deux ans, M. Charfi est président de

la Ligue des droits de l'homme. L'an passé, à la demande du chef de l'Etat, il avait été l'un des principaux rédacteurs du « Pacte national » signé par l'ensemble des forces politiques.

Agé de quarante-six ans, professeur de droit public à l'université de Tunis, M. Daly Jazi, qui a longtemps milité au sein de la Ligue des droits de l'homme, était ambassadeur à Vienne depuis novembre dernier. Cette nomination avait suscité quelques résonances au sein du Mouvement des démocrates socialistes auquel il appartenait et dont il s'est détaché progressivement jusqu'à sa démission, annoncée voici moins d'une semaine (le Monde du 11 avril). M. Jazi remplace le docteur Saadadine Zmerli qui avait abandonné la présidence de la Ligue des droits de l'homme en juillet 1988 lors de sa nomination comme ministre. Il ne figure pas dans la nouvelle formation.

Le départ de M. Habib Ammar

Autres caractéristiques de ce remaniement : M. Habib Boularès, ministre des affaires culturelles, cumulera désormais ses fonctions avec celles de ministre de l'Information. Journaliste, M. Boularès est connu pour ses options libérales qui lui valurent quelques déboires avec le pouvoir dans les années 70 ; il

remplace M. Abdelmalek Laarif. D'autre part, l'un des hommes de confiance du chef de l'Etat qu'il a chargé de nombreuses missions délicates depuis son accession au pouvoir, M. Moncef Rouissi, jusqu'ici conseiller à la présidence de la République, devient ministre des affaires sociales.

Un domaine rendu particulièrement sensible par la montée du chômage, la dégradation du pouvoir d'achat en dépit d'un récent ajustement des salaires et des syndicalistes qui s'entredéchirent depuis des mois pour le contrôle de la centrale ouvrière dont le congrès est prévu pour la semaine prochaine.

Enfin — et c'est peut-être la principale surprise de ce remaniement — M. Habib Ammar, ministre d'Etat, conseiller spécial auprès du président, quitte le gouvernement. Camarade de promotion de M. Ben Ali à Saint-Cyr, M. Habib Ammar avait, dit-on, pris une part active, en tant que commandant de la garde nationale, à la destitution de l'ancien président Bourguiba. Il avait été nommé, le 7 novembre 1987, ministre de l'Intérieur, fonction qu'il avait abandonnée subitement en novembre dernier pour devenir conseiller spécial du président avec rang de ministre d'Etat.

M. Ammar demeure l'un des six membres du bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique.

MICHEL DEURÉ.

Diplomatie

La Belgique s'opposera à toute « augmentation significative » de la portée des missiles Lance

La Belgique a fait savoir le mardi 11 avril qu'elle s'opposerait à toute « augmentation significative » du champ d'action des missiles nucléaires à courte portée (moins de 500 kilomètres) basés en Europe. Cette position, calquée sur celle de l'Allemagne de l'Ouest, risque de mettre en danger l'unité de l'OTAN lors du sommet des seize chefs d'Etat et de gouvernement alliés les 29 et 30 mai.

« La Belgique est disposée à maintenir à niveau, là où c'est nécessaire, les armes nucléaires tactiques, sans augmentation significative des portées », a déclaré le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, devant les commissions réunies des affaires étrangères et de la défense de la Chambre des députés. Bruxelles, comme Bonn, souhaite reporter à 1991 au plus tôt toute décision sur la modernisation de ces armes et ouvrir dans l'intervalle des négociations avec l'Est pour leur suppression.

Washington et Londres estiment, en revanche, que seule une décision rapide de procéder à cette modernisation — qui consiste notamment à allonger jusqu'à près de 500 kilomètres la portée des quatre-vingt-huit vieux missiles Lance américains (120 kilomètres) — leur permettra de conserver un caractère dissuasif.

Le contentieux sur les missiles à courte portée, les derniers engins nucléaires de l'OTAN basés en Europe depuis le traité de décembre 1987 sur le

démantèlement des missiles à moyenne portée (de 500 kilomètres à 5 500 kilomètres), sera évoqué les 19 et 20 avril par le groupe des plans nucléaires, qui réunit les quatorze ministres de la défense des pays membres de l'organisation militaire intégrée (sans la France).

A Berlin-Est, d'autre part, les ministres des affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie achèveront mercredi 12 avril une réunion de deux jours consacrée aux relations Est-Ouest. — (Reuters.)

I.T.S. Langues

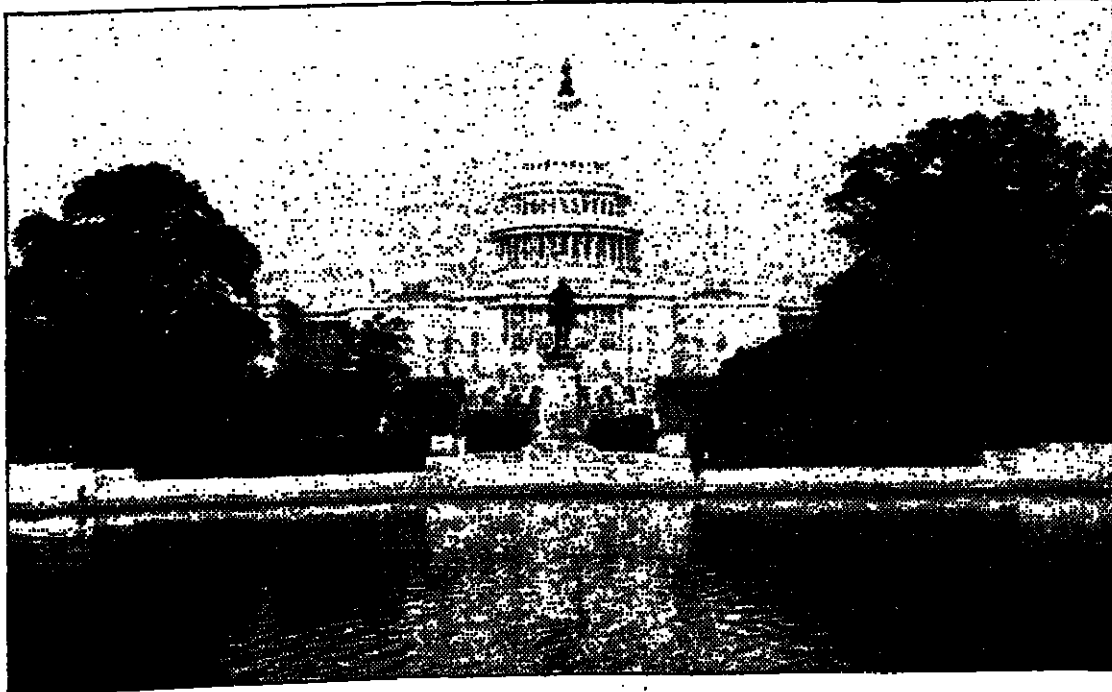
FORMATION EN TOUTES LANGUES

PRÉPARATION DE CADRES A L'EXPIRIATION

LES PROFESSEURS ENSEIGNENT LEUR LANGUE MATERNELLE

NOUS OBSERVONS : dans un langage simple et clair, nous expliquons la langue et la culture de la région où vous allez à l'étranger.

21 rue de la République - 92000 Nanterre
Tél. : 01 1 42 42 42 42
Fax : 01 1 42 42 42 42



WASHINGTON DC AVEC PAN AM

4 vols directs par semaine

Parler de liaison capitale ne saurait être exagéré

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

Le nouveau Paris-Washington DC de Pan Am est ce que l'on peut appeler une liaison privilégiée : le vol s'effectue en Airbus A 310, avion moderne et spacieux ; il est direct, avec correspondance immédiate vers Los Angeles. Cette liaison vient s'ajouter aux vols Paris-New York et Nice-New York quotidiens, et aux vols Paris-Miami non stop, avec correspondances pour plus de 60 villes aux USA, Caraïbes et Amérique Latine. Washington, New York ou Miami, avec Pan Am, vive l'Amérique en direct ! Pour en savoir plus, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

*Vols quotidiens à partir du 25 mai 89

Politique

La situation en Corse

Les syndicats demandent une « réouverture des négociations »

Tous les syndicats des fonctionnaires de Corse ont rejeté, mardi 12 avril, les dernières propositions « fermes et définitives » du gouvernement qui, le même jour, a décidé unilatéralement l'attribution aux fonctionnaires de l'île d'une indemnité compensatoire de transport, dont il a lui-même fixé le montant.

Tout en appelant les grévistes à continuer le mouvement et à participer à la manifestation régionale prévue mercredi après-midi à Bastia, l'intersyndicale a adressé mardi soir une lettre à M. Bernard Boucaut, préfet de Haute-Corse, pour demander « la réouverture des négociations ».

Du point de vue du gouvernement, les seules négociations qui peuvent encore avoir lieu porteraient sur le paiement des jours de grève. Quant

aux problèmes « structurels », M. Michel Durafor, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, a rappelé mardi en présentant la décision du gouvernement qu'ils seront évoqués dans le cadre des « tables rondes » proposées par M. Michel Rocard. M. Durafor a souligné que ces dernières constitueraient « un moment essentiel » des discussions entre les représentants corses et le gouvernement. Il a souhaité qu'elles puissent se tenir le plus rapidement possible.

Le ministre de la fonction publique a estimé que la décision prise sur l'indemnité de transport, bien qu'« unilatérale », représente aux yeux du gouvernement un « geste d'apaisement ». M. Durafor pense que les fonctionnaires de Corse sont « responsables » et comprendront que

ces mesures sont « à la limite de ce qui est supportable pour l'économie française ».

Dans l'immédiat, l'indemnité sera prélevée, indique-t-on à l'hôtel Matignon, « à titre provisoire » sur l'enveloppe de la continuité territoriale. Le financement définitif sera issu des tables rondes. Contrairement à ce qu'affirme le STC, Syndicat des travailleurs corses (nationaliste), le gouvernement ne pourrait donc pas lui avoir donné la garantie que cette indemnité ne serait pas financée sur l'enveloppe de la continuité territoriale. « Rien n'est exclu, rien n'est certain », précise Matignon.

L'entourage du premier ministre affirme encore que la position du gouvernement ne peut être modifiée par le résultat de la manifestation de mercredi. Matignon s'attendait, mercredi

matin, au lendemain de la décision unilatérale du gouvernement, à une forte réaction susceptible de « catalyser tous les mécontents ». C'est pourquoi on indiquait — de même source — que l'ampleur de la manifestation ne saurait être considérée comme « un indicateur de la mobilisation des fonctionnaires », qui devrait plutôt être jugée sur les jours à venir.

Enfin, Matignon souligne le silence des confédérations nationales après l'annonce de la décision du gouvernement. Seul le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krassicki, a condamné le comportement « systématique » du premier ministre, qui « mise sur la fatigue des gens pour agir en faveur de grève ».

« Non au diktat ! »

BASTIA
de notre envoyée spéciale

La manifestation régionale du mercredi 12 avril à Bastia devait constituer un test de la détermination des fonctionnaires en grève à poursuivre un mouvement qui est entré, pour les positions, dans sa huitième semaine. Après l'interruption des négociations entre les préfets de Corse et les syndicats, toutes les organisations avaient appelé, mardi, à donner « la plus grande ampleur » à cette manifestation prévue depuis plusieurs jours. La CGT, qui avait fixé le chiffre de quinze mille personnes, a fixé, mardi, la barre un peu moins haut, tout en préparant la bannière au nom de l'intersyndicale : « Non au diktat. Out of de toutes négociations ». La discussion est terminée, la prime accordée, mais la grève pourrait continuer.

Dans l'attente de ce rassemblement, la journée, sur le rond-point de la préfecture de Bastia, rebaptisée place de Grèce, a été plutôt triste. La voiture souso de la CGT invitait les deux cents manifestants présents à se rapprocher des grilles. « Ce n'est pas en restant sous les arbres qu'on va régler le problème ». Mais le cœur n'y était pas. « C'était si excessif, nos revendications ? ».

A l'intérieur, une vingtaine de syndicalistes poursuivaient l'occupation de la salle de réunions, privés d'interlocuteurs, des syndiqués que leur fournissait jusqu'à lundi la préfecture et, subitement, de téléphone au motif qu'il y a « une cabine à pièces dans le hall ». La préfecture craignait les incidents. Le directeur de cabinet du préfet a apporté le texte de la décision gouvernementale accompagnée d'un commissaire. Les syndicalistes ont été gardés à vue sur un carré d'herbe pendant quelques minutes par des policiers qui voulaient les empêcher d'aller parler aux troupes à travers les grilles.

L'intersyndicale des fonctionnaires a donc téléphoné, de la cabine du hall, sa réaction à l'attribution, annoncée par M. Michel Durafor, d'une prime de transport reductible de 3 600 francs par an pour un agent ayant deux enfants, soit une augmentation de 480 francs par rapport à la proposition précédente (1). Selon elle, « le compte n'y est pas ». Ni par rapport aux revendications initiales, ni par rapport « à la méthode ».

Fin
de convergences

Les syndicats protestent contre le fait de ne pas avoir été informés par le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, du résultat de son voyage à Paris, le gouvernement ayant préféré avertir les organisations parisiennes. « On ne l'informe pas ainsi les pratiques démocratiques. On ne mène pas de la sorte les relations avec les responsables syndicaux ». Portant un « jugement très sévère sur l'attitude du gouvernement », ils appellent à la poursuite de l'action.

La base va-t-elle suivre au-delà de la manifestation de mercredi ? Pour le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) qui estime qu'une « attitude plus constructive et cohérente de certaines organisations » aurait permis d'aller plus vite dans les négociations, le paiement des journées de grève sera « déterminant » pour la reprise du travail. Cette indemnisation doit faire l'objet, selon M. Durafor, de négociations, mais seulement « au moment de la reprise du travail ». Les pouvoirs publics ne semblent pas non plus envisager puisque le conflit a été aussi long, un paiement total, ce qu'il faudrait faire.

● PRÉCISION. — A la suite de l'un de nos articles paru dans le Monde du 12 avril, M. Jean-Gilbert Marzin, préfet de région de la Corse, nous précise qu'il n'a pas employé la formule qui lui est prêtée par les syndicalistes (« Le problème est pris en main par des technocrates, on ne va pas en sortir »). Lors d'une interruption de séance, M. Marzin a simplement expliqué à quelques interlocuteurs, indique-t-il, que, en ce qui concerne les critères d'évolution de la prime de transport, il était nécessaire de prendre l'avis de techniciens, indépendamment des choix politiques, qui incombent au gouvernement.

accepter à la base. « Etre légitime, en ce qui nous concerne, ce n'est pas seulement un inconvénient », dit un gréviste.

Au-delà des fonctionnaires, les solidarités ne semblent plus aussi massives. Les commerçants, les petites entreprises craignent à la fois la faillite et craignent de devoir assurer la même augmentation salariale à leurs employés. Les nationalistes, par la voix de l'Union nationale, se préoccupent de la situation des retraités, chômeurs et pensionnés privés d'allocation à la suite du conflit. Leur syndicat, le STC, estime aussi, dans un communiqué publié avant la rupture des négociations, que les « fonctionnaires français », tout autant que l'Etat, perdent de vue les intérêts de la Corse. Ayant obtenu l'assurance que la prime aux fonctionnaires ne serait pas financée par un prélèvement sur l'enveloppe de la continuité territoriale, le STC a renoncé à sa menace de bloquer les ports.

Outre celle de mercredi, deux manifestations sont prévues, séparées : l'une, samedi, à l'appel du Collectif corse de lutte qui regroupe des socioprofessionnels autour de M. Edmond Siméoni ; l'autre, le 22 avril, à l'appel des organisations nationalistes. Les deux mouvements avaient défilé, il y a quinze jours, derrière la même bannière : « Pour une solution globale » au problème corse, mais les nationalistes, dépositaires du mot d'ordre depuis des années, se méfient d'une dérive « post-jobiste » des commerçants. Alors que la grève des fonctionnaires laisse entrevoir un durcissement des revendications, les convergences ne semblent plus à l'ordre du jour.

CORINE LESNES.

(1) Le communiqué diffusé mardi par le gouvernement se bornait à donner le montant pour un couple avec deux enfants du chiffre de 200 F par personne. C'est en effet ce que touchera pour 1989 un fonctionnaire. L'indemnité annuelle de transport est donc de 2 400 F pour un célibataire, 2 880 F pour un couple, 3 240 F pour un couple avec un enfant, 3 600 F pour deux enfants, 3 600 F de plus par enfant supplémentaire. Elle sera révisée annuellement en fonction de l'évolution des tarifs postaux de la SNCF. Selon la préfecture de région, les sommes sont supérieures à ce que les fonctionnaires avaient obtenu avec le classement de la Corse en zone 2bis, qui était l'une des revendications des syndicats (le classement avait entraîné une augmentation, pour un fonctionnaire « moyen », de 255 francs).

En visite à Douai

M. Mitterrand réaffirme les priorités intérieures de son action européenne

LILLE
de notre correspondant

Le président de la République a assisté, mardi 11 avril, au baptême d'une nouvelle promotion d'élèves-ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des mines de Douai dont il a accepté d'être le parrain. M. François Mitterrand a refusé que cette promotion porte son nom, mais il a choisi de la baptiser Eurika, du nom du programme européen de coopération technologique et industriel dont il a souligné qu'il avait été l'origine en 1985.

A l'occasion de cette visite à Douai, le chef de l'Etat a rappelé les priorités qu'il entend donner à son action : la formation, « matière première de l'économie française », la recherche, « axe essentiel de la démarche nationale », l'investissement et la création d'entreprises.

En acceptant de parrainer cette promotion de cent cinquante-trois élèves-ingénieurs, M. Mitterrand entendait également mettre l'accent, a-t-il expliqué, sur l'effort d'adaptation aux techniques nouvelles effectué par certains et, encore, à faire pour « maintenir et développer le potentiel économique et commercial de la France ». L'Ecole des mines de Douai constitue, aux yeux du chef de l'Etat, un symbole et un espoir dans une région « qui a tant souffert ». « La région Nord-Pas-

ILE D'YEU
de notre envoyé spécial

Il y a, quelque part dans une petite maison blanche de Port-Joinville, un homme qui, gravement, s'apprête à saisir son stylo. Demain, après-demain, qu'importe ! Le temps passe si lentement à l'île d'Yeu !

De sa plus belle tenue, M. Henri Turbé, agent d'assurance et conseiller général (divers droite) de l'île d'Yeu, se prépare à écrire à tous les députés et sénateurs du département de la Vendée en leur demandant d'intervenir auprès de cette divinité lointaine : le gouvernement. Lui-même hésite encore sur les termes à employer. Mais il sait que sa bouteille à l'Atlantique se résumera à deux mots : et nous ?

L'île d'Yeu est l'île métropolitaine la plus éloignée du continent après la Corse et, par les temps qui courent, ses habitants vivent bien que la nation s'en souvienne. Car, depuis près de deux mois, le spectacle quotidien du journal télévisé leur donne de bien drôles d'idées. « Les Corses », soupire M. Turbé, ils sont déjà arrivés de subventions et de déclarations et ils nous ont encore. Alors que nous, on n'a rien du tout. »

Quand il prendra sa plume officielle, M. Turbé s'exprimera avec davantage de pondération. Sur l'île d'Yeu on n'est pas du genre à arracher les grilles de la préfecture. D'ailleurs, il n'y a pas de préfecture, et un directeur des affaires maritimes, département, assure tout l'administratif. La plus grande inégalité que se permettent les nantis est de se moquer en douce des estivants du meilleur monde qui, l'été, se donnent la baignade à la sortie de la messe. Mais, sous la courtoisie, la misère de M. Turbé, mal n'en doute, sera implacable.

Les « cadoles » consentis par l'Etat aux cinq mille habitants de l'île pour cause d'insularité sont rapidement énumérés : rien ou presque. Nulle détaxation de la TVA. Aucun avantage particulier à la création d'emplois. Et, pour toute « continuité territoriale », arrachée de haute lutte en 1982, une subvention étatique annuelle

Et l'île d'Yeu ?



de 100 000 francs, délaissée au regard de quelques 5 millions de déficit de la saison maritime avec le continent qui supporte mal chaque année le conseil général.

Pourtant, comme aurait dit M. de la Palice, l'île d'Yeu est une île, une vraie, « plus archaïque que la Corse », assure Jean-Baptiste Car, depuis près de deux mois, le spectacle quotidien du journal télévisé leur donne de bien drôles d'idées. « Les Corses », soupire M. Turbé, ils sont déjà arrivés de subventions et de déclarations et ils nous ont encore. Alors que nous, on n'a rien du tout. »

Quand il prendra sa plume officielle, M. Turbé s'exprimera avec davantage de pondération. Sur l'île d'Yeu on n'est pas du genre à arracher les grilles de la préfecture. D'ailleurs, il n'y a pas de préfecture, et un directeur des affaires maritimes, département, assure tout l'administratif. La plus grande inégalité que se permettent les nantis est de se moquer en douce des estivants du meilleur monde qui, l'été, se donnent la baignade à la sortie de la messe. Mais, sous la courtoisie, la misère de M. Turbé, mal n'en doute, sera implacable.

Sacées
marées !

Quant au Loto, il est vrai qu'on ne peut jouer que jusqu'au dimanche soir pour le tirage du mercredi, mais il n'y a pas de quoi faire la révolution. Bien sûr, le tourisme et le pêche s'écroulent, les îles sont loin d'être paillardes. Quant aux fonctionnaires, ils sont peu nombreux — une cinquantaine au total — et surtout trop rapidement pour menacer l'île d'une explosion à la corse. Chaque année, par exemple, les douaniers par l'intermé-

diare de leur syndicat demandent à être classés en « zone déshéritée ». Mais la réponse est invariablement négative. Sans que nul ne s'en émeuve outre-mesure.

La plus dure à vivre, ce sont les marées. Ces marées dont dépendent les deux bateaux de liaison et, avec eux, toute la vie de l'île. Un week-end sur deux, les hydrogènes partis d'Yeu sur le continent — les deux collèges l'ont — se retrouvent à la classe de troisième — sont ainsi empêchés de rejoindre leur famille. Une semaine sur deux, l'île est quasiment isolée du reste du monde : qui souhaiterait embarquer sur un bateau qui lève l'ancre à 4 h 45 ? Une semaine sur deux, donc, pas d'assistance sociale, pas de gynécologue, pas d'employé de la Sécurité sociale. En attendant que revienne la vie avec les « bonnes marées », l'île se replie sur elle-même.

Et encore, tous les ménages ne font-ils pas le déplacement : se rendre sur le continent en période de mauvaises marées pour consulter l'ophtalmologue ou le dermatologue — les seuls médecins qui exercent à demeure sur l'île sont des généralistes — signifie un voyage de vingt-quatre ou quarante-huit heures. Et ce n'est que depuis 1986, quand fut instaurée une liaison hélicoptère avec le continent — 500 francs aller et retour — que les femmes sur le point d'accoucher peuvent gagner l'hôpital autrement qu'en canot de

surveillance avec tous les risques différents.

L'exemple corse attend, les îles souhaitent « se faire entendre », par exemple arracher une participation de l'Etat à l'exploitation du futur catamaran actuellement en cours d'aménagement et qui, flottant sur coussins d'air, leur permettrait enfin de pouvoir se rendre sur le continent à heures régulières sans dépendre des marées.

Pour appuyer cette revendication, le conseiller général Turbé s'efforce même prêt à mener des « actions spectaculaires ». Et comme ces dernières ne sont rien sans les médias, tout sera fait le cas échéant pour faciliter le passage à une équipe de FR 3 accompagnée de son véhicule — les voitures doivent obligatoirement réserver leur place sur les ferrys trois semaines à l'avance, ce qui ne facilite guère non plus les visites sur le continent.

Ce combat, M. Turbé le mène sans aucune optimisme, lui qui sait bien que ses troupes ne sont pas des va-t-en-guerre. Aussi naïvement qu'il peut, les îles évitent d'attendre simplement « que les ministres tombent ». « On aime mieux que le bœuf ait lieu ailleurs », reconnaît l'un d'eux. Le temps passe si lentement à l'île d'Yeu.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

En Seine-Maritime

La nouvelle municipalité du Petit-Quevilly visée par des incendies criminels

ROUEN
de notre correspondant

M. François Zimeray, le jeune maire socialiste du Petit-Quevilly (Seine-Maritime), dans la banlieue de Rouen, élu le 20 mars en remplacement d'un maire communiste, débute son mandat dans des conditions difficiles.

Lundi soir 10 avril, pour la troisième fois en dix jours un incendie criminel a été allumé dans un bâtiment municipal. Les deux premiers n'avaient eu que des conséquences mineures. Cette fois, l'incendie s'est étendu à des bureaux situés en face de l'hôtel de ville. Il s'était manifesté au téléphone en prévenant : « Vous ne vous en rendez pas compte. Nous frapperons ailleurs. Les dégâts sont considérables. Le premier étage et la toiture du bâtiment qui abrite les services techniques ont été entièrement détruits par les flammes. Les archives du service ont disparu dans le sillage. L'enquête

confiée à la police n'avait pas permis, mardi, de localiser le ou les pyromanes.

Pour les élus socialistes du Petit-Quevilly, il importait avant tout de ne pas déclencher de panique dans la population ou parmi les employés communaux. « Nous ne tenons pas à susciter des vocations », a déclaré le chef de cabinet de M. Zimeray.

Le climat politique tendu qui a précédé au changement d'équipe municipale au Petit-Quevilly, ville communiste depuis la Libération, est bien entendu évoqué. Il pourrait avoir incité une personne avide de quelque vengeance à profiter de la situation. Le Petit-Quevilly est, de plus, une des communes les plus touchées par la petite délinquance dans l'agglomération de Rouen. Le groupe communiste au conseil municipal a pour sa part jugé « inqualifiables » ces actes de malveillance.

ÉTIENNE BANZET.

(Publié)

SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 17 et mardi 18 avril 1989 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

— Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

— Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 42-33-21-89 - POSTE 175.

M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE

29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

M. Marchais

en septembre
à Moscou

L'Hémisphère de mercredi 12 avril annonce que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, rencontrera M. Mikhail Gorbatchev, secrétaire général du PCUS à la fin septembre à Moscou. La date exacte n'est pas précisée. Cette rencontre interviendra donc pratiquement un an après la date envisagée par la direction du PCF. En effet, le registre sur lequel sont consignés les relevés de conclusions et les comptes rendus des réunions du bureau politique fixait, en septembre 1988, le calendrier suivant pour les activités du parti et de son secrétaire général : réunion du comité central, rencontre avec MM. Marchais et Gorbatchev, conférence nationale.

Si le comité central du PCF s'est bien réuni les 12 et 13 octobre 1988 et si ce parti a bien réuni sa conférence nationale, le 12 novembre, en revanche, le secrétaire général n'a pas eu d'entretien avec son homologue soviétique, comme le stipulait le calendrier adopté par le bureau politique.

● M. Bernard Debré (RPR) entre au conseil municipal d'Amboise. — M. Bernard Debré, député (RPR) de l'Indre-et-Loire, va finalement siéger au conseil municipal d'Amboise. En dix-septième position sur la liste conduite par son père, M. Michel Debré, ancien premier ministre et maire sortant (RPR) d'Amboise, battu aux dernières municipales, M. Bernard Debré a bénéficié de la décision de neuf élus de l'opposition placés avant lui sur cette liste (dont son père).

CP 1120150

Politique

Le Sénat adopte le projet de loi sur la détention provisoire

M. Arpaillange plus proche des centristes que du PS...

Après neuf heures de débats, le Sénat a adopté, mardi 11 avril, le texte réformant la détention provisoire qui avait déjà été approuvé par l'Assemblée nationale le 29 novembre. Le RPR a voté contre, le PS et le PC se sont abstenus, les centristes et le Rassemblement démocratique et européen (ex-Gauche démocratique) ont voté pour.

Une petite fiche à la main, M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur socialiste de Belfort, a dressé avec un humour un peu amer le « bilan de ce qui reste de ce texte », avant de justifier l'abstention de son groupe. Il n'y a, en effet, pour la gauche et pour le gouvernement, pas de quoi pavoiser. Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, avait quelques heures plus tôt présenté son projet comme étant « délibérément court et de portée limitée ». Il ne s'est pas trompé.

En attendant la grande réforme de l'instruction que le ministre promet d'entreprendre, il faudra donc se contenter d'un texte dont les ambitions initiales étaient déjà bien rognées, mais que le passage devant les deux Chambres — avant un réexamen par l'Assemblée nationale — a vidé d'une bonne partie de sa substance, le Sénat ayant suivi pas à pas les recommandations du rapporteur de la commission des lois, M. Marcel Rudloff (Union centriste, Bas-Rhin) (le Monde du 11 avril).

Ainsi disparaissant du texte la référence à la nécessité de chercher des

mesures d'insertion pour un inculpé lors de l'enquête rapide de personnalité, désormais obligatoire pour les moins de vingt et un ans, avant toute décision de placement en détention si la peine encourue n'exécute pas cinq ans.

Le Sénat a aussi supprimé la menace de « nullité » frappant toute ordonnance de mise en détention insuffisamment motivée en droit et en fait. L'inculpé qui aurait souhaité ne comparaître pas en personne devant la chambre d'accusation lors d'une demande de mise en liberté, pas plus que ce débat ne sera public. L'Assemblée nationale l'avait pourtant souhaité. Le garde des sceaux était hostile à cette possibilité, où il voit une brèche dans le secret de l'instruction.

Malgré sa force de conviction et les compromis qu'il tentait de trouver (la chambre d'accusation aurait pu se réserver le droit de demander le huis-clos), M. Dreyfus-Schmidt n'a pu, sur ce point comme sur d'autres, convaincre le ministre de la justice, qui a estimé que cela ne serait pas « raisonnable ». Favorable au maintien du tableau de roulement des juges d'instruction — et non plus à leur désignation par le président du tribunal, ce qui conduirait selon certains à des choix trop orientés, — le sénateur socialiste n'a pas emporté l'adhésion du ministre de la justice du gouvernement qu'il soutient.

Il était d'ailleurs curieux de voir le garde des sceaux s'en remettre presque à chaque fois à la sagesse du Sénat, à moins qu'il ne soutint la commission des lois contre les par-

lementaires de gauche. Quant à renvoyer à la Cour de cassation la possibilité de dessaisir une juridiction de l'intérêt d'une bonne administration de la justice, et malgré le rejet d'une requête en suspension légitime (ce fut le schéma de l'affaire Droit-Grellier), comme l'avait décidé l'Assemblée nationale, le Sénat pas plus que le garde des sceaux ne l'ont voulu. M. Rudloff a simplement fait modifier le terme « bonne administration de la justice », qui est désormais remplacé par le mot, plus sensible, de « sérénité ».

Toutes les astuces

Dans tous les cas ou presque, les délais de la détention provisoire — ces butoirs qui évitent aux juges de s'endormir sur leurs dossiers et aux prévenus de rester indéfiniment en prison sans être fixés sur leur sort, — ont été élargis par le Sénat. Il a fallu aux socialistes user de toutes les astuces du règlement pour obtenir malgré tout qu'en matière correctionnelle, quand la peine encourue est inférieure à cinq ans, la détention provisoire ne puisse être prolongée au-delà de deux ans.

On a aussi adopté un amendement de M. José Balarin (URR, Alpes-Maritimes), qui empêchera d'utiliser des nullités de procédure pour remettre en liberté les « grands délinquants » encourant des peines égales ou supérieures à dix ans. Le fait que les avocats aient le droit de déposer des demandes en liberté par lettre recommandée lorsqu'ils ne résident pas dans la commune où siège la juridiction compétente — le ministre de la justice n'y tenait

guère, redoutant, a-t-il expliqué, des « tracasseries de l'administration pénitentiaire » — a été une bien maigre consolation pour M. Dreyfus-Schmidt, avocat de profession.

Ont survécu au lamination parlementaire la conversion d'une peine prononcée en l'absence de l'intéressé en travail d'intérêt général, et la réduction du délai d'épreuve de cinq à trois ans. « Il y a du pour et du contre », a estimé M. Dreyfus-Schmidt, qui semble attendre d'une navette qu'elle joue le rôle de bouée de sauvetage pour un texte bien écorné avant d'expliquer l'abstention de son groupe. M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), qui n'avait cessé de se battre pour libéraliser le projet — notamment en ce qui concerne les mineurs — a suivi la même démarche. Le RPR, par la voix de M. de Cutoli, s'est appuyé sur les prises d'otages des prisons de Folsky et de Toul pour justifier un vote contre; les centristes et le Rassemblement démocratique et européen ont permis l'adoption du projet.

Quant au texte sur les erreurs judiciaires et leur réparation, qui faisait l'objet d'une proposition de loi annexée rédigée à l'initiative de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) et de M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), il a été adopté à l'unanimité et permettra la saisine de la Cour de cassation (qui examine les demandes en révision) par une commission de magistrats et non plus par le seul garde des sceaux. Le texte crée en outre un droit à l'indemnité des victimes d'erreurs judiciaires.

AGATHE LOGEART.

A l'Assemblée nationale

Le rôle des commissions permanentes en question

En demandant à la Commission des finances de l'Assemblée nationale d'examiner au fond le projet de réforme de la Commission des opérations de Bourse (COB) qui sera soumis au Parlement à cette session de printemps, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, soulève une fois de plus, le problème de la répartition des compétences entre les différentes commissions.

Sur un tel projet, qui comporte un important volet juridique, c'est la commission des lois qui aurait dû normalement être saisie au fond. Mais M. Bérégovoy, qui souhaite voir renforcer les pouvoirs de la COB, notamment en matière de sanctions, n'a pas voulu retrouver, au sein de l'Assemblée, l'opposition qu'avait manifestée le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, à cette conception « extensive » du rôle de gendarme de la Bourse.

Selon M. Arpaillange, la reconnaissance à la COB de compétences en matière de sanctions irait à l'encontre de la séparation des pouvoirs entre exécutif, législatif et judiciaire. M. Bérégovoy craignait avec raison que la commission des lois ne le suive sur ce point.

Mais au-delà de cette divergence d'appréciation sur le contenu même du projet se trouve à nouveau posée la question du partage des compétences entre les commissions permanentes de l'Assemblée. La Constitution de 1958 prévoit, en son article 43, que la règle pour l'examen de chaque projet est la saisine de « commissions spécialement désignées à cet effet » et que l'exception

est le recours à l'une des six commissions permanentes. Cet article, qui traduisait la volonté de limiter le rôle du Parlement en évitant la création de véritables contre-pouvoirs au sein des Assemblées, est devenu lettre morte. Le dernier recours important à une commission spéciale fut décidé pour l'examen des lois de nationalisations en 1981-1982.

Or, face à la complexité et à la pluridisciplinarité croissantes des projets ou des propositions soumis au Parlement, la saisine d'une commission permanente unique n'est plus satisfaisante. Ainsi du texte sur l'éthique médicale, qui comporte à la fois un aspect juridique, social et financier de celui portant réforme de la loi Méhaignerie (la loi Quilliot avait été examinée au fond par la commission des lois, la loi Méhaignerie, qui la modifiait, avait, quant à elle, été soumise à la commission de la production et des échanges) ou du projet de loi sur la COB.

Le besoin de recourir à une commission spéciale, composée des membres des différentes commissions permanentes, se fait donc plus que jamais sentir. C'est en ce sens que M. Michel Sapin (PS-Haut-de-Seine) président de la commission des lois, va déposer une proposition de résolution devant le bureau de l'Assemblée tendant à augmenter le nombre des membres dans les commissions spéciales (de 31 aujourd'hui à 50 ou 51) afin de « réactiver » cette disposition contenue dans la Constitution.

P. R.-D.

La préparation des élections européennes : la droite dans l'impasse

Les « rénovateurs » de l'opposition restent sourds aux remontrances de M. Giscard d'Estaing

Les « jeunes turcs » de l'opposition ont décliné la proposition de M. Giscard d'Estaing, qui les avait défilés en débat télévisé sur les enjeux des élections européennes. Ceux des « rénovateurs » qui appartiennent à l'UDF défendent, jeudi, devant le conseil national de leur mouvement, au cours d'une séance ouverte à la presse (à la demande de l'ancien président de la République), une motion préconisant notamment la convocation d'une convention UDF-RPR qui devrait mettre à plat, selon eux, les problèmes de structure de l'opposition en vue de sa rénovation et de sa recomposition.

C'est peu de dire que M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas apprécié l'appel solennel et télévisé lancé, dimanche soir, par M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, pour qu'il accepte de passer la main pour les élections européennes du 18 juin.

Piqué au vif, l'ancien chef de l'Etat a saisi la balle au bond en proposant un débat à la télévision avec MM. Dominique Baudis, Bernard Bosson et Charles Millon, trois des « rénovateurs » de l'UDF et de l'UDC à l'avoir adjuré de faire marche arrière. L'invitation a été déclinée par les intéressés, au motif qu'il est inutile, selon eux, de débattre d'un sujet — l'Europe — sur lequel ils sont tous d'accord. Et comme il n'est pas question, bien sûr, d'aborder les problèmes de personne, le « grand débat » a été reporté sine die.

« C'est un peu misérable comme procédé », ont protesté plusieurs de ces rénovateurs : « Le maître veut une fois de plus faire la leçon. Débattre avec Giscard, c'est absurde ! On ne met pas en cause ses capacités européennes. On met en cause sa capacité à faire l'union de l'opposition », expliquait pour sa part M. Etienne Fintz, « rénovateur » RPR.

Devant le groupe centriste de l'Assemblée nationale, qui le recevait mardi 11 avril, à sa demande, M. Giscard d'Estaing a simplement fait valoir le fait que, interpellé à la télévision, il était naturel qu'il souhaitait répondre par le même canal. « Vous vous êtes exprimé devant treize millions de personnes », reprocha-t-il à M. Baudis. Le maire de Toulouse se livra alors à une explication de texte qui avait un peu l'allure d'un acte de contrition. En parlant quelques heures plus tard devant les journalistes, le maire de Toulouse en était encore tout chose : « J'ai simplement ressenti que la seule alternative au duel Giscard-Veil était une liste d'union conduite par des rénovateurs. C'est par volonté de parvenir à cette union que j'ai lancé cet appel. Je n'ai pas fait d'anti-giscardisme primaire. J'étais dans le même état d'esprit

que celui de Giscard lorsqu'il soutenait un candidat unique de l'opposition pour l'élection présidentielle. Faut-il de quoi il n'a pris parti ni pour M. Barre ni pour M. Chirac... » Venez donc sur ma liste », lui aurait proposé M. Giscard d'Estaing, après avoir entendu cette explication.

Au dire des participants, la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et les députés giscardiens s'est déroulée dans un climat « serein et décrié ». Pour autant, le président de l'UDF ne semble pas avoir convaincu son auditoire. M. Giscard d'Estaing a admis les arguments de M. Pierre Méhaignerie selon lesquels deux listes ratisseraient plus large qu'une seule. Mais il craint que des tensions entre ces deux listes n'apparaissent au terme de la campagne, et, surtout, souligne que le PS — qu'il crédite d'un mauvais score de 24 % (1) — risque de devancer les deux listes de l'opposition alors que l'opposition unie pourrait, selon lui, largement distancer les socialistes. M. Giscard d'Estaing a également fait valoir que le RPR avait « considérablement évolué » dans ses conceptions européennes et qu'il fallait lui en donner acte en faisant l'union.

« Nous avons tous les mêmes conceptions de l'Europe », a-t-il ajouté en regardant les centristes au fond des yeux. Alors allons-y ensemble. Si vous voulez affirmer votre identité politique, vous pouvez le faire dans la liste commune.

A sa sortie, après un peu plus d'une heure de discussion, accompagné de M. Méhaignerie, le président de l'UDF a souhaité que le débat « se poursuive dans un esprit de dédramatisation et de clarification ». Le président de l'UDC, M. Méhaignerie, a expliqué que chacun était « resté sur ses positions » malgré une atmosphère « franche et cordiale ». Un certain nombre de députés centristes, réifiés au départ à une liste autonome du centre menée par M. Simone Veil, auraient été « reconflés » par l'intervention du député du Puy-de-Dôme, sans que pour l'instant une contestation ouverte de la ligne Méhaignerie se soit manifestée.

vainqueur dans nos rangs (...). Les réflexions qui auraient mérité un débat de fond se trouvent réduites de façon suicidaire à un affrontement de personnes sur la place publique. Ce qui aurait pu provoquer une révolution culturelle risque de n'apparaître que comme une révolution de palais », prévient le journaliste du Figaro en appelant les « rénovateurs » à la raison. Cette « motion d'apaisement » accueille les signatures des moins de cinquante ans uniquement.

Les « rénovateurs » ne désarment pas pour autant, même s'ils apparaissent partagés sur la méthode ad hoc pour poursuivre leur opération de « novation-union ». M. François d'Aubert (UDF), membre de la « bande des douze », décrit ainsi la marche à suivre : « Jusqu'à jeudi, date à laquelle se tient la convention nationale de l'UDF, c'est la combustion du premier étage de la fusée ; ensuite, jusqu'au dépôt des listes, le jeu de patx sera, non plus les instances des partis, mais l'opinion publique. La troisième phase commencera le 19 juin au matin, avec des initiatives pour rénover en profondeur l'opposition ».

haha montait dans la salle. M. Jean-Claude Gaudin a expliqué à la sortie que les députés UDF s'étaient prononcés « à une large majorité » pour une liste d'union de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing. « Nous nous y tenons », a précisé M. Gaudin, visiblement un peu las du bouillonnement suscité par le feu rénovateur.

Dans les couloirs, M. d'Aubert jouait aux giscardiens « pur sucre » : « Il ne faut pas qu'il aille à Strasbourg. Pour lui, Strasbourg, c'est un mausolée en titane. Finalement, ce qu'on nous reproche, ce n'est pas de mettre en cause la liste de liste, hoc pour poursuivre leur opération de « novation-union ». M. François d'Aubert (UDF), membre de la « bande des douze », décrit ainsi la marche à suivre : « Jusqu'à jeudi, date à laquelle se tient la convention nationale de l'UDF, c'est la combustion du premier étage de la fusée ; ensuite, jusqu'au dépôt des listes, le jeu de patx sera, non plus les instances des partis, mais l'opinion publique. La troisième phase commencera le 19 juin au matin, avec des initiatives pour rénover en profondeur l'opposition ».

Débat très vif à l'UDF

M. Charles Millon (UDF) ne voit pas les choses exactement de la même façon. Le président de la région Rhône-Alpes souhaite accélérer le mouvement et profiter de la réunion des instances de l'UDF, jeudi, pour mettre aux voix une motion dans laquelle figurerait notamment une proposition de convocation d'une convention UDF-RPR destinée à mettre à plat les structures de l'opposition. Le député de l'Ain, qui devait tenir une conférence de presse mercredi, à l'Assemblée nationale, estime possible de faire cette convention non plus après les européennes, mais bien avant, de façon à battre le fer tant qu'il est chaud. Pour les élections européennes elles-mêmes, il pourrait, par esprit unitaire, reprendre le libellé de la motion présentée, samedi dernier par le maire de Lyon, M. Michel Noir, devant la convention nationale du RPR.

Les députés UDF ont également abordé ce sujet au cours de leur réunion de groupe, mardi après-midi. Selon le président du groupe, M. Jean-Claude Gaudin, le débat fut « très vif, viril et un peu net ». C'est dire que personne n'a mâché ses mots : ni M. François Léotard, qui a qualifié de « démarche de vanité » l'attitude des « rénovateurs » — « à la fois vaine et vaniteuse » —, ni François d'Aubert qui a dénoncé « les structures partitiques dans la seule vocation semble la fabrication des échecs... ». Le député de la Mayenne ne pourra pas aller plus loin, M. Gérard Longuet lui coupant la parole : « Je l'interdis de dire cela ! » — tandis qu'un brou-

La mobilisation pour une liste d'union

La mobilisation en faveur d'une liste dirigée par M. Giscard d'Estaing est complète. Mardi, à huis clos, ce sont les sénateurs centristes qui se sont prononcés à une forte majorité pour une telle liste, même s'ils souhaitent inscrire la « rénovation » de l'opposition à l'ordre des jours qui suivront le 18 juin. « Halte au feu ! », s'exclame M. Philippe Vasseur, député UDF, dans une motion qui a recueilli une quarantaine de signatures de parlementaires giscardiens. « Arrêtons cette « guerre civile » dont personne ne sortira

FORUM

P.A.O.89

3èmes JOURNÉES

EUROPÉENNES DE LA MICRO-ÉDITION

7-8-9 JUIN 1989 - PARIS FRANCE

A peine plus de trois ans après son irruption, la micro-édition ou PMA (publication assistée par ordinateur) a déjà conquis de larges secteurs des entreprises et bouleversé les métiers traditionnels des arts graphiques et de l'édition. Les produits disponibles évoluent, les utilisateurs en perçoivent mieux les potentialités, les contraintes sont de mieux en mieux cernées. Rendez-vous annuel des utilisateurs et des professionnels de la PMA, cette année, les Journées Européennes de la Micro-Édition se déroulent en deux cycles de conférences :

- La première se focalisera sur l'évolution actuelle de la PMA. Il sera illustré de témoignages d'utilisateurs avertis de différents secteurs d'activité. Organisation, formation, rentabilité seront abordées.
- La seconde cycle de conférences qui se tiendra en parallèle sera consacrée quant à lui au domaine spécifique de la documentation technique. Problème de plus en plus crucial pour les entreprises de nos jours.

Je désire recevoir le programme détaillé des conférences :

☐ Cycle Micro-Édition

☐ Cycle Documentation Technique.

NOM _____

SOCIÉTÉ _____

ADRESSE _____

Tél. _____

A retourner à Capitec, 38, rue de Colisée, 75008 Paris - France

Société

Le gouvernement définit une nouvelle politique de la santé

(Suite de la première page.)

L'allongement prévisible — même s'il demeure relativement modeste — de l'espérance de vie (et la consommation accrue des soins qui en découlent), l'apparition de nouvelles pathologies (en particulier le sida), la dynamique démographique, mais aussi commerciale, qui régit, de plus en plus, le fonctionnement du secteur de la santé, la mise au point de nouvelles technologies diagnostiques et thérapeutiques, ainsi que l'émergence d'une pharmacopée très coûteuse issue de la biologie moléculaire, tout comme l'accélération des connaissances et la formation continue des médecins, sont autant de défis lancés au pouvoir politique, dès lors qu'il entend maintenir l'assurance que chacun aura toujours accès à des soins de qualité.

« Confronté à ce phénomène d'innovation médicale ou technique, notre système de santé doit s'adapter rapidement, se restructurer, explique M. Evin. Alors même que son histoire et sa tradition l'avaient habitué à être façonné par de lentes sédimentations successives. Pour réussir cette mutation, la France connaît ses points forts et ses points faibles. Point fort : la qualité de la médecine et de la chirurgie française, ainsi que le système national de protection sociale collective qui autorise la liberté de choix du médecin ou de l'établissement par le malade.

Point faible : l'insuffisance de la prévention (consommation de tabac et d'alcool ; accidents de la circulation ; nutrition et consommation irraisonnée de médicaments ; réticence face à l'utilisation des préservatifs...), la faiblesse de l'épidémiologie et des méthodes d'évaluation, le sous-développement de la formation médicale continue ou encore la fragilité de l'industrie pharmaceutique française. Il faut répondre aussi que les dépenses de soins et de biens médicaux ont atteint 7 624 F par an et par Français en 1987, soit près de 8 % du produit intérieur brut.

Si depuis le début des années 80, les dépenses liées au fonctionnement des hôpitaux ont pu être contenues, — la part de l'hospitalisation dans la consommation totale de soins pesant de 53,2 % en 1980 à 50 % en 1987 — la consommation de soins non hospitaliers est loin d'être maîtrisée.

D'autre part, explique M. Evin, « seule la régulation des dépenses permettra de mettre à la disposition de tous les traitements efficaces les plus onéreux que le progrès technique nous apporte. La préoccupation exclusive et réfléchie

de l'avenir du malade peut conduire à une médecine sobre et efficace. Les gains de productivité potentiels sont considérables, mais la rigidité des structures, des comportements et des mentalités freine leur émergence. C'est pourquoi un programme triennal de rénovation de notre système de santé et de protection sociale a été arrêté.

Ce programme triennal comporte quatre grands chapitres : le droit des malades, la prévention, le secteur hospitalier et l'économie de la santé.

Dossier établi par GUY HERZLICH, JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCH.

Décloisonner l'hôpital

Concernant l'hôpital public, M. Evin considère que, près de vingt ans après la mise en œuvre de la loi hospitalière de 1970, une « avancée législative » est devenue nécessaire.

« Premier impératif de la politique hospitalière qu'entend mener le ministre de la santé : « décloisonner l'hôpital par rapport à son environnement ».

Il s'agit de redéfinir le rôle de l'hôpital : hier lieu d'accueil des plus pauvres, il sera désormais organisé autour d'un pôle de compétences techniques et ses personnels seront de plus en plus spécialisés et qualifiés.

Progressivement, l'hôpital devra mettre son potentiel technique au service d'un « réseau de soins » comprenant les services cliniques, les établissements sans plateau technique, l'hébergement médico-social et la médecine ambulatoire.

Pour favoriser cette évolution, M. Evin entend poursuivre la transformation et l'adaptation des structures hospitalières. Il envisage notamment la transformation de nombreux hôpitaux locaux en centres médicaux d'hébergement pour personnes âgées.

Le ministre de la santé estime nécessaire de mieux articuler les domaines santé, social et médico-social. Concernant les personnes âgées et handicapées, il se propose

de créer « de véritables passerelles » entre les établissements relevant de la loi de 1970 et ceux régis par la loi du 30 juin 1975.

M. Evin estime essentiel d'associer les structures de l'hôpital afin de satisfaire quatre objectifs :

« rencontrer les prestations autour du malade », ce qui implique la mise en œuvre d'une médecine mieux coordonnée et moins fragmentée ;

« promouvoir un réel dialogue entre les divers professionnels hospitaliers », médecins ou non ;

« mieux associer l'ensemble des personnels soignants à la gestion de l'établissement et à ses perspectives d'évolution » ;

« procéder à des évolutions régulières des divers modes d'organisation choisis ».

M. Evin affirme à nouveau qu'il favorisera la mise en place des départements hospitaliers et que des mesures financières incitatives seront prises.

La planification sanitaire

Autre volet important de cette politique hospitalière : la planification sanitaire. « La carte sanitaire issue de la loi hospitalière de 1970 n'est plus adaptée », estime

M. Evin. C'est pourquoi il propose de fonder un nouveau mode de planification, fixant, pour chaque région, un schéma d'organisation sanitaire.

Cela devrait permettre d'optimiser la répartition des plateaux techniques coûteux et de mieux guider les choix budgétaires. Cela permettra également de redéfinir le rôle des établissements publics et privés dans chaque région et d'envisager « des possibilités de coopération, y compris dans l'utilisation des plateaux techniques » entre ces deux secteurs.

« Il n'est plus possible, estime M. Evin, d'autoriser les doublons systématiques des équipements les plus coûteux tant en moyens qu'en hommes dans les villes moyennes ».

Cette planification devrait contribuer à décloisonner progressivement l'hôpital de la ville. Cette réforme de la planification devrait prendre en compte trois et cinq ans. À terme, elle devrait permettre aux établissements hospitaliers d'avoir une meilleure marge de manœuvre et une gestion plus souple.

En matière de financement, le point de départ de M. Evin est que « l'effort financier de maîtrise des dépenses de l'hospitalisation publique, l'hospitalisation privée

jouissant, du fait de son système de financement (au prix de journée et à l'acte), d'une marge de manœuvre plus importante ». « Ce déséquilibre, estime M. Evin, interdit une réelle complémentarité entre l'hôpital et la clinique ».

Rétablir un nouvel équilibre implique, pour l'hospitalisation publique, un assouplissement de la tutelle et des procédures de fixation de la dotation globale. Pour l'hospitalisation privée, cela passe « par la mise en place progressive de mesures de justification et de globalisation pour certaines catégories de dépenses ».

« Militant de l'hôpital public », comme il le dit souvent, M. Evin entend ne pas laisser davantage le secteur hospitalier privé se développer aux dépens d'un secteur public en voie de paupérisation. Les récents mouvements sociaux dans les hôpitaux ont mis en lumière les difficultés du secteur public.

En tentant de faire évoluer l'organisation interne de l'hôpital, en instaurant des rapports plus modernes et plus dynamiques avec l'État et en réajustant progressivement les modes de financement entre hôpitaux publics et cliniques privées, M. Evin espère arriver à surmonter la crise que connaît le secteur hospitalier public.

Intensifier la prévention

Parent pauvre du système de santé français, la prévention passe aujourd'hui sous le feu des critiques les plus sévères. « C'est la création, par la loi du 5 janvier 1988, d'un « fonds national de prévention » relevant du régime général de la Sécurité sociale.

Ce fonds — dont le montant devrait être de l'ordre d'un milliard de francs — permettra de développer des actions visant à prévenir certaines maladies. Aux structures et aux actions existantes (centres d'examens de santé, vaccination contre la grippe, dépistage néo ou néonatal de maladies héréditaires) devront s'en ajouter de nouvelles, comme l'instauration de la vaccination rougeole-rubéolaoresillons (qui ne concerne actuellement qu'un enfant sur deux), des campagnes de prévention de la santé des dents et de la bouche, des actions de dépistage précoce de tumeurs cancéreuses (cancer du sein par mammographie ; cancer recto-colique par recherche de sang dans les selles et plus tard cancer du col de l'utérus).

Une bonne partie de cette « instauration de la prévention » est liée aux conclusions de rapport — très attendu —

demandé par M. Evin à un groupe de médecins spécialistes du service public (professeurs Dupuis, Got, Grémy, Hirsch et Tubiana). Annoncé pour la fin mars, ce document ne serait remis que vers la fin mai au gouvernement.

« Nous avons en effet décidé de ne pas repartir de zéro », rappelle M. Evin, « mais de renforcer ce qui existe et de compléter ce qui manque. Les mesures concrètes que nous proposons, nous les avons déjà expérimentées Got et Dupuis. Ainsi, chaque fois que l'on parle de réglementer la publicité sur les boissons alcoolisées, on voit, sans aucune justification, que ce n'est pas le rôle du médecin, mais du législateur, de la culture et de la communication. Il nous faut savoir pourquoi et essayer comment on peut atteindre nos objectifs ».

Le développement de la prévention implique aussi la création d'une structure originale chargée d'évaluer l'impact des actions qui seront mises en œuvre. Reste à savoir si on aura la responsabilité et la qualité humaine de cette structure disposant à l'égard des pouvoirs publics ou de la Sécurité sociale.

Développer les droits des malades

Parmi les projets du ministre de la santé, ceux qui concernent les droits des malades, ne devraient pas déplaire à l'opinion publique. Après avoir rappelé qu'il entendait « promouvoir et développer les droits des malades et rénover sensiblement les relations des usagers avec le système de santé », M. Evin a annoncé que, dans un an environ, il déposerait un projet de loi sur « les droits généraux des malades ». C'est-à-dire en particulier ceux qui concernent « le respect du consentement préalable du patient, son information sur les protocoles diagnostiques et thérapeutiques pratiqués, les modalités d'accès à son dossier médical, la modification et la simplification de ses possibilités de recours en cas de litige ».

Dans l'entourage du ministre, on laisse entendre qu'un rapport de réflexion et de propositions pourrait être demandé très prochainement au Conseil d'État ou au Comité national d'éthique, ce document servant de base pour la rédaction du projet de loi.

Internements abusifs

M. Evin a, d'autre part, annoncé la mise en œuvre prochaine d'autres mesures qui concernent plus spécifiquement les malades hospitalisés et leurs familles : « soulagement de la douleur, aide aux mourants par des soins palliatifs appropriés, y compris à domicile, meilleure organisation de visites des familles, identification claire des lieux et des personnels, meilleure information du malade et de son entourage sur les examens et les traitements en cours ou à venir ».

Ce projet de loi et les diverses mesures — dont on ne connaît pas encore les détails — qui l'accompagnent devraient populariser l'action du ministre de la santé. Fidélités à diverses reprises dans les sondages, elles avaient, pour plusieurs d'entre elles, été déjà proposées par M. Léon Schwarzenberg, lors de son éphémère passage au ministère de la santé.

Autres projets importants : ceux qui concernent plus spécifiquement les malades psychiatriques. Comme il l'avait annoncé, le 2 décembre dernier, lors du vingt et unième congrès de l'UNAM à Avignon, M. Evin a confirmé que l'article 64 du code

pénal, relatif à l'absence de crime pénal ou de délit lorsqu'un sujet était en état de démence au moment des faits, allait être réformé au cours de la prochaine session parlementaire, à l'occasion de la réforme du code pénal.

Le ministre de la santé a, d'autre part, annoncé que, « prochainement en coordination avec les ministères de la justice et de l'intérieur », un projet de loi serait déposé pour « promouvoir les droits des malades mentaux », afin notamment d'offrir les meilleures garanties possibles aux patients libérés hospitalisés.

Pour ce qui est des personnes incapables d'exprimer librement leur consentement à des soins pour lesquels ils ont besoin de nouvelles « procédures de révision, périodique de la pertinence des modes de leur prise en charge » seront mises en place.

Il devrait s'agir de l'instauration d'une révision périodique de la décision de maintien de placement, une mesure conforme à la recommandation du Conseil de l'Europe du 22 février 1983 et qui devrait en outre modifier le rôle du préfet. Ce dernier n'aurait plus à prononcer la levée du placement — celle-ci devenant automatique — mais serait tenu de prendre périodiquement un arrêté de maintien de placement s'il le juge nécessaire après avis médical. Une telle mesure devrait permettre de limiter le risque d'internement abusif.

Sur le séquençage des deux secteurs médicaux, M. Evin se montre particulièrement ferme : « Les efforts doivent être concentrés sur les pratiques qui acceptent pleinement le jeu conventionnel. D'autre part, la convention devra être

maintenue remédier aux déséquilibres dans les zones géographiques les plus défavorisées (voir les cartes ci-contre) où les honoraires libres sont particulièrement répandus, notamment dans certaines spécialités.

La maîtrise des dépenses et leur bon usage doivent s'appuyer sur l'évaluation des soins, afin d'identifier les plus efficaces et de diffuser leur emploi au détriment des pratiques obsolètes, voire dangereuses, et d'éliminer examens inutiles, prescriptions ou hospitalisations non fondées. Sans reprendre la querelle de 1985-1986 sur l'organisation des instances d'évaluation, le ministre entend renforcer l'actuel comité national, pratiquement en sommeil, par une instance scientifique et technique, capable de lancer des programmes, de sélectionner des projets, d'organiser la diffusion des résultats et de former des spécialistes de l'évaluation (un rapport a été demandé au docteur Jean-François Armogathe).

Le médicament sous contrôle

« Pour les médicaments, sans s'écarter d'une politique industrielle, M. Evin entend des positions nettes, à la fois, à modifier les conditions de fixation des prix et du remboursement — en évitant un glissement incontrôlé vers les médicaments plus chers — et à réduire les prescriptions jugées excessives et responsables d'« interactions » dangereuses.

D'abord, s'il n'est pas question de libérer les prix, M. Evin admet que ceux-ci puissent évoluer pour se rapprocher de la moyenne européenne, nettement plus élevée aujourd'hui, mais peut-être pas durablement. D'autre part, des mesures favorisant la recherche pourraient être étudiées.

Ces options figuraient déjà dans le rapport de Bernard Mouras au Conseil économique de décembre 1985 et sont reprises sous une autre forme par le récent rapport Biondangouan, qui préconise notamment toute une série de mesures en faveur de la recherche (crédit d'impôt-recherche, minusculation de la taxe professionnelle, etc.).

Y figure aussi le parti adopté par M. Evin pour la rémunération des pharmaciens d'officine : celui-ci consiste à étudier avec les professionnels une rémunération en partie forfaitaire, à l'acte, et non pas uniquement par une marge ou pourcentage du prix de vente.

La formule correspondrait mieux au service rendu, « indépendamment du prix », souligne le rapport Biondangouan : le système actuel fait un « effet de levier » inflationniste sur chaque franc supplémentaire consenti par les pouvoirs publics,

clairement identifiés : le produit de « codage des actes » (par l'informaticien) doit être généralisé.

« Pour les médicaments, sans s'écarter d'une politique industrielle, M. Evin entend des positions nettes, à la fois, à modifier les conditions de fixation des prix et du remboursement — en évitant un glissement incontrôlé vers les médicaments plus chers — et à réduire les prescriptions jugées excessives et responsables d'« interactions » dangereuses.

D'abord, s'il n'est pas question de libérer les prix, M. Evin admet que ceux-ci puissent évoluer pour se rapprocher de la moyenne européenne, nettement plus élevée aujourd'hui, mais peut-être pas durablement. D'autre part, des mesures favorisant la recherche pourraient être étudiées.

Ces options figuraient déjà dans le rapport de Bernard Mouras au Conseil économique de décembre 1985 et sont reprises sous une autre forme par le récent rapport Biondangouan, qui préconise notamment toute une série de mesures en faveur de la recherche (crédit d'impôt-recherche, minusculation de la taxe professionnelle, etc.).

Y figure aussi le parti adopté par M. Evin pour la rémunération des pharmaciens d'officine : celui-ci consiste à étudier avec les professionnels une rémunération en partie forfaitaire, à l'acte, et non pas uniquement par une marge ou pourcentage du prix de vente.

La formule correspondrait mieux au service rendu, « indépendamment du prix », souligne le rapport Biondangouan : le système actuel fait un « effet de levier » inflationniste sur chaque franc supplémentaire consenti par les pouvoirs publics,

clairement identifiés : le produit de « codage des actes » (par l'informaticien) doit être généralisé.

« Pour les médicaments, sans s'écarter d'une politique industrielle, M. Evin entend des positions nettes, à la fois, à modifier les conditions de fixation des prix et du remboursement — en évitant un glissement incontrôlé vers les médicaments plus chers — et à réduire les prescriptions jugées excessives et responsables d'« interactions » dangereuses.

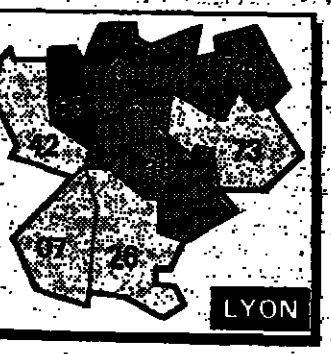
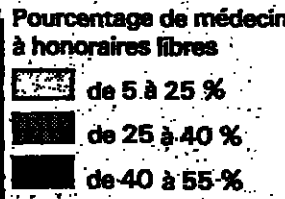
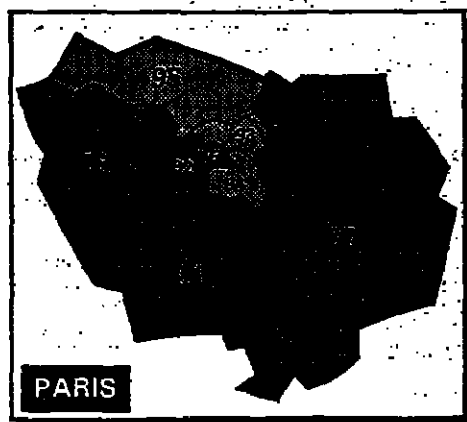
D'abord, s'il n'est pas question de libérer les prix, M. Evin admet que ceux-ci puissent évoluer pour se rapprocher de la moyenne européenne, nettement plus élevée aujourd'hui, mais peut-être pas durablement. D'autre part, des mesures favorisant la recherche pourraient être étudiées.

Ces options figuraient déjà dans le rapport de Bernard Mouras au Conseil économique de décembre 1985 et sont reprises sous une autre forme par le récent rapport Biondangouan, qui préconise notamment toute une série de mesures en faveur de la recherche (crédit d'impôt-recherche, minusculation de la taxe professionnelle, etc.).

Y figure aussi le parti adopté par M. Evin pour la rémunération des pharmaciens d'officine : celui-ci consiste à étudier avec les professionnels une rémunération en partie forfaitaire, à l'acte, et non pas uniquement par une marge ou pourcentage du prix de vente.

La formule correspondrait mieux au service rendu, « indépendamment du prix », souligne le rapport Biondangouan : le système actuel fait un « effet de levier » inflationniste sur chaque franc supplémentaire consenti par les pouvoirs publics,

La proportion des médecins ayant choisi les honoraires libres



La proportion de médecins ayant choisi les « honoraires libres » est particulièrement importante dans certaines spécialités. La « deuxième secteur » est majoritaire chez les ophtalmologistes (67,89 %), les chirurgiens orthopédistes (55,66 %) et les urologues (51,26 %), spécialistes traditionnellement payés à l'acte. Mais viennent ensuite des spécialités beaucoup plus répandues et plus nombreuses : les gynécologues (47,2 %), les dermatologues (44,64 %), les ophtalmologistes (43,49 %), les oto-rhino-laryngologistes (42,6 %), les chirurgiens (40,11 %), les rhumatologues (39,13 %), les gastro-entérologues (38,14 %), les stomatologistes (37,77 %) et les pédiatres (36,57 %).

Société

A Poissy et à Toul

Le calme est revenu dans les deux prisons après la libération des otages

Des incidents graves ont éclaté, mardi 11 avril, à la maison centrale de Poissy (Yvelines) et au centre de détention Ney de Toul (Meurthe-et-Moselle). Environ deux cent cinquante détenus ont retenu, à Poissy, pendant huit heures, huit surveillants dans un bâtiment de la prison pour protester contre une sanction visant un détenu qu'ils estimaient « injuste ».

A Toul, une cinquantaine de prisonniers ont gardé en otages quatre gardiens pendant une heure et quart environ pour réclamer une « amélioration de leurs conditions de vie ». Ces deux révoltes se sont terminées après des discussions avec l'administration pénitentiaire, sans que les forces de l'ordre entrées dans les établissements aient eu à donner l'assaut.

L'administration pénitentiaire s'est refusée à « négocier sous les pressions », mais a accepté de

donner des assurances aux mutins pour la réintégration en cellule sans faire appel à la force.

Dans un communiqué, publié mardi soir, la commission « prison-répression », une association de soutiens aux détenus, a déclaré qu'« au pouvoir depuis près d'un an le gouvernement Rocard n'a pas à ce jour apporté la moindre réponse aux exigences avancées en 1987 et 1988 par les mutins de Fleury, des Baumettes, d'Ensisheim, de Saint-Maur ou de Besançon ».

« Ceux qui avaient espéré que l'action des détenus durant le conflit des gardiens de prison signifiait un appel implicite à M. Arpaillange doivent maintenant déchanter », déclare l'association qui demande à nouveau « la fermeture des quartiers d'isolement, l'abolition du mitard et du prétoire, le SMIC pour tous les détenus travailleurs et la création de parloirs intimes ».

Chaude alerte dans une centrale paisible

Une centrale paisible au cœur d'une ville sans histoire : mardi 11 avril, quelques heures ont suffi pour mettre l'image en mistère. Cette prison de Poissy ne s'était guère émue ni des précédentes mutineries ni de la grève plus récente des surveillants. Mais il a suffi d'une raquette de tennis managée par un détenu en colère pour la faire basculer dans la révolte.

La journée de dimanche se terminait, quand l'un des détenus s'en prit à un surveillant, le menaçant de sa raquette de tennis. L'agresseur-témoin comme le soutient ce dernier ? Toujours est-il que la sanction fut immédiate : direction le « mitard ». La réaction des codétenus ne se fit pas non plus attendre. Dès mardi 8 heures on refusa de quitter le réfectoire. La matinée fut confuse et bruyante. Dans la rue longeant les hauts murs, les passants entendirent des cris. Que se passait-il donc ?

Vers 12 h 30 l'information coupe court à toutes les hypothèses : six gardiens viennent d'être pris en otages par des détenus. Les mutins seraient environ deux cent cinquante sur les quatre cent cinquante prisonniers présents, pour la plupart, des peines de longue durée. Ils ont récupéré plusieurs trousseaux de clés dont ils ne se servaient pas. Deux autres gardiens sont également coincés dans la rotonde centrale de la prison.

Rien ne perçoit de ce qui se trame derrière le portail clos de la centrale. On n'entend plus aucun bruit. Le dispositif d'ordre se met en place, gendarmerie, police. Puis, vers 15 heures, entrent en force trois compagnies de CRS prêtes à l'assaut et enfin une trentaine d'hommes du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion). Les pompiers eux aussi sont présents pour un éventuel incendie.

Peu après M. Jean-Pierre Dintilhac, directeur central de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Delmont, préfet des Yvelines, le député RPR des Yvelines et maire de Poissy, M. Jacques Masden-Arus, rejoignent à leur tour le directeur central à l'intérieur. C'est le début d'une crise qui se termine quatre heures plus tard. La discussion commence.

Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une prise d'otage, précise-t-on de source officielle. D'ailleurs, les gardiens retenus sont correctement

traités. Les prisonniers entendent seulement exercer une pression sur l'administration pour que celle-ci organise, sur-le-champ, un prétoire « le tribunal disciplinaire » pour examiner la sanction visant le détenu à la raquette. C'est la seule revendication exprimée, soutient l'autorité publique. Celle-ci refuse de céder dans ces conditions et réclame un préalable : la remise en liberté des gardiens. Va-t-on vers l'affrontement ?

A l'extérieur, une rumeur enfle, de plus en plus folle. Vers 18 heures, alors qu'un silence épaissi envahit la centrale, on annonce même que l'assaut policier vient d'avoir lieu. Cette nouvelle est aussitôt démentie par la préfecture des Yvelines : « La discussion se poursuit. Il n'y a eu aucun contact physique entre détenus et forces de l'ordre ». Deux heures lourdes de tension s'écoulent. Vers 19 h 45, le drame se dénoue : les gardiens ont été relâchés. Les détenus accepteraient de regagner leurs cellules.

Cependant, il faut attendre 21 heures pour qu'enfin le portail s'ouvre sur le directeur de l'administration pénitentiaire, accompagné du préfet. M. Dintilhac confirme l'issue heureuse de ce « mouvement grave : les gardiens sont sains et saufs, la réintégration dans les cellules s'est faite sans qu'il y ait eu besoin d'user de la force, la sanction prononcée doit être appliquée ». Selon lui, l'ordre pénitentiaire connaît épisodiquement des difficultés : « C'est ce qui s'est passé à Poissy. Les progrès en cours ne peuvent pas s'accélérer sous la pression de mouvements de ce genre ».

A Poissy, c'est l'annonce d'une sanction sans passage par le prétoire qui a mis le feu aux poudres. Ce feu couvait. A deux reprises, depuis l'été dernier, la contestation s'est emparée de la centrale. Les conditions à l'intérieur de la centrale se seraient considérablement dégradées, à en croire les membres de diverses familles accourus sur les lieux dès 14 heures.

Momo, membre de la coordination nationale des détenus, le clame avec émotion. Il sait de quoi il parle puisqu'il a purgé sa peine à Poissy.

Je restais avec eux jusqu'au bout. Nous ne disons pas que nous avons raison. Nous demandons seulement nos droits. Nous payons, par

la privation de liberté. Cela ne justifie pas de nous enlever le droit de penser, d'aimer et de travailler. » Momo prend le public à témoin.

« Vous savez ce qu'est un mitard ? Une cellule de béton sans meubles : l'isolement total où tu t'entends respirer. On te pose une assiette, tu manges comme un chien, tu prends ta viande avec tes mains. » A sa manière, Momo explique pourquoi ce banal incident autour d'une raquette de tennis peut faire perdre à la centrale de Poissy son honorable réputation.

L'alerte a été chaude. Le mécontentement disparaît-il pour autant ? Au cours de ces moments, mardi, loin de Poissy, à Toul, une autre centrale connaissait elle aussi une mutinerie qui se termina également sans éclats.

DANIELLE ROUARD.

Huit ans de réclusion pour un automobiliste irascible

Touche pas à ma voiture...

LYON
de notre bureau régional

A quelques mois près, ils sont du même âge vingt-cinq ans : ils ont grandi dans le même quartier poussé trop vite, celui des Miravalles à Vénissieux (Rhône). L'un est « en permanence habillé d'une colère intérieure », selon les psychiatres, l'autre « flippe parfois un peu dans sa tête », selon ses copains. Ils ne sont pas délinquants, ni bagarriers, pas connus des services de police. Ils se sont croisés par une nuit de juin 1987, aux alentours de minuit, au pied des tours de la ZUP, au hasard d'un feu rouge.

Le premier était au volant de son Opel Ascona, sa seule richesse, tendu, toujours prêt à décoller ; le second déambulait à pied en maugréant, livre de fatigue, au bord de la crise de nerfs. Des mots seulement, quelques insultes, un coup de pied dans la portière de la belle voiture et puis le drame. A rétrospectif.

Mardi 11 avril, il se sont retrouvés devant la cour d'assises du Rhône. L'automobiliste était dans le box, accusé de tentative d'assassinat ; le piéton au premier rang du public, cloué dans un fauteuil roulant. L'une des trois balles que René Morin a tirées sur Medjoud Koukousa a atteint celui-ci à la colonne vertébrale, lésant irrémédiablement la moelle épinière, comme le soulignent l'avocat général en réclamant neuf à onze ans de réclusion criminelle contre l'accusé : « C'est à perpétuité » que sa victime est condamnée à la paraplégie.

Pas de pulsion raciste apparente, aucune trace d'alcool ni de stupéfiants, pas de vrai mobile, en définitive... C'est par la négative qu'il faudrait qualifier cette

affaire, impressionnante d'absurdité, tant la « violence ordinaire de la route » n'offre qu'un ersatz d'explication.

A quelques minutes près

Ce meurtre non abouti — grâce aux aides de la balistique plus sûrement qu'au manque de détermination du tireur — a été judiciairement qualifié de tentative d'assassinat. A quelques minutes près, il aurait pu en être autrement : lorsque Medjoud Koukousa shoota dans la porte avant gauche de son véhicule, Morin ne réagit pas instantanément. Il chercha la matraque en plastique qu'il garde toujours dans son Opel, ne la trouva pas et, de rage, engagua la première. Le feu était peut-être passé au vert.

René Morin fonce jusque chez lui, à 500 mètres de là : sa compagne, qu'il appellera, tout au long de l'audience, « M^{lle} Sylvie X... », et avec laquelle il devait se marier le 25 juillet suivant, tenta de le calmer, en vain. Parmi sa collection d'armes — une panoplie hétéroclite dans laquelle le pistolet lance-fusée voisine avec l'arbalète à aiguille et le Derringer miniature — il choisit une réplique du « colt Pionnier » 1850, un revolver classé huitième catégorie, donc en vente libre, mais capable de tuer à moins de vingt-cinq mètres. Il l'approvisionna avec de la poudre noire en capsule et y glissa quatre amorces. « Je tremblais, je m'en suis voulu ».

Quelques minutes plus tard, réinstallé au volant de sa précieuse voiture, qu'il venait juste de repeindre après trois accidents, René Morin s'est métamorphosé en Rambo de banlieue. Il part en chasse à l'homme. Pour lever l'affront ou pour se dévouer.

Lorsqu'il aperçoit Medjoud à un coin de rue, il court vers lui, le met en joue comme il l'a vu faire aux justiciers des séries télévisées et, à cinq mètres, tire. « Si j'avais voulu l'assassiner, je me serais approché et je lui aurais mis une balle dans la tête. » Justement, la première balle atteint Medjoud à l'arcade sourcilère droite. Celui-ci s'affaisse. Morin réarme alors son revolver et, par deux fois, ouvre à nouveau le feu. Dans le dos d'un homme à terre.

Enfant non désiré

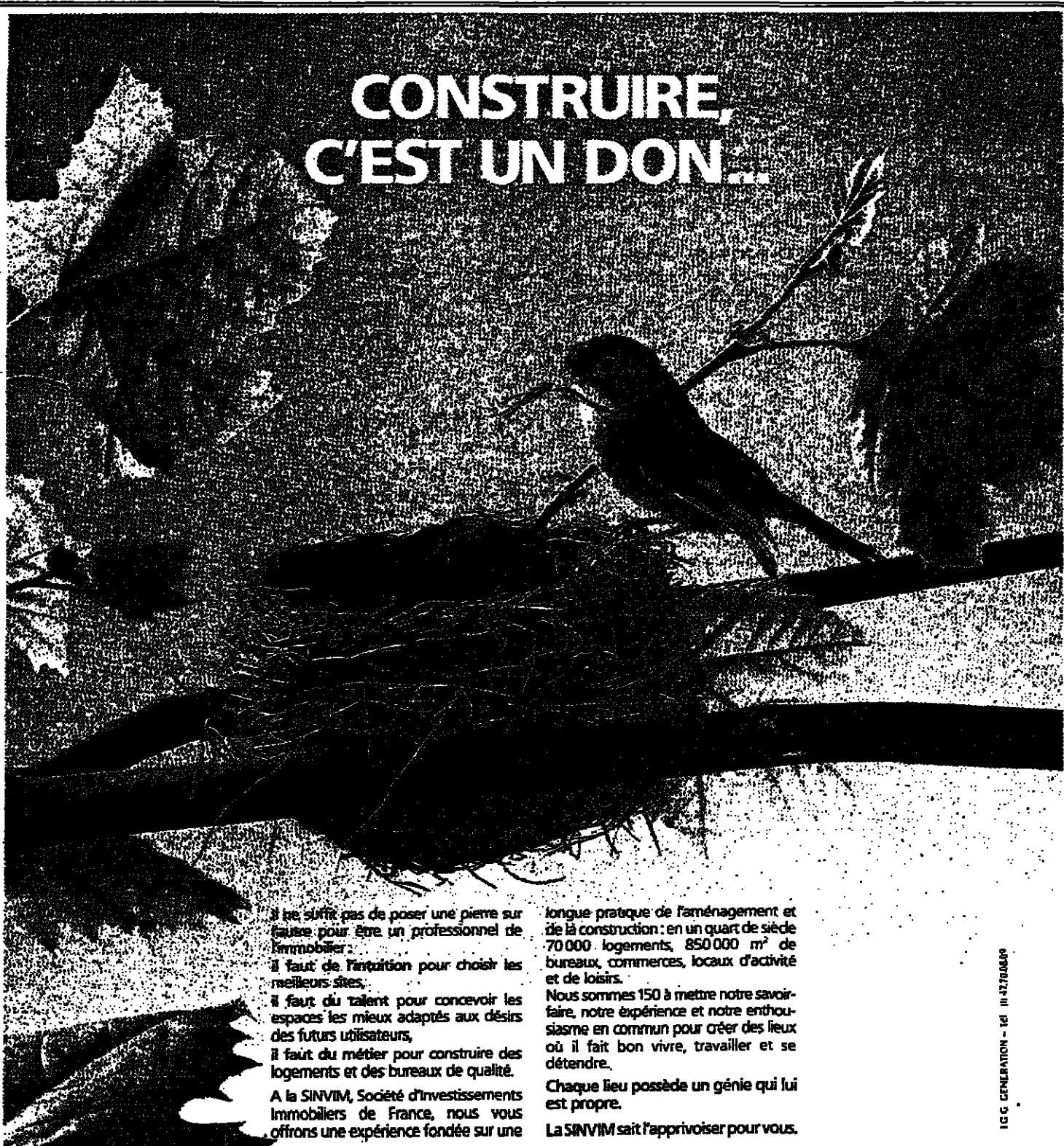
Alors que Medjoud, conscient mais les jambes engourdis définitivement, attend les secours, Morin rentre à pied vers le F 2 où l'attend « Mademoiselle Sylvie ». Il lui raconte tout, puis s'endort. A l'heure du laurier, les policiers viendront l'arrêter. Il n'opposera aucune résistance.

Quatrième et dernier-né d'une famille à problèmes — un père informaticien totalement indifférent, une mère constamment malade et inquiète, qui viendra à la barre s'accuser, avec une lucidité douce, de « carences affectives » — René Morin fut et reste un « enfant non désiré ». Scolarité laborieuse, formation de menuisier inachevée, petits boulots, difficultés relationnelles, licenciements en série, ANPE et ASSEDIC. Selon le pasteur de la prison, il a trouvé la voie de Jésus-Christ. « Mais sur quelle voie pourra s'engager Medjoud dans sa petite voiture ? » marquera la parole civile.

En écartant la préméditation et en accordant les circonstances atténuantes, la cour d'assises du Rhône a condamné René Morin à huit années de réclusion criminelle.

ROBERT BELLERET.

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Un arrêt de la Cour d'appel de Rouen M. Raoul Ostheimer est le propriétaire exclusif du trotteur Ourasi

La cour d'appel de Rouen a confirmé, mardi 11 avril, que M. Raoul Ostheimer est le propriétaire exclusif du trotteur Ourasi, le trotteur, âgé de neuf ans, triple vainqueur du prix d'Amérique.

L'ex-épouse de M. Ostheimer, M^{me} Rachel Tessier, qui revendiquait la co-propriété du cheval, avait fait appel d'un jugement du tribunal de Bernay (Eure) du 17 février 1988, qui lui accordait cependant un droit aux bénéfices résultant de l'exploitation du trotteur. Sur ce point, la cour d'appel a réformé le premier jugement en estimant que l'ensemble des bénéfices — le cheval a déjà rapporté plus de vingt millions de francs à son

propriétaire — devait revenir à M. Ostheimer.

En accordant à M^{me} Tessier un droit aux bénéfices proportionnel à des apports à la communauté, le tribunal de Bernay s'était fondé sur l'existence d'une société « de fait » entre les deux ex-époux qui continuaient de vivre sous le même toit malgré leur divorce en 1973.

La cour d'appel a estimé que cette société « de fait » n'était pas établie et que la communauté avait été dissoute lors du divorce en 1973. Il reste à M^{me} Tessier, absente lors de l'audience, la possibilité de saisir la Cour de cassation.

• Deux skinheads condamnés pour injures raciales. — La tribunaux pour enfants de Châteauroux (Indre) a condamné, mardi 11 avril, deux skinheads, respectivement à un mois de prison ferme et à deux mois de prison avec sursis. Les débats ont eu lieu à huis clos. Les deux jeunes étaient impliqués dans une bagarre qui avait éclaté entre des skinheads

armés de battes de base-ball et des Maghrébins, le 15 août 1988 à Châteauroux, alors que les skinheads s'étaient attaqués à un revendeur de drogue et que les Maghrébins étaient venus à sa rescousse. Quatre des agresseurs, dont deux majeurs qui seront jugés le 3 mai prochain, avaient été inculpés.

SINVI
le génie des lieux
5, Avenue Kléber 75116 PARIS — Tél. 45.01.31.38

Société

SCIENCES

Après la déclaration de deux électrochimistes

Des chercheurs français et italiens vont vérifier l'expérience de fusion nucléaire à froid

Quelques semaines après la déclaration de deux électrochimistes, MM. Martin Fleischmann (université de Southampton, Royaume-Uni) et Stan Pons (université de l'Utah, États-Unis), qui affirment être parvenus à produire à température ambiante des réactions de fusion nucléaire dans une simple éprouvette (le Monde du 24 mars), la recherche s'organise à vive allure un peu partout dans le monde pour tenter de vérifier l'expérience. Si cette dernière se révélait reproductible à grande échelle, elle ouvrirait, en effet, la voie à une production d'énergie quasi-illimitée — le rêve de tous les physiciens.

Publié il y a quelques jours dans le *Journal of Electro-analytical Chemistry* (1), la description de l'expérience de Fleischmann et Pons confirme l'étonnante simplicité des moyens mis en œuvre, là où les chercheurs nucléaires les plus sophistiqués ont jusqu'ici échoué : un récipient de verre rempli d'eau lourde (les atomes d'hydrogène présents dans l'eau ordinaire y sont remplacés par des atomes d'hydrogène lourds, ou deutérium), sur laquelle les chercheurs ont effectué une banale électrolyse.

Selon MM. Fleischmann et Pons, les atomes de deutérium, en se concentrant sur une des électrodes constituée d'une barre de palladium seraient alors fusionnés entre

eux, entraînant pendant plusieurs heures une intense libération d'énergie — bien supérieure à celle libérée par la plus énergétique des réactions chimiques.

Si la communauté scientifique internationale reste prudente, sinon sceptique, sur l'interprétation de ces résultats, elle ne s'avoue pas moins passionnée par l'expérience, que plusieurs laboratoires tentent de reproduire avec plus ou moins de variantes.

« S'il s'est produit une fusion nucléaire, c'était à un niveau trop bas pour que nos appareils enregistrent, ou bien cela prend plus longtemps que dix jours, ou bien cela ne marche pas », estiment les chimistes américains de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), lundi 10 avril, après s'être enfermés près de deux semaines dans le laboratoire. Tandis que des chercheurs de l'université du Texas affirment, le même jour, avoir reproduit l'expérience et observé « un dégagement excessif d'énergie », sans pour autant pouvoir conclure à un phénomène de fusion nucléaire.

En Europe, les recherches s'accroissent également. Après l'Office national pour l'énergie alternative (ENEA) de Frascati, Italie, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a décidé à son tour d'entrer

dans la course. « Nous allons constituer dans les jours qui viennent une équipe pluridisciplinaire pour vérifier l'expérience, afin de déterminer si les résultats annoncés peuvent être obtenus à nouveau », indiquait-on, mardi 11 avril, au CEA. Sans préciser toutefois, pour le moment, le montant du budget affecté à cette tâche et la composition de l'équipe qui en sera responsable.

Ca. V.

(1) *Fusion nucléaire du deutérium induite électrochimiquement*, N° 261 (1989), p. 301-308.

La station Mir bientôt sans occupants. — Alexandre Volkov, Sergueï Krikalov et Valéri Pouchakov, les trois cosmonautes qui séjourneront actuellement à bord de la station orbitale soviétique Mir, devraient retrouver la Terre le 27 avril prochain, et leur engin spatial restera vide pour la première fois depuis deux ans, a annoncé mardi 11 avril l'agence Tass. L'agence n'a pas fait mention du lancement annoncé précédemment de deux autres cosmonautes, Alexander Viktorov et Alexander Belandine, prévu pour le 19 avril prochain (le Monde du 21 février). Il semble toutefois que ce voyage ait été annulé. — (AP.)

SPORTS

Football

Le Parlement européen condamne le transfert des joueurs

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Dans une résolution adoptée, mardi 11 avril, les parlementaires européens ont invité la Commission de Bruxelles à engager des poursuites contre l'Union européenne d'associations de football (UEFA).

Le retour des clubs anglais

Le comité exécutif de l'Union européenne des associations de football (UEFA) a décidé, mardi 11 avril, de proposer, à une de ses prochaines réunions, la réintégration des clubs anglais dans les compétitions européennes.

M. Jacques Georges, le président français de l'UEFA, a précisé qu'il rencontrerait, en avril 1990, le ministre des sports anglais, afin d'établir un rapport définitif.

Les clubs anglais avaient été bannis indéfiniment de toute compétition européenne par les instances de l'UEFA après le drame du stade du Heysel, qui avait fait trente-neuf morts et plusieurs centaines de blessés lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions Juventus-Liverpool, le 29 mai 1985 à Bruxelles.

et les fédérations nationales. Les députés européens estiment que le régime des transferts de footballeurs professionnels, et la limitation du nombre de joueurs étrangers au sein des équipes violent le droit communautaire.

Les parlementaires européens viennent ainsi de relancer une vieille querelle qui oppose l'UEFA à la Commission de Bruxelles, une querelle « étouffée » depuis juin 1987, non pas que les contentieux aient disparu, mais parce que les négociations entre les deux parties avaient été rompues par l'UEFA.

L'initiative du Parlement provoquera-t-elle des réactions à Bruxelles ? Intervenant devant l'Assemblée avant le vote de M. Martin Bangemann, vice-président de l'exécutif communautaire, ne s'est pas prononcé en faveur d'un recours contre l'UEFA. Il s'est contenté de préconiser la reprise du dialogue en assurant que la question serait examinée avant la fin de l'année, et surtout en annonçant la création d'une charte sociale pour les sportifs professionnels.

M.-P. S.

Championnat de France. — En rencontre avancée de la 53^e journée du championnat de France de première division, Marseille et Monaco ont fait match nul (2-2), mardi 11 avril.

RELIGIONS

Le Père Kolvenbach met en garde les jésuites contre certaines déclarations publiques

Le Père Peter Hans Kolvenbach, préposé général de la Compagnie de Jésus, a mis en garde les jésuites contre l'exploitation de leurs interventions publiques. Dans une lettre aux supérieurs provinciaux datée du 23 février il constatait en effet que « des jésuites font des déclarations publiques ou appuient des déclarations collectives sur des thèmes qui, pour l'une ou l'autre raison, peuvent être embarrassants ».

Le général rappelle surtout les directives de son prédécesseur, le Père Arrupe, considéré comme très libéral, qui n'interdisait pas les prises de position individuelles de jésuites, mais mettait chacun de ceux-ci en garde contre « toute déclaration engageant ses confrères, l'institution ou le travail et le corps apostolique de la Compagnie ». Son « image » est engagée, dit le Père Kolvenbach, ajoutant qu'il n'est pas bon pour un jésuite de « soutenir des déclarations moins basées sur des faits que sur des suppositions ou des rumeurs, et d'adhérer à des écrits ou des déclarations dont on ne connaît pas personnellement le contenu précis ».

Signée du 23 février, cette lettre intervient un mois après la publication de la « déclaration de Cologne » faite par des théologiens contestataires de pays germaniques, ratifiée

par sept jésuites. Elle précède le message de solidarité des théologiens francophones (dont seize jésuites français et belges) et surtout la mise à l'écart du Père Valsadier de la direction des *Etudes*. Le ton de cette lettre est pourtant moins celui de la condamnation que de l'appel à la prudence dans une Compagnie dont la pierre d'angle est l'obéissance absolue au pape.

Une messe sera ultérieurement dite à Lyon et à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Antoine, Caroline et Didier Chénouet ont la joie d'annoncer la naissance de Florent et de Thomas,

le 9 avril 1989, qui verront la République plus forte et plus juste.

14, avenue du Père-Lachaise, 75020 Paris.

Décès

— André BARTHE, professeur honoraire de lettres, diplômé d'études supérieures de philosophie, agrégé de l'université, officier des Palmes académiques, médaille de la Résistance,

a quitté les siens le 27 mars 1989.

De la part de : M^{me} André Barthe, son épouse, Henry-Léopold Barthe, son fils, le docteur Jean-Pierre Barthe, ses enfants, Lionel, Maxime, Doris et Diane, ses petits-enfants, M^{me} Claire Barthe, sa sœur, De tous la famille, Et de ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

« Dieu est amour ». 1^{re} église de Jésus, chap. 4, v. 16. « Il ne nous a pas perdus. Il nous ont devancés ». Cantiques 151, « Psaumes et cantiques des Églises réformées de France ». « L'amour est fort comme la mort ». Cantique des cantiques, chap. VIII, v. 6.

43, rue Saint-Georges, 75009 Paris.

— Deborah Breiliet, son épouse, Marie-Hélène, Catherine, Agnès, Aline, Emmanuelle, Sarah, ses filles, Salomé, Hadrien, Hannah-Léa, ses petits-enfants, Les familles Breiliet, Huguency, Rousselle, Crouzet, Jolani, Renaud, M^{me} Françoise Pradelle Huguency, Et tous ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur BREILLET, Pierre, Marcel,

survenu le 31 mars 1989.

« Les âmes des justes sont dans la main de Dieu. Aux yeux des hommes, ils ont paru mourir, mais par leur espérance ils vivent déjà l'éternité ». Livre de la Sagesse.

9, rue de la Postale, 30000 Nîmes.

— Jacqueline, son épouse, Clara, Marina, Manuela et Renaud, Pauline, ses enfants, Juliette, Raphaël, Fanny, Victoire, Constance, Hérmine, ses petits-enfants, Germaine et Peter, sa sœur et son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Bernard COUSTÉ, député honoraire, ancien vice-président du Parlement européen,

président du comité Rhône-Lez des conseillers du commerce extérieur de la France et vice-président national, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile, 5, avenue Ingnes, 75016 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité familiale, à la cathédrale Saint-Marie à Orléans-Saint-Marie (Bonne-Frédéric), le vendredi 14 avril, à 10 heures.

Une messe sera ultérieurement dite à Lyon et à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

Il est âgé de soixante-dix-huit ans.

— M^{me} Alain Duthéillet de Lamothé, sa belle-fille, M. et M^{me} Olivier Duthéillet de Lamothé, ses petits-enfants, Louis et Sophie Duthéillet de Lamothé, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Gilbert DUTHÉILLET DE LAMOTHE, née Renée de Chapéaut,

survenue le 10 avril 1989, dans sa cent deuxième année.

Ses obsèques auront lieu en l'abbatiale du Moutier, à Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), le vendredi 14 avril, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Condauy, 87500 Saint-Yrieix-la-Perche.

— M^{me} Nadine Richardin et son époux Roger, Philippe et Odile, Elise Godchaux et Odette André-Lévy,

Sa fille, son gendre, Ses petits-enfants, ses neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis GODCHAU,

dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

M^{me} Godchaux, 59, rue Boissière, 75016 Paris.

— M^{me} Max Huguency, M. Jean-Claude Huguency, son fils, Et Nicolas, son petit-fils, M^{me} veuve Louis Huguency, sa sœur, Le docteur Marcel Huguency et M^{me}, son frère et sa belle-sœur, M. et M^{me} Robert Couillet, M^{me} Odette Wartelle, ses beaux-frères et belles-sœurs, M. Max Huguency, M. et M^{me} Bruno Tachon, M. et M^{me} Patrick Desperquès, M. Gilles Couillet, M^{me} Brigitte Couillet, M. et M^{me} François Wartelle, M. et M^{me} Patrick Wartelle, M^{me} Michèle Wartelle, ses neveux et nièces et tous leurs enfants, ses petits-neveux et nièces, Les familles Huguency, Rousselle, Crouzet, Jolani, Renaud, M^{me} Françoise Pradelle Huguency, Et tous ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Max HUGUENCY, agrégé de l'université en lettres classiques, ancien élève de l'École normale supérieure, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques,

survenu à Montpellier le 1^{er} avril 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église d'Espeyres (Aude), le 5 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Elias-Howe, bât. A, 94100 Saint-Mandé, 14, allée des Fauvettes, 94280 La Grande-Motte.

— Marie-Aimée et Anais Hélie-Lucas nous prient d'annoncer la mort de leur mère et grand-mère,

Fernande LUCAS,

à Cagnes-sur-Mer, le 5 avril 1989.

Née à Cherbourg, Algérie, elle a été inhumée à Aix-en-Provence.

— On nous prie de rappeler le décès de

Jacques FOSSEZ.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 avril 1989, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Ni fleurs, ni couronnes.

Dons à l'ARSEP, 13, rue Beudon, Paris-13^e, qui lutte contre la sclérose en plaques.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jan RAJCHMAN,

survenu le 1^{er} avril 1989, à Princeton, dans le New-Jersey.

Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

— Saint-Nazaire - Paris. M^{me} Elise Stabelli, M. et M^{me} René Monari, M. et M^{me} Yves Jarry, M^{me} Léone Massani, M. et M^{me} Désiré Epanard, Et la famille Stabelli, font part du décès de

M^{me} Eugénie STERLINI, née Verbeke,

survenue à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 13 avril 1989, à 11 h 15, au cimetière de Saint-Marc-sur-Mer.

— M^{me} Emile Verbeke, son épouse, M. et M^{me} Pierre Landouzy, ses enfants, M^{me} Isabelle Landouzy, sa petite-fille, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile VERBEKE,

survenu le 31 mars 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Claude-Matrat, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Remerciements

— Metz. — Alors les grands pères et les anciens du peuple se rassemblèrent dans le palais du grand prêtre appelé Chéops et ils se consolaient pour avoir perdu leur père et leur mère. Ils cherchaient un faux témoignage contre Jésus afin de le mettre à mort et ils s'en trouvaient pas, bien que de faux témoins se fussent présentés. — Le complet contre Jésus », saint Matthieu.

Profondément touchés par de très nombreux témoignages de fidélité, de soutien et d'amitié qui ont accompagné M^{me} Gilbert LINGENHEIM,

jusqu'à la fin de son calvaire, dans l'impossibilité d'y répondre par épous, ses enfants, ses très fidèles soutiens et amis vous prient de bien vouloir trouver l'assurance de leur profondément touchés.

M^{me} Vannier Lingenheim, BP 4013, 57040 Metz.

décédée le 13 avril 1983.

— M^{me} Roger Jacob, rapporté à tous ceux qui l'ont connue et aimée le souvenir de son cœur

Jeanne LONGE,

décédée le 13 avril 1988.

— Toutes les personnes qui ont connu et aimé

Suzanne POTHIN

pensent à elle en ce premier anniversaire de sa disparition.

Communications diverses

— Société des études rouennaises : jeudi 20 avril 1989, à 16 h 30, dans la salle 3 du Collège de France, assemblée générale, suivie à 17 h 15 de la conférence de M^{me} Faidrop-Porta, maître de conférences à l'université de Caen, « Octobre 1892 : Renoir et la presse littéraire ».

Soutenances de thèses

— Université Bordeaux-III : le vendredi 14 avril, à 14 h 15, salle de réunion, maison des Pays basques, espagnole des Antilles, domaine universitaire de Toulon, M. Carlos Quintana : « La quotidienneté madrilène El País (1976-1986). Problématique d'une institution de presse privée ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Crétail) : le mardi 18 avril, à 13 h 30, salle des thèses, bât. P. M. Pierre Jourde : « Géographies imaginaires ».

— Université Paris-I : le mercredi 19 avril, à 15 h 45, salle des communications (Centre Pauthon), M^{me} Maggy Gahleitner, épouse Pauthon : « Nouvelle approche comptable, juridique et sociale de la notion de groupe de sociétés ».

— Université René-Descartes (Paris-V), sciences humaines, Sorbonne : le lundi 24 avril, à 9 h 30, salle 224 (Sorbonne), galerie Claude-Bernard, escalier P. 1^{er}, M. V. Cousin, M. Mohamed Hailou : « Approche descriptive du parler arabe de Camilleloun. Phonologie et inventaire des classes de mots ».

— Université Paris-III : le lundi 24 avril, à 13 h 30, salle Lard, 167, rue de la Sorbonne, M^{me} Marguerite Lavand, épouse Grassein : « Particularités lexicales du parler cadien en Louisiane (État-Uni). Enquête, dictionnaire et documentation bibliographique ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Crétail) : le mardi 25 avril, à 9 h 30, salle des thèses, bât. P. M. Benkhalil Monstouli : « Contribution à l'étude théorique et expérimentale des aérodynamiques du radon-222 et à l'étude des performances de certains dispositifs filtrants ».

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03

Chapelle 150

SI UNE PARTIE DE VOTRE VOITURE DOIT ÊTRE LÉGÈRE, C'EST BIEN CELLE
QUE PARFOIS, VOUS ÊTES MALHEUREUSEMENT OBLIGÉ DE PORTER.



Jante de voiture en alliage d'aluminium.

Les qualités de l'aluminium produit par Pechiney permettent de fabriquer des jantes plus esthétiques et plus légères, qui facilitent la vie de millions d'automobilistes. Il faut dire que Pechiney est le troisième producteur mondial d'aluminium, que ses usines d'électrolyse sont réparties en France, en Europe, au Canada, en Australie et en Afrique, et que sa technologie meilleure au monde.

PECHINEY.
NOUS SOMMES
FAITS POUR NOUS
RENCONTRER.

der mondial de l'emballage et fortement engagé dans le secteur des composants industriels. En plus de ces trois axes de développement, la technologie de Pechiney est présente dans le nucléaire, l'électrometallurgie et les produits carbonés lourds. Quelques chiffres - 77 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988, 73 000 employés, 250 usines et une implantation commerciale dans 60 pays - témoignent du rayonnement international de Pechiney et de son esprit de conquête. Pour financer sa croissance, Pechiney introduira prochainement en bourse 25 % du capital de sa nouvelle filiale, Pechiney International.

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Les villes nouvelles vingt ans après

Le cœur tout neuf de Saint-Quentin-en-Yvelines

Un pari presque réussi

IMAGINÉES dans les années 60, les cinq villes nouvelles de la région Ile-de-France (1) ont, à peu près, vingt ans d'âge. Elles abritent aujourd'hui plus de cinq cent mille habitants.

Périodiquement, la question est posée : sont-elles devenues de vraies villes proposant un cadre de vie et de travail comparable à celui des cités traditionnelles ? Le Comité économique et social, dans un intéressant rapport de Jean-Marie Fourier, avait, en mai dernier, permis d'apporter un début de réponse. Réponse nuancée qui sera approfondie grâce au bilan global et ville par ville, dressé dans un numéro spécial par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAU-RIF).

Comme le remarque Michel Dreuch, secrétaire général du groupe central des villes nouvelles, nouvelle ou non, une ville n'est jamais terminée et se situe donc moins à son accomplissement qu'à celui des objectifs que s'étaient fixés ses promoteurs. Aujourd'hui, avec des différences notables suivant les lieux, le pari paraît sur le point d'être gagné. Les villes nouvelles commencent bien à être les pôles de croissance et d'attraction souhaités. Elles accueillent chaque année trente mille habitants nouveaux et il est intéressant de noter que ces nouveaux résidents ne choisissent plus de s'installer dans ces villes contraintes et forcées par la crise du logement comme cela pouvait être le cas il y a quinze ou vingt ans. Pour la plupart, ils choisissent la ville nouvelle en toute connaissance de cause et après avoir prospecté d'autres sites.

Les nouveaux habitants des villes nouvelles ne sont plus seulement, non plus, comme c'était le cas au début, candidats à des logements sociaux ou semi-sociaux. A l'heure actuelle, les catégories sociales les plus variées (cadres supérieurs compris) font partie des nouveaux arrivants. Les âges aussi se diversifient : les villes nouvelles ont vu ainsi apparaître une nouvelle clientèle, celle des retraités et des retraitées, séduits par une formule leur évitant les bouillottes des cités modernes et l'ennui de la campagne.

Le public et les journalistes, remarque encore Michel Dreuch, posent souvent une question simple mais fondamentale : y aura-t-il une « vraie » vie urbaine en ville nouvelle ? Réponses de l'extérieur du dossier : les centres des villes nouvelles sont encore avant tout des centres administratifs, commerciaux ou culturels. Ils jouent un rôle actif dans chacun de ces domaines sans qu'y émerge pour autant une attraction plus générale, plus déterminante, comparable à celle qu'exercent certains quartiers de Paris. On le verra par le reportage de Martine Kis sur le nouveau centre de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Michel Dreuch, après cet aperçu favorable, note quelques faiblesses flagrantes des villes nouvelles : le manque d'université, c'est évident, et, surtout, le déséquilibre entre l'habitat et l'emploi. Le Comité économique et social estime que pour rétablir cet équilibre il faudrait créer dans les villes nouvelles 12 500 emplois chaque année pendant dix ans...

Trois problèmes majeurs, en outre, n'ont pas encore été résolus : le poids de la dette accumulée depuis quinze ans et contractée, notamment entre 1982 et 1985, à des taux exorbitants ; des dépenses de fonctionnement très élevées ; un dispositif institutionnel au démarrage difficile.

Quant aux perspectives, Michel Dreuch observe que les villes nouvelles, « soutenues au départ par la seule volonté de l'Etat puis du conseil régional, sont à l'heure actuelle portées par différents marchés puissants et dynamiques et bien placées pour canaliser et organiser, sans le contraindre, le besoin grandissant d'espace des entreprises et des habitants ».

* **Callers de l'IAURIF**, n° 87-88, « Villes nouvelles d'Ile-de-France », 159 F. 251, rue de Valenciennes, 75740 Paris, Cedex 15.

(1) Cergy, Evry, Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines, Melun-Seine.

LES maisons bordant les rues ne sont pas encore patinées par l'âge, les palissades masquant les travaux sont toujours présentes et les arbres ne sont pas bien hauts. Le centre-ville de Saint-Quentin-en-Yvelines n'a que dix-huit mois et il est loin d'avoir achevé sa croissance.

Répondant à plusieurs points de vue, ce centre-ville. Il s'est construit de toutes pièces, au lieu de se constituer progressivement, au fil du temps, comme les centres de ville traditionnels. Mais ville nouvelle.

Ce sont les commerçants et les promoteurs qui ont imaginé ce centre-ville de toutes pièces. Les habitants commencent seulement à l'habiter.

oblige et l'on n'a pas le temps d'attendre l'histoire. Ensuite, il n'est pas un centre administratif et religieux, ni même culturel, mais avant tout commercial. Et cela au sens propre : s'il y a une rue marchande, c'est que les urbanistes et les promoteurs de la ville nouvelle ont voulu rompre avec le traditionnel centre commercial entièrement couvert et ont décidé, à côté d'une galerie, de reconstituer des rues bordées de boutiques, protégées par des marquises et débouchant sur un canal.

Si bien que le vocabulaire lui-même ne s'y retrouve plus. Jean-Pierre Jouan, directeur à Espace Expansion, société gérante du centre commercial, qualifie de « partie la moins classique » la rue, qui est pourtant l'élément de base d'une ville. Il est vrai que la rue où l'on peut flâner, faire du shopping et se promener est rare, sinon inexistante dans les villes nouvelles. Ainsi, le 27 octobre 1987, jour de l'inauguration du centre-ville, « Saint-Quentin a surgi d'un seul coup dans l'univers des villes », comme le souligne avec lyrisme Jean-Paul Alday, directeur général de l'EPA (Etablissement public d'aménagement). « Auparavant, il n'y avait que des zones juxtaposées et un grand trou vert en milieu. Alors qu'en 1989 nous avons un centre avec 700 000 m² de commerces ».

Le centre-ville, c'est d'abord une locomotive : Eurocommerce. C'est bien prometteur, mais l'écrasante majorité des personnes rencontrées viennent avant tout pour cet hyper-marché. Et certains l'avouent franchement, centre commercial pour centre commercial, celui-ci n'est guère différent des autres. Mêmes grandes surfaces, mêmes enseignes de boutique qu'ailleurs. Et la rue commerçante ? « Quelle rue ? » s'étonne une jeune femme qui n'en avait jamais prise conscience. « Elle est agréable quand il fait beau. On a moins la

sensation d'étouffer que dans une galerie », affirme une autre accompagnée de ses enfants.

Quant à un père de famille qui pousse son caddy, il lui est franchement hostile : « Le centre est complètement raté, il est mal conçu avec cette partie en plein air. Quand il pleut et qu'il fait froid je n'y vais pas. Et s'il fait beau, ce n'est pas ici que je viens profiter du soleil ». Chez les commerçants, ce n'est pas toujours l'enthousiasme. Pour un certain nombre d'entre eux, la galerie marchande est un bien meilleur

emplacement : « C'est là qu'on trouve l'animation et la rue est plutôt un handicap quand il pleut ». Autant dire que l'intention des urbanistes et des promoteurs n'est pas toujours comprise.

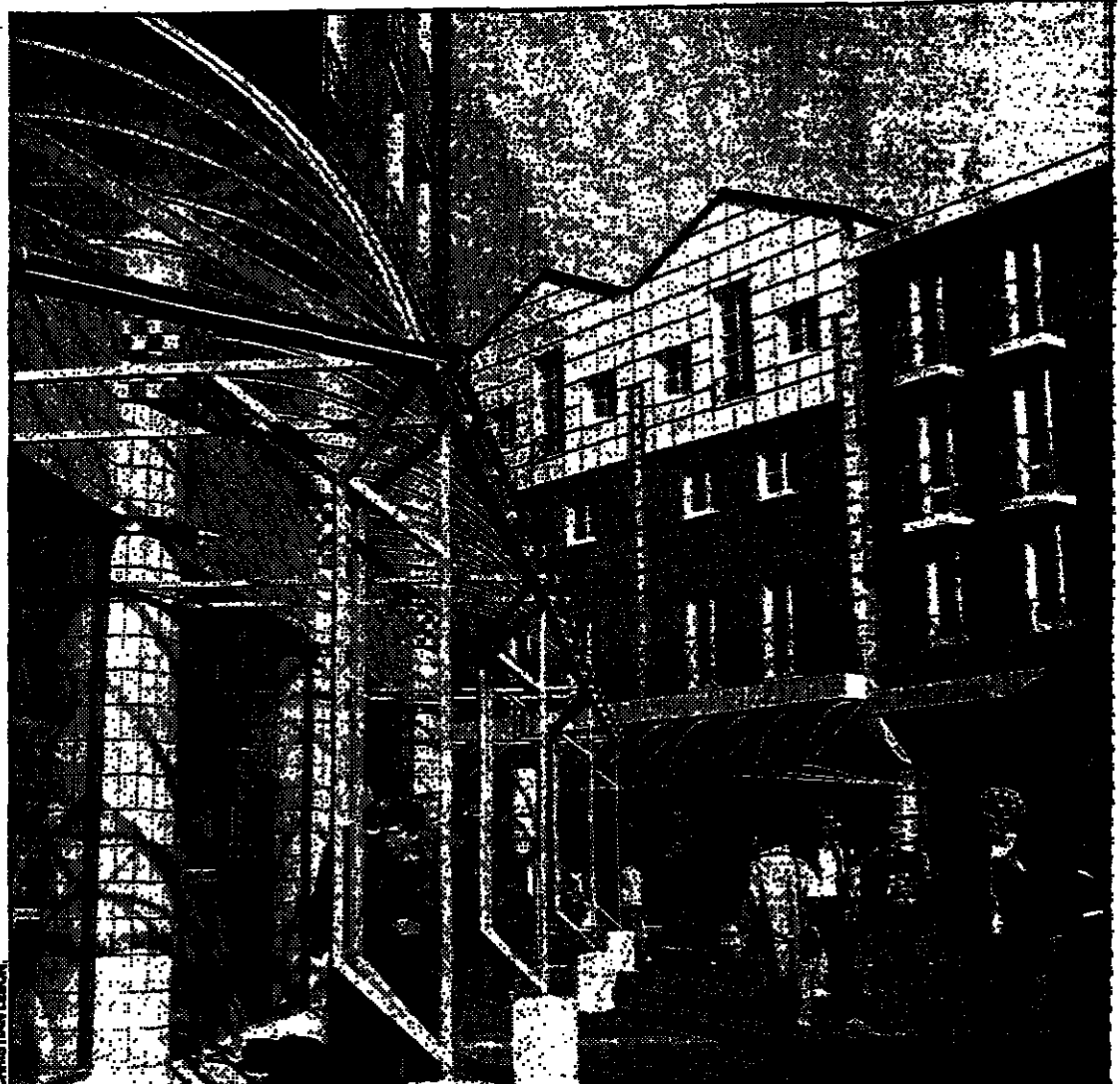
Et pourtant, ce quartier commence à fonctionner comme un cœur de ville. Les enfants et les adolescents y flânent et y paressent comme des grands. Le McDonald local est d'ailleurs envahi par les enfants et leurs parents, en ces vacances de printemps.

Un certain désenchantement

« Maintenant, je peux emmener les enfants faire les courses ou manger dans un petit restaurant pas trop loin de chez moi, et sans avoir le bruit des voitures. Avant, ils ne sortaient pas beaucoup de la maison puisqu'il n'y avait rien aux alentours », explique avec satisfaction Elise, qui escorte ses deux enfants. Le centre-ville est d'ailleurs fréquenté essentiellement par les mères de famille qui peuvent y faire commodément leurs emplettes et, durant la pause du déjeuner, par les employés des différentes entreprises. Manquent les personnes âgées et les étudiants, deux catégories sous-représentées dans la ville nouvelle.

Les commerçants se sont adaptés à une clientèle jeune et à revenus moyens. Comme l'explique l'un d'eux : « Les habitants qui arrivent dans la ville nouvelle sont presque tous endettés et ne peuvent pas beaucoup dépenser. Maintenant, les affaires progressent, mais pas aussi vite que nous l'espérons ». D'où un certain désenchantement. Unaniment, ils incriminent les parkings, leur bêtise noire.

Mal signalés, souterrains, quasiment inexistantes en surface, ils décourageraient les clients. Ceux-ci,



interrogés, ne semblent pas traumatisés par leur passage sous terre.

Les gestionnaires du centre commercial, chiffres à l'appui, ne partagent pas cette morosité. Et ce sont aussi les parkings qui servent d'argument : leur taux de remplissage a augmenté de 30 % durant le premier trimestre 1989 par rapport au premier trimestre 1988. Et depuis le début de l'année, le taux de croissance des affaires est de 18 % par rapport aux mêmes mois de l'année dernière. Il est de 4 à 6 % pour les autres centres commerciaux de la région parisienne.

Mais il est vrai que Saint-Quentin part de plus bas et son chiffre d'affaires, après dix-huit mois d'existence, ne peut pas être comparé à celui des deux mastodontes voisins, Parly II et Valéry, bien plus anciens et importants. Cependant, Jean-Pierre Jouan est particulièrement satisfait de ses débuts : « Notre démarrage a été plus facile et meilleur que celui de nos concurrents. Et nous n'avons pas fini de

grandir. Il y aura encore des commerces, un marché couvert et un marché forain. Et les bureaux qui seront construits nous attireront de nouveaux clients. Le temps travaille pour nous ! »

D'ores et déjà, Saint-Quentin-en-Yvelines s'enorgueillit d'être le deuxième centre tertiaire de l'Ouest parisien après la Défense et d'avoir su attirer un grand nombre d'entreprises dynamiques et aux avant-postes de la technologie, comme Electronique Serge Dassault, Matra, Milipore, Fuji Film, Bouygues ou le groupe Bouygues. Pourtant, l'immobilier d'entreprise est en retard sur la demande. Alors que les promoteurs commencent à proposer des appartements de luxe dans le centre-ville (en rupture avec une tradition de petits pavillonnaires ou de petites maisons), ils n'ont pas encore y construit des plateaux de bureaux. Il existe pourtant une demande pour de petites superficies. L'EPA en est réduite à partager de grandes surfaces entre plusieurs sociétés, en attendant que les promoteurs suivent.

Cependant, uniquement des commerces et des entreprises ne font pas un véritable centre-ville. Il y faudrait des administrations. Mais Versailles garde jalousement les siennes : préfecture, conseil général, tribunal, chambre de commerce. Et celles de la ville nouvelle ne semblent pas plus pressées de le rallier. Syndicat de l'agglomération nouvelle, mairie de Montigny campent sur leurs positions. Tout au plus l'EPA a-t-il installé un centre d'information face à la gare. La vie religieuse est pareillement absente.

Maigres divertissements

Les loisirs et la culture ont un avenir meilleur. Peut-être parce qu'ils rapportent plus et que le consensus politique est plus facile à obtenir. Un complexe de six salles de cinéma fonctionne déjà, qui présente les films les plus récents. Mais c'est tout pour les sorties nocturnes. « Si nous voulons aller à un spectacle de théâtre ou de musique, nous devons aller à Paris. Et on a tout de même vite fait le tour des restaurants d'ici », assurent Laure et François, récemment installés à Saint-Quentin et qui dédaignent ce que peuvent leur offrir ses différentes communes.

De même les possibilités de divertissement offertes aux adolescents et aux jeunes sont-elles maigres. Le centre-ville n'a pas de boîte de nuit, de club, pas de salle de variété. « Nous n'avons pas de Zénith, confirme Jean-Paul Alday, parce que certains ont peur qu'il attire les loucheurs. Mais j'espère qu'il y aura bientôt une université qui rentabilisera les équipements pour les jeunes ».

Bientôt la vie culturelle connaîtra un progrès réel : un centre de spectacles et de réunions est en construction. Et une médiathèque, un théâtre, une bibliothèque, un cinéma, une vidéothèque. De quoi attirer un peu plus vers le centre-ville les Saint-Quentinois. Beaucoup d'entre eux, qui habitent au nord de la nationale 10, répugnent à traverser l'obstacle qu'elle constitue. « Puisque je dois de toute façon prendre ma voiture, je vais plutôt à Parly II ou à Versailles, où je trouve aussi des cinémas et de meilleurs restaurants », explique Bernard. « Pour le moment, je viens surtout y faire mes courses. Et parfois le soir pour un film ou un restaurant. Mais j'y viendrais sûrement plus souvent quand il y aura une vraie vie nocturne, avec des spectacles du niveau d'une grande ville », ajoute Anne.

Le centre-ville n'a que dix-huit mois. Quand arrivera-t-il à maturité ? Dans cinq ans, dans dix ans, ou lorsque les enfants nés en même temps que lui seront adultes ? C'est alors que l'on verra s'il est devenu un véritable cœur de ville ou s'il n'est qu'une expérience d'urbanisme.

MARTINE KIS.

Cergy les pieds dans l'eau

IL y a déjà Port-Grimaud sur la Côte d'Azur, il y aura d'ici 1992 Port-Cergy dans le Val-d'Oise. Mêmes architectes, même port de plaisance, même marina avec les bateaux garés à la porte des maisons, sur la berge de l'Oise, au

constructeurs, dirigés par Olivier Mitterrand et qui ont déjà à leur actif quelques nouveaux quartiers de Cergy-Pontoise. Ici encore on retrouve avec eux le cabinet d'architectes Spoerry, passé maître dans ce genre de réalisations — et le cabinet

ront. On prévoit également un hôtel trois étoiles avec vue sur le port et le canal, et 360 logements dont 192 appartements (du studio au cinq pièces) et 168 maisons individuelles. Un programme de bon standing : sur l'île, le prix des maisons individuelles oscille pour 130 à 150 mètres carrés, entre 1 300 000 à 1 600 000 F. Soit environ 10 000 F le mètre carré. Les demandes concernent surtout les grands logements. Allées piétonnes et façades colorées devraient ajouter au charme villageois de l'ensemble.

Les chances de réussite : l'Ile-de-France représente 20 % du total des propriétaires du parc national de bateaux de plaisance sans posséder pour autant un équipement suffisant. Or le tourisme fluvial se développe et de plus en plus nombreux sont les vacanciers qui sillonnent la France d'est en ouest. Cergy devrait servir d'étape à ces bateaux venus du nord de la France mais aussi d'Angleterre, de Hollande ou de Belgique. Il pourra également accueillir, moyennant une location, les bateaux en période d'hivernage. Autre atout : les références du cabinet Spoerry. Outre Port-Grimaud, citons Puerto-Recondido au Mexique, création d'une ville autour d'une baie naturelle, la cité marine de Port-Liberty à New-York, Port-Louis, une cité lacustre en Louisiane, ou encore Port-Léman sur le lac de Genève.

Le coût de construction de ce nouveau port sur l'Oise : 300 millions de francs.

JACQUELINE MEILLON.

Au bord de l'Oise, jouxtant la ville, un port de plaisance pour les marins du dimanche.

flanc du vieux village de Cergy, face aux étangs de la base de loisirs de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Les travaux débuteront à la fin de ce mois d'avril et devraient durer près de trois ans.

En 1984 déjà, l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle (EPA) cherchait à réhabiliter ces quelque 50 000 mètres carrés dont il était propriétaire et qui avaient servi jusqu'à présent de port de matériaux pour la construction de la ville. Un premier concours d'architectes avait désigné François et Bernard Spoerry, les créateurs de Port-Grimaud, mais, en l'absence du nerf de la guerre — l'argent — le projet avait été abandonné. Il a réapparu en 1987 avec le lancement par l'EPA d'un nouveau concours d'architecture et de maîtrise d'ouvrage.

L'objectif de l'EPA est de réaliser un port de plaisance fluvial associé à un programme immobilier. Cinq promoteurs sont au départ. Un seul est à l'arrivée : Les nouveaux

Pierre Scali spécialisé dans les travaux portuaires.

Le port de plaisance, qui pourra accueillir une centaine de bateaux, sera confié gratuitement, avec la capitainerie, à la chambre de commerce et d'industrie interdépartementale Yvelines-Val-d'Oise qui deviendra ainsi, pour la première fois, propriétaire d'une zone portuaire. Celle-ci aura pour mission de louer et d'entretenir les emplacements de bateaux. Un canal de 300 mètres de long prolongera la capacité du port d'une quarantaine de bateaux et formera une île, accentuant le côté pittoresque et original de l'opération. Ce canal sera privatif, c'est-à-dire qu'il sera entretenant par les riverains qui pourront y amarrer leur bateau, devant leur maison ou leur jardin. Un pont reliera cette île au reste de la ville.

De nombreuses promenades seront aménagées le long des berges tandis que, sur les quais, cafés, restaurants et commerces se succèderont.

EN BREF

Chômeurs plus longtemps

La croissance de l'emploi a permis de « neutraliser la hausse du chômage (+ 0,4 %) » l'année dernière en Ile-de-France, mais le chômage de longue durée s'est accru et est passé pendant la même période d'une moyenne de trois ans vingt à trois cent trente-cinq jours. Parmi les demandeurs d'emploi, la proportion des chômeurs de longue durée (plus de deux ans) « a atteint à la fin de 1988 le même niveau qu'en province », tandis que l'offre d'emplois à plein temps de durée déterminée « a diminué, notamment au bénéfice du travail temporaire », précise le dernier bulletin Informations économiques de la préfecture d'Ile-de-France. « La rotation des effectifs dans les entreprises s'est accentuée par des missions plus nombreuses, mais celles-ci sont de plus courte durée », ajoute le document.

La région Ile-de-France, où se trouve concentrée « environ 20,8 % de la population active du pays, regroupe 17,8 % des demandeurs d'emploi au niveau national, avec un taux de chômage « situés à 8,7 %, contre 10,6 % pour la France entière », observe encore la préfecture en citant l'INSEE. « Très hétérogène, selon les départements, le nombre des demandeurs d'emploi s'est globalement accru de 1,9 % en Ile-de-France pour 1988, mais les demandes satisfaites ont également progressé (+ 1 %).

Audience TV

Programme	19h-20h	20h-21h	21h-22h	22h-23h	23h-24h
19h-20h	10.2	10.5	10.8	11.1	11.4
20h-21h	11.5	11.8	12.1	12.4	12.7
21h-22h	12.9	13.2	13.5	13.8	14.1
22h-23h	14.3	14.6	14.9	15.2	15.5
23h-24h	15.7	16.0	16.3	16.6	16.9



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Conseil fiscal Une opportunité de carrière Européenne sans frontière

Price Waterhouse est l'une des plus brillantes sociétés de conseil fiscal et de conseil en gestion d'entreprise au monde. Elle compte un nombre impressionnant de clients dans le monde entier auxquels elle s'engage à donner des conseils fiscaux du plus haut niveau.

Dans le cadre de notre nouveau programme de plan de carrière européen, nous offrons à un nombre restreint de diplômés français de haut niveau une occasion unique de recevoir une formation de consultant fiscal dans notre société de Londres.

Vous travaillerez sur la fiscalité des plus grandes multinationales et acquérez une expérience au sein de nos services fiscaux les plus spécialisés. En même temps que vous travaillerez sur des missions pour des clients, nous vous aiderons à acquérir les compétences professionnelles internationalement reconnues « d'expert-comptable » et vous profiterez d'une formation technique et de gestion soigneusement mise au point. Les études professionnelles, ajoutées à d'autres formations et aux missions auprès des clients, constitueront un début de carrière difficile mais qui en vaut la peine.

Une fois vos compétences professionnelles acquises, des occasions uniques vous seront offertes de faire progresser votre carrière dans votre pays ou dans le monde entier au sein des services fiscaux internationaux de Price Waterhouse.

L'excellence de nos salariés est la meilleure garantie de notre croissance. Pour maintenir cet élan, nous recherchons des jeunes diplômés, de préférence en droit ou économie des plus grandes universités. Un cursus universitaire exemplaire et le potentiel d'atteindre les plus hauts niveaux professionnels seront les conditions d'embauche essentielles.

Vous devrez parler et écrire couramment l'anglais et avoir les facilités nécessaires pour communiquer de façon efficace avec les clients et les autres conseillers fiscaux.

Si vous êtes intéressé et avez envie de faire une carrière internationale dans un environnement axé sur les défis et les projets de demain, nous attendons votre candidature. Nous aimerions en outre savoir quelles compétences et qualités vous pourriez apporter à nos activités dans le domaine fiscal.

Veuillez envoyer un CV rédigé en anglais à :

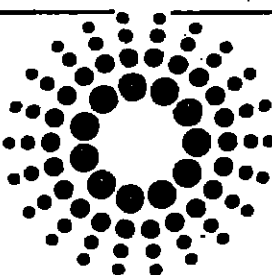
Michel Pierre BOUTIN, Price Waterhouse Juridique et Fiscal,
11, rue de Laborde, F-75008 PARIS.

Price Waterhouse



L'installation
Européenne de
Rayonnement
Synchrotron
se construit à

EUROPEAN
SYNCHROTRON
RADIATION
FACILITY



GRENOBLE

avec le concours de 11 pays, cette source de rayonnement X (6 GEV), d'un coût de 2,6 milliards de FF, sera opérationnelle en 1994.

Des équipes internationales de recherche seront alors reçues, pour réaliser des expériences dans de nombreux domaines :

- physique des atomes, molécules,
- chimie,
- science de la matière et des surfaces,
- biologie, médecine.

ingénieurs & techniciens

capables de participer à la conception, la réalisation, l'exploitation de cet équipement (construction de lignes de lumière, dispositifs d'insertion et aimants, diffusion élastique, optique, capteurs, alimentations électriques, vide, radiofréquences, etc.), vous possédez par plusieurs années d'expérience industrielle ou en laboratoire la pratique d'une ou plusieurs des spécialités suivantes :

- Electronique
- Science des matériaux
- Electrotechnique
- Mécanique, etc...
- Informatique

Nous vous offrons des postes motivants dans une ambiance de travail internationale au sein d'équipes de haut niveau.

La langue de travail de l'ESRF est la langue anglaise.

Toutes les candidatures de ressortissants des pays membres seront étudiées. Les conditions d'expatriation sont intéressantes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous réf. LMI à :

ESRF, Service du Personnel BP 220,
F 38043 GRENOBLE Cedex.

Construisez l'Europe de la Recherche



EUROPÄISCHES
PATENTAMT

EUROPEAN PATENT
OFFICE

OFFICE EUROPEEN
DES BREVETS

Nous sommes une organisation européenne multinationale qui connaît un développement rapide. Notre personnel est composé de 3000 ressortissants des 13 Etats-Membres, dont la FRANCE. Plus de la moitié de nos agents sont chargés des travaux de recherche et d'examen des demandes de brevets.

En raison de cette expansion, nous recrutons encore :

300 INGÉNIEURS OU DIPLOMES UNIVERSITAIRES

- Si vous avez terminé, ou êtes sur le point de terminer, des études d'ingénieur mécanicien, électicien ou électronique, ou d'obtenir un diplôme universitaire (DEA ou doctorat) en génie chimique, en physique ou en chimie,
- si vous désirez travailler dans une ambiance internationale, à l'avant-garde de la technologie,
- si vous possédez une excellente connaissance d'une des langues officielles (anglais, français, allemand), et pouvez comprendre les deux autres, et si vous êtes ressortissant d'un des Etats-Membres.

alors :

L'Office Européen des Brevets vous offre une carrière intéressante d'Examinateur en brevets européens à Munich, La Haye ou Berlin, et des conditions financières avantageuses.

La rémunération annuelle nette varie de FF 204.336 à FF 374.220, en fonction de l'âge, de l'expérience et de la situation de famille. L'assurance-maladie, le régime de retraite et les autres avantages offerts par l'Office sont comparables à ceux d'autres organisations internationales.

- Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, R.F.A., Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Vous pouvez, sans prendre contact avec nous, nous adresser directement vos candidatures, soit en français, soit en anglais, soit en allemand, à l'adresse suivante :

La Haye :
Postbus 9000
NL-2200 HB RIJSDIJK
Tél. : (070) 400000
Fax : (070) 400010

Munich :
Erndstrasse 57
D-8000 MÜNCHEN 1
Tél. : (089) 2300-1212
Fax : (089) 2300-1485

Berlin :
Gleichstrasse 57 - 100
D-1000 BERLIN
Tél. : (030) 200-1212
Fax : (030) 200-1940

NETT NETT NETT NETT NETT NETT

SECRETARY GENERAL (m/f)

The Board of management are inviting applications for the post of Secretary General. NETT is a non profit organisation, established with the support of the EEC to stimulate the wider adoption of cleaner environmental technologies by European industry. The post is the Senior Executive Officer of the organisation and responsible for the day to day management of its activities. The successful candidate is likely to have good academic qualifications in science and/or engineering and to have highly developed skills in management and communication. He or she will probably have held a senior post in government or industry for at least three years. The post is permanent, full time, based in Brussels but involving travel to other Member States. A secondment for a period of at least two years would be considered. Fluency in English and proficiency in one other EC language is required. Salary and conditions negotiable.

Further details by application to:

Mr F.E. Joyce
ECOTEC Research and Consulting Ltd.,
25 Square de Meuse,
B-1040 Brussels, Belgium

Tel: (322) 511 2058
Fax: (322) 511 2522

Signez votre réussite...

Aujourd'hui vous souhaitez exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation. La Division SEMICONDUCTEURS de TEXAS INSTRUMENTS, à travers des activités de conception, de fabrication et de commercialisation, vous offre une structure particulièrement développée sur le marché européen.

CHEFS DE PRODUITS

A Villeneuve Louber (près de Nice), vous intégrez notre centre européen de produits programmables et assurez le marketing de ces produits sur votre secteur géographique : Angleterre, Italie.

Vous identifierez et développerez les marchés, élaborerez, contrôlerez votre gamme de produits, définirez les politiques de prix et de support, assurerez la promotion, la communication et la formation sur votre ligne de produits.

Ingénieur Electronicien, vous avez acquis 3 années d'expérience dans la fonction marketing, éventuellement commerciale. Ces postes nécessitent une excellente mobilité et une pratique professionnelle de l'anglais ou de l'italien.

Bernard TISON vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. SCPME/0389/IM, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Vélizy Villacoublay Cedex.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

bureaux

bureaux

bureaux

Ventes

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
45-63-08-08

VENTE

PTE CLIGNANCOURT
LEVALLOIS/
CHAMPERRET

1 400 m² + parking
disponible 31-58. 08.

GOLLAHE MONCEY
Imm. pierre de t. sea.
2 x 170 m² au 1^{er} et au
2nd étages. Excellent état.
FINOCH. 43-67-80-82.

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMINICATIONS

SARL - RC - RM
Constitution et mise à jour.
Déclaration et tous serv.
Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

8° COLISÉE

DOMINICATIONS
CONSTITUTIONS ETES
BUX ET TOUTS SERVICES.

AFC 43-58-20-20.

Domiciliation depuis 80 F/m
mois 1^{er} 8^h - 12^h et 1^{er}
CREDIT 121, 43-40-31-45.
CREADON 17, 43-67-08-88.

Votre adresse commerciale ou
bureau, secrétaire, télé.

SIÈGE SOCIAL

CONSTITUTION STES
Prix comp. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

SIÈGE SOCIAL

Bure. équipés et services,
démarches R.C. 12^h et 1^{er}
CREDIT 121, 43-40-31-45.
CREADON 17, 43-67-08-88.

62 SUEZES: 960 m²
Imm. indépend. Prox. gare SNCF.

17-PROX. WAGRAM:
7 bure. + négo.

OPERA-BASTILLE: 500 m²
bail précoise.

PROX. MAISON ROYAL: 215 m²
BOITE: 130 m² et 180 m²

ASNIÈRES - MÉTRO: 410 m²
17-THÉOD. DE BANVILLE. 100 m².

J. DE MONCAN SA

J.M.

46-63-17-63.

10 - 110 m² BUREAUX

Ref. naut. 15 000 F net.

40-20-02-15.

DOMINATION
BURK TÉLÉ. TÉLÉPHONE
AGECO 42-94-95-28.

FEAU
Hampton

FEAU HAMPTON
8° MADELINE

Imm. de très gd stand.
rénov. 5 bureaux. 224,
248 et 254 m², 9/10
bureaux par niveau.

8° MATHÉMON
320 m², 13 bureaux.
Immuable ancien de bon
standing

10° RUE DES
PETITES-ÉCURIES

280 m², 10 bure. 2 entrées.
loyer indép. + caution

10° ALMA
Imm. moderne de bon
stand., 162 m², 8 bure.
loyer indép. part.

PORTE VILLETTE
Bureaux, tas surface,
disponibles dans imm.
moderne, entrées part.
d'entreprise, parking.

OPÉRA
188 m² - r.d.c., 1^{er} ét.
+ archives, show-room,
Imm. anc. très bon stand.
235 m² Imm. ancien de très
bon standing, état neuf,
fonctionnelle, gde récept.
1 bureau.

330 m², réception, open-
space, 7 bureaux.

A LOUER
POUR 30 MOIS
MAXIMUM

RUE LA BOÉTIE
Imm. mod. 300 m²,
a/1 niveau

AUBER FACE RER
1 plateau de 230 m²,
bon standing.

MIROMESNIL
680 m², 18 bure. imm. gd
stand.

MADELINE
310 m², récept., 10 bure.
Imm. bon standing.

FEAU HAMPTON
40-88-10-90.

J.M.

46-63-17-63.

10 - 110 m² BUREAUX

Ref. naut. 15 000 F net.

40-20-02-15.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
45-63-08-08

QUARTIERS
D'AFFAIRES

PARIS-8°
MIROMESNIL

Marché de l'Europe
2 x 117 m², rénovation
Imm. p. de taille.

GEORGE-V
418 m², plateau moderne,
5 part., disp. imméd.

LISBONNE
230 m², 8 bure. rénovation,
5 part., disp. imméd.

CHAMPS-ÉLYSÉES
500 m² de div. disp. imméd.

RUE DE PRES-
BOURG

1 865 m² + park., rénov.
complet. Disp. imméd.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
45-63-08-08

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE

TERRAINS

IMMEUBLES LIBRES

OU OCCUPÉS

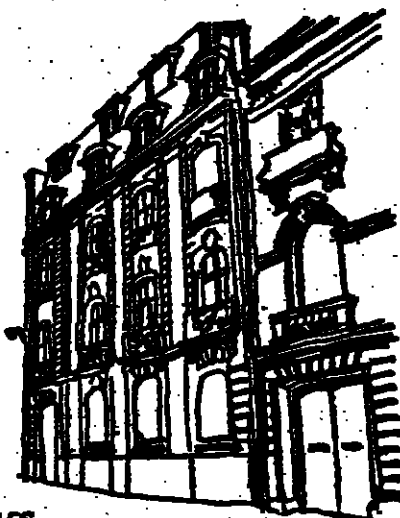
paiement comptant

PROMOVIM

3, rue Etienne-Marcel

75001 PARIS.

Tél. : 42-36-56-25



EXPERTISE VOS IMMEUBLES
de toutes catégories PARIS & BANLIEUE

RÉNOVATION - PROMOTION



ANNUAIRE SICOMI SCPI

2^e EDITION


SOCIÉTÉ _____
 NOM _____
 ADRESSE _____

Je joins à ce bon de commande le chèque correspondant et recevrai une facture en retour.

1 annuaire : 498 F.T.T.C. (420 F.H.T.).

TERRI 37, rue de Miromesnil, 75008 Paris


Les Belles Propriétés du Monde



LAMORLAYE

Prochain centre ville, ravissante maison
 à 1 sur sous-sol, total aménagée, com-
 prenant : entrée, w.c. avec lave-mains,
 cuis. équipée, séjour dble av. cheminée,
 5 chbres, 2 s.d.b., w.c., rdx rps, sur
 780 m² de terrain dcs. UNE AFFAIRE
 POUR 1.280.000 F.

**Agence n° 1,
 LUZARCHES.
 30-35-03-80.**



EXCEPTIONNEL

Gel standing CHANTILLY PROCHE, à l'abri
 des regards indiscrets, superbe propriété sur
 2 plots, rénové et/ou modernisé, en rénové, en
 état, selon av. accès, place, accès, par balcon
 d'été, piscine, douche multi jets, jacuzzi,
 chambre amée sur plusieurs plots, bar, confes-
 sionnaire, club selon R.D.C. : entrée av. lave-
 reuses, bar, selon 70 m², accès bar-
 raque surplombée, plots, chaux, terrain, dé-
 couv. rapée, 1^{er} ét. a/mme, billard, 2 gdes
 salons, 2 s.d.b., 2 s.d., 2 s.d., 2 s.d., 2 s.d.,
 pays, en roc, et cascade, 2.500 m², PROX
 RIVE JUSTIFIÉE.

Agences n°1

AGENCE n° 1,
 LUZARCHES.
 30-53-03-50.




LAMORLAYE

Proch. golf superbe villa comprenant : hall sur arçon et séjour avec cheminée monumentale, carrelage ancien, cuisine équipée en céramique, s.d.m., w.c., 1 chambre, 1 l'éclair. sur mezzanine avec bibliothèque, 2 ou 3 chambres av. s.d.m. et w.c., le tout sur s.-sol total aménagé, terrain clos de 1.900 m² paysagé. A VOIR ABSOLUMENT. 1.950.000 F.

Agences

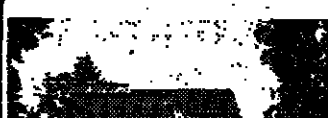
**AGENCE n° 1,
CHARENTAIS
44-57-15-10.**



CRILL

Belle maison de maître située face à l'Oise comprenant : hall d'entrée, cuisine équipée, séjour, salon, 6 chambres, 2 a.d.b., w.c., sur s/soi total, plus maison de gardiens sur 1.500 m² de terrain clos. PRIX JUSTIFIÉ.

Agence n° 1, CHANTILLY.
44-57-15-10.



CHANTILLY PROCHE

Une belle villa contemporaine offrant 200 m² habitables, comprenant hall avec mezzanine, cuisine équipée, séjour, salon en fosse cheminée : 60 m², 4 chambres dont 1 au r+ds-ch., 4 de b., s.s., garage enterré 2 voitures. Le tout sur 2.000 m² clos et paysagé. RARE. 1.780.000 F.

Agences n°1

**AGENCE n° 1,
SEULE
44-63-28-66.**

Dans un cadre de verdure de 1.100 m² superbe chaumière dotée au sous-sol total comprenant : hall, cuisine aménagée, salon, salle à manger, air masqué, 3 chambres, 2 salles de bains, 2 wc.-toilettes prestations.
INCONTOURNABLE POUR SEULEMENT 1.475.000 F.

Agences

AGENCE n° 1,
SENILS,
44-83-28-98.

Joe Nissler

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			76 - YVELINES			94 - VAL-DE-MARNE		
4^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			95 - VAL-D'OISE		
4 pièces	18, rue Quincampoix	8.500	3 pièces	Polisy	2.650	4 pièces, maison	Rueil-Malmaison	6.100
57 m ² , 1 ^{er} étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 1.688	68 m ² , 3 ^e étage	3, av. des Ursulines	+ 871	115 m ²	33, allée M.-Jardieu	+ 371
9^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, parking	Saint-Germain-en-Laye	5.350	4 pièces, parking	Surannes	4.890
3 pièces	44, rue Blanche	6.370	74 m ² , 1 ^{er} étage	42 bis, rue des Ursulines	+ 780	88 m ² , 2 ^e étage	16-22, rue Sal.-de-Rothschild	+ 1.200
98 m ² , 2 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 980	4 pièces	Versailles Grand-Stade	5.300	Studio	16-22, rue Sal.-de-Rothschild	+ 430
11^e ARRONDISSEMENT			102 m ² , 3 ^e étage	Promenade Mère-Lise	+ 1.300	28 m ² , 0 ^e étage	AGF 42-44-00-44	
Studio, meublé	74, rue Amélie	2.975	5/6 pièces, parking	55, av. de la Croix-aux-Moyens	6.008	3 pièces	Vauvres	4.400
36 m ² , r.-de-ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	121 m ² , maison	SGI/CNP 47-42-17-81	+ 382	72 m ² , 1 ^{er} étage	7, rue Auguste-Comte	+ 803
2 pièces, meublé	74, rue Amélie	4.780	92 - HAUTS-DE-SEINE			3 pièces, dupl.	Vauvres	4.700
45 m ² , 5 ^e étage	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	4 pièces	Bols-Colombes	5.250	93 m ² , 5 ^e étage	114, av. Victor-Hugo	+ 987
Studio, meublé	74, rue Amélie	2.380	102 m ² , 4 ^e étage	11-17, rue du Gal-Lederc	+ 1.480	94 - VAL-DE-MARNE		
29 m ² , r.-de-ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	2/3 pièces, parking	Boulogne	4.236	4 pièces	Cachan	5.040
16^e ARRONDISSEMENT			51 m ² , 4 ^e étage	229, bd Jean-Jaurès	+ 689	88 m ² , 1 ^{er} étage	34, av. Camot	+ 850
2/3 pièces	2-6, rue Pierre-Louis	7.300	3 pièces, parking	Boulogne	9.000	95 - VAL-D'OISE		
85 m ² , 3 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 1.346	102 m ² , 1 ^{er} étage	33-35, rue A.-Jacquin	+ 2.020	4 pièces	Sannois	3.900
2 pièces	24, av. de Versailles	4.900	3 pièces, parking	AGF 42-44-00-44		82 m ² , 2 ^e étage	23, rue Jules-Ferry	+ 480
83 m ² , 1 ^{er} étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 872	68 m ² , 2 ^e étage	Courbevoie	4.800	3 pièces	Sannois	3.300
3/4 pièces	4-8, rue Pierre-Louis	7.500	90 m ² , 5 ^e étage	2, avenue du Parc	+ 400	71 m ² , 1 ^{er} étage	29, rue Jules-Ferry	+ 510
90 m ² , 2 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 1.872	6 pièces	Levallois	4.500	4 pièces, 2 part.	Enghien	4.100
1/2 pièces	11-13, rue Gros	3.900	149-180, rue Pde-Wilson	AXA 40-75-58-24	+ 1.145	78 m ² , 2 ^e étage	103, rue Gal-de-Gaulle	+ 829
52 m ² , 1 ^{er} étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 808	Levallois	55, rue Rivier	9.000	PROVINCE		
3/4 pièces	8, rue Fautin-Latour	7.200	128 m ² , 3 ^e étage	AXA 40-75-58-24	+ 1.248	44 LOIRE-ATLANTIQUE		
90 m ² , 0 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 1.214	4 pièces	Neuilly	19.200	4 pièces, parking	Nantes	5.100
17^e ARRONDISSEMENT			160 m ² , 3 ^e étage	74, rue de Chézy	+ 2.980	96 m ² , 4 ^e étage	Les Terrasses de l'Europe	480
4 pièces, parking	13, rue Baron	5.800	Studio, parking	Neuilly	3.630	6 pièces, parking	Nantes, Orvault	5.400
57 m ² , 4 ^e étage	AXA 40-75-58-24	+ 1.386	33 m ² , 2 ^e étage	22 av. bd du Gal-Lederc	+ 450	96 m ² , maison	Les Domaines d'Orvault	
3 pièces	48, boul. des Batignolles	6.000	2 pièces	Rueil-Malmaison	3.300	NOUV. CONST. 40-94-88-25		
92 m ² , 4 ^e étage	GCI 40-16-27-00	+ 965	52 m ² , 4 ^e étage	17 bis, bd de Richelieu	+ 620	NOUV. CONST. 40-94-88-25		
20^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			NOUV. CONST. 40-94-88-25		
3 pièces	19, rue des Balkans	4.908	3 pièces	19, rue des Balkans	4.908	NOUV. CONST. 40-94-88-25		
79 m ² , 4 ^e étage	SGI/CNP 43-67-05-38	+ 890	4 pièces, parking	29, rue de la Plaine	6.600	NOUV. CONST. 40-94-88-25		
4 pièces, parking	29, rue de la Plaine	6.600	91 m ² , 3 ^e étage	GFF 49-02-36-68	+ 728	NOUV. CONST. 40-94-88-25		

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).



STRATÉGIE IMMOBILIÈRE D'UN INSTITUTIONNEL : LES AGF

« Amour de feu, amour de vie. » Telle est la formule symbolique qui a permis aux AGF de commémorer l'an dernier leur cent soixante-dixième anniversaire. Cent soixante-dix ans pour se hisser aux premiers rangs européens. En 1968, à l'occasion de la constitution des Assurances générales de France par la fusion des Assurances générales et du Phénix, le Monde titrait : « Les Assurances générales de France deviennent le troisième groupe du Marché commun. »

Ce groupe, qui a fait dans son activité principale, les assurances, la preuve de son efficacité, applique à l'immobilier les mêmes méthodes de rigueur et de discrétion.

Le patrimoine immobilier des AGF est équilibré entre l'immobilier d'entreprise (essentiellement des bureaux) et l'immobilier traditionnel (un parc locatif de 9 000 logements).

En 1988, les investissements immobiliers se sont élevés à 1 milliard de francs, et cet institutionnel entame cette nouvelle décennie de son histoire sous le signe de la diversification. Celle-ci doit lui permettre de mieux coller au marché :

- Résidences de services pour le troisième âge, tout d'abord avec le lancement de programmes locatifs en région parisienne avec Paris, Vincennes et Versailles, et dans les métropoles régionales : Montpellier, Nice et Strasbourg ;

- Immobilier de loisirs avec des investissements dans des résidences de tourisme à Avoriaz (acquisition de deux immeubles) et à Aix-en-Provence.

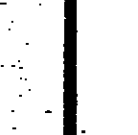
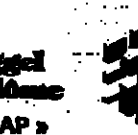
La paroisse locatif, pour sa part, grossira de 200 logements, dès le mois de mai prochain, avec un programme en bordure immédiate de l'hippodrome de Saint-Cloud. De studio en 6 pièces, dans une fourchette de prix allant de 68 F à 70 F le mètre carré, parking compris, sans charges.

En 1990, les AGF mettront de nombreuses réalisations sur le marché : résidences locatives dans l'île de la Jatte, à Rueil-Malmaison, et à Nice ; immeubles de bureaux à Versailles et à Nice ; et résidence de tourisme à Aix-en-Provence.

Actuellement, le patrimoine immobilier des AGF se répartit entre Paris (37 %), la banlieue (26 %) et la province (17 %) à Lille, Rouen, Tours, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nice, Montpellier, Aix-en-Provence, Lyon et Nantes.

B. F.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



11/10/150

Culture

Le coup d'envoi de la Bibliothèque de France

La TGB sera installée à Tolbiac

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a tracé mercredi 12 avril, au conseil des ministres, le profil de la future Bibliothèque de France, voulue par le président de la République. Elle sera implantée à Tolbiac, sur des terrains offerts par la Ville de Paris.

M. Jack Lang a coiffé sa casquette de ministre des grands travaux pour dévoiler à la presse, réunie rue de Valois, les grandes lignes de la future Bibliothèque de France, plus connue jusqu'à présent sous le nom de Très Grande Bibliothèque (TGB). Une heure auparavant, il en avait esquissé le profil devant le conseil des ministres, et précisé l'implantation. C'est à Tolbiac, sur les bords de la Seine, qu'elle sera installée, sur des terrains appartenant à la Ville de Paris, face au futur parc de Bercy. M. Jacques Chirac a confirmé la proposition qu'il avait faite au gouvernement, il y a quelques mois : la municipalité offre gratuitement les 7 hectares nécessaires à sa construction. L'Etat prendra en charge les infrastructures liées à la bibliothèque. La desserte de la zone incombe à la Ville.

Ce choix n'étonnera personne. Il ne restait guère que deux sites en lice : le fort de Vincennes, qui avait, semble-t-il, l'agrément du ministre, et l'ancienne gare de marchandises, près du pont de Tolbiac, cédée par les brouillards que lui prête l'écrivain Léo Malet. C'est un des quartiers les plus sinistres de la capitale, peuplé d'entrepôts plus ou moins abandonnés, sillonné de voies ferrées, coupé du fleuve par d'autres entrepôts. La Ville, dans sa politique de rééquilibrage de l'Est parisien, entend rénover toute la zone. A terme, plus de 50 hectares. Elle veut y installer un centre financier et un ensemble de logements. Elle avait donc besoin d'une enseigne prestigieuse pour valoriser ce morceau du treizième arrondissement bien décati. La Bibliothèque de France tombe à pic.

Le président de la République, de son côté, voulait un terrain qui convienne à une opération simple et promptement menée. Le grand projet de son second septennat doit être inauguré avant la fin de celui-ci. Mais il a sûrement été sensible au voisinage de la Seine. La Bibliothèque de France se trouvera ainsi dans la même situation que l'Institut de France, lui aussi au bord du fleuve, en aval. Reste à régler l'épineux problème des voix ferrées qui conduisent à la gare d'Austerlitz, et qui risquent d'enclaver totalement le nouvel établissement. Il serait en partie résolu si la SNCF acceptait, comme il en est question, de reculer son décaissement à la hauteur de Tolbiac, précédemment en de l'enterrer. L'Elysée serait, dit-on, favorable à cette solution, qui permettrait à la TGB de s'étendre ultérieurement sur ces terrains libérés.

La Nationale au bord de l'asphyxie

Le ministre a ensuite rappelé les raisons de la création de cette Bibliothèque de France. La vieille Nationale de la rue de Richelieu, en dépit de liftings répétés, est au bord de l'asphyxie. Il lui est impossible de digérer plus longtemps les quatre-vingt mille volumes qui s'abattent chaque année sur ses rayonnages. Chacune de ces collections, encore floue et précisée. D'abord, il n'y aura pas de solution de continuité entre l'ancienne Nationale et la nouvelle Bibliothèque de France. Cette dernière prendra simplement son relais. Les volumes publiés après 1945 seront transférés dans le nouvel établissement, et les collections s'enrichiront au gré des achats et du dépôt légal, lui aussi transféré à Tolbiac. La Rue de Richelieu ne sera pas abandonnée pour autant. Elle aura plus d'espaces pour déployer les richesses qui restent sur place, c'est-à-dire les imprimés publiés avant la fin de la deuxième guerre mondiale, les estampes, les monnaies et médailles, les cartes et plans, etc. On ne sait pas quelle for-

mule juridique sera retenue pour lier les deux établissements. Toutes les formules sont ouvertes, de la fédération à la fusion, mais M. Jack Lang ne cache pas son souhait de voir se mettre en place une structure unique.

Autre innovation annoncée : la Bibliothèque de France mettra à la disposition du public des documents sonores et visuels. Il faudra donc trouver une articulation avec les Archives de France, l'INA, et le CNC, refondre le régime juridique du Dépôt légal de ces supports, à rapprocher de celui qui existe pour les livres, et sans doute multiplier les copies pour les rendre accessibles. Quant à la communication à distance, voulue par le président de la République, elle suppose l'utilisation de techniques de pointe, maîtrisées, même aux Etats-Unis. Avant de pouvoir consulter un livre à distance, il faut en effet que celui-ci soit d'abord reproduit intégralement, page par page, sur un nouveau support, ce qui suppose, pour le fonds ancien, une manipulation manuelle extrêmement onéreuse. En revanche, la réalisation d'un catalogue informatisé commun à l'ensemble des grandes bibliothèques françaises n'est pas impossible. C'est avant tout un problème financier.

L'ouverture de la Bibliothèque de France à tous les publics, et non plus aux seuls chercheurs — comme la Bibliothèque nationale, — suppose l'existence d'un établissement dual qui compliquera la tâche des architectes. Cela expose aussi la répartition parallèle de l'ensemble des bibliothèques universitaires pour éviter un effet de substitution et l'engorgement à terme de la TGB, qui subit ainsi le sort de la bibliothèque du Centre Georges Pompidou. M. Jack Lang devait rappeler devant le conseil des ministres que l'Etat et les collectivités régio-

nales avaient, au cours du premier septennat, investi près de 8 milliards de francs pour rénover le tissu des bibliothèques françaises. Le ministère de l'Éducation nationale aura, estime-t-il, sur un même laps de temps, une somme identique à déboursier s'il veut moderniser et gérer convenablement les bibliothèques dont il a la charge.

Enfin, le ministre des grands travaux a précisé les premières étapes du calendrier de la mise en œuvre de la bibliothèque. Un jury international, où les Français seront minoritaires, composé essentiellement d'architectes — on cite les noms de Pei, de Rogers, de Hollein et de Simonnet, — mais aussi de personnalités comme le peintre Soulages, se réunira d'ici la fin du mois d'avril. Il lancera un appel d'offres international et retiendra une vingtaine d'architectes qui d'ici la fin du mois de juillet, présenteront un projet — esquisses et maquette. Quatre projets seront alors présentés au président de la République, qui choisira, avant la fin de l'été, celui qu'il estimera être le meilleur. Les travaux pourront commencer dès le début de 1991. Ils devraient être achevés dans les cinq années suivantes.

La présidence du futur établissement public sera, on le sait, confiée à M. Dominique Jamet. M. Serge Golberg, l'ancien patron de La Villette, en sera le directeur général. Et l'on pourra compter sur la poigne de M. Emile Biagini, le secrétaire d'Etat aux grands travaux, pour que le chantier ne prenne pas de retard et que le programme soit respecté. Le coût d'une telle opération est encore difficile à évaluer. Entre 4 et 5 milliards, si on se borne à l'établissement lui-même. Sans doute plus si l'on doit financer par la même occasion l'information de tout un réseau.

EMMANUEL DE ROUX.

Deux disparitions

L'écrivain allemand Albert Thelen

Albert Vigoleis Thelen, auteur du roman *L'île du second visage*, récemment traduit en français (Payot), est mort dimanche 9 avril dans la petite ville de Duellken, au nord-ouest de l'Allemagne fédérale.

Né en 1903, Albert Thelen vécut hors d'Allemagne à partir de 1931. Opposé au nazisme, il s'établit d'abord, avec sa femme (qui fut aussi son inspiratrice) Béatrice, à Majorque, puis, après quelques étapes, au Portugal. En 1947, le régime de Salazar contraind le couple à s'exiler de nouveau. C'est à Amsterdam qu'il écrivit son premier, et volumineux roman *L'île du second visage*, récit romanisé de son séjour à Majorque. De 1954 à 1986, Thelen s'installe en Suisse, avant de regagner sa Rhénanie natale, après cinquante-cinq ans d'exil. Publié en 1956, son deuxième roman, *Le Meurtre*, qui permit à la TGB de s'étendre ultérieurement sur ces terrains libérés.

L'homme de théâtre André Reybaz

André Reybaz, l'un des figures marquantes du théâtre de ce temps, vient de mourir. Il était âgé de soixante-sept ans.

André Reybaz était né à Paris en 1922, son père fabriquant des phonographes. Très vite fasciné par l'art des comédiens, après avoir passé ses certificats de licence de philosophie, il trouve un rôle dans le film de Decoin, avec Raimu, les *Inconnus dans la maison*, en 1942.

Elève de Raymond Rouleau, Reybaz passe par la rue Blanche, le Conservatoire. Il crée une compagnie avec Catherine Toth, la Compagnie du Myrmidon, et va mettre en scène, pour la première fois en France, des chefs-d'œuvre de nouveaux auteurs, qu'il détecte avec un don incroyable. C'est Audoubert (*Quoi-Quoi*, en 1946), Ghelderode (*Hop Signor*, en 1947), Jean Vauthier (*Capitaine Bada*, en 1952). Il aura créé aussi en France *Woyzeck*, de Büchner, en 1945. Il avait enlevé le Prix du concours des jeunes compagnies, en 1949, avec *Fastes d'enfer*, de Ghelderode.

En 1958, Vilas lui demanda de monter au TNP *Peer Gynt*, d'Ibsen. Mais il va devoir s'aligner de Paris, quand Guy Mollet le charge de créer, en 1959, le Festival d'Arras. Et, de 1960 à 1970, André Reybaz va diriger, à Tourcoing, le Centre dramatique du Nord, où il créera des pièces de Durrenmat, Kundera, et où il imposera à un public étonné *En attendant Godot*.

Il quitte le Nord en 1970, entre au Théâtre Français où il interprète,

n'atteint pas la qualité de son premier livre.

De *L'île du second visage*, né de l'imagination fertile de cet original, qui vécut un peu en marge de son siècle, Bernard Lortholary écrit : « Thelen allie, à la truculence langagière une subtilité de vision et une maîtrise de la langue, voire la curiosité historique, peut parfois être tout aussi crasseuse que la France rigolée. Bref, ce roman fort peu bref est un perpétuel feu d'artifices ! »

« Au centre de l'effrayant kaléidoscope, le couple : merveilleux personnage à deux têtes, gentiment conflictuel, pince-sans-rire et culotté, indifférentement et pudiquement uni. A la périphérie, l'horizon menaçant des bêtes militantes que l'on sait... » (« Le Monde des livres » du 10 mars) Ce livre a été traduit en français par Dominique Tassot qui a obtenu pour ce travail le prix Gérard-de-Nerval.

MICHEL COURNOT.

jusqu'en 1976, les classiques, du *Prince aveugle* de Marivaux, à *Richard III*, de Shakespeare. Puis il sera appelé un peu partout, par Planchon, Debauche, au Centre dramatique de l'Ouest. Ces trois dernières années, il avait joué chez Guy Rétoré, avec Gisèle Casadesu et Pierre Dux, *Fin de partie*, de Beckett, et, chez Jean-Claude Drouot, *Kean*, de Sardou.

C'est un extraordinaire découvreur qui disparaît avec Reybaz. Son flair, son courage et sa rapidité à imposer de grands décrets ont permis la naissance d'œuvres capitales. Ses mises en scène étaient intelligentes, sensibles, avec des reliefs d'un charme saisissant. L'acteur était d'une finesse extrême, aussi précis que peu insistant, et André Reybaz laisse à tous les camarades avec qui il a joué le souvenir très proche d'un homme attentif à toutes les peines d'autrui.

MICHEL COURNOT.

EN BREF

• Préavis de grève à l'Opéra de Paris. — Le Syndicat national des affaires culturelles (SNAC-FEN) a déposé un préavis de grève à l'Opéra de Paris pour le 17 et 25 avril. Il risque ainsi de perturber deux des représentations de *Doktor Faust*, de Ferruccio Busoni. Le SNAC-FEN réclame l'ouverture des négociations sur le statut des personnels de l'Opéra, qui seront transférés à la Bastille.

ROME

de notre correspondant

Satisfaction chez les financiers, inquiétudes et grève parmi les journalistes : vingt-quatre heures après la naissance du premier groupe de presse-édition italien à dimension européenne, l'Intelligentsia transalpine s'interroge. Car un grand prince de l'industrie, M. Carlo De Benedetti, PDG d'un puissant groupe, qui comprend notamment Olivetti, va devenir le plus puissant patron de presse de la péninsule.

Il détient ainsi son principal rival et ancien patron, M. Giovanni Agnelli, PDG de la Fiat et propriétaire, entre autres, d'une maison d'édition (Rizzoli), de deux hebdomadaires (*Europeo* et *Il Mondo*) et de deux grands quotidiens (le numéro national, *Il Corriere della Sera*, de Milan, et le numéro trois, *la Stampa*, de Turin). Sous l'appellation de Mondadori-Espresso, le nouveau groupe de communication de M. De Benedetti pèsera environ 12 milliards de francs en chiffre d'affaires — contre 22 milliards pour Hachette, cinquième géant mondial de la communication, — et comprendra une agence de presse, le numéro deux des quotidiens nationaux (*la Repubblica*, de Rome, 660 000 exemplaires vendus chaque jour), douze quotidiens régionaux (400 000 exemplaires environ) et les deux premiers hebdomadaires news magazines de la péninsule : *Panorama* (460 000 exemplaires) et *l'Espresso* (370 000 exemplaires). Avec les autres publications qui tombent dans son escarcelle, M. De

Benedetti contrôlera environ 1,3 million d'exemplaires de quotidiens et 5 millions d'exemplaires de périodiques, et réalisera à lui seul la moitié du chiffre d'affaires totalisés des six principaux groupes d'édition italiens.

Les grandes lignes de l'opération sont connues (*le Monde* du 12 avril). M. Carlo Caracciolo, PDG de *l'Espresso* (il détenait 35 % de son groupe), et son ami M. Eugenio Scalfari (10,6 %), directeur et fondateur de *la Repubblica* vont recevoir, en échange de leurs actions, d'abord de l'argent — « montant fabuleux » dit-on, mais inconnu pour l'instant — puis chacun un poste de direction au conseil d'administration de la Mondadori dont M. Caracciolo deviendrait même le président.

Pour une législation antitrust

L'annonce de la vente, lundi soir, a provoqué une grève immédiate des deux rédactions concernées. Les journalistes de *la Repubblica* — fondée en 1975 et détenue jusque-là à 50-50 par la Mondadori et *l'Espresso* — ont fait connaître leurs « profondes préoccupations » et se sont déclarés « en état de mobilisation ». Le journal, qui se flattait non seulement de son exceptionnelle réussite, mais également d'être le dernier grand quotidien italien « indépendant des groupes industriels », n'a pas paru mercredi.

Selon certaines sources, M. Scalfari, l'un des plus influents journalistes de la péninsule, aurait expliqué son geste à la rédaction par le fait qu'il a « plus de soixante ans et pas d'héritier ». Idem pour

M. Caracciolo, dont le magazine *l'Espresso* sera également privé de publication la semaine prochaine, les journalistes ayant décréé trois jours de grève.

La rédaction de *l'Espresso* proteste surtout contre le fait de se retrouver dans le giron du groupe (Mondadori), qui publie déjà son principal concurrent, *Panorama*. M. De Benedetti a, certes, fait savoir que les publications du nouveau groupe conserveraient leur personnalité propre, et M. Scalfari devrait rester à la tête de *la Repubblica*. Reste, comme l'a déclaré M. Giovanni Valentini, directeur de *l'Espresso*, que « cette vente signe la fin d'une époque ».

Mardi soir, alors que différents porte-parole des partis politiques faisaient connaître prudemment leur émoi, « face à cette nouvelle concentration de la presse », le président du Conseil de l'ordre des journalistes italiens, M. Giuseppe Morello, apportait son soutien aux rédactions en grève. L'opération, a-t-il déclaré, comporte « des dangers pour le pluralisme de l'information ». L'ordre réclame notamment « des mesures législatives antitrust, qui ne soient pas limitées aux quotidiens mais qui s'étendent aussi à la télévision, aux périodiques et aux nouveaux médias offerts par le développement des technologies ».

En discussion depuis plusieurs années déjà, les normes antitrust, dans le domaine télévisé, ne sont toujours pas adoptées. Quant à la loi existante, qui interdit à un même groupe de contrôler plus de 20 % de la diffusion du marché des quotidiens, elle est tout simplement ignorée.

PATRICE CLAUDE.

Communication

Grève à « la Repubblica » et à « l'Espresso »

Le nouveau groupe de communication de M. De Benedetti

inquiète les journalistes italiens

Le gouvernement ne supprimera pas la publicité sur les chaînes publiques

« Oui ou non, envisagez-vous d'interdire, à terme, la publicité sur le service public ? » — « Non ». Le débat est donc tranché. La proposition récente tendant à supprimer la publicité sur les chaînes de service public en contrepartie de la création d'une taxe sur les recettes publicitaires des autres médias a été rejetée. L'économie actuelle de l'audiovisuel ne sera pas bouleversée, tout juste peut-être aménagée, pour « contenir » et progressivement réduire la part de publicité dans le financement global du secteur public. C'est en tout cas la position du ministre délégué chargé de la communication, M^{me} Catherine Tasca, qui, dans le journal national de TF1, le mardi 11 avril, a annoncé que le débat sur la sauvegarde et la relance du service public au Parlement débatterait le 9 mai prochain.

Le ministre a, d'autre part, rejeté l'idée d'une taxe sur les recettes publicitaires de la presse. « C'est un secteur qui est très largement aidé par les finances publiques. Cela n'a donc pas grand sens d'aller prélever d'une main, sous la forme d'une taxe, une contribution pour la télévision publique alors que nous savons par ailleurs que le pluralisme de la presse repose sur un système assez complexe d'aide de l'Etat. »

Le ministre a enfin évoqué la réforme qui pourrait, comme le recommandaient les récents groupes de travail sur le service public, « lier très fortement la politique des deux grandes antennes publiques ». Au côté d'Antenne 2, « grande chaîne généraliste », FR 3 se présenterait comme « la chaîne de la découverte et de la chaîne de la découverte ». Avec un profil de chaîne parfaitement complémentaire.

ANNICK COJEAN.

Pour engager la filiale d'Havas dans une offensive internationale

M. Alain de Pouzilhac remplace M. Dauzier à la tête d'Eurocom

« La guerre des trois n'aura pas lieu. » C'est par cette boutade que le PDG du groupe Havas, M. Pierre Dauzier, a annoncé le mardi 11 avril qu'il quittait la présidence d'Eurocom, la filiale publicitaire de son groupe, dont les résultats en 1988 marquaient une nette progression. M. Dauzier sera remplacé à la tête d'Eurocom par M. Alain de Pouzilhac, jusque-là PDG d'HDM, la principale enseigne publicitaire d'Eurocom. M. Pierre de Plas, nommé il y a sept mois à la tête d'un autre branche d'Eurocom, Bélier-WCRS, devient administrateur directeur général d'Eurocom, et se verra confier une mission de conseil au sein du groupe Havas.

Cet armistice et l'effacement de M. Dauzier viennent clore — définitivement ? — de nombreuses rumeurs de personnes qui ont abouti au départ successif des deux précédents hommes forts d'Eurocom, MM. Douce et Brochand.

Le premier groupe publicitaire français ne semble pas avoir souffert financièrement de ces turbulences. Eurocom a réalisé en 1988, un chiffre d'affaires de 26,9 milliards de francs, soit une progression de 38 % (et de 21 % à structures comparables, puisque 1988 a vu l'entrée en vigueur des accords passés à l'inter-national par HDM et Bélier). Le résultat net total (part du groupe)

progressa de 55,5 % pour atteindre 144,1 millions de francs, dont 47,1 millions seront distribués en dividendes.

Le « général vainqueur » de ces guerres intestines, M. de Pouzilhac, à l'intention de mettre en œuvre, d'ici la fin de l'année, une stratégie qui vise à redonner à Eurocom une « identité professionnelle qui s'affirme », selon les mots de M. Dauzier. L'achat d'espaces d'Eurocom en France sera centralisé, et les bases d'une centrale d'achat d'espaces européenne seront jetées. Recusant tout abandon d'un des deux réseaux internationaux d'Eurocom, M. de Pouzilhac compte lancer, avec ses marques existantes, « de grandes offensives » à l'étranger comme en France, en excluant aucun moyen : rachats, accords, créations, etc.

Pas question non plus de vendre la branche « entreprises » d'Eurocom, spécialisée notamment dans l'emballage, et qui contribue pour 16 % au résultat, avec un chiffre d'affaires de 1243 millions de francs. Pour M. de Pouzilhac, Eurocom n'est « ni une holding financière ni une agence de publicité, mais un centre de pilotage » qui doit enfin permettre au groupe d'affirmer une stratégie internationale claire.

M.C.I.

● Gulf and Western se recentre sur la communication. — M. Martin Davis, président du conglomérat américain Gulf and Western, a annoncé le lundi 10 avril son intention de vendre sa filiale financière, The Associates. Le produit de cette vente — entre 3 et 5 milliards de dollars selon les experts — sera prioritairement réinvesti dans le secteur de la communication. Gulf and Western sera alors dépeçé pour devenir Paramount, du nom de sa principale filiale audiovisuelle.

● Le groupe canadien Hollinger Inc. renonce à s'associer au projet de quotidien 24 heures. — Le groupe canadien Hollinger Inc., dirigé par Conrad Black, et propriétaire notamment du *Daily Telegraph*, à Londres, renonce à participer au projet de quotidien français 24 heures, préparé par MM. Thomas Sebestyen, ancien vice-président du groupe Express, et Gérard Long, ancien directeur général de l'agence Reuters. Les négociations engagées depuis l'automne dernier viennent de tourner court et le groupe Hollinger Inc. attend désormais poursuivre ses recherches pour s'implanter sur le marché des quotidiens. MM. Sebestyen et Long se sont, de leur côté, immédiatement mis à la recherche de nouveaux partenaires.

● New World Entertainment rompt avec M. Giancarlo Parretti. — La société de production New

World Entertainment a rejeté l'offre de rachat de M. Giancarlo Parretti et a conclu un accord avec le groupe Andrew. Cette société, détenue à 57 % par M. Ronald Perelman (par ailleurs président du groupe de cosmétiques Revlon), va lancer une OPA sur New World Entertainment au prix de 8,95 dollars par action, offre supérieure à celle de M. Parretti qui, par l'intermédiaire de sa nouvelle société de production cinématographique Parthé Entertainment Inc., ne proposait que 8,20 dollars par action (138 millions de dollars au total). M. Parretti n'envisage pas de surenchère.

● Pearson et Elsevier envisagent une fusion. — Deux des plus grands groupes d'édition européens, le néerlandais Elsevier et le britannique Pearson, envisagent de renforcer leur coopération, entamée en septembre dernier, par l'échange de participations. Le président d'Elsevier, M. Pierre Vincken, a précisé, mardi 11 avril, que leur alliance pourrait évoluer vers une fusion complète ou se limiter à une « coopération plus détachée, par exemple, des joint-ventures ou des acquisitions communes ». Elsevier détient actuellement 8,3 % de Pearson, et Pearson contrôle 22,4 % d'Elsevier. Ces participations croisées pourraient augmenter jusqu'à 15 % et 25 % respectivement.

Économie

SOMMAIRE

■ Bien que modeste, la reprise de l'inflation inquiète les milieux économiques suisses (lire ci-dessous).

■ M. Pierre Bérégovoy demande aux compagnies pétrolières de modérer les

hausse des prix de l'essence (lire page 26).

■ Sans remettre en cause la loi sur le licenciement économique, M. Soisson souhaite renforcer le droit à la forma-

tion dans le cadre des conventions de conversion (lire page 25).

■ La Cour de justice européenne condamne les ententes tarifaires dans le transport aérien (lire page 26).

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de réduction de la dette

Le Mexique demande au FMI un prêt de 23 milliards de francs

Le Mexique vient de franchir un nouveau pas pour devenir le premier pays test de la nouvelle stratégie de réduction de la dette, dont le principe a été retenu lors des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la semaine dernière à Washington. Par une lettre d'intention rendue publique mardi 11 avril, Mexico s'engage à suivre les recommandations du FMI pour obtenir un prêt de 2,8 milliards de dollars de tirage spécial (23 milliards de francs) au titre de la « facilité élargie » couvrant une période de trois ans. Parallèlement, la négociation d'un prêt de 1,5 milliard de dollars (9,5 milliards de francs) auprès de la Banque mondiale et la volonté de restructurer la dette auprès des créanciers publics au Club de Paris devraient permettre aux Mexicains d'atténuer, le 19 avril, de déficits négociations avec les banques créancières, qui représentaient près de 70 % de l'endettement extérieur global du pays (100,3 milliards de dollars).

Parmi ceux qui font queue pour bénéficier du consensus international sur la nécessité d'alléger purement et simplement la dette de certains pays, le Mexique bénéficie de solides atouts pour jouer les têtes de liste. Stratégiquement, l'appui américain lui est assuré. Depuis l'éclatement de la crise de la dette avec ce même Mexique à l'été 1982, le soutien américain n'a jamais manqué à Mexico. Opérations de sauvetage, crédits-relais, les Mexicains n'ont cessé de jouer les cobayes parmi les grands débiteurs. Washington ne peut envisager une déstabilisation politique au sud du Rio Grande. Quant au potentiel impressionnant de ce pays, il a toujours attiré les convoitises des entreprises et des banques américaines par sa proximité et par les avantages salariaux ou pétroliers qu'il représente.

En près de sept ans de tentatives aux résultats incertains, le Mexique présente aujourd'hui toutes les caractéristiques retenues par la communauté internationale pour constituer à nouveau un test dont l'importance dépassera largement ses frontières : pays à revenu dit intermédiaire avec un produit national brut de l'ordre de 1 900 dollars par habitant, ses efforts de redressement économique et de diversification sont évidents.

Un « menu » de quatre options

Le pétrole, qui constituait l'écasante majorité de ses ressources extérieures, en représente aujourd'hui 55 %. L'inflation, de 159 % en décembre 1987, est revenue à un rythme annuel de 20 % en mars dernier et devrait, selon les objectifs gouvernementaux, être ramenée à 18 % à la fin de 1989. La libéralisation du commerce extérieur et la privatisation de 750 entreprises publiques — sur un total de 1 155 — constituent autant de preuves de la bonne volonté de Mexico à suivre les recommandations de son puissant voisin du Nord comme des organismes multilatéraux. Et pourtant, la croissance moyenne des sept dernières années a été proche de zéro et les rembourse-

ments sur la dette ont constitué une ponction nette équivalant à 6 % du PNB annuel.

Certains banquiers et responsables de l'administration américaine, prêts à étudier avec intérêt les propositions mexicaines, aimeraient avoir l'assurance d'un retour des capitaux en flux. Une nouvelle crédibilité et l'assurance d'une croissance recouvrée y suffiraient, répondent les Mexicains. Pour le moment, ces derniers proposent à leurs créanciers privés un « menu » de quatre options : de l'argent frais ; une capitalisation des intérêts courants sur la dette ; un rachat de dette tenant compte de la décade du marché parallèle contre la distribution d'obligations au taux du marché ; l'échange de créances contre des obligations dont le taux d'intérêt serait réduit pour tenir compte de cette décade.

Des crédits du FMI permettraient à Mexico de disposer des moyens financiers indispensables à de telles opérations. Une part des prêts de la Banque mondiale devrait assumer le cofinancement de certaines options. L'entrée en lice de ces deux organismes offrirait une garantie multilatérale de premier ordre aux banques créancières prêtes à jouer le jeu. Mais « l'art de la banque étant de prêter sans risque », comme le souligne récemment un haut fonctionnaire international, il est évident que les créanciers du Mexique arriveront, calculée en main, le 19 avril prochain, pour déterminer avec précision leurs exigences. Un round de négociations qui s'annonce aussi ardu que symbolique de la stratégie de la dette en cours d'élaboration.

FRANÇOISE CROUGNEAU

Les exportations technologiques vers l'Est

L'Australie devient membre du COCOM

Le COCOM, comité informel chargé de la surveillance des exportations de produits occidentaux de technologie « sensible » vers les pays communistes, a décidé de s'élargir à l'Australie qui devient le dix-septième membre, au moment où le COCOM est confronté à la nouvelle dédite Est-Ouest et au grand marché européen de 1993. Le COCOM comprend les membres de l'OTAN moins l'Irlande, mais avec le Japon. Réunis à Paris pour deux jours, les experts du COCOM ne semblent pas pouvoir répondre aux attentes de M. Gorbatchev qui ne cesse de réclamer un assouplissement des contrôles occidentaux. L'administration Bush ayant, semble-t-il, quel que difficultés à se mettre en place, les représentants américains du COCOM ne sont pas encore désignés.

En attendant, les Européens se sont interrogés sur une modification des règles d'exportation. Toute vente de matériel sensible doit faire l'objet d'une procédure de contrôle y compris pour une exportation, par exemple, de France, en Italie ou en RFA. Or, le marché unique prévoit une abolition des frontières. La contradiction devra être résolue, les Américains n'y étant pas défavorables à condition que les contrôles soient reportés aux frontières de la CEE.

Malgré une conjoncture toujours favorable

L'économie suisse est ébranlée par les « affaires »

BERNE
de notre correspondant

Modeste reprise de l'inflation et léger effritement de la monnaie avec le surchauffe qui pointe le bout de l'oreille : il n'en faut pas plus pour que les Suisses commencent à manifester quelques signes d'inquiétude. Certes, dans l'ensemble, la conjoncture reste favorable, mais la Confédération a toujours estimé qu'il valait mieux prévenir que guérir. Le principe s'applique d'autant plus par les temps qui courent que, dans le sillage du scandale de la « filière libanaise », diverses « affaires » viennent de mettre à l'épreuve certaines certitudes helvétiques. Accoutumés à voir leur pays cité en exemple pour ses performances économiques et à se prendre pour le premier de la classe, les Helvètes frémissent à la moindre alerte. Fin 1988, déjà, les indices avancés de nouvelles poussées inflationnistes avaient été perçus comme autant de signaux d'alarme.

Depuis le début de l'année, ces craintes se sont précisées avec des taux d'inflation de 0,5 % en janvier et en février, et de 0,3 % en mars. Ainsi, le mois dernier, le renchérissement annuel s'élevait à 2,3 %, contre 1,9 % une année auparavant. Cette accélération de la hausse des prix a d'abord été alimentée par la progression des cours du pétrole et par le redressement du dollar. Des facteurs internes, notamment la tension persistante sur le marché du travail, ont aussi contribué à accentuer cette tendance. Alors que le taux de chômage ne dépasse guère

0,7 %, les places vacantes en janvier atteignent le chiffre-record de 15 551.

L'économie tourne à plein régime. Les industriels suisses se montrent confiants pour les mois à venir et

coës sur les coûts et les prix par la pénurie de personnel.

Bien sûr, la lutte contre l'inflation demeure la priorité de la Banque nationale suisse (BNS). Il ne faut guère s'attendre à un renversement

des augmentations de tarifs de divers services. Le retournement des taux hypothécaires entraînera à son tour des hausses de loyer de l'ordre de 5 % à 10 %. Tout cela demeure néanmoins dans des normes suisses, les prévisions de l'inflation pour l'année en cours variant entre 3 % et 4 %, ce qui marque une hausse sensible par rapport aux 2 % de 1988.

Les poussées inflationnistes stimulées par les importations ont également été favorisées par l'affaiblissement du franc suisse et la détérioration des termes de l'échange. Habituellement, une monnaie forte, les Suisses découvrent soudain sa lente érosion. La devise vient non seulement de se déprécier notablement par rapport au dollar et au mark allemand, mais elle a aussi perdu 8 % en quinze mois par rapport au franc français. Le plus bas niveau depuis 1982 a été atteint. En janvier encore, les responsables de la BNS présentaient cette évolution comme une correction, renforcée par la baisse des taux d'intérêt en 1988. Le franc suisse, survolé à leurs yeux ces dernières années, retrouvait ainsi une parité plus adéquate.

Le raffermissement prédit se fait toujours attendre. Les responsables de l'institut d'émission comptent cependant enrayer cette tendance par une politique monétaire plus restrictive qui s'est déjà traduite par une hausse du taux d'intérêt.

En tout cas, il a suffi que la monnaie helvétique perde quelque 2 % de sa valeur moyenne pondérée depuis le début de l'année pour amener certains banquiers à se demander si la place financière suisse n'était pas en train de pâtir des renouveau qui ont récemment agité la Confédération. « Nous avons jusqu'ici bénéficié de la réputation d'une monnaie ferme et il importe maintenant de restaurer la crédibilité dans notre espace financier », déclarait l'un d'eux.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonce, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

En attendant sans doute de tirer d'autres conclusions de l'affaire de la « filière libanaise », le plus important trafic de narcodollars jamais découvert en Suisse, la commission fédérale des banques annonce, mardi 11 avril, un renforcement de la surveillance du commerce des billets qui, jusqu'ici, échappait pratiquement à tout contrôle.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

Le déficit commercial s'accroît

La Suisse a enregistré en 1988 un déficit commercial de 8,3 milliards de francs suisses (33 milliards de francs français environ), en augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. Sur le seul mois de janvier 1989, le déficit s'est élevé à 864 millions de francs suisses contre moins de 200 millions à la même époque, l'année précédente. Ce déficit est en partie provoqué par un déséquilibre des échanges avec la France, qui a enregistré l'an dernier un excédent commercial bilatéral de 13,5 milliards de francs français.

La France, qui réalise avec la Confédération son deuxième excédent mondial après celui enregistré avec la Grande-Bretagne, était l'an dernier le second fournisseur de la Suisse, avec 10,5 % des parts de marché (contre 34,2 % de parts pour la RFA) et son deuxième client. La Suisse n'était, en revanche, que le huitième client de la France. La Suisse, membre de l'AEL (1), ne réalise que 7 % de ses exportations auprès des autres pays membres, alors que 60 % de ses ventes à l'étranger sont effectuées auprès des pays de la CEE.

(1) L'AEL (Association européenne de libre-échange) se compose de six pays : l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

● **ERRATUM.** — Dans notre article sur la réunion du GATT à Genève (Le Monde du 11 avril), une coquille nous a fait écrire le contraire de ce que disait notre correspondant. Il fallait lire : « Les représentants de l'industrie européenne, après avoir banni (et non banni) le pugnacité italienne, se montraient satisfaits du résultat... »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BNP INTERCONTINENTALE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE, réuni le 3 avril 1989 sous la présidence de M. René THOMAS, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

	1988	1987	Evolution
Groupe de la BNP	Millions de F		%
Total du bilan	17.428	14.592	+ 19,4
Résultats consolidés (Part du Groupe)	247,5	195,8	+ 26,4
	220,9	162,5	+ 35,9
BNP			
Total du bilan	9.418	7.792	+ 20,9
Emplois clientèle	3.791	3.030	+ 25,1
Dépôts Clientèle	6.095	5.198	+ 17,2
Résultats d'exploitation	216,7	170,5	+ 27,1
Résultats nets	185	115,7	+ 59,9

La BNP Maison mère, les filiales de Tunisie et de Djibouti et les Sociétés mises en équivalence dont essentiellement la B.N.P. (LUXEMBOURG) S.A., ont fortement contribué à l'accroissement sensible des résultats nets consolidés, tandis que la B.M.C.I. au Maroc enregistrerait une baisse de ses chiffres.

Le bénéfice net de la BNP, en progression de près de 60 %, inclut la reprise d'une provision de 50 millions de francs devenue sans objet mais, non compris cet élément exceptionnel et hors plus-values, l'amélioration des résultats nets ressort à 25,4 %.

Cette évolution est conforme à celle des résultats d'exploitation qui progressent de plus de 27 % grâce aux performances de l'ensemble des succursales (La Réunion, Beyrouth, Ile Maurice et Chypre). Reposant pour 60 % environ sur le franc français, les résultats ont été très peu influencés par les variations monétaires, étant observé en outre que la livre libanaise a affiché une relative stabilité.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 13,00 francs par action, contre 11,00 francs l'exercice précédent, soit un revenu global de 19,50 francs, en augmentation de 18 % et d'offrir aux actionnaires une option pour le paiement du dividende en actions. De plus, l'Assemblée Générale Mixte se verra proposer une augmentation du capital par incorporation de réserves et distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes.

Les fonds propres, après répartition, s'établiront à 992,3 millions de francs, ce qui représente 10,5 % du total du bilan.

GROUPE



JP 11/20/150

مكتبة الدار

Économie

SOCIAL

Les conditions du licenciement économique

M. Soisson souhaite une négociation sur l'aménagement des conventions de conversion

M. Jean-Pierre Soisson a achevé une première série d'entretiens avec les partenaires sociaux sur son projet de loi sur la prévention et les conditions du licenciement économique, es recevant, le mardi 11 avril, le CNPF. La délégation patronale, qui était conduite par M. Pierre Guillen, vice-président, a émis une opinion « réservée », ne voyant pas la nécessité de modifier la législation actuelle puisque

M. Soisson, qui sait qu'il joue une rude partie sur le plan politique, est pressé par le calendrier. Du 20 au 22 avril, il aura une nouvelle série d'entretiens officiels avec les partenaires sociaux — la concertation officielle étant permanente — à partir d'une ébauche de projet de loi. Le 24 avril, l'avant-projet doit être envoyé au Conseil d'Etat afin que le conseil des ministres puisse l'examiner le 3 mai et que le débat parlementaire puisse commencer le 23 mai. D'ici là le ministre va prendre une initiative. Dès la semaine prochaine, il pourrait adresser une lettre aux signataires de l'accord interprofessionnel du 26 octobre 1986 — ainsi qu'à la CGC qui ne l'avait pas signé — pour leur demander d'engager une négociation sur un aménagement des conventions de conversion.

Ces conventions de conversion avaient été mises au point dans l'accord du 26 octobre 1986 — destiné alors à prévoir des garanties contractuelles après la suppression de l'autorisation administrative de licenciement — afin d'offrir aux salariés d'autres voies que le licenciement « sec ». Le contrat de travail était rompu immédiatement (à la différence du congé de conversion) mais le salarié obtenait son « assésiment » à une phase d'assistance pour son reclassement. Cette convention ne lui ouvrait pas tous les droits attachés au licenciement mais lui permettait d'obtenir une indemnité. Pendant une période de cinq mois, le salarié a droit à des actions de reclassement (jusqu'à 300 heures de formation) et à un revenu d'attente (83 % du salaire brut antérieur pendant deux mois et 70 % pendant trois mois).

Mais les conventions de conversion sont loin d'avoir répondu à l'attente des partenaires sociaux. Tant et si bien que la CFDT et FO ont demandé lors de la

concertation avec M. Soisson qu'une négociation soit engagée sur une amélioration des conventions de conversion, l'éventuel protocole d'accord étant ensuite intégré dans le projet de loi. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a même demandé que la situation des salariés de plus de cinquante-cinq ans soit intégrée dans cette discussion. Le CNPF, qui réunit son conseil exécutif le 17 avril, n'a pas encore donné sa réponse. Mais M. Soisson veut visiblement accélérer le mouvement. Dans sa lettre, il pourrait transmettre ses propres propositions visant à créer un véritable droit à la conversion, ce qui entraînerait une augmentation de la formation et une revalorisation du revenu d'attente (avec le concours de l'Etat). Ces propositions pourraient servir de base à la négociation, l'entourage du ministre souhaitant que celle-ci soit achevée avant le débat parlementaire du 23 mai.

Trois objectifs

Si cette initiative de M. Soisson était couronnée de succès, elle aurait beaucoup d'avantages. Elle ouvrirait d'abord la politique contractuelle avec un accord que pourrait signer FO. Elle verrait également quelque peu le débat parlementaire en évitant des « débordements » du côté des contristes ou du côté des communistes qui, comme la CGT, demandent le rétablissement pur et simple de l'autorisation administrative dont... M. Soisson, quand il était alors député PR, avait voté la suppression.

Pour l'heure, les syndicats ont plutôt réagi favorablement au mode de concertation choisi par M. Soisson, seul M. Vianet pour la CGT ayant redouté que les dispositions préparées aboutissent à « élargir encore plus le champ des décisions autoritaires du patronat en matière de gestion d'emplois ». M. Blondel a « regretté » le non-rétablissement de l'autorisation administrative mais il n'a pas formellement réclamé son rétablissement. Il s'est félicité de la démarche du ministre, tout comme M. Marchelli. « C'est la première fois que nous travaillons en pleine concertation », a affirmé le président de la CGC. M. Bornard (CFTC) a plaidé pour une gestion patrimoniale préventive de l'emploi et pour un renforcement des plans sociaux. M. Kaspar (CFDT) a estimé que pour l'autorisation administrative « la page était tournée ».

Le patronat reconnaît qu'il y a des mesures à prendre pour les conditions du licenciement des salariés de plus de cinquante-cinq ans, mais il jugerait néfaste un retour en *status quo* d'avant 1986. Toutefois, a dit M. Guillen, qui va se livrer à un « examen technique et juridique » des propositions du ministre, « si le projet de loi apporte des améliorations dont peuvent profiter à la fois les entreprises et les salariés, pourquoi pas ? » Quant à M. Bernasconi, pour la CCFPME, il a proposé un système de « bonus-malus » pour les cotisations patronales d'assurance-chômage afin que certaines entreprises aient la « notion qu'en licenciant il se crée une charge nouvelle » pour toutes.

M. Soisson, qui, pour ne pas avoir de mauvaises surprises du côté socialiste, a créé un groupe de travail entre son cabinet et le groupe parlementaire socialiste, ne veut pas, à la faveur de son texte, casser le mouvement de reprise des créations d'emplois. Il ne faut donc ni inquiéter ni irriter le patronat. En même temps, il veut enfin mettre sur pied « une gestion préventive des emplois et des formations ». Il

poursuit, en fait, un triple objectif. Le premier est de s'assurer son projet dans une perspective européenne afin de parvenir, avec les autres pays de la CEE, à une approche commune des restructurations. L'idée, soutenue par la CFDT, FO, la CFTC et la CGC, est de reprendre la définition du licenciement économique donnée par la directive européenne de février 1975 : « Le licenciement économique ne peut être inhérent à la personne du salarié ».

Actuellement, en effet, les textes législatifs et conventionnels ne donnent aucune définition du licenciement pour motif économique. Depuis les lois du 3 juillet et du 30 décembre 1986, seule la distinction entre licenciement d'ordre conjoncturel et licenciement d'ordre structurel a disparu. Toute recherche de définition renvoie à la jurisprudence pour laquelle il faut qu'il y ait suppression d'emploi pour que le licenciement puisse être qualifié d'économique. Ainsi, quand un salarié est licencié et que son emploi est maintenu, il ne peut s'agir d'un motif économique... mais personnel.

M. Soisson veut aussi parvenir à une modernisation négociée et à une gestion prévisionnelle des emplois. Enfin, il souhaite une protection accrue pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans. Tout n'est donc pas négociable dans le projet du ministre et il est clair que le patronat devra faire des concessions. Mais il pourrait obtenir satisfaction sur un point qui lui tient à cœur : le respect des délais de licenciement prévus dans la législation de 1986. La CFDT et la CGC ont, en effet, proposé une pré-information du comité d'entreprise — avant l'engagement de la procédure légale — pouvant permettre à celui-ci de recourir à des experts. Un point d'entente ?

MICHEL NOBLECOURT.

AFFAIRES

Le rapport Prévot sur les PTT

Les syndicats sur la défensive

« On ne dirige pas de grands ensembles comme les PTT avec un rétroviseur ni avec une godille : pour réussir, il faut voir large et loin et inviter les personnes concernées à partager cette perspective. » Ces propos de M. Paul Quilès commentant le rapport d'étape remis par M. Hubert Prévot sur les PTT (Le Monde du 11 avril) seront difficiles à faire passer, tant sont frileuses les premières réactions syndicales aux questions soulevées dans ce document.

La fédération CGT des PTT affirme que le rapport « évite soigneusement de poser les questions de fond des finalités du service public, de son fonctionnement, de sa gestion et de sa démocratisation, ainsi que les questions liées à la revalorisation de la profession et à la politique de l'emploi ». Selon elle, le rapport « enferme le débat dans la seule question du changement de statut des PTT et du per-

sonnel ». FO, pour sa part, affirme qu'« elle entrera dans le débat public si, et seulement si, deux conditions sont rigoureusement satisfaites : le respect de la Constitution de 1958 dans la gestion du service public des postes, télécommunications et de l'espace, et l'établissement d'une loi de finances et d'un budget spécifique au service public » des PTE. Enfin, la fédération CFDT-PTT déplore que « la volonté tant affirmée du gouvernement de rénover le service public ne semble pas vraiment présente dans ce rapport ». « Les premières pistes, ouvertes comme la possible remise en cause du système de mutations ou l'évocation d'une éventuelle transformation des PTT en établissement public ne peuvent que ramener le doute et la perplexité du personnel. Elles risquent de conduire à une rapide dégradation du climat social. »

EN BREF

● Recours CGT à Citroën-Asnières. — Le syndicat CGT de l'usine Citroën d'Asnières a déposé un recours auprès du ministre du travail à la suite du licenciement de deux candidats délégués du personnel et devant le tribunal des prud'hommes contre trente-neuf licenciements économiques décidés en juillet 1988 par la direction. Selon le syndicat, Citroën avait invoqué « une baisse des ventes des BX », ventes qui ont recommencé à progresser deux mois et demi plus tard, et depuis la direction a remplacé les licenciés par autant d'intérimaires et payé des heures supplémentaires. Le conseil de prud'hommes doit se prononcer lundi 17 avril.

● Blocage aux aciéries Aubert et Duval. — Des piquets de grève bloquent depuis le mardi 11 avril l'accès des camions aux aciéries Aubert et Duval d'Anzin-Compt (Puy-de-Dôme), où la majorité des salariés sont en grève depuis le 28 mars : ils réclament une augmen-

tation de 750 F par mois. La direction a prévu une hausse de 2 % au 1^{er} mars et de 250 F au 1^{er} avril, auxquelles elle a ajouté lundi dernier des hausses de 2 % pour les salaires inférieurs à 6 000 F par mois, de 1 % pour les autres, versées pour moitié au 1^{er} octobre, pour moitié au 1^{er} décembre. Ces propositions ont été rejetées par les syndicats.

● Indemnités de transport et d'hébergement pour les stagiaires en formation professionnelle. — Pour faciliter les stages de formation professionnelle, un décret publié au Journal officiel du mardi 11 avril accorde aux stagiaires pris en charge par l'Etat une indemnité de transport de 216 francs lorsque le stage a lieu à plus de 15 kilomètres de leur domicile, de 350 francs si la distance dépasse 250 kilomètres, et une indemnité d'hébergement de 534 francs par mois si le stage a lieu à plus de 50 kilomètres du domicile, de 668 francs au-delà de 250 kilomètres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

20 mars

1,426 MILLIARD DE FRF D'OBSAR PROPOSÉES

3 avril

2,046 MILLIARDS DE FRF D'OBSAR SOUSCRITES

Devant l'intérêt suscité par notre émission, nous en avons porté le montant au maximum autorisé. Placée en deux jours, la part réservée aux investisseurs étrangers (620 MF) a été souscrite cinq fois. Le seuil maximal de souscriptions en France ayant été atteint dès le 3 avril 1989, nous avons été contraints d'anticiper la clôture de l'opération. Nous prions les personnes dont la demande n'a pu être satisfaite de nous excuser.

Merci à nos actionnaires de la confiance qu'ils nous ont témoignée.



Lyonnaise des eaux

Économie

AFFAIRES

Concurrence déloyale à Compiègne

Une vingtaine de magasins condamnés pour ouverture le dimanche

Une vingtaine de magasins de grande surface, autour de Compiègne (Oise), qui ouvrent le dimanche, ont été condamnés, mardi 11 avril, pour « concurrence déloyale » par le tribunal de commerce. Le tribunal a en effet estimé, dans son jugement, que « le fait de transgresser la loi pour tenter de spolier un concurrent de sa clientèle est, à l'évidence, une concurrence déloyale ». Jusqu'ici, les condamnations pour ouverture dominicale faisaient état d'infractions à la législation du travail.

Les grandes surfaces (comme Conforama, Décathlon, La Flèche, Spécial-Cuisines, etc.), condamnées à ne plus ouvrir le dimanche, avec

astreintes de 3 000 F à 10 000 F par jour d'ouverture, et à verser aux commerçants du centre-ville des dommages-intérêts allant de 4 000 F à 15 000 F, ont annoncé leur intention de faire appel de ce jugement.

Une association de commerçants locaux du centre de Compiègne, le Groupement des commerçants associés de Compiègne (GCAC), est à l'origine des poursuites. Chaque membre de cette association avait, en janvier, porté plainte contre un magasin du même secteur d'activité ouvert le dimanche à la périphérie de la ville. Deux commerçants de la périphérie, qui n'employaient pas de personnel le dimanche, ont été relaxés.

Automobiles

Ralentissement des immatriculations en mars en France

Après des mois de hausses continues et fortes, le marché automobile français a marqué une pause en mars. Avec 210 000 unités, les immatriculations ont chuté de 3,3 % par rapport à mars 1988, mais tenant compte du nombre de jours ouvrables (vingt-deux en 1989, vingt-trois l'an dernier), ce chiffre correspond à une hausse de 1,1 %. Il faut la comparer aux + 14,8 % de janvier et aux + 14,6 % de février. Les ventes de voitures françaises ont décliné de 4,1 %, les marques étrangères n'ont

baissé que de 1,8 % représentant 33,8 % du marché. Sur les trois premiers mois de 1989, les marques étrangères progressent de 12 % à 36,1 % du marché et les françaises de 7,4 % seulement. PSA enregistre, pour le premier trimestre, une hausse de 10 % (à 33,5 % du marché) grâce aux 11,3 % de progression de Citroën (12,8 % du marché) et aux 8,8 % de Peugeot (22,7 % du marché) et Renault gagne 4,8 % (28,3 % du marché).

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a invité, avec insistance, les compagnies pétrolières, en particulier celles qui sont contrôlées par l'Etat, comme Elf-Aquitaine et Total, à modérer leurs augmentations du prix de l'essence à la suite de la récente hausse des cours internationaux du brut.

« Nous constatons, aujourd'hui, une répercussion anticipée des hausses, permettant un accroissement sensible des marges de distribution de la plupart des compagnies », a-t-il indiqué, en rappelant que les compagnies mettent habituellement dix-huit jours à répercuter à la pompe les hausses intervenant sur le marché international.

« Le gouvernement attend des entreprises pétrolières, et d'abord des entreprises publiques ou à capitaux publics, qu'elles se montrent exemplaires en matière de prix et de concurrence. J'invite les automobilistes à choisir le meilleur prix et je demande aux compagnies pétrolières de revenir à la raison », a poursuivi le ministre.

Les hausses du pétrole et les restructurations dans le nucléaire

M. Bérégovoy invite les compagnies pétrolières à modérer les hausses de l'essence

Selon le ministre, « la marge appliquée au prix du litre d'essence s'est trouvée majorée jusqu'à 10 centimes » par certaines compagnies.

Le prix du super a enregistré, la semaine dernière, sa plus forte hausse hebdomadaire depuis le début de l'année : il a gagné 11 centimes à la pompe pour s'établir, en moyenne, à 5,35 F le litre le 10 avril.

La hausse des cotations internationales du super et du brut explique ce bond, selon les analystes, bond qui n'est pas terminé.

Entre le 26 décembre et le 10 avril, le prix du super à Rotterdam est passé de 0,77 F à 1,19 F par litre, soit plus de 42 centimes, souligne-t-on à l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP).

Dans le même temps, le prix moyen hors taxes est passé en France de 1,15 F à 1,46 F le litre, soit 31 centimes de plus.

Depuis trois ans, rappelle l'UCSIP, la fiscalité sur le litre d'essence n'a cessé de croître, passant de 66 % en janvier 1986 à 77 % en 1987, puis à 80 % actuellement.

La France et la RFA envisagent une « coopération » dans le retraitement nucléaire

L'un des plus importants producteurs privés d'électricité d'Allemagne fédérale, PreussagElektra (du groupe pétrolier Veba), a annoncé, mardi 11 avril, l'ouverture de négociations avec la COGEMA française en vue d'une « coopération approfondie » dans le domaine du retraitement nucléaire. Un accord d'intention en ce sens a été signé le 3 avril, selon une déclaration publiée par Veba, qui précise que les gouvernements des deux pays, informés au préalable, considèrent de façon positive ce rapprochement.

Dans un communiqué publié mardi, le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Friedhelm Ost, souligne que « la déclaration commune affirme la nécessité du retraitement des combustibles nucléaires irradiés ». Or la RFA n'a pas de centre de retraitement nucléaire et a

commencé à en construire un à Wackersdorf (en Bavière). Il sera terminé au plus tôt en 1995, si tous les délais sont tenus, ce qui est peu envisageable au vu de la guerre juridique engagée à son encontre par le puissant mouvement écologiste anti-atome allemand. Qualifiant cet accord de « déclaration d'intention non liante », M. Ost affirme que la collaboration entre les deux firmes n'interviendrait au plus tôt qu'en 1999 dans le domaine du retraitement.

Ce rapprochement franco-allemand interviendrait alors que les deux firmes KWU (Siemens) et Framatome ont conclu un accord, en cours d'examen à Paris, pour l'exportation de centrales nucléaires. EDF, de son côté, souhaite vendre de l'électricité en RFA. — (AFP.)

Les ministres des finances et de l'industrie signent le contrat de plan d'EDF

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, et M. Roger Fauriol, ministre de l'industrie, ont signé officiellement le contrat de plan sur quatre ans (1989-1992) d'EDF, mardi 11 avril. Il prévoit une plus grande autonomie de gestion de l'établissement dans le cadre d'un engagement précis de part et d'autre (le Monde du 25 mars).

Les prix de l'électricité devaient évoluer de 1,5 % au-dessus de l'inflation, grâce à une baisse de 2,2 % par an des prix de revient. Le surplus dégagé devrait être investi dans la qualité des lignes et des services de distribution du courant (21,5 milliards de francs sur la période) et dans une réduction de 20 milliards de l'endettement (le dette d'EDF était de 233 milliards à la fin 1988).

EDF n'entend pas procéder à des

réductions accrues de ses effectifs, mais il faudra « vendre plus, plus intelligemment, vendre des services plus que des kilowattheures, exporter et favoriser au maximum les échanges internationaux », a indiqué le président, M. Pierre Delaporte. Cette augmentation des ventes, une stratégie d'EDF, sera effectuée, y compris à l'étranger, en particulier en Grande-Bretagne, en profitant de la privatisation des compagnies productrices de ces pays. L'établissement prendra aussi des participations chez des gros clients et revendra certaines autres détenues aujourd'hui et « dormantes ».

En 1988, EDF a réalisé une perte de 1,8 milliard de francs du fait de la « déviance de l'investissement ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES DE DUMENIL LEBLE

Les Conseils d'Administration de CERUS et DUMENIL LEBLE qui se sont réunis le 31 mars et le 3 avril 1989 ont approuvé à l'unanimité les nouvelles conditions de l'Offre Publique d'Echange présentée conjointement par CERUS et DUMENIL LEBLE.

Bien que convaincus du bien-fondé de la parité initiale, ils ont décidé d'améliorer les conditions de l'offre afin d'assurer à cette opération une totale réussite, marquant ainsi leur volonté de privilégier les liens unissant CERUS à DUMENIL LEBLE.

Les dirigeants de CERUS, principal actionnaire de DUMENIL LEBLE avec près de 30 % de son capital, et ceux de DUMENIL LEBLE sont en effet plus que jamais convaincus de l'opportunité de ce rapprochement. En bâtissant une holding industrielle et financière aux dimensions des nouveaux enjeux européens, ils pourront mettre en œuvre la synergie existant entre un groupe bancaire et un portefeuille diversifié de participations. Avec une présence du Nord au Sud de l'Europe, leur stratégie sera résolument axée sur la recherche de la rentabilité et le respect des actionnaires.

CERUS et DUMENIL LEBLE tiennent dès à présent à remercier tous ceux qui leur ont d'ores et déjà fait confiance.

Modalités des Offres Publiques d'Echange:

27 actions CERUS pour 10 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1^{er} janvier 1988 • 53 actions CERUS pour 20 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1^{er} janvier 1989 • 1 bon de souscription "A" CERUS pour 1 bon de souscription "A" DUMENIL LEBLE • 1 bon de souscription "B" CERUS pour 1 bon de souscription "B" DUMENIL LEBLE • Les actionnaires qui n'auraient pas 10 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1^{er} janvier 1988 ou 20 actions DUMENIL LEBLE, jouissance 1^{er} janvier 1989, ou un multiple de ces nombres, pourront acquérir les titres complémentaires pour pouvoir venir à l'échange, ou céder les titres en excédent, sur le marché au comptant • Cette offre est valable jusqu'au 28 avril 1989 inclus.

CERUS et DUMENIL LEBLE

Une note d'information commune aux sociétés CERUS et DUMENIL LEBLE (visa COB n° 89.99 en date du 21/03/89) présentée par la Banque Indosuez, la Banque Nationale de Paris, la Banque Worms et la Banque Paribas d'Investissement et d'Arbitrage est tenue gracieusement à la disposition du public auprès des intermédiaires financiers. Les termes de la surenchère de CERUS ont fait l'objet d'un visa COB n° 89.120 en date du 5 avril 1989.

TRANSPORTS

Un arrêt de la Cour européenne de justice réaffirme l'obligation de la libre concurrence aérienne

Les experts de la Commission de Bruxelles se penchent sur l'arrêt rendu, le 11 avril, par la Cour européenne de justice de Luxembourg pour apprécier l'importance du coup d'accélérateur donné par celle-ci à la libéralisation du transport aérien.

L'affaire, qui avait été portée devant le juge européen par l'association ouest-allemande de lutte contre la concurrence déloyale, avait été provoquée par la vente en RFA de billets émis en Grande-Bretagne sur des vols Lisbone-Francfort-Tokyo, qui coûtaient 60 % moins cher que les billets Francfort-Tokyo « normaux », en raison des différences de taux de change entre le Portugal et la RFA.

Le plaignant avait fait valoir que les tarifs aériens pratiqués au départ de la RFA devaient être homologués par le ministre fédéral des transports, et conformes aux accords de l'Association du transport aérien international (IATA). La Cour a répondu que les règles du traité de

Rome interdisaient les accords tarifaires contraires à l'exercice de la libre concurrence. « Les conventions bilatérales et multilatérales sur les tarifs applicables aux vols réguliers sont nulles », aux termes de l'article 85. La Cour n'exclut pas que des exceptions soient consenties par les gouvernements, mais elle demande à ceux-ci de justifier les protections exorbitantes consenties pour cause de service public, par exemple.

Il faudra être sûr que la Cour de Luxembourg entend traiter de la même manière les vols internationaux et les vols internes à la CEE. Toutefois, son arrêt du 11 avril est un nouveau coup de semonce à l'égard des compagnies nationales et des gouvernements qui retardent l'accomplissement des règles protectionnistes en vigueur dans le transport aérien européen, et donne raison aux plus libéraux, que sont les Britanniques, les Néerlandais et les Irlandais.

Selon le président d'Aérospatiale

Dassault pourrait participer à l'Airbus A-320

L'Aérospatiale est prête à voler au secours de Dassault, qui la laisse de son plan de charge oblige à réduire ses effectifs et à fermer certaines de ses usines, comme celle de Colombiers (Haute-Garonne). M. Henri Martre, son président, a reconnu, dans le journal *La Croix* du 12 avril, que son entreprise menait « des discussions avec cette société pour déterminer dans quelles conditions nous pouvons participer à la solution de ses problèmes ».

Il a ajouté : « Nous discutons actuellement du transfert à Dassault d'autres tranches notamment sur l'Airbus A-320. Le problème majeur est tout de même de savoir quelle politique de restructuration la société Dassault entend mener en matière industrielle ».

A propos d'un rapprochement éventuel avec Dassault, M. Martre conclut : « Là, il faut être clair : c'est une décision qui appartient à notre actionnaire, l'Etat. Je sais que la politique à mener fait l'objet de réflexions importantes, nous devons attendre patiemment ce que l'actionnaire décidera ».

A mach 1,8

Un Concorde de British Airways perd un morceau de son empennage

Comme un vulgaire sous-marin américain usagé, un Concorde de British Airways a perdu, le 11 avril, à la vitesse de mach 1,8 (1 800 kilomètres/heure), un des stabilisateurs de son empennage, quelques port au-dessus de la mer de Tasmanie, entre Christchurch (Nouvelle-Zélande) et Sydney (Australie). L'avion, qui effectuait pour le premier fois un voyage entièrement supersonique autour du monde, transportait des touristes américains ayant payé 38 000 dollars (250 000 francs) pour un voyage de trois semaines.

Un bruit sourd a précédé d'importantes vibrations et le commandant de bord a déclaré aux passagers qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter mais qu'une pièce de l'avion s'était détachée.

La suspension a duré vingt-deux minutes. L'avion s'est posé sans encombre à Sydney où tous les services de sécurité avaient été mis en état d'alerte. Il manquait 2,7 mètres d'empennage à l'arrière de l'avion. — (AFP, Reuters, AP.)

Handwritten signature and date: 13/04/89

Économie

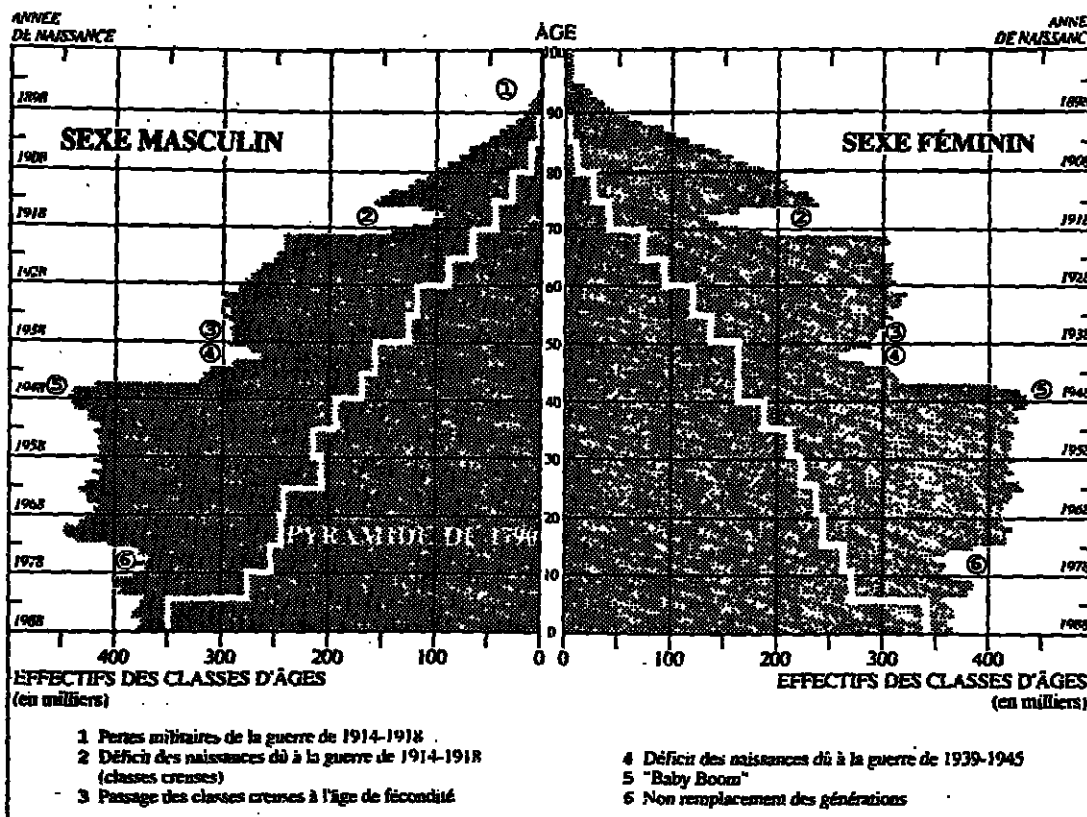
DÉMOGRAPHIE

Depuis 1789, l'espérance de vie de la population française a triplé

En deux cents ans, la France a doublé sa population. Celle-ci continue à croître deux fois plus qu'en 1789 : si le nombre annuel des naissances a diminué de plus d'un quart, le nombre annuel des décès, lui, a baissé de 44 %. Avec un nombre de naissances inférieur de 36 %, le nombre d'enfants de moins de quatre ans est aujourd'hui supérieur à ce qu'il était à la veille de la Révolution française.

Ces deux faits massifs, que présente M. Michel Lévy dans le bulletin *Population et sociétés*, publié par l'Institut national d'études démographiques, illustrent la « transition démographique » de la France, c'est-à-dire le passage d'une natalité et d'une mortalité fortes à une natalité et une fécondité faibles. Ce passage a commencé dès le début du dix-huitième siècle dans certaines régions, mais c'est au cours des années de la Révolution et de l'Empire que l'évolution s'est accélérée.

Sur le plan démographique, la France est aujourd'hui parvenue à un palier. Qu'il s'agisse des naissances — 770 000, soit 13,8 pour mille, — de la fécondité (1,82 enfant par femme), — de la mortalité (soit 9,4 pour mille, comme en 1987, — les chiffres sont pratiquement stables depuis plusieurs années (depuis 1983 pour la fécondité). Seule la mortalité infantile continue à baisser lentement : elle était déjà descendue à 7,7 pour dix mille naissances vivantes contre 9,1 cinq ans auparavant. Elle contribue à accroître l'espérance de vie à la naissance qui atteint 80,6 ans pour les femmes, 72,3 pour les hommes.



En 1789, on atteignait à peine le tiers de cette durée : 28,1 ans pour les femmes et 27,5 pour les hommes, la différence entre les sexes étant moindre qu'aujourd'hui. En 1789, exceptionnellement, il n'y avait eu que 936 000 décès, soit 33,4 pour mille, un chiffre « historiquement bas ». Mais la mortalité, en fait, stagnait depuis une trentaine d'années en raison des difficultés d'approvisionnement en grains — cause récurrente de famines tout au long de

l'âge classique, la spéculation s'ajoutant aux mauvaises récoltes — et des épidémies.

L'inoculation préventive de la variole restait combattue par nombre de médecins et d'ecclésiastiques. Après la mort de Louis XV, victime de la maladie, en 1774, son petit-fils, le jeune Louis XVI, ses deux frères et sa sœur s'étaient fait « inoculer » la variole, comme avait fait dix-huit ans plus tôt le duc d'Orléans pour ses enfants, dont le futur Philippe-Egalité. Mais c'est seulement

l'invention du « vaccin » par Jenner en 1797 qui permit de vraiment prévenir la maladie.

Les épidémies levaient en particulier un lourd tribut sur les jeunes enfants : sur la décennie 1780-1789, le taux de mortalité infantile pendant la première année était de 2 780 pour dix mille naissances. Si bien qu'avec 1 080 000 naissances en moyenne par an, contre 770 000 actuellement, on ne comptait que 3 463 000 enfants de moins de quatre ans, contre 3 735 000 aujourd'hui.

En 1789, cependant, le nombre de naissances (estimé à 1 052 000) avait diminué pour la troisième année consécutive, et, avec environ cinq enfants par femme, la fécondité était déjà « basse » par rapport aux autres pays (aujourd'hui, elle est plus élevée dans beaucoup de pays africains). Cela tenait à l'espace-temps entre les naissances dû à la durée d'allaitement, quelquefois à des pratiques anticonceptionnelles — pourtant condamnées — et surtout au recul de l'âge au mariage (deux ans au cours du dix-huitième siècle) déjà élevé : 28,5 ans pour les hommes, 26,5 pour les femmes.

Ce mouvement reflétait les difficultés économiques de la période : « réaction d'une population de paysans qui n'a plus de terres à défricher, ne dispose que de peu d'industrie, est peu portée ou peu poussée à émigrer et vit, surtout, en familles conjuguées, ce qui facilite une prise de conscience de la difficulté d'établissement des enfants, parce qu'on sait ne pouvoir compter sur la parenté étendue pour y pourvoir », écrivent deux démographes, Louis Henry et Jacques Houdaille (1).

Mais en raison de la natalité comme de la mortalité, la population française était extrêmement jeune, puisque les moins de vingt ans en formaient 40 %, les soixante ans et plus 8,5 % seulement. Aujourd'hui, la population de la France vieillit, « inexorablement ». Les « soixante ans et plus » en représentent 19 %, presque autant que les moins de quinze ans. La proportion de moins de vingt ans est encore de 27,9 %, mais elle diminue de 0,3 point par an.

GUY HERZLICH.

(1) *Population* (INED), 1979, pp. 403-441.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

L'ASSOCIATION MONNAIE-FINANCE-BANQUE
UNIVERSITÉ PARIS-I PANTHÉON-SORBONNE



le mercredi 19 avril 1989
DANS LES SALONS
DE L'HOTEL MEURICE

UN
COLLOQUE dirigé et animé par

André de LATTRE
Président de la Standard Chartered, Paris
Perspective de la place de Paris dans l'optique 93

Christian de BOISSIEU
Professeur à l'université Paris-I
Les enjeux de la concurrence

PARIS-LONDRES :
UNE CONCURRENCE ACCRUE

Enjeux et Perspectives

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANEXI

RESULTAT NET 1988

Le Conseil d'Administration de la BANEXI, réuni le 31 Mars sous la présidence de M Gérard NOUÏS, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'est établi à 206,8 millions de francs, marquant ainsi une progression de 22 % sur celui de l'année précédente.

Le Conseil a noté les faits marquants de l'exercice :

- volume d'investissements de 432 millions de francs (1987 : 353 millions de francs),
- plus-values de cession : 82 millions de francs (1987 : 53 millions de francs),
- commissions d'ingénierie : 40 millions de francs (1987 : 27 millions de francs).

Comme il l'avait indiqué au Conseil du 30 Novembre 1988, M Gérard NOUÏS a rappelé que, étant appelé à faire valoir ses droits à la retraite, il demandait à être déchargé de ses fonctions de Président.

M. Georges CHODRON de COURCEL, précédemment Vice-Président, est nommé Président du Conseil d'Administration.

M. Elie GREGOIRE SAINT MARIE est confirmé dans ses fonctions de Directeur Général.



INTERNATIONAL BANKERS FRANCE

Le Conseil d'Administration de la banque International Bankers France réuni sous la présidence de Michel Marcelet de Bren vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1988 qui traduisent les évolutions suivantes :

le total de bilan progresse de 12,5% sur 1987 et s'établit à F. 3.618 millions de francs,

la part des crédits en devises dans le total du bilan a été considérablement réduite en raison de la diminution sensible et volontaire du financement du négoce international,

les dépôts ont augmenté de 50%, leur collecte demeure un des objectifs prioritaires de la banque,

le résultat brut d'exploitation est à fin 1988 en augmentation de 50% et le bénéfice net passe de F. 15.163 millions à F. 41.671 millions, le Conseil d'administration ayant décidé de poursuivre sa politique de prudence et d'affecter une part importante du bénéfice brut à la constitution de provisions complémentaires.

Le bénéfice 88 n'étant pas distribué, les fonds propres de la banque sont portés à F. 173 millions. Ils seront renforcés au 30 juin par une augmentation de capital importante qui sera faite par l'actionnaire unique d'International Bankers France, sa maison-mère, dont le Conseil vient d'autoriser cette opération.

Enfin le Conseil d'International Bankers France a porté M. Jean-Maxime Lévêque à sa vice-présidence. Il est en outre président de la holding du groupe ainsi que des filiales de Luxembourg et Londres.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

de

INTERNATIONAL PAPER

sur

AUSSEDAT REY

Dans le cadre de son Offre Publique d'Achat, International Paper invite les actionnaires d'Aussedat Rey à lui apporter leurs actions au prix de :

675 F par action

Cette offre est valable jusqu'au
20 Avril 1989 inclus

Après cette date, les ordres d'apport à l'Offre Publique ne seront plus reçus.

Par ailleurs, International Paper a pris l'engagement d'acheter, sur le marché, jusqu'à cette date toutes les actions Aussedat Rey, au même prix de 675 F par action.

Tous les actionnaires sont donc invités à consulter rapidement leur intermédiaire financier.

Une note d'information ayant reçu le visa n° 89-97 en date du 17 mars 1989 de la Commission des Opérations de Bourse peut être obtenue sans frais auprès de :

MM. LAZARD FRÈRES & Co,
121, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Marchés financiers

BOURSE DU 12 AVRIL

Règlement mensuel											
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3988	C.A.E. 3% *	2805	3045	3040	+ 0.96	1330	Lafon *	1381	1386	1383	+ 0.14
1061	B.A.P. T.P.	1024	1028	1032	+ 0.39	1340	Lagaray *	3257	3250	3240	- 0.48
1205	C.C.F. T.P.	1226	1220	1222	- 0.41	1350	Lagaray (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1166	Edif. Lyon. T.P.	1158	1159	1158		1360	Lafont *	1381	1386	1383	+ 0.14
1129	Renault T.P.	1192	1180	1180	- 0.71	1370	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1282	St-Germain T.P.	1301	1302	1302	+ 0.08	1380	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1282	St-Germain T.P.	1301	1302	1302	+ 0.08	1390	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1328	Thomson T.P.	1388	1388	1388	0.00	1400	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Accor	617	618	619	+ 0.32	1410	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Al-Liquide	585	584	583	- 0.34	1420	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1310	Alcatel *	2281	2205	2200	+ 0.31	1430	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1310	Alcatel *	2281	2205	2200	+ 0.31	1440	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
1310	A.L.S.J.P.	2130	2225	2225	+ 1.16	1450	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Alstom *	580	577	580	+ 2.78	1460	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
2590	Alstom. Prém.	2505	2600	2600	- 0.19	1470	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
676	Ausimont-Heyl *	676	676	676		1480	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
676	Ausimont-Heyl *	676	676	676		1490	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
676	Ausimont-Heyl *	676	676	676		1500	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
410	B.A.P. *	430	432	435	- 1.16	1510	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
815	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1520	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1530	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1540	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1550	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1560	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1570	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1580	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1590	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1600	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1610	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1620	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1630	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1640	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1650	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1660	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1670	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1680	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1690	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1700	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1710	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1720	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1730	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1740	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1750	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1760	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1770	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1780	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1790	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1800	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1810	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1820	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1830	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1840	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1850	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1860	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1870	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1880	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1890	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1900	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1910	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1920	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1930	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1940	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1950	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1960	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1970	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1980	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	1990	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2000	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2010	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2020	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2030	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2040	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2050	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2060	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2070	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2080	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2090	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2100	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2110	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2120	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2130	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2140	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2150	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2160	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2170	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2180	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2190	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2200	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2210	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2220	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2230	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2240	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2250	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2260	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2270	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2280	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2290	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2300	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2310	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2320	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2330	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2340	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2350	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2360	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2370	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2380	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2390	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	332	+ 1.40	2400	Lafont (D.P.) *	2060	2040	2047	+ 0.33
570	Bell-Engelbert *	330	330	33							

Comptant (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours							
Obligations																										
Emp. 6,00 % 77					124 65	7 812	C.C. (Financ. del. Cl. Maritima					187 30		Loire (Stal)					3480	2375	Vitré			.....	1378	
5,90 % 78/82					101 36	7 357	Cl. Maritima					893		Loire (Stal)					1474	.....		Wolff			.....	143
10,80 % 79/84					104 80	6 510	Cl. Maritima					1700		Loire (Stal)					.....	108 20		Wolff			.....	181
12,25 % 80/80					102 54	11 382	Cl. Maritima					1185		Loire (Stal)					.....	142 10		Wolff			.....	.....
16,20 % 82/80					105 10	3 950	Cl. Maritima					690		Loire (Stal)					.....	100 10		Wolff			.....	.....
10,80 % 82					107 55	13 498	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	145 15		Wolff			.....	.....
10,80 % 82					109 25	.....	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	140 50		Wolff			.....	.....
13,40 % oct. 84					118 52	4 112	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	300 20		Wolff			.....	.....
12,20 % oct. 84					109 65	6 217	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	507		Wolff			.....	.....
1 % An. 85					111 80	1 801	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	2305		Wolff			.....	.....
10,28 % mars 86					106 20	3 571	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	1238		Wolff			.....	.....
CRF 12,75 % 83					2020	.....	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	738		Wolff			.....	.....
CRF 10 % 2000					109 17	8 767	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	222 70		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 1987					108 82	2 255	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	223		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 1996					104 20	1 833	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	235		Wolff			.....	.....
Cl. Franco 93					101 95	2 480	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	214		Wolff			.....	.....
CRB Bep. jans. 82					102 75	2 480	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRB Bep. jans. 82					102 75	2 480	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRB Bep. jans. 82					102 75	2 480	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 11,20 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,30 % 86					103 85	2 083	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 11,20 % 86					107 10	8 876	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 9 % 88					96 50	0 111	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,95 % oct. 88					106 80	2 748	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
C.A.L.A. 17					.....	507	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
C.A.L.A. 17					.....	507	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
C.A.L.A. 17					.....	507	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611	Cl. Maritima					585		Loire (Stal)					.....	280		Wolff			.....	.....
CRF 10,50 % 85					108 15	3 611																				

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Frsts incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frsts incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frsts incl.	Rachet net
I.A.A.	587.46	983.38	France Obligations	445	440 08.6	Parivision Realties	179.82	176.29
edifics	222.29	218.94	France	453.48	440.27	Parivision	642.08	628.38
edifics France	510.28	461.02	France Placements	10.14	87.22	Particip Placements	363.93	262.62
edifics France	60.71	57.62	France Placements	1185.12	1020.00	Particip Placements	743.79	770.94
edifics France	59.18	56.04	France Placements	29.93	29.93	Particip Placements	11.10	11.10
G.S.F. Action (en CPM)	1129.86	1102.11	France Placements	27.32	27.24	Particip Placements	74735.36	74735.36
G.S.F. 5000	619.65	604.55	France Placements	33.26	32.77	Particip Placements	57890.76	57890.76
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	114488.67	114488.67	Particip Placements	56107.64	56107.64
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	242.10	238.52	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	863.04	841.98	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	29.38	27.49	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	4055.12	4050.00	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	863.04	841.98	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	11448.86	11280.65	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	1180.36	1182.22	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	61081.85	60929.63	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	159.84	159.32	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	1158.43	1083.62	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	10384.57	10385.70	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	688.98	672.71	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	203.08	197.17	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	248.18	244.48	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	238.32	237.51	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	271.26	268.96	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	252.79	278.61	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	348.46	323.51	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	284.71	284.71	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	430.09	401.04	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	144.78	138.22	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	209.55	200.43	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	374.73	357.74	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	8121.08	8153.42	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	11252.51	11255.01	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	222.82	223.08	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	749.38	741.97	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	209.25	204.78	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	486.82	482.36	Particip Placements	1167.74	1159.61
G.S.F. 5000	1108.52	1097.54	France Placements	685.56	675.30	Particip Placements	1167.74	1159

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 12 1/4	COURS DES BILLETS	
			À vue	Vente
Esne-Usine (5 t)	6 356	6 366	6 410	6 560
Alu	7 032		7 227	7 447
Aluminex (100 DME)		337 610		340
Alu (100 lb)	16 125	16 132	15 967	16 800
Pays-Bas (100 lb)	298 210	298 230	298 900	309 500
Alu (100 lb)	86 810	86 820	86 800	87 500
Aluminex (100 lb)	33 862	33 862	33 800	34 500
Horvath (100 lb)	10 788	10 770	10 430	11 180
Alu (100 lb)	3 972	3 978	3 760	4 050
Alu (100 lb)	3 972	3 978	3 760	4 050
Alu (100 lb)	4 408	4 408		
Alu (100 lb)	36 300	36 300	36 300	36 300
Alu (100 lb)	90 300	90 360	90 500	102 800
Alu (100 lb)	47 398	47 480	46 500	49 800
Alu (100 lb)	5 440	5 440	5 220	5 750
Alu (100 lb)	4 693	4 693	4 300	4 600
Alu (100 lb)	5 348	5 356	5 190	5 670
Alu (100 lb)	9 740	9 792	4 650	4 650

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 12/4		
Or fin (à la onze)	78500	78500	C. d'Inde, roupies	80
Or fin (à la douze)	78500	78500	Cassene	348 80
Pièce française (20 fr)	452	455	Gachet	84
Pièce indienne (100)	338	338	Gay Darguino	688
Pièce malaise (20 fr)	465	467	Harper-Hopkins-Zim	210
Pièce indonés (20 fr)	465	460	Hongkong	276
Pièce néo-zéland	574	579	Manila Interoceanic	240
Pièce de 10 dollars	2740	2720	Mercantile (poids)	24 90
Pièce de 10 dollars	1367 50	1370	Nippon	22 90
Pièce de 5 dollars	872 50	872	Parafin	361 10
Pièce de 25 pence	2947	2980	Petrol, France	240
Pièce de 25 pence	474	474	Rosetta M.V.	182
Or Londres	474	474	Suez Canal	182 10
Or Hongkong	474	474	Siam, Siam	500
Argent Londres	474	474	Sing. Export, U.S.	55 30
			S.P.A.	642
			Sud Lomé de l'Inde	680
			U.S. Ind.	348
			Union Brastros	144
				132 50

c : coupon détaché o : off

Hors-cote

Pro-Energie	348	.....
	1050	.....
	180	185
(M.)	978	978
	235	.....
	72	.....
massive	180	.....
	348 50	345
	84	84
	688	.....
de Zee	210	.....
	278	.....
tailor	240	.....
(de Zee)	24 80	22 90
	910	.....
tailor	367 10	355
	249	249 10
	182	182 10
	408	.....
Vak	55 30	.....
	542	533
du Monno	485	485
	380	.....
voies	144	132 50

coupon détaché - a : off

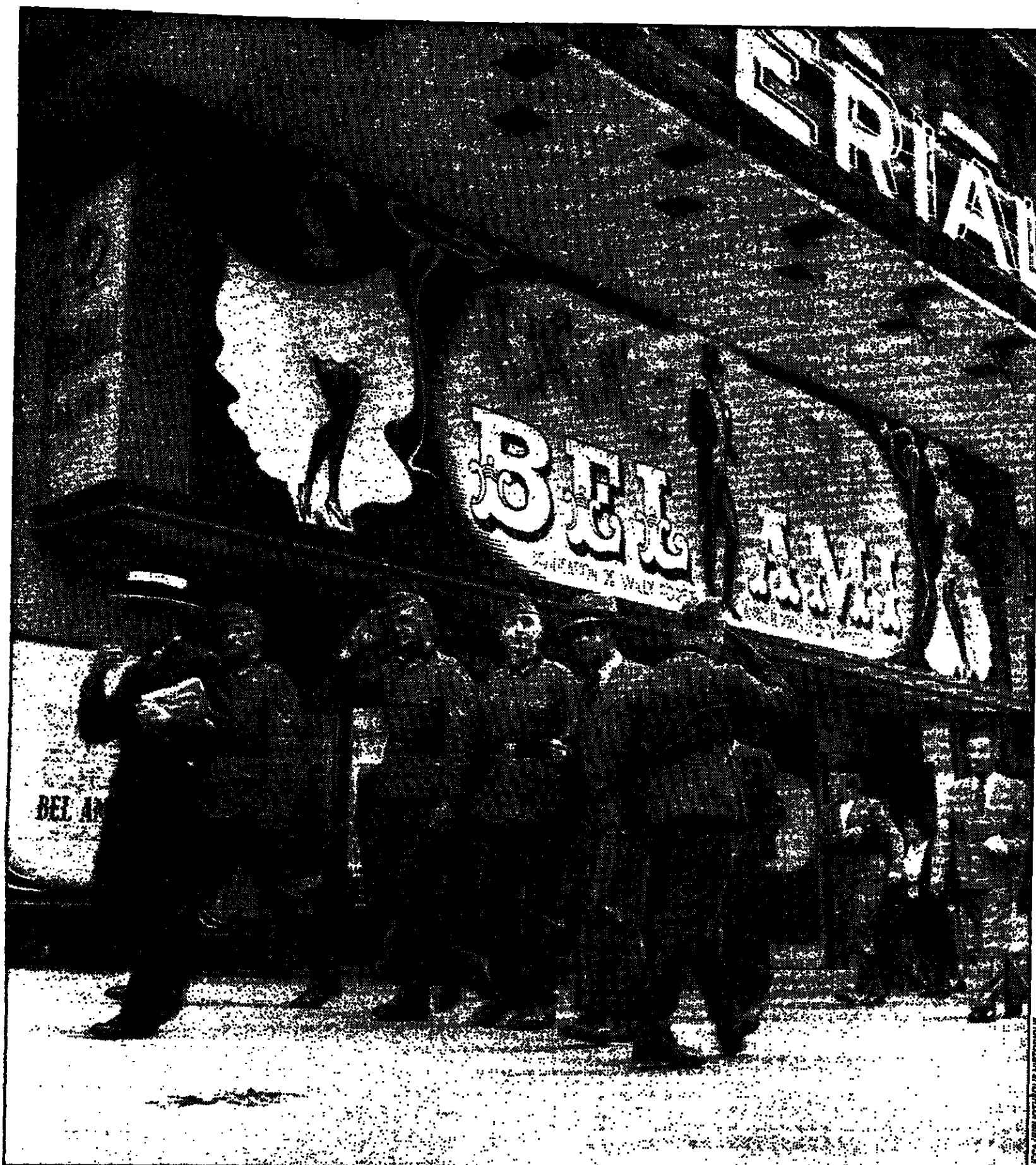
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ARTS • SPECTACLES



« Bel ami », film allemand de Willy Forst, d'après Maupassant. Les débuts de l'Occupation à Paris.

CINÉMA

A PROPOS DE « NATALIA », DE BERNARD COHN

Filmer sous l'Occupation

Depuis plus de quarante ans, le cinéma français a régulièrement évoqué la période de l'occupation allemande et du gouvernement de Vichy (1940-1944). Avec plus ou moins de nuances en ce qui concerne la reconstitution historique et l'idéologie, le cinéma a tout traité, sauf ce qui touche aux milieux artistiques.

Il y a eu, certes, le *Dernier Métro*, en 1980. Mais, en réalisant cette chronique du théâtre parisien sous l'Occupation, avec juifs, collabos et résistants, François Truffaut avait, en s'appuyant sur le rétro, animé les jeux dangereux de la comédie permanente entre le spectacle et la réalité, entre la scène et la vie. Avec références à Ernst Lubitsch et Jean Renoir.

Natalia, le film de Bernard Cohn, qui sort cette semaine, n'est pas un événement cinématographique guetté, porté par les médias. C'est un film qui s'efface derrière son sujet, et que ce sujet fait essentiel. Un film sur la façon dont on tournait, en France, pendant l'Occupation, sur le milieu cinématographique de l'époque avec son atmosphère floze. Un tabou est brisé. Sans pour autant que des cadavres soient sortis des placards. On sait, et il n'y a pas à y revenir, que des milieux artistiques et culturels le cinéma fut, de loin, le moins compromis. Son épuration se passa de

façon extrêmement tatillonne, mais au demeurant bénigne faite de très grands coupables.

Alors, pourquoi *Natalia*, aujourd'hui ? Parce qu'il faut bien élargir la mémoire, montrer ce qui est peut-être inexplicable mais fondamental pour l'histoire des mentalités. Montrer aussi l'étonnant phénomène de renaissance artistique du cinéma français sous l'Occupation. Signaler dans quel climat d'ambiguïté cette renaissance s'est effectuée. Nulle part, elle ne fut plus grande. Pris en charge et réglementé par l'Etat, le cinéma dut au Comité d'organisation de l'industrie cinématographique sa survie. Au point d'ailleurs qu'après la Libération, l'organisme repris et transformé finit par devenir le Centre national de la cinématographie (CNC). Mais, échappant, en principe, à la mainmise des Allemands, le cinéma dut se plier aux dispositions des lois raciales françaises qui interdisaient l'exercice de la profession aux juifs.

Natalia rappelle d'autre part que « sans l'autorisation des Allemands, aucun mètre de pellicule n'aurait pu être délivré en France ». D'où une chaîne de compromis, dont on ne démentira jamais toutes les mailles. *Natalia* en expose à la fois le plus clair, le plus « banal », le plus dramatique et le plus douloureux.

Louvoyant entre la surveillance aigüe des autorités allemandes, le dirigisme, et la censure morale — plus qu'étriquée — du gouvernement de Vichy, le cinéma français d'Occupation alla chercher son inspiration dans les adaptations littéraires, l'histoire du passé ou « le contemporain vague ». Traiter les événements du présent eût signifié sa perte. Mais, à part les consignes sur le « retour à la terre » ou autres homélies pétainistes, rien ne lui fut demandé de tel.

Ce cinéma compte à son palmarès beaucoup de bons films et des chefs-d'œuvre. Certains furent produits et réalisés dans de curieuses circonstances. Mais *Lumière d'été* et *Le Ciel est à vous*, les *Visiteurs du soir* et les *Enfants du paradis*, la *Duchesse de Langeais*, *L'Eternel retour*, le *Baron fantôme*, le *Mariage de Chiffon* et *Douce*, le *Lit à colonnes*, *Félicie Nanteuil*, *L'Honorable Catherine*, *L'Assassinat du père Noël* et *Sorcières*, les révélations de Becker, Bresson et Clouzot constituent un glorieux bilan. Reste que vivre et survivre dans les studios à cette époque n'était pas rose tous les jours.

JACQUES SICLIER.

THÉÂTRE

VII

La création dramatique en duo



Il est deux que l'Université a formés, solidement, et que le théâtre a adoptés, définitivement. Erudits, donc, écrivains, traducteurs, adaptateurs, metteurs en scène, Jean Jourdeuil (à gauche sur la photo) et Jean-François Peyret plaident par leurs travaux pour un théâtre de création, résolument contemporain. On les retrouve aujourd'hui au Théâtre de la Bastille pour un nouveau spectacle : *Les Sonnets*, de Shakespeare. Nouvelle étape pour ces explorateurs soigneux des œuvres, de l'humeur de la Renaissance.

MUSIQUES

IX

Busoni, le Faust du siècle



Pianiste virtuosissime, l'Italien Busoni préférait à la carrière de soliste la fonction de théoricien et de librettiste. Loin des courants néoclassiques du début du siècle, il se forgea, pour les quatre opéras dont il signa texte et musique, un langage délibérément complexe. Suite de fresques non narratives, *Doktor Faust*, qu'on découvre cette semaine au Palais Garnier en version scénique, passe pour la transposition la plus fidèle du mythe original.

ARTS

XI

L'architecture reprend du galon



Champagne ! Pour le deuxième anniversaire de la Semaine de l'architecture, du 17 au 23 avril, toute la France est conviée à célébrer le talent retrouvé des maîtres d'œuvre nationaux. De Reims, qui vient de sauver la halle de Freyssinet, à Montpellier, qui sombre dans le néoclassicisme, chacun aura à cœur de fêter dignement l'événement.

CINÉMA

FILMER SOUS L'OCCUPATION

« NATALIA », DE BERNARD COHN

La peur aux portes des studios

L'occasion pour **Philippe Leroy-Beaulieu** d'élargir la gamme de ses émotions, un film courageux sur un sujet délicat dont la grande qualité est l'exactitude des faits. **Pierre Arditi** y est parfait dans l'ambiguïté.

NATALIA ne règle pas de comptes, n'éclaire pas violemment les zones d'ombre. C'est le récit d'une histoire individuelle, la tragédie d'une comédienne de cinéma qui aurait pu arriver, en ce temps-là. Historiquement, Claude Heymann, qui a travaillé au scénario et aux dialogues, avec Bernard Cohn, est le garant de l'exactitude de certains faits dont la synthèse donne un support de vérité à la fiction. Ainsi, l'enterrement juif (avec étoiles jaunes) sous la surveillance de soldats allemands, ou le fonctionnement de la Commission d'épuration du cinéma, en deux scènes étonnantes.

Au printemps 1940, alors que la « drôle de guerre » n'est pas encore l'invasion, la jeune Natalia Bronska rêve de devenir comédienne. Fille de juifs polonais émigrés et traditionalistes, elle se sent française avant tout, cherche son indépendance, quitte ses parents, rompt avec Tomasz, le garçon qui l'aime. Natalia réussit à faire de la figuration dans un film de Paul Langlade, metteur en scène de renom. Ils deviennent amants. Elle se sent protégée. Mais les Allemands ont gagné la guerre et occupent, maintenant, la France.

Où en était alors le cinéma ? La situation était catastrophique. En juillet 1940, les services de la *Propaganda* et de la *Propaganda* allemande de l'information et de la propagande, contrôlaient toute la profession en zone occupée. On pouvait, certes, établir une nouvelle production en zone libre. Mais Paris était un point de forte concentration des studios, des maisons de production, des circuits de distribution. Les autorités allemandes avaient interdit provisoirement la réalisation de films français, et installé, à Paris, en octobre 1940, une société de droit français, à capitaux allemands, Continental Films, dont le directeur-gérant, Alfred Greven, venait de Berlin.

Le gouvernement de Vichy, fort inquiet, installa les institutions nécessaires à une réforme économique et technique du cinéma français (déjà envisagée en 1936, mais dans un esprit évidemment fort différent) et à sa survie. Un décret du 2 novembre 1940 institua le Comité de l'organisation de l'industrie cinématographique (COIC) qui devait être tellement critiqué à la Libération. Le COIC commit des erreurs, eut des faiblesses. Mais, sans lui, le cinéma français serait tombé sous la coupe des Allemands et n'aurait pas connu (malgré les ambiguïtés de ses rapports avec la « morale », les mots d'ordre et la censure pétainiste), l'âge d'or artistique qu'allait engendrer la liberté de l'après-guerre. Alfred Greven, qui fit travailler des Français à la Continental, n'intervint pas une seule fois pour teinter de propagande pro-allemande les trente films de fiction (sur deux cent vingt) qu'il produisit pendant les années d'occupation. Pourtant, à la Libération, leurs réalisateurs furent « épurés ».

Le COIC reprit à son compte l'institution de la carte d'identité professionnelle obligatoire dans tous les secteurs (loi du 26 octobre 1940) et les dispositions de la première loi sur le statut des juifs (3 octobre 1940, signée par le maréchal Pétain et ses ministres) qui interdisait à ces derniers toute activité dans le domaine cinématographique. Ainsi la carte professionnelle, destinée à vérifier les capacités des gens de métier, devint-elle un barrage contre les juifs. Sans elle, pas de travail.

Le temps était venu des ruses, des accommodements, mais aussi, heureusement, d'une certaine solidarité. Des juifs furent employés clandestinement. Combien ? Pas beaucoup. Au fil des mois et des années, ceux qui résidaient en France étaient pris dans un filet de plus en plus serré. Au début de 1941, dans le film de Bernard Cohn, Natalia Bronska doit changer d'identité pour continuer sa carrière. Un ami de Langlade, journaliste collabo, influent, lui procure de faux papiers. Bizarries de l'air du temps.

Jean-Paul Le Chanois était alors employé par Alfred Greven à la Continental. Or, il s'appelait Dreyfus, et Greven le savait. Il avait pris le nom de sa mère, bretonne catholique. Et, en regard des lois raciales, il n'était juif que par son père. Il se sentait donc en règle, d'une certaine façon, jusqu'au jour où il jugea prudent de disparaître dans la Résistance.

Simone Kaminker avait un père juif, parti rejoindre les Français de Londres. Jeune actrice en puissance dans la figuration, elle se fit appeler Signoret.

Ainsi allaient les choses. Le cinéma français cherchait le prestige dans des adaptations littéraires et des films à costumes, difficiles à réaliser à cause de la

pénurie de matière première. On trichait avec les décors (à moins qu'on ne fasse les *Visiteurs du soir* et les *Enfants du paradis*, au prix de tons de force innommables) et les robes d'époque étaient parfois en papier, ce qui donnait, sur la bande-son, un froissement particulier.

C'est dans ces conditions que l'on voit Paul Langlade tourner une adaptation de *Madame de M...* de Maupassant avec des capitaux venant d'une société contrôlée par les Allemands. Mais si, au début d'une séquence de ce tournage, on peut reconnaître Alfred Greven en « Alfred Grabner », si Paul Langlade est le type parfait du cinéaste commercial de qualité, *Natalia* n'est pas une œuvre à clés. Des personnages de fiction vivent dans un univers de fiction qu'ils ont eux-mêmes fabriqué pour se mettre, autant que possible, à l'abri.

La Résistance n'était pas l'affaire de tout le monde et tout le monde, non plus, ne déchirait pas les affiches du *Juif Süss*. La mise en scène de Bernard Cohn se calcule assez souvent sur celle d'un film d'alors : plans généraux, champ-contre-champ, avantage aux acteurs et au dialogue. La peur ronge Natalia, lui donne mauvaise conscience (nous revoyons dans la fiction). Et puis, la maladie de la dépression sévissant (comme le montre l'insupportable Corbucci de Clouzot, produit par Greven), Natalia, démasquée, est arrêtée par la police française, et déportée. Après avoir cherché à la sauver, Langlade doit se protéger lui-même.

Pierre Arditi n'est jamais aussi remarquable que dans ce genre de personnage assis entre deux chaises, déchiré, culpabilisé bien qu'en somme irresponsable. Le film devient très beau, très bouleversant, au sortir des ambiguïtés globales, des grandes misères et des petites lâchetés de l'Occupation, avec le retour de Natalia rescapée des camps de la mort, fantôme hagard et geignant, à laquelle — voyez la visite à Dominique Blanc — même une amie ne sait pas quoi dire, sinon « ce n'est pas moi ».

Philippe Leroy-Beaulieu incarne avec talent l'adolescent se modelant sur Danielle Desnues ou Micheline Presle, puis la femme refusant son identité juive. Elle achève, par son parcours humain et psychologique dans la peau de cette étrangère au monde des vivants, au monde du cinéma futile. Comment ne pas pleurer à la scène finale où, revenu dans l'appartement de sa famille, elle contemple la chaise de son père, parle à ses morts, se réconcilie avec elle-même et ceux qu'elle avait délaissés, en ouvrant les fenêtres sur la lumière, avec un soupir grave ? Où est le cinéma ? Où est la vie ? On ne sait plus.

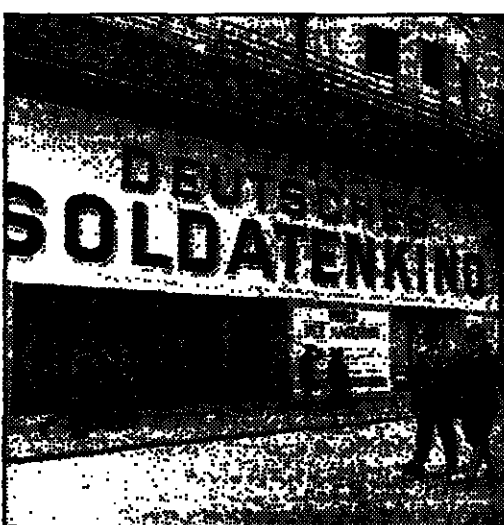
JACQUES SÉCHIER

LES AFFICHES DES ANNÉES NOIRES

En attendant la Libération

De juillet 1944 à août 1944, les Français n'ont pas cessé d'aller au cinéma ni certains réalisateurs de tourner. Dans quelles conditions ? Ces images tentent de le raconter. Pour revoir autrement « l'Eternel Retour », « les Visiteurs du soir » ou « les Enfants du paradis ».

PHOTOS : CINÉMATHEQUE FRANÇAISE, COLLECTION ANDRÉ BERNARD, DOCUMENTATION FRANÇAISE, LAFIT - VIOLET, ROGER SCHALL, ROGER-VIOLET, SEEBERGER, SIPA PRESS, ZUCCA, ZUCCA - BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE.



De grandes salles sont réquisitionnées par l'armée allemande. / Rainald (à gauche) et Charpin écoutent le maréchal Pétain annonçant l'armistice dans « la Fille du peintre », de Marcel Pagnol.



2 JUILLET 1940 : Le gouvernement français du maréchal Pétain quitte Bordeaux pour s'établir à Vichy, en zone libre.

13 AOÛT 1940 : Les bombardements allemands sur l'Angleterre, qui ne plieront pas.

Dans le midi de la France, Marcel Pagnol reprend le tournage de *la Fille du peintre*, interrompu par la débâcle. On y verra les familles accablées écouter Pétain à la radio le 17 juin.

14 AOÛT 1940 : André Hugon commence, en zone libre, le tournage de *Chambre 13*, marquant ainsi la reprise — timide — dans cette zone, du cinéma français.

16 AOÛT 1940 : Création du Service du cinéma, à la tête duquel est placé l'inspecteur des finances Guy de Carmoy.

27 SEPTEMBRE 1940 : Recensement des juifs en zone occupée.

Sortie de *Pages immortelles*, de Carl Froelich, vie très romanesque de Tchekovskij avec la star suédoise du III^e Reich, Zarah Leander. En version originale parfois, doublée le plus souvent, les films allemands vont occuper, jusqu'en province, une part prépondérante de l'exploitation. Ainsi les sorties successives des films suivants : les Trois Codonas, le Maître de poste, Aïlé, Jeanne !, la Lutte héroïque, Nanette, la Fille au vautour, les Mains libres. Cette « invasion » se ralentira après 1942.

3 OCTOBRE 1940 : Première loi française sur le statut des juifs. Antisémisme d'Etat.

24 OCTOBRE 1940 : Pétain rencontre Hitler à la gare de Montoire (Loir-et-Cher). C'est la fameuse « poignée de mains ».

26 OCTOBRE 1940 : Loi instituant la carte d'identité professionnelle obligatoire pour les gens de cinéma.

FIN OCTOBRE 1940 : Installation, à Paris, de Continental Films, société de production dirigée par l'Allemand Alfred Greven.

2 NOVEMBRE 1940 : Décret gouvernemental instituant le Comité d'organisation de l'industrie cinématographique (COIC). Guy de Carmoy y est délégué commissaire du gouvernement, et choisit pour directeur responsable Raoul Ploquin qui, dans les années 30, a dirigé, à Berlin, la production de versions françaises des films de la UFA allemande.

11 NOVEMBRE 1940 : Abel Gance commence aux studios de la Victorine, à Nice, le tournage d'un mélodrame, *la Vierge aveugle* (avec Viviane Romance changeant d'emploi), qui doit participer au redressement de la France nouvelle. Il le dédie au maréchal Pétain.

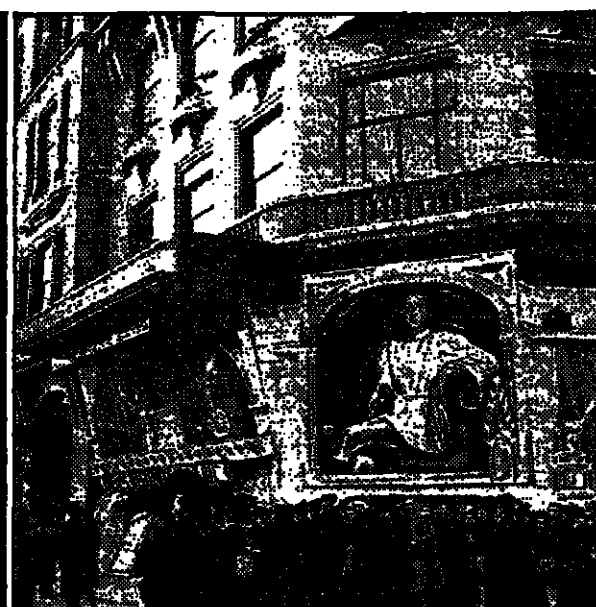
15 DÉCEMBRE 1940 : Hitler fait un geste envers la France : il lui renvoie les cendres de l'Anglon, fils de Napoléon I^{er}, qui sont transportées (en petite cérémonie) aux Invalides.

14 FÉVRIER 1941 : Sortie, à Paris, en exclusivité, du *Juif Süss*, de Veit Harlan, qui va être, très vite, distribué en province.

Succès de curiosité. A la Libération, on ne trouvera plus personne qui l'ait vu !

150120150

CINÉMA



Michèle Morgan dans « Un tel père et tel fils », de Julien Duvivier. Elle s'exila aux Etats-Unis en 1941. / A la cantine des studios, les actrices font semblant de se régaler. / La sortie des « Visiteurs du soir » au cinéma Madeleine. / Marcel Carné, auteur de deux grands films pendant l'Occupation. « Le type du talent enjailé », selon Lucien Roblot en 1941.

⇒ 15 FÉVRIER 1941 : Reprise de la production cinématographique française en zone occupée, avec le début du tournage de l'Assassinat du Père Noël, de Christian-Jaque (Continental Films).

3 AVRIL 1941 : Bel-Ami, de Willy Forst, d'après Maupassant.

24 AVRIL 1941 : Sortie à Paris de la Fille du puits, de Marcel Pagnol. Le film a déjà fait pleurer la zone non occupée.

FIN AVRIL 1941 : Visite, à Paris, de Sarah Leander. Elle est extrêmement populaire en France depuis 1938.

5 AOÛT 1941 : Création de la Légion des volontaires français (LVF) contre le bolchevisme, avec la caution du maréchal Pétain.

14 AOÛT 1941 : Premier rendez-vous, film de Henri Decoin, avec Danielle Darrieux, rappelant l'avant-guerre.

20 AOÛT 1941 : Rafle des juifs en France.

SEPTEMBRE 1941 : Guy de Carnoy — qui sera, par la suite, déporté — est écarté du Service du cinéma et remplacé par l'architecte Louis-Emile Galey.

Ouverture à Paris, au Palais Berlitz, de l'exposition antisémite, « le juif et la France ».

1^{er} NOVEMBRE 1941 : Sortie à Paris d'un film nazi, antisoviétique et antisémite, réalisé en 1936 par Karl Anton, le Croiseur Sébastopol.

27 NOVEMBRE 1941 : Remorques, film de Jean Grémillon, dont les vedettes, Jean Gabin et Michèle Morgan, ont émigré aux Etats-Unis.

7 DÉCEMBRE 1941 : L'aviation japonaise attaque la base américaine de Pearl-Harbour, aux îles Hawaï. Les Etats-Unis entrent en guerre.

12 DÉCEMBRE 1941 : Nouvelle rafle des juifs en France.

20 JANVIER 1942 : A la conférence de Wansée, les chefs hitlériens décident la « solution finale » du problème juif.

MARS 1942 : Voyage en Allemagne et en Autriche d'une délégation de vedettes du cinéma français.

27 MARS 1942 : Premier convoi de juifs déportés quittant le « centre de tri » de Drancy, relevant alors de l'administration française, pour les camps de la mort nazis.

La Duchesse de Langeais, de Jacques de Baroncelli, d'après Balzac. C'est le premier grand film de la renaissance artistique.



Robert Le Vigan dans « Les Enfants du Paradis », où il interprétait le rôle du chiffonnier Jérôme. Compromis dans la collaboration, il s'exila avant la fin de la réalisation et fut remplacé par Pierre Renoir. / Discours et projection de propagande. / Le boxeur Marcel Thill aide Blanche Brassy et Pauline Carton à passer le portillon du métro. / Jean-Louis Barrault et Arletty sur le tournage des « Enfants du Paradis ».

1^{er} AVRIL 1942 : La Symphonie fantastique, de Christian-Jaque, Jean-Louis Barrault et Berlioz.

16 MAI 1942 : Les Inconnus dans la maison, d'Henri Decoin.

25 MAI 1942 : Réorganisation du COIC par Pierre Laval. Raoul Ploquin a démissionné. Un comité de direction de trois membres le remplace.

30 MAI 1942 : Laval transforme le Service du cinéma en Direction générale du cinéma. Louis-Emile Galey reste en fonctions.

7 JUIN 1942 : Une ordonnance allemande impose, en zone occupée, le port d'une étoile jaune portant la mention « juif » à tous les juifs de plus de six ans.

12 MARS 1942 : Mademoiselle Swing, comédie musicale de Richard Pottier, avec la danseuse Irène de Trébert, Raymond Legrand et son orchestre.

16 JUILLET 1942 : Grande rafle des juifs d'origine étrangère, dite rafle du Vel'd'Hiv (12 000 personnes), organisée par les Allemands, exécutée par la police parisienne.

11 NOVEMBRE 1942 : Les forces allemandes envahissent la zone non occupée.

18 NOVEMBRE 1942 : Le Voile bleu, de Jean Stelli, mélodrame sur l'instinct maternel, avec Gaby Morlay. Succès considérable.

27 NOVEMBRE 1942 : Les Allemands désarment l'armée d'armistice française de la zone sud. La flotte française de Toulon se saborde.

5 DÉCEMBRE 1942 : Les Visiteurs du soir, de Marcel Carné. L'événement.

FÉVRIER 1943 : Sous la pression des autorités allemandes, le gouvernement de Vichy crée le Service du travail obligatoire (STO), destiné à fournir de la main-d'œuvre aux usines de guerre du Reich.

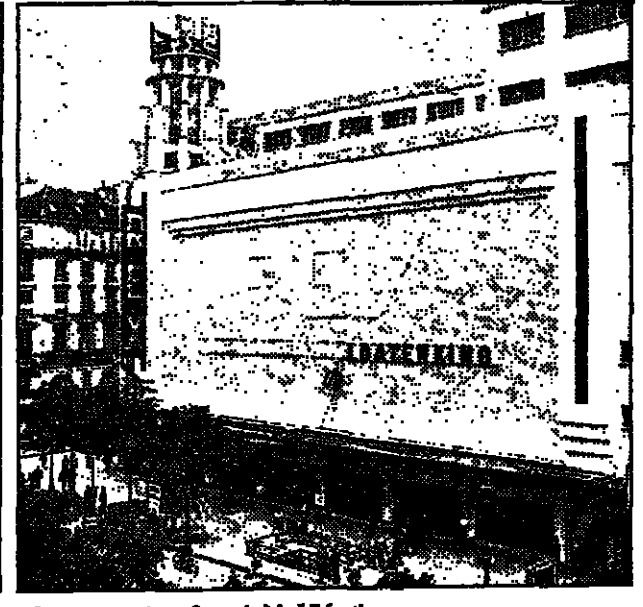
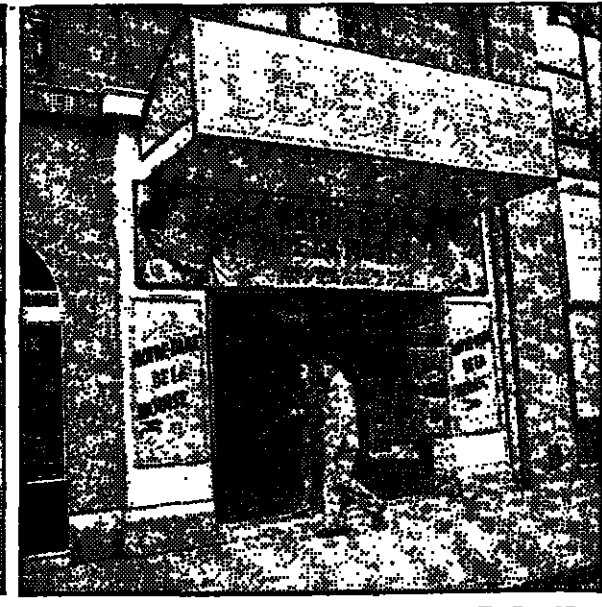
19 MARS 1943 : La Ville dorée, de Veit Harlan, tourné en couleurs avec le procédé Agfacolor.

11 AVRIL 1943 : Goupi Mains Rouges, de Jacques Becker.

23 JUIN 1943 : Les Anges du péché, de Robert Bresson. Encore un événement.

10 JUILLET 1943 : Les forces militaires alliées débarquent en Sicile.

17 AOÛT 1943 : Début du tournage des Enfants du Paradis, de Marcel Carné, aux studios de la Victorine à Nice, interrompu sur ordre de Vichy craignant un débarquement dans le midi de la France.



Sacha Guitry filmé par le soleil sur les extérieurs de... « Dame-moi tes yeux ». / Un film d'avant-guerre qui restait d'actualité par son titre. / Le Grand Rex rends aux spectateurs français à la Libération.

8 SEPTEMBRE 1943 : Les Allemands occupent l'Italie.

28 septembre 1943 : Sortie à Paris, en exclusivité, du Corbeau, de Henri-Georges Clouzot, qui va être violemment attaqué par la presse de la Résistance.

13 OCTOBRE 1943 : Sortie à Paris, en exclusivité, de l'Eternel Retour, de Jean Cocteau et Jean Delannoy, avec Jean Marais et Madeleine Sologne en modernes Tristan et Yseult. Le film-phare de la jeunesse d'alors.

27 OCTOBRE 1943 : Louis-Emile Galey, directeur général du cinéma, est, statutairement, seul directeur du COIC.

10 NOVEMBRE 1943 : Douce, de Claude Autant-Lara. Le cinéma français se porte magnifiquement. Le tournage des Enfants du paradis va recommencer à Paris.

20 JANVIER 1944 : Le gouvernement de Vichy crée des cours martiales pour juger les « terroristes » (résistants).

2 FÉVRIER 1944 : Le ciel est à vous, de Jean Grémillon.

8 FÉVRIER 1944 : Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen, film allemand de Josef von Baky, dont on admire les trucages et les couleurs.

24 AVRIL 1944 : Pétain est acclamé à Paris.

2 MAI 1944 : Début du tournage des Dames du bois de Boulogne, de Robert Bresson.

JUILLET 1944 : L'important maquis du Vercors est détruit par une vaste offensive allemande. Le

cinéaste Jean-Paul Le Chanois a recueilli beaucoup de documents qu'un de ses opérateurs cachera dans un couvent. Plus tard, on en fera un film, Au cœur de l'orage.

8 AOÛT 1944 : Le front allemand en France est rompu. La débâcle commence.

25 AOÛT 1944 : Le soir de la libération totale de Paris est projeté en plein air, sur un écran géant, le film-document tourné pendant l'insurrection par le Comité de libération du cinéma français.

CINÉMA

A PROPOS DE « ROSELYNE ET LES LIONS »

Beineix critique Beineix

Souvent malmené par la critique, Jean-Jacques Beineix est l'un des cinéastes préférés de la jeune génération. Il l'explique par sa fascination pour la musique des images, la révolte, la passion. *Roselyne et les lions* n'est pas un film sur le cirque mais sur le travail de l'artiste. Un film dont le risque est le héros.

LA tenue austère et le regard féroce d'un séminariste. Beaucoup de calme apparent et une timidité revendiquée. Jean-Jacques Beineix le flamboyant, le coloriste fou qui, en trois films seulement, s'est imposé, polarisant sur sa personne et sur son œuvre haine et amour mêlés, brouille les pistes avec une sincérité militante. Au jour de la sortie de *Roselyne et les lions*, son quatrième long métrage, on s'attend qu'il parle de lui en vainqueur, en dompteur. Il n'en est rien. Il parle de Woody Allen.

« Le point de départ de *Roselyne et les lions*, c'est le cirque ?

— Non, ce sont les fauves. Je venais de faire un film publicitaire pour les peintures Valentine avec une panthère noire. J'avais été fasciné par la bête... et par son dompteur, Thierry Le Portier. Sans lui, *Roselyne* ne se serait pas fait, les acteurs ne seraient pas entrés dans la cage avec des bêtes qui ont toutes leurs griffes, toutes leurs dents, et qui ne savent pas ce que c'est qu'une drogue.

— Vous avez eu peur ?

— Dans la fascination, il y a évidemment une part de peur, un instinct de mort, et la beauté n'est pas très loin. *Roselyne* n'est pas un film sur le cirque, c'est un film sur le spectacle, sur l'artiste, sur son travail. Quand je vois Camille Claudel, j'ai l'impression que c'est un peu le même sujet, la même approche. Je viens de voir *Une autre femme*, le film de Woody Allen. Il m'a bouleversé. Ce qu'il dit avec une maîtrise incroyable sur l'échec d'une vie me concerne... Depuis le moment où on l'a rêvé jusqu'à la fin du mariage, un film ressemble à une grande histoire d'amour. On a vécu avec une femme qu'on a beaucoup désirée. Et puis un jour, comme dans le film de Woody Allen, on ne peut plus s'entendre...

— A vous entendre, c'est difficile à croire, mais *Roselyne et les lions* est votre premier film optimiste ! Les autres, il est vrai, ont un destin assez violent. *Divas* n'a été reconnu que tardivement, *La Lune dans le caniveau* n'a pas été reconnu du tout. En revanche, le succès de *372 le matin* a été immédiat, durable...

— C'est bizarre. J'ai quarante-trois ans. Je n'ai pas d'enfant, je n'ai pas l'impression que j'en aurai. Et pourtant, la jeunesse m'a suivi (1). Peut-être a-t-elle trouvé dans *372* un écho de sa propre révolte, ce sentiment d'avoir été rejetée. C'est paradoxal, on n'a jamais autant fait pour elle, mais on ne l'a jamais autant utilisée, aussi peu écoutée. Ce qu'elle aime, dans *372*, dans ce que disait l'auteur Philippe Djian et que j'ai essayé de traduire, c'est la passion. Les



Isabelle Pasco et ses fauves.

jeunes la cherchent, la veulent, l'éprouvent. Aimer est la seule valeur à laquelle, désormais, ils semblent se référer. A ma grande surprise, beaucoup de jeunes que j'ai rencontrés m'ont affirmé que l'histoire de *372*, c'était la leur...

— Vous êtes devenu assez vite à la fois un cinéaste culte et un cinéaste mouton, du moins pour une certaine partie de la critique. Comment l'expliquez-vous ?

— Personne ne sera aussi sévère pour mes films que je le suis moi-même. Personne ne sera aussi conscient du différentiel vertigineux qui existe entre mes rêves et leur traduction. Je n'ai jamais réussi à faire les films que j'avais envie de faire, c'est un point acquis. Moi qui voue une adoration au cinéma français d'avant-guerre, à René Clair, à Carné, à Renoir, moi qui suis en extase devant les dialogues de Jeanson, de Prévert, de Compagnon, il faut bien admettre que, par timidité ou pudeur, par incapacité ou par inhibition, je ne parviens pas à m'exprimer par les mots. J'ai besoin de passer d'abord par les images. Par la musique des images, la rencontre des couleurs. La couleur, c'est une longueur d'onde, c'est un vocabulaire comme le vocabulaire des fleurs, ou la lumière des peintres, ça ne passe pas par l'intelligence.

— Si des gens sont émus par ce que je fais, ça ne passe pas par l'intelligence ou l'intelligibilité mais par l'affect. Ce n'est pas une science exacte, normal que certaines personnes résistent. Mon tort a été de vouloir les convaincre...

— Je n'ai jamais, en revanche, cherché à convaincre cette partie de la critique qui se réfère encore aux codes édictés par la nouvelle vague, et qui ne voit dans mon cinéma que pub, clips, ou BD. Ce n'est pas mon langage qui est en cause, mais la perception contemporaine du cinéma. La génération d'aujourd'hui ne parle plus, elle ne tient plus sa



L'œil du cinéaste

culture du théâtre ou des livres, elle la tient de la télévision, elle la tient directement de l'image. Mon cinéma est sans doute le reflet de cette façon d'être et de voir. Ce n'est pas pour autant qu'il manque de références... Pour aller au cinéma, quand j'étais au lycée Carnot, je passais de l'autre côté de la rivière avec ma Mobylette. Aller au Quartier latin, pour moi, l'enfant du dix-septième, c'était un vrai voyage. C'est pour ça que la Mobylette de *Divas* ne sort pas d'un catalogue de pub, elle sort de mon enfance. Tout comme la Tracian avant. C'était la voiture de mon père, je n'ai fait que la repindre en blanc.

« Certaines répliques de *Roselyne et les lions* ne sont pas de moi. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas signé les dialogues. Il y a des phrases de René Clair, et la plus belle de toutes, qui est de Breque ou d'Eluard : « Souvenez-vous, le chemin le plus court d'un point à un autre n'est pas la ligne droite mais le rêve »...

— Vous sentez-vous proche de Luc Besson, de Louis Carax ?

— Ils sont plus jeunes que moi, mais nous appartenons évidemment à la même galaxie. Peut-être parce que je suis monté en ligne le premier. Carax a eu la reconnaissance immédiate qui m'a été refusée. Et, sans que ce constat enlève rien aux qualités de *Grand bleu*, il faut bien voir que Luc Besson a bénéficié d'une amplification médiatique de son succès, ce que n'a pas eu *372*. Et il a doublé les chiffres du mien...

— C'est important, les chiffres. Mais quelquefois c'est inhumain. Je veux mentionner un drame qui m'est arrivé. J'ai toujours dit que j'allais recommencer le montage de *La Lune dans le caniveau*. Une des raisons de l'incompréhension dont le film a été l'objet, c'est que je n'ai pas eu la force de le dominer, de dominer les quatre heures que j'avais tournées. Or toutes les choses qui m'auraient permis de reconstruire mon château ont été détruites par leur propriétaire, la Gammont, sans que j'en aie été prévenu. Je ne veux pas en faire une question de personne, mais j'accuse le système, qui est absurde.

— Je ne supporte pas, dans les cinémas, ces metteurs en scène qui restent en chaire pour « remercier leur producteur sans que rien... ». Comme si une femme devait remercier son mari de l'avoir épousée... Les producteurs existent grâce au talent des artistes, pas le contraire.

— Pour *Roselyne et les lions*, j'ai signé avec la Gammont la veille du tournage, après avoir financé les travaux de recherche, de préparation, tout seul. De même, j'ai voulu assurer la garantie de bonne fin de *Roselyne* sur mes seuls biens : la part de bénéfices de mes films précédents que je possède.

— Il ne faut pas avoir honte de parler d'argent. On ne peut pas parler de cinéma sans parler d'argent. Le budget de *Roselyne et les lions* frôle les 40 millions de francs ! *Divas* en avait coûté 7, mais, quoi que je fasse, j'ai la réputation d'être un metteur en scène exorbitant ! C'est faux, tout l'argent qu'on me donne est sur l'écran. Et j'ai toujours pensé que l'art est cher, en passion, en douleur, en travail. C'est vrai, quelques créateurs de grand talent, tel Eric Rohmer, peuvent conserver leur langage dans une économie de dénuement. Mais c'est l'exception. Pour que le cinéma français survive, il faut qu'il n'ait pas honte de coûter cher. Il faut de l'argent pour prendre le temps d'obtenir le regard vrai, le beau sourire d'un acteur. Il faut de l'argent pour mettre la lumière.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

(1) Un sondage IPSOS sur « La culture des étudiants », réalisé pour le Monde et publié dans *Campus* le 20 novembre 1986, plaçait *372 le matin* en tête des films préférés de l'année et en sixième position sur la liste des films les plus marquants jamais vus par les étudiants interrogés.

LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

Cœur de lion

« Roselyne et les lions », de Jean-Jacques Beineix.

ON entre dans *Roselyne et les lions* par une cage, un travelling avant dans une ambiance sombre et menaçante, remontant le tunnel vers le fauve. On quitte le film deux heures plus tard par une autre cage, en arrière. Entre les deux, une fable simple et lumineuse sur la puissance de l'amour, une parabole sur le bénéfice des passions apparemment inutiles.

Le jeune Thierry (Gérard Sandoz) n'est pas vraiment le meilleur élève de son lycée, surtout en anglais où il a pour professeur un certain Bracquard (Philippe Clévot), railleur un peu, assez bizarre et doucement altimé. Thierry n'a que faire de l'anglais, de l'enseignement ordinaire. Tout ce qui l'intéresse ce sont les fauves, le cirque. Il fait ses premiers pas dans la cage sous la houlette d'un vieux dompteur, Frazier (Gabriel Monnet), amer et jaloux de l'aisance de son disciple, qui a choisi d'Alambert pour nom d'artiste. Thierry n'est pas seul à aimer l'épreuve de la cage. Il y a aussi Roselyne (Isabelle Pasco), qui l'observe et le rejoint pour un baiser dangereux au milieu de l'arène,

ce qui leur vaut l'admiration de Bracquard et les foudres de Frazier.

Le jeune couple enfourche une moto nommée Raymond, s'en va en hasard sur les routes de France à la recherche de petits boulots et de grands lions. Au cirque Zorghi, ils rencontrent un nain sympathique, un dompteur matamore et hétérophile, Marcovitch, un directeur goguenard qui leur explique qu'avant les nobles fauves il faut commencer par les chevaux, puis les dromadaires, etc. Soit, ils acceptent les dromadaires, supportent la vulgarité de Marcovitch, deviennent amis avec le nain bâtisseur de châteaux de cartes déliants, jusqu'au jour où l'aventure leur fait vraiment signe du côté du cirque Koenig à Munich.

Ces deux adolescents blonds, frère et sœur, cousins et cousines, en lutte contre les médiocres et les méchants, dans leur quête d'une vie plus forte, plus intense, ont quelque chose d'héroïque et de fragile, une pureté sans mièvrerie, à mi-chemin des anges de Cocteau et des fiancés de la nouvelle vague. Ils s'aiment et se heurtent, ne transigent avec rien ni personne, se soutiennent toujours l'un l'autre, plus loin,

plus haut. Ils sont justes et émouvants, on ne peut que les aimer et s'associer à l'hommage que rend Beineix à quelques maîtres, au Max Ophüls de *Lola Montes* par exemple, et au monde du cirque en général.

Qu'est-il arrivé à l'ombrageux Jean-Jacques ? Un bonheur sans doute. Il n'a changé en rien sa manière flamboyante, haute en couleur avec de nombreux mouvements de grue, des panoramiques étourdissants (l'arrivée au cirque Koenig, notamment), un goût de l'image forte et belle servi une fois encore par un chef-opérateur de haut vol, Jean-François Robin. Une esthétique « rock » et « baroque », comme dira le public au tableau final de Roselyne descendant au milieu des lions et des brouillards artificiels à bord d'une cage dorée, en ogive, dans un décor de gargouilles gothiques. S'il est des metteurs en scène plutôt caméléons qui changent de style en fonction du sujet ou du scénario, Beineix est à l'inverse, plus les sujets à son style et c'est ce style qui prime tout, reconnaissable entre mille. Pas forcément le mieux adapté, selon certains, dont nous fîmes, pour traiter du polar (*La Lune dans le caniveau*) ou de la diffi-

culté d'aimer une schizophrène (*372 le matin*), mais qui peut faire merveille quand l'histoire s'y prête.

C'est le cas de *Roselyne et les lions*. Le cirque est tout à la fois humble et grandiloquent, plein de paillettes, de strass et de vrais intrus, populaire et magnifiques, un lieu lyrique par excellence qui renvoie chacun de nous à un imaginaire peuplé des promesses de Cecil B. De Mille, des monstres de *Frank*, des caprices de Fellini.

On pourra dire, comme pour ses films précédents, que les personnages secondaires ne sont pas assez fouillés, de simples caricatures tracées une fois pour toutes, sans surprise. Même le grand Philippe Clévot campe un prof artiste et poète vraiment somnifère. Beineix dirige moins ses acteurs qu'il ne trouve des tempéraments. Là, avec Isabelle Pasco, il est bien tombé. Surtout s'il est tombé amoureux. Elle est belle, courageuse, enthousiasmante avec son air d'enfant et sa force têtue, elle sait faire danser un chat et bondir des lions dans son cercueil enflammé. Elle nous fait tous voltiger, à vrai dire, elle paie de sa personne pour ce prodige et c'est de l'or.

Je m'inscris

« TALK RADIO », D'OLIVER STONE

Rififi en direct

Acteur de théâtre, Eric Bogosian a porté au cinéma avec l'aide d'Oliver Stone une pièce qu'il a écrite et interprétée, tirée d'un livre sur l'histoire vraie d'un animateur de radio qui s'est fait abattre. Le film dénonce une forme de radio et de télévision qui fait fureur aux États-Unis, et qui consiste à déverser publiquement ce que l'on porte de plus bas en soi.

LA FICTION

LA tête prise entre deux écouteurs, ne respirant que l'air artificiel du studio, ne communiquant avec l'extérieur que par micro et téléphone, l'animateur radio vit un stress permanent. Sur-tout le genre d'animateur qui a gagné la popularité avec sa grande gueule, sur une ligne ouverte nocturne. Dans cette ambiance claustrophobique, quand toutes les rancœurs des vies ébréchées se déversent dans les oreilles, la fatigue tourne à l'exaspération, l'exaspération à la violence. Verbale. Physique.

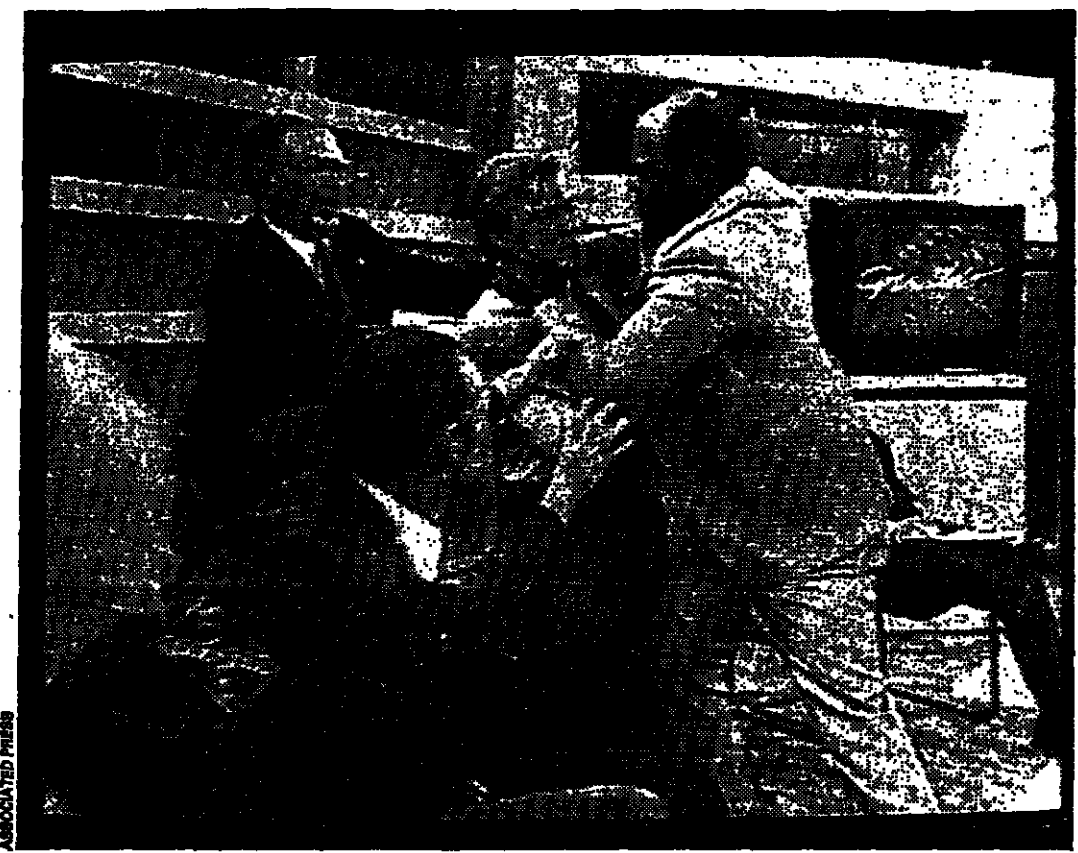
Tel est le thème de *Talk Radio*, film d'Oliver Stone (le Monde du 23 février) dont la virtuosité, moins tape à l'œil que de costume, fait merveille. Les tourbillons de sa caméra délimitent l'aire de nervosité. Les brusques arrivées de gros plans accentuent les poches sous les yeux, la poussière dans les rides, le vertige d'un œil qui, par saturation, ne voit plus rien.

C'est tout juste si on ne sent pas soi-même poissoux. Eric Bogosian, interprète et scénariste, ne joue pas sobre. Mais finalement ce n'est pas si mal. Sobre, le personnage ne l'est pas. Il braille, frime, s'engueule avec tout le monde, avec les auditeurs naturellement, avec un jeune animateur encore plus provocateur que lui parce qu'il prend tout au premier degré. Avec ses sponsors et son patron qui pourtant veulent faire passer son émission sur le réseau national, avec ses collaborateurs, avec son ex-femme venue le relancer. A cette occasion, on a le droit à quelques retours en arrière fondus dans les brumes du souvenir, dont on se serait bien passé.

C'était évidemment plus fort de ne pas sortir de ce studio qui donne une image vraisemblable de l'enfer. Un enfer où s'accumulent par strates les débris de l'esprit humain. Un huis clos que Sartre n'aurait pas osé imaginer. L'enfer, c'est peut-être les autres, mais quand on devient à ce point - et pas seulement financièrement - dépendant des autres, on ne sait plus.

L'animateur se fait abattre par une grosse brute fasciste. De toute façon, il serait probablement mort trop tôt d'un infarctus. Le film est tiré, par Eric Bogosian, d'une pièce qu'il a écrite - et interprétée - d'après le livre de Stephen Singular qui raconte la mort d'Alan Berg, animateur abattu par un fasciste. Pourtant, ce qu'il y a de plus vrai, et de plus inquiétant (lire ci-contre), c'est la vogue de ces lignes ouvertes aux insultes et aux agressions.

COLETTE GODARD.



Bagarre en faux direct, pendant l'émission de Géroldo Rivera à New-York

LA RÉALITÉ

GONZAGUE SAINT-BRIS sur Europe 1, avec en fond Erik Satie, Madeleine Constant sur France Inter (et aujourd'hui Macha Beranger) ont tenu « ligne ouverte » de nuit. Le ton est proche du confessionnel, la voix douce, rassurante. Aux États-Unis, c'est Radio-Empoignade. De nuit comme de jour. « Shock around the clock » disent les journaux. Curieusement, les choses ont démarré avec les émissions du matin. Un animateur, Don Imus, a ouvert la voie, bientôt suivi par Howard Stern, qui en 1987 remplace le « Chers amis, bonjour » par un torrent de grossièretés, qui font de Coluche un enfant de chœur.

Les animateurs se réclament de Lenny Bruce, et le mouvement fait tache d'huile. Place à la surenchère. Tout y passe, du sexe à la politique, aux infirmités physiques, au Sida. Le propos consiste à reculer les limites du mauvais goût. On détaille les trois cent vingt-sept vocables que les femmes utilisent pour désigner les organes génitaux masculins. A Tampa, en Floride, le programme musical diffuse automatiquement la chanson d'Eddy Grant, *Electric Avenue*, chaque fois qu'un condamné à mort passe sur la chaise électrique. En 1986, le jour anniversaire de Martin Luther King (jour férié officiel), Doug Tracht, animateur à Washington D.C., dit en plaisantant que si tuer un leader noir entraîne un jour de congé, en tuer

quatre de plus donnerait droit à la semaine. A la suite de protestations, il s'excuse à plusieurs reprises, mais pendant quatre ans reste le disc jockey le plus populaire de la capitale.

Pendant la nuit, les auditeurs appellent surtout pour déverser leur bile, contre les Noirs, les Juifs, les impôts, etc. Et pour un duel verbal avec l'animateur - qui a le doigt sur le commutateur et coupe l'émission quand ça lui convient.

A la télévision aussi, le mouvement a pris de l'ampleur. Animateur d'une émission quotidienne, Morton Downey Jr. tire à boulets rouges sur ses invités. Il rembarre une strip-teaseuse, déclare à un candidat libéral : « Si tu avais une ordure comme toi à la Maison Blanche, je te dégueulerais dessus ». Il y a eu également les coups de poings échangés en (faux) direct entre un leader noir, Roy Innis, et de jeunes racistes blancs, avec coup de chaise cassant le nez de Géroldo Rivera, l'animateur. Qui a atterri en couverture de *Time Magazine*, tandis que la scène faisait le tour des chaînes dans le monde entier.

La presse hurle à la « Télé-poubelle ». Mais les indices d'écoute ne cessent de monter. Les annonceurs se bousculent, les réseaux se pincet le nez et se frottent les mains.

HENRI BEHAR.

LES SALLES DES FILMS NOUVEAUX

A deux minutes près

de Eric Le Hung, avec Jacques Weber, Charlotte de Turckheim, François-Eric Gendron, Dominique Régulier, Bernard Ferry, Gilette Garcia, François (1 h 40). Lire notre article ci-contre.

Le Triomphe, 8° (45-62-45-76) ; Convection Saint-Charles, handicapée, 15° (45-73-33-00).

Cher Frangin

de Gérard Mordillat, avec Luc Thuillier, Marisa Colucci, Julie Jézéquel, Yan Epstein, Philippe Caroit, Eric Denier, François (1 h 30). Lire notre article ci-contre.

Forum Orient Express, handicapée, 1° (42-33-42-28) ; Saint-André-des-Arts II, 8° (43-28-80-25) ; Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-89-92-82) ; La Nouvelle Mécaville, 9° (47-70-72-88) ; Fauvette, 13° (43-31-56-88) ; Sept Paroissiens, 14° (43-22-32-20) ; La Gambetta, 20° (46-35-10-58).

Notables

de Bernard Collin, avec Pierre Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu, Gérard Blin, Michel Voita, Dominique Blanc, Ludmilla Mikael, François (1 h 50). Lire nos articles pages II et III.

Forum Arc-en-Ciel, handicapée, 1° (42-37-63-74) ; Les Trois Lucs, 6° (48-53-57-77) ; Les Trois Belles, 8° (45-61-10-60) ; Sept Paroissiens, 14° (43-20-32-20).

Nyamanton

de Cheick Oumar Sissoko avec Moudi Kanta, Ada Thiocary, Diarra Sangaré, Chaka Diarra, Alkassou Kanta, Muelin (1 h 30). Lire notre article ci-contre.

VO : Studio 43 8°.

Roselyne et les Lions

de Jean-Jacques Beineix, avec Isabelle Pélissier, Gérard Sandon, Philippe Clément, Gustave Kervern, Wolf Harisch, Gabriel Monnet, François (2 h 08). Lire nos articles page IV.

Forum Horizon, handicapée, THX, dolby, 1° (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, dolby, 1° (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2° (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, dolby, 8° (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8° (47-20-76-23) ; Max Under Pantheon, THX, dolby, 9° (45-24-89-88) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11° (43-57-90-81) ; Les Nations, 12° (43-43-04-57) ; Fauvette Bis, dolby, 13° (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, 14° (43-27-84-50) ; Gaumont Paroissiens, dolby, 14° (43-35-30-40) ; Miramar, dolby, 14° (43-20-85-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15° (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, dolby, 15° (45-22-48-01).

Talk Radio

de Oliver Stone, avec Eric Bogosian, Ellen Greene, Leslie Hope, John C. McKinley, Alan Rickman, John Pankow, Américain (1 h 50). Lire nos articles ci-contre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, dolby, 3° (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 6° (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8° (45-74-34-84) ; U.G.C. Saint-Germain, 8° (45-62-20-40) ; La Nouvelle Mécaville, 9° (47-70-72-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapée, dolby, 13° (43-38-23-44) ; U.G.C. Convention, 15° (46-74-53-40).

« A deux minutes près », d'Eric Le Hung

Bonne surprise que cette comédie écrite pour le cinéma par Françoise Dorin, réalisée par Eric Le Hung comme un divertissement satirique mais avec suffisamment de détails psychologiques et sociaux pour qu'on s'attache à des personnages vraiment contemporains et non pas retallés sur les vieux patrons du boulevard. Bonne surprise d'y trouver, en vedette, Charlotte de Turckheim, drôle, étonnante et pas bête du tout, sous les airs un peu cruche de Virginie, petite bourgeoise cherchant à échapper à une vie conjugale et familiale, popoteusement enracinée sur un lotissement de grande banlieue, en courant après celui qu'elle croit être l'homme idéal.

Virginie a un film-culte : *Breve rencontre*, de David Lean. Or, quand elle entre en collision (vous verrez) sur les quais de la gare de l'État, avec Jacques Weber, médecin grand-bourgeois présumé Tristan - ce qui fait beaucoup de signes du destin - elle devient l'héroïne de *Breve rencontre*, et de rendez-vous en rendez-vous, s'applique à vivre un grand amour de cinéma. Mais chaque rendez-vous est un ratage, à cause des différences sociales et d'éducation.

Si l'on rit beaucoup, c'est d'un comique aigre-doux qui retourne les cartes du romanesque et de la presse du cœur. Jacques Weber est parfait dans le genre bien élevé, condescendant, quelque peu émuouillé par l'aventure avec une « Madame Bovary » maladroite et fagotée, qui ne sait pas se tenir dans un restaurant chic, mais il croit qu'elle lui est destinée... par l'astrologie. De toute façon, le film prend parti pour Virginie, nous met de son côté. Tous les rôles sont très bien distribués, et la pyramide du Louvre est à l'honneur dans une scène située vers la fin, joliment éclairée.

J.S.

« Cher frangin », de Gérard Mordillat

Alain Chevallier, ouvrier imprimeur, repoit en 1959 sa feuille de route pour le service militaire en Algérie. Il refuse de faire la guerre, est envoyé dans un bataillon disciplinaire, puis se retrouve au combat. Il écrit à son petit-frère, Marius (dix ans), lui raconte ce qui se passe, ce qu'il vit.

Gérard Mordillat a retrouvé - tant mieux - la veine de son premier film, *Vive la sociale !*, pour décrire, dans un Paris populaire, les réactions d'un gamin qui essaye de se faire une idée de la guerre d'Algérie.

Il protège, jusqu'à jouer au petit homme avec elle, Lou, la vendeuse enceinte d'Alain. Il y a, ainsi, des scènes humoristiques, tendres, marquées d'esprit d'enfance entre le jeune Marius Colucci (le fils de Coluche) et Julie Jézéquel (à quand un vrai grand rôle pour cette comédienne ?).

La réalisation a voulu aussi montrer la guerre, afin d'établir un décalage dramatique entre les événements sur le terrain et leurs échos dans la tête et la sensibilité du gosse.

Or la mise en scène n'arrive pas à trouver un rythme, un équilibre narratif dans le va-et-vient des images entre Paris et les djebels.

L'Algérie, c'est presque un autre film dans le film avec (sauf Luc Thuillier dans le rôle d'Alain le révolté qui se fera témoin de l'horreur) les personnages typiques d'une démonstration sur l'armée en campagne contre les fellaghas : le sous-lieutenant sorti de Saint-Cyr s'opposant à l'adjudant, ancien de la guerre d'Indochine, les appelés représentant, chacun, un caractère. Les acteurs ne sont pas en cause. Mais le schématisme politique l'emporte sur la réalité humaine.

Th.-M. D.

Lorsque le réalisateur s'en tient aux faits - le contrôle d'identité puis le massacre des habitants d'un village qui ont caché des hommes du FLN - c'est tellement mieux que lorsque les dialogues se veulent didactiques !

J. S.

« Nyamanton », de Cheick Oumar Sissoko

Rentrée des classes à Bamako. Kalifa est renvoyé le jour même car il s'est présenté sans le bano-table indispensable pour être admis à l'école. Ses parents, Chaka, chauffeur dans une administration, et Saran, employés de maison chez des bourgeois, décident d'emprunter pour acheter le fameux meuble, mais les enfants doivent les aider en travaillant l'après-midi.

Avec une charrette de location, Kalifa fait du ramassage d'ordures ménagères (d'où le titre : *Nyamanton* « tas d'ordures » en bambara). Fanta vend des oranges. Très vite, Kalifa voit le profit qu'on peut tirer des adultes, de leur naïveté, de leur vanité... Avant peu, il sera un parfait petit voyou. Fanta s'accroche farouchement à l'école et elle y voit la seule chance de s'en sortir. Les parents naviguent entre la colère et l'impuissance.

A côté - en complément - de l'œuvre de Souleymane Cissé, il existe un autre cinéma malien. Cheick Oumar Sissoko a tourné *Nyamanton* avec un petit budget et une équipe entièrement africaine. Son film dit le malheur d'être né pauvre parmi les pauvres. C'est une dénonciation implacable et pourtant tonique. L'humour et la tendresse se disputent au désespoir. Les enfants de Bamako sont de merveilleux comédiens.

Sorties du 19 avril

ANGOSSE, de Régis Laroche (Esp.), avec Zoltan Rubinstein, Michael Lerner, Talla Paul, Angel Jova. Une mère utilise des pouvoirs hypnotiques et psychiques pour amener son fils, qui devient aveugle, à chercher des yeux vivants.

LA CHEVAUCHEE DE FEU, de Simon Winzor (Aust.), avec Jon Blake, Peter Phelps, Tony Bonner. Huit cents cavaliers australiens se battent contre les Allemands et les Turcs en Palestine, en 1917.

LES DEUX FRAGONARD, de Philippe Le Guay (Fr.), avec Joaquin de Almeida, Robin Roucci, Philippe Leroy-Beaulieu, Sami Frey. Le peintre Fragonard a un cousin anatomiste. Ils aiment la même femme.

DIVINE ENFANT, de Jean-Pierre Mocky (Fr.), avec Laura Martel, Jean-Pierre Mocky, Sophie Moysse, Louise Boulvert. Une fillelette de six ans s'enfuit, avec son chien, d'un orphelinat. Elle rencontre Mocky, ancien pilote.

INVASION LOS ANGELES, de John Carpenter (E.-U.), avec Roddy Piper, Keith David, Meg Foster. Des extra-terrestres hideux sont infiltrés, invisibles, en Californie. Avec certaines knettes, on les repère.

MARQUIS, de Henri Khomou (Fr.-Bel.), avec des créatures coupées d'après des dessins de Roland Topor. Le marquis de Sade à la Bastille en 1789. Les prémices de la Révolution avec des personnages à têtes d'animaux.

MES NUTS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS, d'Andrzej Zulawski (Fr.), avec Sophie Marceau, Jacques Dutronc, Valérie Legrand. Un homme s'apprête d'une jeune fille qui a eu, comme lui, des problèmes avec ses parents pendant son enfance.

NOTTURNO, de Fritz Lehner (Fr.-Autr.), avec Udo Samel, Daniel Olbrychski, Michaela Widmann. Les cinq dernières années de Franz Schubert, musicien romantique atteint de la syphilis.

PATTI ROCKS, de David Burton Morris (E.-U.), avec Chris Mulkey, John Jenkins, Karen Landry. Deux amis se retrouvent après douze ans de séparation, et partent en voiture pour un voyage de nuit. Au bout, il y a une femme.

LE RETOUR DES MOUSQUETAIRES, de Richard Lester (G.-B.), avec Michael York, Richard Chamberlain, Philippe Noiret. Vingt ans après, les mousquetaires de Dumas doivent sauver Charles 1°. Ils luttent contre la fille du Milady.

THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC JEAN JOURDHEUIL ET JEAN-FRANÇOIS PEYRET

La Renaissance en tandem

Ils se sont rencontrés autour d'une pâtisserie chinoise à Berlin en 1978 et ont commencé de converser. Leurs passions ? La Renaissance, le tragique et l'écriture contemporaine. Le moyen de l'exprimer ? Le théâtre. Jean Jourdhéuil et Jean-François Peyret, deux brillants hommes de l'art pour un plaidoyer en faveur du théâtre de création.

L'UN est long comme l'autre est rond. Jean-François Peyret pèse ses mots avec soin, Jean Jourdhéuil les lâche comme on lâche les chiens. Ils se sont rencontrés sur les bords de Wannsee, lors d'un colloque savant qui prit vite des allures de campus sympathique, d'autant qu'un cuisinier chinois connaissait le secret des pâtisseries orientales. 1978 finissait, leur conversation commençait.

Elle devait très vite trouver sur les scènes, les bonnes scènes de théâtre, une traduction sans mauvais jeu de mots pour ces deux compères qui ont traduit de nombreux textes classiques ou contemporains et quelle traduction ! Jourdhéuil commence seul en 1978 par un Jean-Jacques Rousseau monté avec Gérard Desarthe. Ce monologue connaît un tel succès qu'il fit le tour d'Europe et fut repris encore récemment. Il enchaîne avec deux traductions du plus grand dramaturge est-allemand vivant, Heiner Müller, *Mascher* et *Hamlet-Machine*, qu'il monte en France avant même qu'elle ne soit, pour la seconde, montée en Allemagne.

1982 est l'année véritable de la constitution du tandem Jourdhéuil-Peyret. Ils créent *Le Rocher, la lande, la librairie*, spectacle adapté des *Essais* de Montaigne. Ces deux passionnés de la Renaissance et du tragique s'emparaient de l'offre de production du théâtre de la Commune d'Aubervilliers et allaient pouvoir faire la preuve de leur ambition commune : « tenter de définir une nouvelle façon de travailler, faire un théâtre neuf plus orienté vers la création ».

« Ainsi, explique Jean Jourdhéuil, nous avons voulu faire en sorte que Montaigne fournisse le matériau pour un texte de théâtre. Ce qui ne veut pas dire faire du théâtre avec des textes non dramatiques mais se servir de Montaigne comme matériau à l'élaboration d'un texte conçu aujourd'hui. De même que le spectacle Rousseau était une « beckettisation » du texte de Rousseau, le travail sur les *Essais* a été une « bergésation » de Montaigne. Comme si Bergès avait fourni l'intuition dramaturgique permettant la transformation du texte de Montaigne en un texte du théâtre contemporain ». Les deux hommes se sont de la même façon, et toujours avec brio, attaqués à Euripide, Corneille, Cyrille Tournier, l'Aretin et aujourd'hui Shakespeare et ses *Sonnets*, autant d'ouvrages qu'ils emporteraient « s'ils devaient aller sur l'île de Prospero », le héros de *La Tempête*.

Le travail de Jourdhéuil-Peyret n'est donc pas celui de lecteurs et adaptateurs fidèles de textes, exercice par ailleurs souvent ennuyeux pour les publics de théâtre. Leur collaboration est tout entière tournée vers la création contemporaine. Et tant pis pour le



Jean Jourdhéuil et Jean-François Peyret.

répertoire. D'abord parce que les deux hommes n'ont pas et n'ont jamais eu les moyens financiers de s'attacher à un classique. Et aussi parce que « si la conservation patrimoniale est une chose tout à fait noble, confie Peyret, ce n'est pas là que l'on trouve notre plaisir. Je ne veux pas être désagréable avec la concurrence mais, souvent, quand on lit un bon livre sur un classique, on arrive à peu près au même résultat. Si l'on avait les moyens de monter *Hamlet* avec encore plus d'argent qu'un autre, avec deux chevaux au lieu d'un, renchérit-il en faisant référence à la récente mise en scène de Patrice Chéreau, on n'hésiterait pas. Mais aller prendre Shakespeare dans les coins comme nous le faisons à la Bastille pour ce spectacle consacré aux *Sonnets*, ça m'intrigue plus ».

Jourdhéuil et Peyret étaient venus à la Bastille pour donner un *Machiavel* abandonné momentanément pour cause de désistement d'un des coproducteurs. Ils ne se sont pas découragés et sont revenus à un projet remis dans leurs cartons au moment de leur travail

sur l'Aretin. Pour l'occasion, ils retrouvent le peintre et décorateur Gilles Aillaud, les comédiens André Wilms et Jorge Silva Melo et la musique de Philippe Hersant qui sera interprétée par Joëlle Léandre à la contrebasse. Leur « famille » en quelque sorte, constituée après un long travail commun, un réseau de connivence où « les gens acceptent de travailler sans savoir toujours où ils vont, sans la partition ». Un réseau ouvert, et précieux.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre de la Bastille. À partir du mercredi 19 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 45. De 55 F à 90 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

Don Juan

d'après Molière, mise en scène de Michel Tournier.

Le metteur en scène géorgien Mikheil Tumanichvili a rassemblé les jeunes comédiens et metteurs en scène qu'il avait lui-même formés à l'Institut théâtral de Rustaveli et créé une troupe, en 1978, dont voici la dernière production. Un classique français revisité par l'insolence, la modernité et la joie de ces « méridionaux ».

Maison de la culture 93, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. À partir du 18 avril. Le mardi à 21 h. Tél. : 48-31-11-45. 70 F et 90 F.

Georgis Khan

d'Henry Bauchop, mise en scène de Jean-Claude Drouot, avec Jean-Claude Drouot, Jacques Cappelle, et Michel Van der Linden.

La nouvelle mise en scène de Jean-Claude Drouot est peut-être son dernier spectacle à la tête du Théâtre national de Belgique, coproducteur de *Georgis Khan* avec la Comédie de Saint-Etienne. Il interprète lui-même le rôle du Khan des Mongols qui se rendit maître de son pays au début du treizième siècle avant d'unifier l'Asie et de préparer un siècle de paix.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. À partir du 18 avril. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 48-90, 18-88. De 50 F à 100 F.

Ivanov

de Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Romans, avec Didier Sandre, Nada Strancar, et Henri Virlogeux.

L'occasion est belle de retrouver une « troupe » qui avait enchanté les nuits du dernier Festival d'Avignon, avec Tchekhov déjà et un très beau montage de textes, chroniques des fins d'après-midi imaginées par l'auteur. Elle est rejointe aujourd'hui par Didier Sandre, Henri Virlogeux et quelques autres

pour un nouveau voyage dans la Russie de la fin du XIX^e siècle que nous ferons, une nouvelle fois, et avec le même plaisir, aux côtés de la superbe Nada Strancar.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. À partir du 14 avril. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h. Tél. : 47-21-18-51. 80 F et 110 F.

Les Marionnettes de Tbilissi

mise en scène de Rezo Gabriadze.

Cinq marionnettistes des vieux quartiers de Tbilissi, capitale de la Géorgie, emmenés par l'écrivain et scénariste soviétique Rezo Gabriadze, qui a voulu casser toutes les conventions d'un art antique pour nous le rendre ici intact et beau.

Maison de la culture 93, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. À partir du 18 avril. Le mardi à 21 h. Tél. : 48-31-11-45. 70 F et 90 F.

Le Misanthrope

de Molière,

mise en scène de Simon Eine, avec Simon Eine, Yves Guez, Marjorie Chevalier, Catherine Sauval, et François Bertin.

Nouvelle production du Français, mise en chantier sous la direction de Jean Le Poulaing. Simon Eine signe la mise en scène et endosse le rôle-titre d'Alceste face à Catherine Sauval, qui devra déjouer les pièges d'un des plus beaux personnages féminins de Molière, Célimène.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. À partir du 15 avril. Les mardi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 14 h. Tél. : 40-18-00-15. De 40 F à 157 F.

Tite et Bérénice

de Pierre Corneille,

mise en scène de Jacques Rivetta, avec David Burzstein, Laurence Cotte, Fajal Delile,

THÉÂTRE DE L'ALPHABET
ARRABAL JOUE ARRABAL
à partir du 14 avril avec **Michel FORTIN**
Mise en scène **Henri LEGENDRE**
10, bd Carabacel - Nice - 93-13-08-88

Centre dramatique de La Courneuve
LES NUITS DU HIBOU
d'après Rostand de la baronne et L. Simonin
Adaptation et mise en scène de Christian Dour
du 20 au 30 avril et du 11 au 21 mai
par. ven. 20h à 20h45 - dim. à 16h30
Centre culturel Jean-Houdouart La Courneuve Loc. 48 36 11 44 et 3 Franc

Rendez Vous CRETEIL
du 18 au 30 avril
GENGIS KHAN
HENRI BAUCHAU / JEAN-CLAUDE DROUOT
ROBINSON ET CRUSOE
TEATRO DELL'ANGOLO DE TURIN
LOCATION 49.80.18.88 et FNAC

CATS
(en version française)
« Une escalade à mourir de plaisir »
THEATRE DE PARIS
LOC. SUR 14 JOURS 42.80.59.73
DATES ULTERIEURES 42.80.09.30
FRAN. AGENCES ET PAR MINTEL 0615 024 THEA

CARRE SILVIA MONFORT
JEAN RACINE
IPHIGÉNIE
Mise en scène Silvia Monfort
« Encore une réussite au Carré Silvia Monfort. C'est un véritable cadeau qui nous est offert. L'ensemble est superbe : décor, costumes, mise en scène. »
La France Catholique
45 31 28 31

3ème mois de succès
AU CAFE DE LA GARE
MARC DROJIV
Vis ta Vinaigrette
LE MONDE
Le premier humour rock en langue française
L'EXPRESS
Un souffle qui lui fait courir son croûte théâtrale-musical comme un 100 m
LE POINT
Star au Québec, Drojiv veut conquérir Paris, conquise en bonne voie
LE NOUVEL OBSERVATEUR
Délicat, débordé, inconvenant, génial...
TELERAMA
Etourdissant patchwork musical, on s'amuse beaucoup
FIGARO
Un spectacle qui explose. Pas une minute de répit, bref, c'est le triomphe
ELLE
Un genre que l'on voit rarement à Paris, et qui allie la danse, la musique au théâtre
ROLLING STONE
A ne manquer sous aucun prétexte
Libération
C'est le 44^e spectacle joué en 1980, joué en 40 supports d'écriture rock
Paroles et Musique
Un spectacle comico-musical, vibrant, fou, original
L'Evenement du Jeudi
Un spectacle libre, fou, original.
RESERVATIONS: 42 78 52 51

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
43 66 43 60
DU 11 AVRIL AU 7 MAI
SIT VENIA VERBO
DEUTSCH / LACQUE-LABARTHE
mise en scène Michel DEUTSCH
DU 2 AU 16 JUIN
LA STAR
OPERA DE ZYGMUNT KRAUZE
mise en scène JORGE LAVELLI
M _____ tel _____
adresse _____
je réserve _____ place(s) à 110F pour SIT VENIA VERBO
je réserve _____ place(s) à 150F pour LA STAR
2 3 6 7 8 9 10 13 14 15 juin à 20h30
entourer la date choisie, indiquer une date de répit
et joindre un chèque de F (remise hebdo) à l'ordre du Théâtre National de la Colline

MUSIQUES

« DOKTOR FAUST », DE BUSONI, AU PALAIS GARNIER

Fidélité à Goethe

Une musique splendide, une œuvre jamais donnée. Parmi les innombrables transpositions musicales du « Faust » de Goethe, sans doute la plus fidèle à son modèle. Le « Doktor Faust », de Busoni, version traduite en français, production de l'English National Opera. Exemple parfait de cosmopolitisme lyrique.

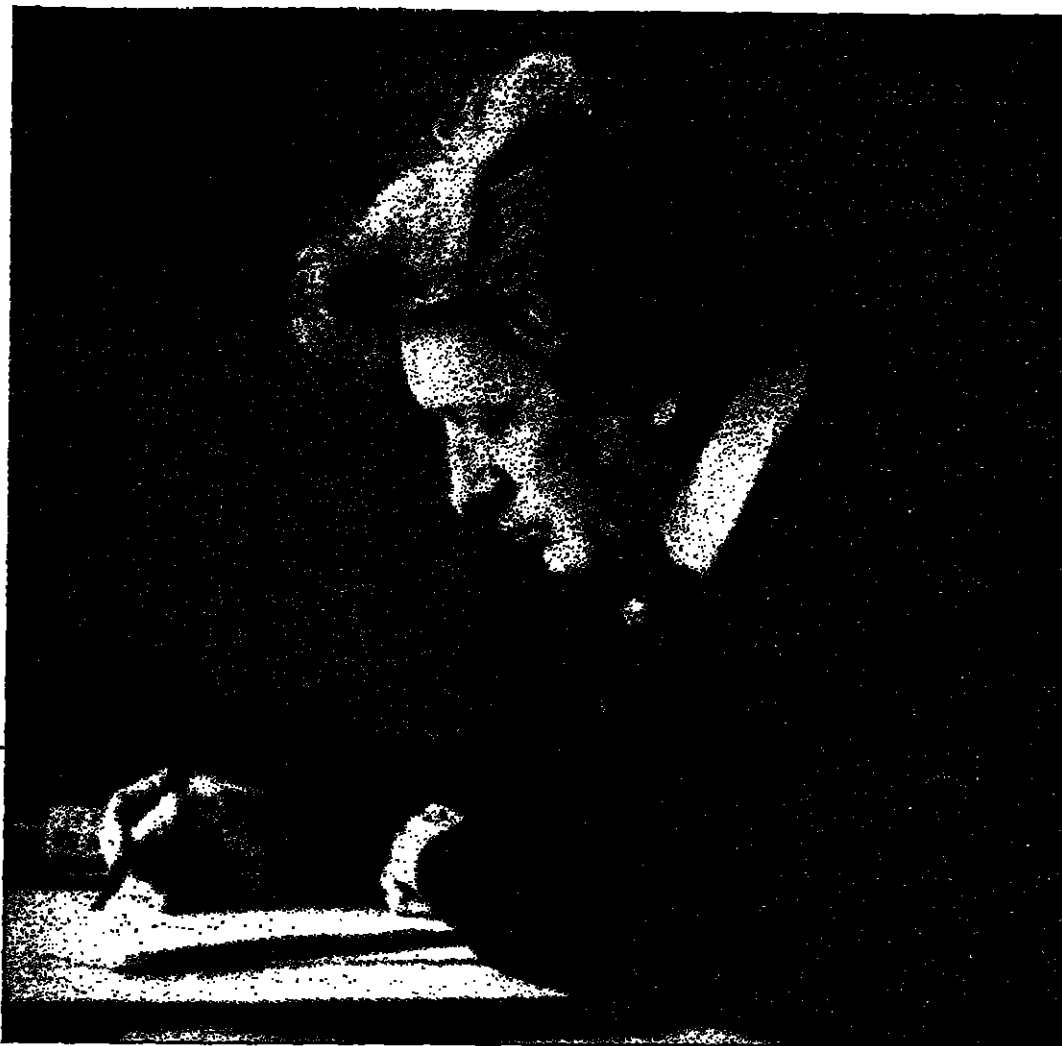
A PRÈS le naufrage de la création au palais Garnier, en 1985, du *Doktor Faustus* de Konrad Boehmer, l'Opéra a jugé prudent, pour ne pas réveiller les mauvais souvenirs, de débaptiser le *Doktor Faust* de Ferruccio Busoni pour le nommer *Faust-Busoni* ! L'idée est peut-être aussi de faire une figure faustienne de Busoni (né à Empoli en 1866, mort à Berlin en 1924), pianiste de légende et compositeur encore méconnu, fils spirituel de Liszt à ce double titre. C'est presque un lieu commun, s'agissant d'un créateur pathétiquement tourné vers un avenir qu'il lui sera seulement donné d'entrevoir.

Souvent associé aux noms de Bach et de Mozart dont il réalisa de célèbres transcriptions, Busoni ne fut pas seulement un compositeur fécond et un virtuose applaudi à travers l'Europe entière, mais également l'auteur d'un manifeste publié en 1907 : *Projet d'une nouvelle esthétique de la musique*. On y trouve les vues les plus prophétiques sur l'avenir de son art, depuis la polytonalité jusqu'à l'électroacoustique en passant par l'emploi des tiers et sixièmes de tons, ou des cent treize modes praticables au lieu des seuls majeurs et mineurs.

Mais on trouve également, dans cet opuscle, des réflexions sur l'opéra particulièrement originales à une époque où il ne semblait y avoir d'alternatives qu'entre le post-wagnerisme et le réalisme. « Des personnages dramatiques qui chantent, écrivait Busoni, c'est la plus anti-réaliste des conventions. Aussi, pour justifier une impossibilité et la compenser par une autre, les opéras devraient consister en situations, conflits et événements improbables, variés et incroyables. » Il faisait même le procès des traditionnelles scènes d'amour : « où, plus que dans la vie réelle, la conversation des amants ne devrait être surprise par un tiers mal à l'aise ; le public ne devrait pas jouer le rôle de ce tiers dans une salle d'opéra ».

« Quand donc la musique doit-elle intervenir dans les opéras ? demandait Busoni. La musique ne devrait jamais essayer de dépendre, de doubler les choses qui de toute façon sont visibles sur la scène. Elle est à sa place dans les marches, les défilés, les danses, les ballades et autres chansons qui alimentent le rôle des personnages, et chaque fois que le surnaturel entre en scène. Car le non-naturel et le surnaturel sont les deux éléments d'un monde imaginaire que l'opéra doit refléter dans son miroir comique et dans son miroir magique. »

Dans ses quatre ouvrages lyriques, *Die Brautwahl* (le Choix de la fiancée, 1911), d'après le conte fantastique d'Hoffmann, *Arlecchino* (1916), opéra



Pianiste, essayiste et compositeur, Busoni à Zurich

bouffe, *Turandot* (1917), d'après le conte de Godzdi, et *Doktor Faust* moins inspiré de Goethe que de Marlowe et des traditions du théâtre de marionnettes, Busoni a mis en œuvre des principes si contraignants qu'il a dû s'écarter de la scène lyrique qu'on ne s'écartera guère du peu d'empressement des directeurs à présenter de tels ouvrages au public malgré toutes leurs qualités. En France, la représentation du *Doktor Faust* au Théâtre des Champs-Élysées en 1963 n'a pas eu d'écho et si on a entendu quelquefois cet opéra, ou *Arlecchino*, à la radio, l'enthousiasme militant de Fred Goldbeck n'y était pas étranger.

Commencée en 1916, la composition du *Doktor Faust* fut interrompue par la mort de Busoni en 1924. Son élève Philipp Jarnach compléta la dernière scène, celle où Faust, justement, transmet le dernier souffle de son esprit au cadavre de son enfant ; il le ressuscite ainsi et lui dit avant de mourir : « Ce que j'ai mal construit, toi, redresse-le ! Ce que j'ai négligé, accomplis-le ! Ainsi, je m'élève au-dessus des lois, je vaincs le temps et m'unis aux générations futures, moi, Faust, une éternelle volonté. »

Jusqu'à cette minute ultime, Faust avait renoncé à l'action : ayant transféré, en signant le pacte, sa volonté à Méphistophélès, il laissait les événements s'accomplir comme en rêve, sans pouvoir en modifier les conséquences : séduire la duchesse de Parme, l'enlever, l'abandonner, ce sont à peine des songes creux ; d'ailleurs la duchesse pourrait aussi bien devenir — on le verra — la Reine de Saba ou Dalila, et Faust incarner à ses côtés Salomon ou Samson. Rien n'est réel, au fond, que l'idéal (Hélène d'Égypte, inaccessible). Rien n'est possible que la transmission de l'inquiétude et de la volonté.

Testament par le sujet, somme par la musique d'une densité constante (richesse de l'orchestration, du contrepoint, inventions rythmiques et harmoniques), *Doktor Faust* est une œuvre singulière, résolument. Une de celles, assez rares, dont l'unité manifeste ne peut se réduire à une formule et dont on n'a jamais fini de faire le tour.

GÉRARD CONDÉ

* Les 17, 20, 22, 26, 28 et 30 avril, 19 h 30, le 24 à 20 h. Tél. : 47-42-53-71. Minut 3615 code COM21. De 35 F à 450 F.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 12 avril

Messiaen

La Résurrection éternelle

Poulenc

Sonate pour clarinette et piano

Ravel

Gaspard de la nuit

Schubert

Wanderer Fantasy

Pascal Galley, Valérie Bécourt (piano), Philippe Berrod (clarinette).

Un programme composite qui n'hésite pas à associer Messiaen, Poulenc, Ravel et Schubert. Des artistes jeunes, encore au Conservatoire. De grands talents en puissance, si l'on en juge par les quelques prestations parisiennes de Valérie Bécourt, l'année dernière. Cette élève de Dominique Merlet, joue avec une sûreté, une sonorité impériale, un goût infallible. Elle ira loin, très loin.

Centre culturel suédois, 11, rue Pavanne (métro Saint-Paul), 20 h 30. Tél. : 42-71-82-20. Entrée libre.

Mozart

Symphonie n° 34

Mahler

4^e Symphonie

Margaret Marshall (soprano), Orchestre symphonique de Berlin-Est, Claus Peter Flor (direction).

Longtemps dirigé par Kurt Sanderling, l'Orchestre symphonique de Berlin-Est s'est dorénavant par Claus Peter Flor. Ce jeune chef est allemand d'origine, mais sa joliesse de son en France depuis qu'il y a fait ses débuts dans la 7^e Symphonie de Bruckner avec l'Orchestre de Paris. Cette fois, il vient avec son orchestre pour diriger Mahler et Mozart. Si cette formation n'est ni le Gewandhaus de Leipzig, ni la Staatskapelle de Dresde, elle en remontrera sans aucun doute à nos orchestres.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30, Tél. : 40-28-28-40. De 45 F à 285 F.

Mozart

Symphonie concertante pour vents KV 287b

Chostakovitch

Symphonie n° 11

Michel Benet (trombone), André Szwed (saxophone), Pascal Moragues (clarinette), Michel Garcin-Morrou (cor), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Semyon Bychkov apparaît de plus en plus souvent à la tête de l'Orchestre de Paris, dont il doit prendre la direction, la saison prochaine, en remplacement de Daniel Barenboim. Techniquement, il est un chef hors ligne. Sa battue impressionne par sa sûreté ; planté face à l'orchestre (les spectateurs ne voient jamais son profil), il tient ses musiciens, les pousse parfois aux limites de leurs possibilités techniques. L'Orchestre de Paris devrait gagner en cohésion, en précision rythmique sous une direction aussi péremptoire. Pour ce concert, Bychkov a choisi d'exposer quelques vents de son orchestre. Il n'a rien à craindre, car si les cordes de l'Orchestre de Paris (les violons, surtout) ne sont pas excellentes, clarinettes, flûtistes, hautbois, etc. ont peu d'équivalents de par le monde.

Salle Pleyel, 20 h 30 + le 13, Tél. : 46-63-07-96. De 45 F à 180 F.

Jeudi 13 avril

Jehan Alain

1^{er} et 2^e Fantaisies

Choral d'orgue

Choral d'orgue

Suite pour orgue

Deux Danses à Agnès Yvonne

Trois Danses : Joies, Douceur, Larmes

Postlude pour l'office de complies

Liturgie

Marie-Claire Alain (orgue).

Marie-Claire Alain a parcouru un grand chemin depuis ses débuts, elle a su évoluer, se maintenir sans cesse au firmament de son art. Qu'elle joue Buxtehude, Couperin, Widor ou Bach, elle trouve toujours la registration et le ton justes. Elle se bat depuis des années pour la musique de son ►

Pour les abonnés du Monde

AU THEATRE DU CHATELET, DES PRIX PRÉFÉRENTIELS POUR TROIS CONCERTS LYRIQUES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de deux grands chanteurs et à un spectacle d'opéra, en bénéficiant d'une réduction de 15 % sur le tarif habituel.

150 places, en première catégorie, leur sont réservées pour chacune des manifestations suivantes :

— Le jeudi 27 avril, à 20 h 30, récital de la soprano italienne d'origine sicilienne Lella Cuberli : œuvres de Caccini, Haydn, Monteverdi, Rossini, Scarlatti et Richard Strauss accompagnées au clavier et au piano-forte par Robert Kertelzon.

150 places au prix préférentiel de 162 F (au lieu de 190 F).

— Le jeudi 11 mai, à 20 h 30, récital du ténor allemand de l'Est Peter Schreier et de Karl Engel, piano : la Belle Meunière, de Franz Schubert.

150 places au prix préférentiel de 162 F (au lieu de 190 F).

— Le samedi 20 mai, à 20 h 30 : La Voix humaine, monologue lyrique de Francis Poulenc sur un livret de Jean Cocteau, par la soprano galloise Gwyneth Jones, l'Ensemble orchestral de Paris placé sous la direction de Serge Baudo. Mise en scène d'Alain Françon. Décor et costumes de Yannis Kokkos.

150 places, au prix préférentiel de 221 F (au lieu de 260 F).

Adressez votre chèque établi à l'ordre du Théâtre du Châtelet accompagné de la dernière bande d'expédition du Journal, au Théâtre du Châtelet, relations publiques, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris, en précisant le (ou les) concert (s) choisi (s) ainsi que le nombre de places correspondant. Votre (vos) place (s) vous seront adressées par la poste directement par le Châtelet. Pour les concerts des 11 et 20 mai (Peter Schreier et la Voix humaine), réservations au plus tard dix-sept jours à l'avance. Pour celui du 27 avril, réservations avant le 18 avril.

Sous le haut patronage de Monsieur François Mitterrand, Président de la République
Avec le patronage du Conseil Postier - Weizmann
et de la Ligue Nationale Française contre le Cancer

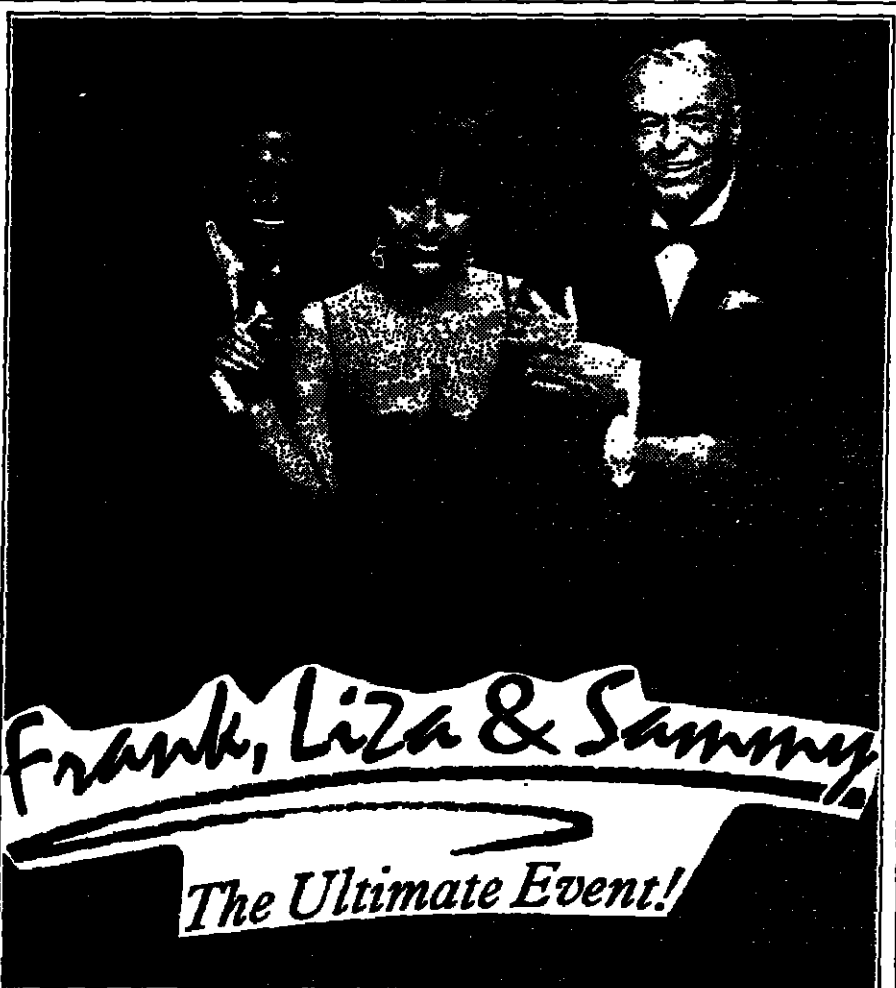
A L'OPÉRA DE PARIS

MARDI 25 AVRIL

20H30 précises

POUR L'INSTITUT WEIZMANN DES SCIENCES
en accord avec Léon SAYAN

RÉSERVATIONS
47.20.20.89
47.20.20.94



Cette soirée est rendue possible grâce à la générosité de : VAN CLIEF & AMPLE • VIVE SAINT-LAMBERT • LANCEL • CROQUIS CLASSE • MERCEDES-BENZ • FOUQUET'S • MINIMI & Cie • PÔLE ST-CHARLOT

MUSIQUES

► pour la musique de son frère Jehan, mort au front en 1940. Cette musique mérite d'être jouée et écoutée. Au moins autant que celle que Messiaen a consacrée au roi des instruments.

Eglise Saint-Thomé d'Aquin, 21 h. Tél. : 43-64-58-74. De 60 F à 120 F.

Vendredi 14 avril

Mahler
2^e Symphonie
« Réquiem »

Paula Coburn (soprano),
Orchestre national de France,
Chœur de l'Opéra,
Laurie Masset (direction).

Loïc Masset ne fait pas l'unanimité. Tant s'en faut ! Certains détestent son euro-pessimisme (disques CBS) de la 2^e Symphonie de Mahler, d'autres, plus rares, le portent au pinacle. Nous nous rangeons résolument à leurs côtés. Mais avec Masset, nous ne sommes jamais sûrs de rien : qui peut dire s'il dirigera, ce soir, abandonnant ses tics virtuoses, son élégance glacée, s'il se laissera transfigurer par la Réquiem ?

Théâtre du Châtelet, 20 h 30 (+ 1 h). Tél. : 40-28-28-40. De 48 F à 120 F.

Dimanche 16 avril

Mozart
Don KV 423

Webert
Chorale op. 8
Six Baguettes op. 9
Schmerz immer Blick

Schoenberg
Drei Klavierstücke op. 10
Anna Stieger (soprano),
Chœur de l'Opéra de l'EC.

Les concerts donnés au Châtelet, le dimanche après-midi, par l'Ensemble Inter-Contemporain sont une aubaine pour le mélomane parisien et étranger. Pour 50 F (tarif unique), il lui est possible d'entendre le meilleur de la musique de chambre du XX^e siècle confrontée à des œuvres de référence d'époques plus lointaines. Ce dimanche, le programme est particulièrement attrayant, qui réunit un duo de

Mozart des œuvres de Webern au plus célèbre des quatuors de Schoenberg. Et les musiciens de l'Intercontemporain sont toujours irréprochables techniquement et musicalement. Près de quinze années de travail assidu portent leurs fruits.

Théâtre du Châtelet, 18 h. Tél. : 40-28-28-40. 60 F.

Lundi 17 avril

Schoenberg
La Nuit transfigurée

Mahler

Le Chant de la Terre
Brigitte Foubert
(mezzo-soprano),
François Ariza (ténor),
Orchestre symphonique
de Londres,
Pierre Boulez (direction).

Boulez interprète de Mahler ? A priori, on n'y croit guère : la précision légendaire de ce chef s'accompagne souvent d'un manque de souffle, d'une absence de grandes lignes préjudiciables à ses interprétations d'œuvres romantiques (sa Cinquième de Beethoven, sa Fantastique de Berlioz). Or, les quelques fois où on a vu Boulez diriger Mahler en France, ce fut une sorte de révélation, comme si un voile se déchirait. Boulez s'humanisait, s'attendrissait sans rien abdiquer de ses exigences techniques.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 100 F à 720 F.

Mardi 18 avril

Lessee

Donnée David Multiplacé
Ego Darnel

Mercure

Le Temps Incertain

Scelsi

Trois Cantates

Xenakis

Grande voix de France,
Guy Balais (direction).

Si le GVF n'est pas la meilleure formation du genre, elle est bien la seule en France à se consacrer à la cause de la musique contemporaine. Mais il ne résiste pas au plaisir de glisser des œuvres anciennes dans ses concerts. Celui-ci est fort judicieusement composé.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-83-71. De 36 F à 450 F.



JEAN-PIERRE LOR

Mercredi 19 avril

Lessee

Donnée David Multiplacé
Ego Darnel

Mercure

Le Temps Incertain

Scelsi

Trois Cantates

Xenakis

Grande voix de France,
Guy Balais (direction).

Si le GVF n'est pas la meilleure formation du genre, elle est bien la seule en France à se consacrer à la cause de la musique contemporaine. Mais il ne résiste pas au plaisir de glisser des œuvres anciennes dans ses concerts. Celui-ci est fort judicieusement composé.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-83-71. De 36 F à 450 F.

Maison de Radio France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Schumann

Lieder
Liederbuch

Debussy

Fêtes galantes

Liszt

Trois Sonnets de Pétrarque
Reine Cotruces (soprano),
Théodore Paraskivou (piano).

Reine Cotruces n'est pas une belle voix, mais elle est une grande artiste, émue, vibrante, vraie. Sa Traviata de Verdi, dirigée par Kleiber, est un jalon dans l'interprétation de ce rôle. A son programme, elle a lancé les Lieder, de Schumann, les Fêtes galantes, de Debussy et les Trois Sonnets de Pétrarque, de Liszt. L'excellent Théodore Paraskivou l'accompagne.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 45 F à 180 F.

Il est facile de dire que Pierre Boulez dirige Mahler comme un compositeur, que Mahler dirige la musique des autres comme un compositeur. Et cependant c'est vrai. Boulez dans le « Chant de la Terre » ou Châtelet ? Un concert d'ores et déjà historique.

RÉGIONS

Bordeaux

Mozart

L'Enlèvement au sérail : ouverture,
Concerto pour piano n° 21

Mendelssohn

La Sonate d'une nuit d'été d'été
Christian Zacharias (piano),
Martha Miki
et Florence Lamy
(soprano).

Ensemble vocal d'Aquitaine,
Orchestre
de Bordeaux-Aquitaine,
Emmanuel Krivine (direction).

Christian Zacharias est l'un des plus passionnés interprètes de Mozart aujourd'hui. Emmanuel Krivine l'un des meilleurs chefs français (lorsqu'il s'en donne la peine : sa prestation dans le 2^e Concerto de Paris, l'autisme dernier était indicible de lui). Quant à l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, il revient de si loin que l'envie de progresser des musiciens leur donne sûrement des ailes.

Le 12 avril, Grand Théâtre, le 13, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : (01) 56-52-76-21. De 20 F à 90 F.

Lille

Mendelssohn

Elle
Avec Karin Graf,
Hanna Schuler,
Hilma Böger,
Wolfgang Schwan,
Cantatas de Brünn,
Orchestre national de Lille,
Michel Carbox (direction).

Fasciné par l'art de Jean-Sébastien Bach (qu'il fut l'un des premiers à redécouvrir) et par celui de Joseph Haydn (dont les œuvres influencent beaucoup celles qu'il composa durant sa jeunesse), Mendelssohn s'est lancé dans la composition de grande cantates sur le modèle de ceux initiés par ses prédécesseurs.

Michel Carbox, dont le style est dépassé dans Bach, trouve avec le baroque revisité de Mendelssohn matière à exprimer son talent. Et dans ce répertoire, il est le premier de la classe.

Le 18 avril, Palais des congrès, 20 h 30. Tél. : (01) 20-36-03. 80 F.

Mulhouse

Helffer

Concerto

Fallin

7 Chansons populaires,
Le Tricorne

Alicia Naffé (mezzo-soprano).

Orchestre symphonique
de Mulhouse.

Victor Paroz (direction).

Alicia Naffé est l'interprète
idéale du Tricorne ; elle a
cette voix profonde, colorée,
parfois rauque, qui convient
idéalement à une telle
œuvre. Avec une programmation
exigente, l'Orchestre
symphonique de Mulhouse
pourrait son accession, guidé par Louis
Pfall, son directeur musical.

Le 14 avril, Théâtre municipal,
20 h 30 (+ 1 h), au Grand-Théâtre,
Tél. : (01) 80-45-22-55. De
40 F à 100 F.

Saint-Etienne

Donizetti

L'Elisir d'amour
Avec Sylvie Valayre,
Marie-Françoise Lohr,
Pierre Joffe,
Christian Bédet,
le Grand Orchestre
de Saint-Etienne,
Patrick Fournillier (direction).

Un opéra en soliste :
Alicia Naffé.

Sylvie Valayre est une chanteuse à la voix pure, au timbre délicat. Sa technique maîtrisée, qui peut paraître dédaigner l'émotion, lui permet de triompher d'un rôle difficile, tendu. Les représentations seront dirigées par Patrick Fournillier, jeune chef talentueux et jugement avisé.

Le 12 avril, Grand Théâtre, 20 h 30. Tél. : (01) 77-25-35-10, postes 140 et 145. De 75 F à 120 F.

Toulouse

Bach

L'Art de la fugue
Orchestre national
de Toulouse,
Erich Bergel (direction).

L'Art de la fugue est une œuvre pour clavier. Cela ne fait pas aucun doute. Mais Erich Bergel l'a instrumentée pour grand orchestre et a atteint l'effort.

L'Orchestre de Toulouse est une excellente formation, dont certains premiers sont admirables (violons et cors). A défaut d'être philologique, cette exécution sera sans doute fort belle.

Le 15 avril, Théâtre aux grains, 20 h 30. Tél. : (01) 67-22-24-40. 80 F.

JAZZ

Sam Ru

et Archie Shepp
au New Morning
Etoile paradoxale des années 70, stiffe de contre-chefs somptueux et ouvert

de légendes (sa date de naissance, sa carrière restent énigmatiques). Sam Ru est le dépositaire de quelques inventions de poids. Il a promu une forme assez libre du grand orchestre. Son sens du déguisement (dans une musique d'avant-garde) est inédit. Il pratique un humour indéfectible. On ne sait pas bien jusqu'où le prendre au sérieux, ni comment le fonctionner le fonctionnement de l'ensemble et de l'ensemble.

Le 12 avril, New Morning, 21 h 30. Théâtre aux grains, 20 h 30. Tél. : (01) 67-22-24-40. 80 F.

Bordeaux

et d'André

et d'Orly

Avril Swing s'ouvre avec le duo Hervé Bompard/Régné d'André. Leur game et typique, plutôt décalé. Le principe d'improvisation répond à des critères qui se sont perdus. Régné, puisant dans une tradition d'écriture : chaque note n'est qu'une étape vers l'aboutissement. Mais Erich Bergel l'a instrumentée pour grand orchestre et a atteint l'effort.

L'Orchestre de Toulouse est une excellente formation, dont certains premiers sont admirables (violons et cors). A défaut d'être philologique, cette exécution sera sans doute fort belle.

Le 15 avril, Théâtre aux grains, 20 h 30. Tél. : (01) 67-22-24-40. 80 F.

JAZZ

Sam Ru

et Archie Shepp
au New Morning
Etoile paradoxale des années 70, stiffe de contre-chefs somptueux et ouvert

de légendes (sa date de naissance, sa carrière restent énigmatiques). Sam Ru est le dépositaire de quelques inventions de poids. Il a promu une forme assez libre du grand orchestre. Son sens du déguisement (dans une musique d'avant-garde) est inédit. Il pratique un humour indéfectible. On ne sait pas bien jusqu'où le prendre au sérieux, ni comment le fonctionner le fonctionnement de l'ensemble et de l'ensemble.

Le 12 avril, New Morning, 21 h 30. Théâtre aux grains, 20 h 30. Tél. : (01) 67-22-24-40. 80 F.

Retenez vos places : Londres aux couleurs de la France

12 AVRIL :

19 heures, Queen Elizabeth Hall, Cherubini (Médée, version de concert), avec Elizabeth Connell (Médée), Lilian Watson (Crépuscule), Linda Fennie (Médée), Anthony Rolfe Johnson (Jason), l'Orchestre et les chœurs The Age of Enlightenment, Gabriele Ferro (direction) :

19 h 30, Royal Festival Hall, Cécile Ousset (piano), Royal Philharmonic Orchestra, Jean-Bernard Pommier (direction) : Debussy (Nocturnes), Ravel (Concerto en sol), Berlioz (Symphonie fantastique).

14 AVRIL :

19 h 30, Royal Festival Hall, Orchestre philharmonique de Londres, Matthias Bamert (direction) : Berlioz (Le Carnaval romain), Beethoven (2^e Symphonie), Offenbach (Orphée aux enfers, ouverture), Saint-Saëns (Danse macabre), Seta (Gymnopédies n° 1 et 3, orchestrées par Debussy), Chabrier (Joyeuse Marche), Dukas (L'Apprenti sorcier).

15 AVRIL :

20 heures, Purcell Room, Steven Neigater, David Brain (piano) : Scarle (Vigil, op. 3, Threnos and Toccata), Rodney Bennett (Trois études), Musgrave (Monologue), Tippett (2^e et 3^e Sonates), Rawsthorne (Quatre pièces romantiques), Gohar (Trois pièces, op. 18), Bridge (Quatre pièces caractéristiques).

5 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Dmitri Alexiev (piano), Orchestre Philharmonia, Semyon

Bychkov (direction) : Prokofiev (2^e Concerto pour piano), Gostakovich (8^e Symphonie).

4 MAI :

20 heures, Purcell Room, Roy Howatt (piano) : Chabrier (Bourrée fantasque, Menuet pompeux, Scherzo-Valse), Fauré (8^e Barcarolle, 13^e Nocturne), Debussy (Estampes), Ravel (Valse noble et sentimentale), Chopin (Polonaise-Fantaisie).

8 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Sarah Walker (mezzo-soprano), Orchestre philharmonique de Strasbourg, Theodor Guschlbauer (direction) : Dukas (Le Pâtre), Berlioz (Le Mort de Cléopâtre), Debussy (Libéria), Varèse (Amérique).

9 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Richard Watkins, Simon Rayner, Peter Blake, Robert Mackell (cors), Orchestre Philharmonia, Guernadi Rodestvenald (direction) : Weber (Ouverture Prélude), Schumann (Konzertstück pour quatre cors), Mendelssohn (Symphonie italienne).

19 h 45, Queen Elizabeth Hall, Pierre-Laurent Aimard (synthétiseur), Ichiro Nodaka (synthétiseur et piano Yamaha Midi), London Sinfonietta, Arturo Tamayo et George Benjamin (direction). « L'IRCAM à Londres » : Manoury (Pluton for Real Time, pour ordinateur et piano Yamaha Midi, première britannique).

19 h 30, Royal Festival Hall, Viktori Postnikova (piano), Orchestre Philharmonia,

quel), Osborne (Alba), Harvay (Mortuo Plango Vivos Vocis), Benjamin (Antara, première britannique).

11 MAI :

18 heures, Purcell Room, Compagnie Lubet (jazz) :

19 h 30, Royal Festival Hall, Maurizio Pollini (piano), Orchestre Philharmonia, Guernadi Rodestvenald (direction) : Rameau (Suite de danses, orchestration de Mottl), Chopin (1^{er} Concerto pour piano), Liszt (Symphonie), Honegger (Pacific 237) :

19 h 45, Queen Elizabeth Hall, London Sinfonietta, Arturo Tamayo (direction). « L'IRCAM à Londres » : Hurel (Fragments de lune, première britannique), Stroppa (Etude pour Pulzazione, création), Dalbavie (Diamants, première britannique), Heller (Résonance).

13 MAI :

18 heures, Queen Elizabeth Hall, Amy Mainly, Judith Bingham (voix), Spectrum, Guy Protheroe (direction) : Xenakis (N'Shima, Evryali, Eonta) :

20 heures, Queen Elizabeth Hall, James Wood (percussions), Spiros Saldas (baryton), New London Chamber Choir, Spectrum : Xenakis (Orestia).

16 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Viktori Postnikova (piano), Orchestre Philharmonia,

Vedev Neumann (direction) : Rachmaninov (3^e Concerto pour piano), Beethoven (8^e Symphonie).

22 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Richard Strauss (Elektra), avec Hildegard Behrens (Elektra), Christa Ludwig (Clytemnestre), Nadine Secunde (Chrysothemis), Chœur et Orchestre symphonique de Londres, Seiji Ozawa (direction).

25 MAI :

19 h 30, Royal Festival Hall, Malvina Davies (ténor), John Scott (orgue), Southend Boys Chorus, The Bach Choir, Orchestre Philharmonia, David Wilcocks (direction) : Cherubini (Régulus en exil), Saint-Saëns (Symphonie avec orgue), Berlioz (7^e Danse).

28 MAI :

18 h 15, Royal Festival Hall, Royal Choral Society, Orchestre de la Garde républicaine, Roger Boutry (direction) : Berlioz (Symphonie funèbre et triomphale) et œuvres de Debussy, Mahler, Gounod, Bizet, Catal, Bédard et Jodin.

★ Londres, informations, tél. : (01) 01-828 3002 ; location, tél. : (01) 01-828 8800, par cartes Visa, Diners Club, American Express. De 3 livres à 18 livres, de 5 livres à 45 livres pour Elektra.

LYMPIA BRUNO COQUATRIX présente **REGGIANI** A PARTIR DU 14 AVRIL

LOC. LYMPIA TOUTES AGENCES 3 FVAC VIRGIN MEGASTORE NUGGETS BILLETTEL PARIS TEL. 01 47 00 00 45 MINTEL 3615 LYON TEL. 01 47 00 00 45 COLLECTIVITES 1752 1984

France Inter

Jeudi 13 avril 1989

ARTS

LA SEMAINE DE L'ARCHITECTURE A PARIS

Poissons d'avril

Deux expositions, des films projetés non-stop, un concours de la première œuvre, diverses actions de sensibilisation à l'intention des jeunes ou d'un public mal informé... cette campagne d'une semaine, aux objectifs sympathiques, suffira-t-elle à revaloriser le métier d'architecte ?

La semaine de l'architecture va-t-elle, pour la seconde année consécutive, de sensibiliser les Français à la qualité de la construction. Ceci malgré de maigres moyens et un intérêt national qui se porte essentiellement vers les grands travaux.

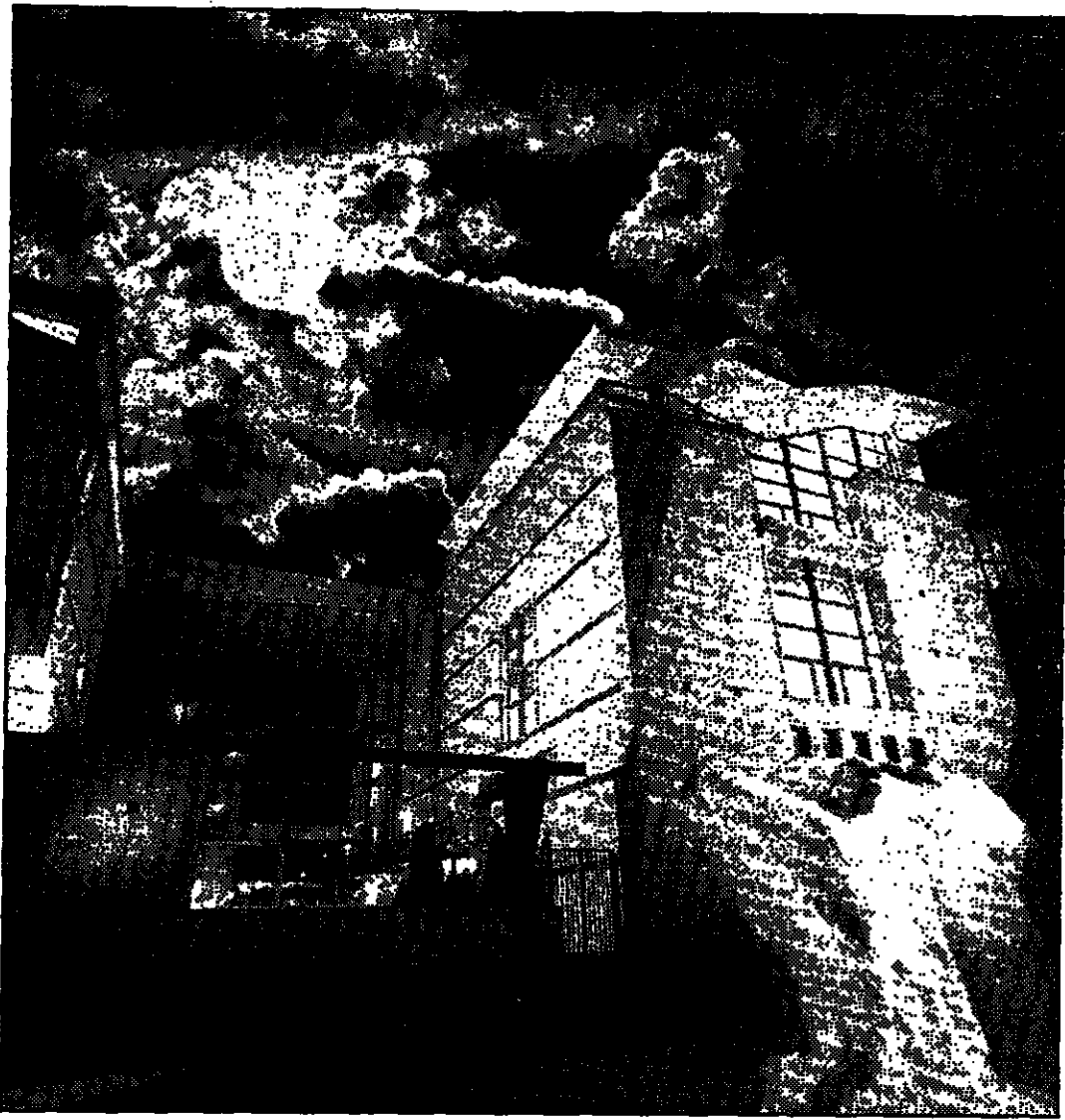
« Trompettes de la renommée, chantait Brassens, vous êtes bien mal embouchées... » On n'écoute jamais assez les poètes. Cela aurait pourtant servi de faire de la remise du grand prix d'architecture 1989, décerné à deux lauréats - dont l'un, Henri Gaudin, l'a refusé (le Monde du 22 mars), - le point fort de la Semaine de l'architecture, assise à l'aube de ce printemps. Assise (à l'instar de la magistrature dont on dit parfois qu'elle pouvait se coucher) car la campagne « Architecture-Architectes », dans laquelle s'inscrit cette semaine, s'est donnée depuis 1987 un bizzarisme et symbolique logo. Il représente, en effet, une sorte de maison bon enfant, bien calée dans un fauteuil ventru, et à laquelle on aurait coupé les bras pour l'empêcher de lire. Il est vrai qu'avec toutes les méchancetés que peut raconter la critique, la construction n'a peut-être plus envie de s'instruire. Elle apprendrait pourtant ici même l'intérêt que nous portons à cette Semaine.

Lancée il y a deux ans par le ministère de l'équipement et du logement, ainsi que par l'ordre des architectes, entretenue par un budget national (2,5 millions de francs en 1987 et 1988, 3,5 en 1989) qui fera sourire les publicitaires, habitués à lancer des leasings ou à entretenir l'image d'une firme automobile (700 millions annuels pour notre Régie nationale), la campagne « Architecture-Architectes » s'est donnée quatre objectifs : « inciter les Français à recourir plus souvent à l'architecte » et « les aider à mieux connaître son domaine d'intervention » ; « valoriser les qualités créatives » d'icelui, « autant que sa compétence d'homme du terrain » ; montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'une histoire de monuments, mais également d'une affaire quotidienne ; enfin, « inviter les Français à être exigeants », ce qui est à nos yeux l'aspect le plus plaisant de la chose.

Dans ce contexte volontariste, la Semaine doit concerner toutes les régions de France, grâce à une multitude d'organismes-relais souvent mal connus, comme les Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE). Ces derniers, sans grands moyens, sinon l'enthousiasme de leurs responsables, font en fait depuis des années ce lent travail de fourmi qu'est le rapprochement d'une population quotidiennement foudroyée par les stéréotypes de la télévision et par la construction en série, avec cet embryon d'absolu que pourrait être le paysage français. Vaste programme. Mais comment ce travail pourrait-il tout à la fois se condenser et s'exalter en ces huit jours bénis d'avril ?

Chaque région, selon nos informations, devrait être individuellement informée de ce qui l'attend. Toutefois, des manifestations nationales sont prévues dont nous devons ici souligner l'importance : ainsi, huit cent mille cartes illustrées sur le thème « Bâtir avec l'architecte » vont être distribuées dans toute la France à chaque destinataire d'un certificat d'urbanisme. Ainsi encore, « pour faire découvrir aux jeunes que l'architecture est partout et qu'elle est « brachée », un concours photo/texte doit être lancé avec le magazine Phosphore. Reste la capitale, à qui est réservé un sort particulier grâce à toute une série d'expositions et de manifestations toniques, réjouissantes, autant que populaires.

A tout seigneur, tout honneur. Nous commencerons par regretter que la Maison des architectes, entre-



L'École de danse de l'Opéra (arch. : Portzamparc) à l'exposition « Architecture, lieu d'écriture ».

nue par l'Ordre du même nom, fasse défiler ses expositions à si grande vitesse que la dernière en date, « Un maître-Un architecte », pleine de bons exemples à suivre (et de quelques autres à ne pas suivre), a dû déjà fermer ses portes. Même si c'est pour laisser la place, le 17 avril, aux résultats du Concours de la première œuvre, lancé par la COGEDIM sur un programme de quinze logements, et auquel ont répondu quelque 550 candidats sans doute rémunérés, comme le souhaite désormais l'ordre des architectes. Autre exposition notable, celle de l'IFA, qui, après « Architectures du virtuel », a choisi de concrétiser son propos, le 18 avril, sous le titre « Temps sauvage et incertain ». Certainement une superproduction. Il s'agit d'ailleurs, à titre d'information, d'un bilan de vingt ans d'architecture mondiale...

Le lendemain, 19 avril, la Galerie de l'esplanade de la Défense inaugure « Architecture, lieu d'écriture », manifestation montée par les CAUE des Hauts-de-Seine et qui, contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser, n'est pas un hommage aux poissons d'avril. A une trentaine de bâtiments du département, elle associe en effet l'écriture et la bonne volonté d'autant d'écrivains, parmi lesquels Alphonse Boudard, Christian Charrière, Patrick Grainville, Paul Guth, Marcel Jullian, etc. D'autres expositions, des projections non-stop, des journées « portes ouvertes », et même des vitrines dans les librairies, consolideront cette Semaine. Semaine dont un des points forts et pittoresques sera enfin la répétition, dimanche 23 avril, d'une opération, type jeu de piste, qui a déjà connu un bon succès l'an dernier. Il s'agit en effet de confier à vingt autocars remplis de vous ou moi, guidés par vingt noms de l'architecture, le soin de nous faire découvrir tel ou tel aspect de Paris et de l'Ile-de-France. En 1988, les cars étaient partis de la place de la Concorde, d'où ils avaient eu du mal à

démarrer, entre les cars des touristes et je ne sais plus quelle manifestation sportive. Le public était apparemment content.

FREDERIC EDELMANN.

* « Architecture et cinéma », projections non-stop de films, de 10 heures à 24 heures, 19 avril au Mac-Mahon, 75008 Paris.

* Concours COGEDIM de la première œuvre, Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, à partir du 17 avril. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 13 heures à 18 heures.

* « Temps sauvage et incertain », IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris. Du 18 avril au 3 juin.

* « Architecture lieu d'écriture », Galerie de l'esplanade de la Défense, du 19 avril au 10 juin.

* Renseignements pour toutes ces expositions : à la Maison de l'architecture (tél. : 40-70-05-97) ou au service d'information du ministère de l'équipement (tél. : 42-56-45-86).

NOUVELLES EXPOSITIONS

Carte blanche à la galerie Yvon Lambert

Après Denise René, Daniel Templeon et Liliane et Michel Durand-Dessert, Yvon Lambert est honoré à la Défense comme marchand et défenseur du contemporain. Il a choisi, pour l'occasion, de rendre hommage à Christo, l'uni-

versel emballer d'archipels et de ponts. Galerie La Défense Art 4, Patinoire du monde, 15, pl. de la Défense, Paris-La Défense, 92000. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h. Du 13 avril au 18 mai.

Enrico Donati

Dans les années 1940, Enrico Donati était à New York, où il peignait des visions oniriques. Breton l'aimait bien et lui fit une belle préface. Suffira-t-elle à convaincre que Donati est plus qu'un disciple adroit de Dalí et de Max Ernst ?

Galerie Zabradiak, 37, rue Quincampoix, Paris, 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Du 6 avril au 15 mai.

Julio Paolini

Élégant, subtil, cultivé, Paolini joue avec les signes de la mémoire et de l'histoire. Il compose des rébus merveilleusement légers, et passablement déconcertants. Amateurs de simplicité, s'abstenir.

Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris, 9^e. Tél. : 42-71-04-25. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 15 avril au 18 mai.

Rasi

Photographe autodidacte, exilé en France depuis 1972, le laotien Rasi poursuit ses recherches sur la lumière et la matière. Dans le sable, la vase et le goudron, il guette les traces et les empreintes

d'une calligraphie sauvage. Sensible aux formes radicales, Rasi y détecte les cicatrices de sa propre histoire.

Studio 666, 6, rue Maître-Albert, Paris, 6^e. Tél. : 43-54-59-29. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Du 31 mars au 6 mai.

Bourg-en-Bresse

Voss

Peintures, collages, tissus, tout est bon pour Jan Voss, grand spécialiste de l'abstraction chromatique. Ses compositions décoratives seront accrochées dans l'ancien monastère de Brou.

Musée de Brou, 83 bd de Brou, 01000. Tél. : 74-22-22-31. Tous les jours, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. 5 F. Du 15 avril au 18 juin.

Nantes

Martin Barré

Martin Barré, abstrait, géométrique, peintre du dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en soixante et une œuvres. De quoi se convaincre de la rigueur de cet homme discret.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours de 10 h à 12 h et de 13 h à 17 h 45, le dimanche de 11 h à 17 h, sauf mardi et jours fériés. 10 F. Du 13 avril au 4 juin.

Nîmes

Chaboud

On connaît encore mal ce curieux expressionniste méridional à la peinture très dure et aux couleurs stridentes. Ce fut pourtant l'une des figures les plus singulières des années 1910-1920.

Musée des beaux-arts, rue Châ-Foucault, 30000. Tél. : 68-67-35-21. Tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h. 15 F. Du 6 avril au 21 mai.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyens des repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMISON
10, rue des Capucines, 2^e
40-15-00-30/40-15-08-08

As 1^{er} et 2^e, le premier restaurant japonais de Paris, 45^e, dîner, spécial de saison hôte et poisson d'été, menu déjeûner à 95 F net. Au rendez-vous, RITTY OSEAS : « Le vrai sushi japonais », ambience et les sons de musiciens. Le plus gr. choix de sushis du monde. J... H... 2 h du mat.

LE SABLADAIS F. sam. midi, dim.

Déj., dîner j. 22 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, cèpes, morilles.

2, rue de Vienne, 9^e

DINER PERIGOURDIN 130 F s.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.

TV COZ Fermé dim. et lundi soir

VOS DÉJEUNERS ET DINERS dans un CADRE BRETON. POISSONS, CRUSTACÉS et FRUITS de MER. CRÊPES et GALETTE. Jusqu'à 23 h.

35, rue Saint-Georges, 9^e

Un événement parisien ! Forfait : théâtre et restaurant, 270 F à 350 F

AU PETIT RICHE

Et toujours son étonnant menu à 115 F s.c. Décor 1880. Salons de 6 à 50 pers.

47-70-68-68/47-70-86-50

Sabotez donc d'indes et fruits de mer jusqu'à 0 h 15. Parking Drouot.

25, rue Le Pelletier, 9^e

Les ANTILLES à côté de la Bastille. Cuis. créole traditionnelle et nouvelles.

LA PLANTATION

Ambiance créole chaleureuse et tropicale. P.M.R. 200 F.

5, rue Jules-César, 12^e

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de

LE PRESBOURG

trionphale, que tout Parisien se doit de découvrir. Plus du terroir, fruits de mer.

3, av. de la Grande-Armée, 16^e Ts les jrs

Poissons fins, Langoustes et homards du vivier, terr. déj. d'aff. Menu à 92 F + carte

LE COSSAIRE

« LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE »

1, bd Exelmans, 16^e

Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F s.c. Fermé samedi.

LE GOURMAND CANINE

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F.

6, pl. Marché-Juin, 17^e (pl. Perceval)

Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUVREUX 47-05-07-75 Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service

79, rue Saint-Dominique, 7^e

jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

LE TAGORE

Un des plus attrayants restaurants indiens de Paris. Authentiques spécialités MUGLAI

25, avenue du Maine, 15^e

services dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menu à 70 F et 100 F.

SOUPERS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNEE

POISSONS DU MARCHÉ

Plais traditionnels - Vins à découvrir.

Décor : « Brasserie de Lazo »

JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille

T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-43-90-32.

MUSÉE BOURDELLE

36, rue Antoine Bourdelle, M^e Montparnasse

LORIKA KOCH

Sculptures

tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

DU 22 MARS AU 21 MAI

205 galeries de 14 pays attendent au nouveau Salon international d'Art contemporain un public venu du monde entier. Vous pourrez obtenir notre brochure-visiteur en téléphonant au : -69/7523 05.

A R T FRANKFURT

21.-26.4.1989

DÉCORATION

RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ?

Conseils, réalisation des travaux, tous corps d'état qualité, délais.

ARCHI-DÉCOR
(1) 47-63-47-12

